100 - A1

Publication mensuelle

5, rue des Maliens, 75427 Paris Cades 19

diplomatique sur la corde raide

La Pologne

(Pages 8 à 12.)

Jeux

LE MONDE

Par CLAUDE JULIEN

'ACCUMULATION des crises ne parvient pas à modifier les choix qui les ont engendrées ou aggravées. Seraît-ce donc l'heure de Cassandre? Sans doute, le pire n'est pas toujours sûr, mais comment ne pas voir qu'il devient de plus en plus plausible ? Peut-être parce que les gouvernants, espoirs qu'ils entretiennent chez des citoyens traités en mineurs.

Combien de temps encore les grandes puissances joueront-elles avec le Proche-Orient, où coexistent tant de richesses et tant de tragédies ? En 1972, MM. Nixon et Kissinger croyulent être habiles en encourageant le chab d'Iran à accroître son aide militaire aux Kurdes d'Irak, -- cynique manœuvre qui, note l'ancien secrétaire d'Etat dans ses Mémoires, eut le mérite d'immobiliser l'armée irakienne au moment de la guerre d'octobre 1973. Avenglé par une mégalomanie qu'entretenaient ses protecteurs et fournisseurs, le chah fut victime d'une « révolution islamique » dont le rayonnement ne manque pas d'atteindre les chiites d'Irak. Pour Bagdad, l'heure de la revanche a maintenant sonné.

Mais il est impensable que le président Saddam Hussein se soit lancé dous l'aventure sans avoir pris des assurances. Parce que trop de pays ont intérêt à « mettre de l'ordre » en Iran, le conflit en cours, quoi qu'on en dise à Washington et à Moscou, ne sauroit être considéré comme purement local. De même, en juin 1976, l'entrée des troupes syriennes au Liban avait été précédée par des tractations sur lesquelles le lumière est encore lois

QUELS développements pourra connaître la confrontation armée entre le régime « fort » de Bagdad et l'espèce d' « anarchie » qui règne à Téhéran ? Exacerbés par d'anciennes rivalités, les enjeux territoriaux frontières mai délimitées, contestation de souveraineté sur trois îlots, droits de navigation dans le Chatt-el-Arab, visées irakiennes sur le Khouzistan --suffiraient sons doute à expliquer l'affrontement. A quoi s'ajoutent, cultivées par de grands pays, des rivalités nationales et l'ambition de s'affirmer comme puissance régionale.

Rien de tout cela ne saurait pourtant faire oublier de profondes contradictions, nourries des confusions qui entourent des problèmes essentiels. Pour dissemblables qu'elles soient, l'autorité personnelle de M. Saddam Hussein et celle de l'imam Khomeiny expriment, chacune à sa manière, la difficulté de concilier une volonté de progrès et la fidélité à de riches héritages culturels. un farosche désir d'indépendance et la nécessité de recourir à des concours économiques externes, un absolu religieux ou idéologique et la relativité des choix temporels. Problèmes de civilisation, de sociétés en plein mutation, de choes culturels.

T EVANT une situation aussi complexe, des conceptions étonnamment simplistes miscient pourtant sur le rôle dévolu à des « gendarmes » ou à des « bastions » entre la Méditerranée et le Golfe : l'un a été éliminé avec la chute du chah ; l'autre, avec M. Begin, s'est montré particulièrement indocile; et la Turquie, poste avancé du dispositif de l'OTAN, est en proie à des tourments que les militaires out peu de chances de maîtriser. Et voilà que, de surcroît, Damas renforce ses liens militaires avec Moscou. Vo-t-on essister, avec l'Irak et la Syrie, à un renversement d'alliances qui roppellerait celui de l'Ethiopie et de la Somalie?

Dans cette zone névralgique, les démocraties occidentales ont montré leur faiblesse devant l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, leur pusificaimité devant la crise énergétique, leur lenteur à reconnaître les Palestiniens comme un peuple, leur indifférence aux drames humains et socieux, leur courte vue devant le sous-développement d'une région pourtant si riche - qui risque de leur échapper.

La priorité a été accordée à trois préoccupations dont on voit mieux, chaque jour, les limites : protection des approvisionnements pétroliers, débouchés pour les exportations civiles et militaires, sécurité par l'occupation de positions stratégiques. C'est cela qui s'effondre ou menace de s'effondrer. Il serait grand temps de penser aux problèmes de fond, que l'on a eu grand tort d'ignorer ou de sous-estimer.

A vrai dire, les risques ont bien été perçus, mais ils avaient suscité une seule initiative : la création d'une force d'intervention rapide. Celle-ci ne pouvoit sans doute pas être déployée contre les Soviétiques en Afghanistan, et elle se serait pas d'une grande utilité pour protéger des installations pétrolières qu'une série d'attentats aurait tôt fait de mettre bors d'usage.

L'OFFENSIVE CONTRE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN

La guerre entre l'Irak et l'Iran n'est pas seulement, comme on a vu le dire ou l'écrire, un nouvel épisode de l'a inimitié séculaire » entre deux peuples. Les deux pays ont connu aussi de longues périodes de coexistence pacifique et parfois même d'étroite coopération. Il ne s'agit pas non plus de l'évolution normale d'un différend frontairer en un conflit armé. Le traité signé entre Baodad et Téhéran en juin 1975 prévoyait une série de mécanismes pour régler à l'amiable toute difficulté qui surgirait dans l'application d'accords conclus à l'issue de longues et patientes tractations. Avant d'avoir recours aux armes, le gouvernement irakien aurait du — aux termes de ce trailé — demander l'ouverture de négociations et,-au cas où elles auraient échoué, faire appel à l'arbitrage de puissances étrangères amies des deux parties contractantes, en particulier de l'Algérie qui avait présidé à la réconciliation en 1975.

Lotn d'avoir été un a diktat », le traité avait été considéré à l'époque comme un règlement équitable. Tant l'Irak que l'Iran revendiquaient la souvergineté sur l'ensemble de Testuaire du Chatt-el-Arab. Qualifié de voie d'eau internationale, celui-ci a été partagé à égalité, la ligne de démarcation se conjondant avec une ligne médiane. Ainsi. chacun des deux Etats pouvait garantir, sur ses propres eaux territoriales, la sécurité de ses embarcations et de ses voies d'accès maritimes. La fierté nationale de l'un et de l'autre était, de même, sauvegardée.

Il paraît clair, des lors, qu'il faudrait rechercher ailleurs les principales causes de la guerre. Réconcilié apec l'Iran du chah, l'Irak bassiste a manifesté, des le début,

son hostilité au mouvement révolutionnaire qui allait balayer le régime des Pahlati. L'imam Khomerny avait du se réjugier en France après son expulsion d'Irak à l'automne de 1978. Après le renversement de la monarchie à Téliéran, au printemps 1979. Bagdad n'a pas ménagé son soutien à tous les opposants de la jeune Republique islamique, aux rovalistes comme aux républicains a moderés », aux arabophones du Khouzistan comme qui autonomistes du Kurdistan.

Les sorces trakiennes n'ont cesse de harceler les stontières, tandis que l'armée iranienne, en pleine décomposition, tentait de rétablir l'ordre intérieur.

Le gouvernement de M. Saddam Hussein a choisi de passer à une offensive générale à un moment qui ne pouve:t être plus propice. La lutte pour le pouroir paraissait atteindre son terme à Téhéran, et un gouvernement homogène était sur le point d'être constitué. La République islamique allait s'atteler à la tâche de sortir de son isolement. La guerre a éclate alors que l'Iran ne pourait compter sur aucun soutien exterieur notable. En butte à l'hostilité déclarée des dirigeants traniens, alliée de l'Ivak, l'URSS, n'avait d'autre choix que de proclamer sa a neutralité ». Celle des Etats-Unis est, de toute éridence, plus ambigue. Après avoir échoue à faire libèrer les otages et à déstabiliser un régime qui représente, par sa scule existence, une menace permanente pour les intérêts américains au Proche-Orient, Washington aurait tout lieu de se féliciter de l'action irakienne, surtout si celle-ci devait aboutir à la chute de la République islamique.

Une voie semée d'embûches

A révolution franceune ne peut être identifiée à aucune autre. Bile est unique en son genre. D'où le difficulté de comprendre son évolution au jour le jour.

L'ascendant du clergé chite est ancré dans son histoire et son idéologie. Depuis la disparition du douzième imam au neuvième siècle de notre ère, aucun pouvoir temporel n'est, pour lui, légitime ou équitable. La justice ne sera rétablie dans la communanté musulmane qu'après la fin de la « grande Occultation », qu'après le retour sur terre (la résurrection) de l'Imam Caché. Et quand les oulémas (docteurs de la loi) revendiquent, au début de ce siècle, l'élection d'un Parlement, ils nomment celui-ci « maison de la justice » (adalatkhané). Tout gouvernant est, a priori, un usurpateur puisqu'il se substitue au douzième imam, le seul habilité à se faire l'exécutant de la volonté divine. La tendance naturelle du clergé chiite est, dès lors, de contester l'autorité et le comportement des diverses dynasties qui ont gouverné la Perse, de lutter contre le pouvoir royal toutes les fois que celui-ci s'évertue à ouvrir le pays aux influences étrangères qui risqueraient de « pervertir » l'islam, d'introduire des mœurs contraires à la culture et aux traditions musulmanes.

C'est ainsi que le chlisme s'affirme, dès le début du dix - neuvième siècle, comme un mouvement canti-impérialiste » avant la lettre. En 1826, les oulémas déclarent la guerre sainte à la Russie et font assassiner, trois ans plus tard, les membres d'une délégaPar ÉRIC ROULEAU

tion officielle venue de Saint-Péters-bourg. Ils öbilennent l'annulation de l'étonnant monopole accordé en 1872 au baron Julius de Reuter pour l'exploitation des mines, des forêts, des chemins de fer, des banques, des douanes et des communications télégraphiques. L'interdiction de la consommation du tabac, qu'ils décrètent en 1891 boycottage largement observé par la population, - aboutit, elle aussi, au retrait du monopole octroyé, l'année précédente, à un certain M. Talbot.

Et quand une partie du clergé participe activement à la révolution de 1906 pour instaurer un régime constitutionnel ce n'est pas au nom de la démo-cratie — notion « occidentale » de la abhorrée à l'époque — qu'ils le font, mais pour mieux contrôler un pouvoir royal qui favorise la penetration européenne. C'est pour la même raison qu'une fraction notable des religieux, sous la direction de l'ayatollah Kachani, se range aux côtes de Mossadegh, en 1951, quand celui-ci nationalise l'exploitation du pétrole au détriment de l'Anglo-Iranian Oil

Le legs du régime impérial

DOMINATION étrangère, despo-tisme, injustice — les trois facettes du combat clérical — sont précisément les trois maux dont souffrent les Iraniens sous le règne de Mohamed Reza Chah. La réforme agraire appliquée par celui-ci ne profite qu'à une minorité de paysans, qui ne tardent d'ailleurs pas à tomber sous la domination de grandes sociétés pratiquant l'agricul-ture à une échelle industrielle. L'importation massive de produits de la terre notamment du bié des Etats-Unis, l'absence ou la faiblesse de pro-tections douanières, contributent à ruiner de nombreux petits exploitants. à aggraver le chômage et la migration rurales. Le programme de « moderni-sation » du chah enrichit rapidement les membres de la famille royale et de la cour, les entrepreneurs (dans leur quasi-totalité des sous-traitants liés à de grandes firmes occidentales), les grands bazaris, importateurs de plèces de rechange et de biens de consommation, les spéculateurs, que favorise un « capitalisme sauvage » digne du dix - neuvième siècle. En revanche, sont lésés les petits producteurs et les artisans, génés par la concurrence étrangère, les ouvriers (pourtant bien rémunérés), les classes moyennes en pleine expansion, les mil-lions de salariés dont le pouvoir d'achat est entamé par une inflation galopante (plus de 50 % dans les deux années qui

ont précédé la chute de la monarchie). La récession que connaît l'Iran à partir de 1976 accroît l'impopularité du

régime. La mévente du pétrole, le renchérissement du matériel importé. contraignent le chah à réduire consi-

dérablement les crédits alloués au développement, engendrant des désillusions à la mesure des espoirs grandioses suscités par le boom pétrolier de 1973-1974. L'austérité amorcée paraît d'autant plus injustifiée que le chah continue à engloutir des millions de dollars dans l'achat de matériel militaire (en majeure partie aux Etats-Unis) qui s'entasse dans les arsenaux sans que l'on sache au juste à quoi il servirait.

(Lire la suite page 4.)

Dans ce numéro :

- Le Liban, témoin du déséquilibre arabe
- Tempête sur la Jamaïque (Page 16.)
- Les syndicats et le développement

du tiers-monde (Pages 17 à 21.)

Choix de développement et traditions en Chine

Les difficultés de la démaoïsation

A troisième session de l'Assemblée nationale populaire chinoise, réunie à Pékin du 30 août au 10 septembre derniers, n'a pas sensiblement accentué la remise en cause du maoisme. Certes, la nomination d'un nouveau chef de gouvernement en la personne de M. Zhao Ziyang et le retrait de M. Hua Guofeng sont des événements d'importance. Ils marquent la fin de cette periode de transition commencée avec l'arrestation de la d'un maoisme très tempéré. Ils sanc-tionnent l'échec des partisans de la continuité dans l'ouverture et consa-crent la montée d'un nouveau pouvoir : celui des forces « modernistes » que représentent MM. Deng Xiaoping et

Zhao Ziyang. Les références à la pensée de Mao Tse-toung n'ont pas disparu pour au-tant, et, bien que rares et symboliques, elles semblent devoir persister dans un registre fortement édulcoré, il est vrail Le prochain congrès du parti franchira-t-il un pes en analysant de manière détailée les erreurs commises par Mao Tse-toung pendant la révolution culturelle ? Ce n'est pas improbable car la presse chinoise continue de résonner d'attaques contre le cuite de la personnalité et le La critique d'un homme comme le défunt président, dont la vie et l'œuvre

Par JEAN DAUBIER

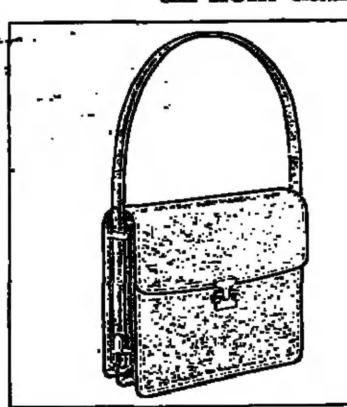
se confondent étroitement avec la révolution chinoise et l'édification du nouveau régime, n'est cependant pas exempte de plèges et de difficultés, et la résolution qu'affichent M. Deng Xiaoping et ses amis de faire entrer la Chine dans une nouvelle phase historique ne suffira pas à les aplanir miraculeusement.

Tout reste précaire dans cette ère postmaoïste de l'assise du régime au développement économique, et au loyalisme d'institutions comme l'armée et le parti. M. Deng Xlaoping et son équipe ne veulent pas infléchir la politique du parti et ses principes fondamentaux, ils veulent les modifier radicalement. Néanmoins, pour attein-dre ce but, ils doivent s'efforcer d'assu-mer un sembiant de légitimité révolutionnaire dont leur pouvoir ne saurait totalement se passer. Or la révolution chinoise (sans doute était-ce sa faiblesse) s'est pendant quarante ans étroitement incarnée dans la présidence d'un homme exceptionnel. La figure de Mao est celle d'un père fondateur qu'il sera difficile de supprimer complètement sans risquer le chaos idéologique et sans éroder plus

En Union soviétique, Khrouchtchev avait la possibilité d'écarter Staline pour revenir, ou feindre de revenir, à Lénine. Mais Mao Tse-toung est celui qui a donné un cadre chinois au marxisme, le seul qui ait su réaliser une osmose durable entre une doctrine révolutionnaire née en Europe et le complexe univers culturel asiatique. En ce sens, vivant ou mort, il est irrem-placable. Ses épigones devront, bon gré mal gré, s'en accommoder. Comme leur détermination à faire table rase de la politique suivie depuis vingt ans parait néanmoins réelle, la démaoisation s'apparente à un exercice de corde raide.

Deux façons de procéder étalent pos-sibles et elles ont été successivement adoptées. En arrivant au pouvoir en 1976, M. Hua Guofeng a voult agir « en souplesse ». Il a utilisé sélecti-vement la doctrine de Mao en puisant dans ses écrits et ses aphorismes ce qui pouvait servir au développement économique du pays et au dénouement des tensions dans la société. Ecartant les principes et les idées de la révolution culturelle, il a pris dans les textes du président antérieurs à cette époque de quoi alimenter une rupture avec la politique gauchiste suivie depnis dix ans.

un nom dans la maroquinerie



AUTOMNE 80 Le «Style RIVES» élégante simplicité

156, Rue de Rivoli 75001 Paris métro: Louvre

Les certitudes balayées et le désarroi intellectuel laissent place, peu à peu, à de nouveaux projets d'action pour transformer la société

talisme mondial s'enfonce dans une crise durable dont les issues sont incertained : une - crise du capitalisme n'implique pas néceseatrement un effondrement proche et inéluctable. C'est aussi pour lui l'occasion de renouveler ses formes d'exploitation et de domination, dont la crise marque précisément l'obsolescence. La restructuration du capitalisme à l'échelle mondiale implique la tentative de mettre en place dans les formationa occidentales un nouveau dispositif étatique : d'une part les Etats occidentaux s'intégrent en des - systèmes d'Etats - qui tentent de maîtriser le développement mondial en exigeant de chacun qu'il se désaisisse de ses prérogatives nationales : lis doivent, d'autre part, se décharger de certaines de leura anciennes taches de gestion de la vie économique et sociale sur leurs propres périphéries (les pouvoirs régionaux et locaux). voire confier ces tâches à des comités de citoyens, des associations, des mouvements sociaux. Ceux-ci sont nés des excès et des défauts de la logique du « tout-à-l'Etat », qui a prévalu pendant la phase d'expansion de 1945 à 1970.

Un parell dispositif présente l'avantage certain, pour la classe dominante, de faire passer dans son camp les nouvelles couchas de la petite-bourgeoisie intellectuelle, très actives dans les « nouveaux mouvements sociaux » et les « expériences alternatives », et qui conquièrent ainsi la parcelle de pouvoir politique à laquelle elles estiment avoir droit et pour laquelle elles e'étalent lancées dans la contestation à la fin des

années 60 (1).

En France, c'est la « gauche autogestionnaire » (P.S., P.S.U., C.F.D.T., « nouveaux mouvements sociaux ») qui s'est faite le défenseur de ce projet néo-social-démocrate, face, d'une part, à une droite qui se contente d'en reprendre timidement quelques bribes, et, d'autre part, à un parti communiste qui a préféré le repli au risque de se marginaliser par rapport à ce nouveau dispositif étatique, pour

Les pays les plus industrialisés et les plus démocratiques ne perdent nuilement leur conscience nationale, mais calle-ci est de moins en moins étatique et de plus en plus sociale. Elle s'appule sur la conscience de participer à une collectivité où le plus grand nombre est associé au plus de décisions possibles, où les conflits sont débattus, où les réformes s'introduisent, où les innovations sont acceptées » (page 105).

Bref, alors que la nouvelle droite se propose de répondre à la crise de l'Etat en le renforcant de facon les fissures de l'édifice capitaliste), c'est pour l'enfermer dans un nouvel univers idéologique qui, maigré son opposition apparente au précèdent, n'en poursuit pas moins mutatis mutandis le même but : sauvet l'Etat et, avec lui, le capitalisme en crise.

Le livre d'André Gorz, paru un peu plus tôt, présenté comme un nouvel acte de lucidité et de courage théorique en ces temps troublès, représente en fait un alignement sur les principaux thèmes de l'idéologie française la plus récente.

s'agit de convaincre en priorité des vertus de la « société dualiste », et de persuader qu'il ne serait pas raisonnable de s'attaquer aux grandes entreprises, aux appareils d'Etat et à l'Etat lui-même; c'est elle, aussi, qui sera destinée à servir de relais au pouvoir, afin d'aménager les fameuses » niches » (p. 112) dans lesquelles s'ébettra le néoprolétariat.

La description raisonnée de pette

- société dualiste » constitue la deuxième grand thème du livre. Il s'soit principalement d'un - modèle de société - qui dolt permettre un épanouissement des Individus, adéquat aux revendications et attitudes du néoprolétariat, dans la mesure où l'allénation sociale et technique - inévitable - y est soigneusement bornée, limitée... par l'Etat (p. 184-165). L'aliénation est réduite dans le temps (on v travaillera - socialement - le moins possible) et dans l'espace social (/a aphère de l'hétéronomie, c'est-à-dire que ce qui relêve de la logique du capital et de l'Etat - les grandes entreprises, les institutions et apparells étatiques. la planification n'aura plus droit qu'à une place limitée et sera, bien sûr, subordonné à la sobère de l'autonomie, constituée par les activités sans but économique des individus et des micro-communautés) (p. 113). Il s'agit là d'une utopie abstralte que l'on peut qualifier, par analogie avec les idéologies évoquées dans le Manifeste communista, de communisme petit-bourgeois.

En effet, reprenant une thèse apperus ces demières années et qui exide cependant quelques précautions d'emploi, à savoir que le capitalisme a réalisé sur un mode alléné nombre de tâches que Marx attribuait au socialisma comma période de transition (la croissance des forces productives, la socialisation de la société. la planification de l'économie), et donc que l'enjeu révolutionnaire est la réalisation immédiate du communisme dans les pays les plus développés. André Gorz identifie son - socialisme post-industriei - au communisme de Marx tout en prêchant pour le maintien de l'Etat, de l'argent (et donc de la marchandise), du commandement dans les grandes entreprises et d'une planification étatique centrale (d'une « technocratie » donc, c'est-é-dire de la patite - bourgeoisie intellectuelle comme classe dominante (p. 158 at sq.) et, last but not least, de la -société politique », les partis et groupuscules militants (p. 177 et sq.) autre expression de cette mêma classe. L'auteur oublie seulement que, pour réaliser le communisme, une révolution sociale, un processus révolution naire abolissant le salariet et l'Etat sont des médiations fâcheusement nécessaires. Ausst. ce qui fait de sa construction, de son propre point de yue, une utopie abstraite, c'est qu'il n'est pas à même de préciser les conditions et la processus qui devralent mener à sa réalisation, saut à reccurir, -par-ci, par-là, aux deux mamelles de l'utopisme : l'exemple et

Sans prolétariat ni socialisme

lequel il est mai armé. Mais la situation de cette « gauche autogestionnaire · reste délicate : si elle a su élaborer ce projet et mobiliser autour de lui une bonne partie du potentiel militant de la gauche, le pouvoir lui fail encore défaut pour le réaliser (2). Elle a ainsi tendance à compenser et à exorciser par une offensive idéologique tous azimuta sa propre impuissance politique. C'est précisément à ce courant que se rattachent les ouvrages d'André Gorz (Adieux eu prolétariet) et d'Alain Touraine (l'Après-socialisme) (3), dont les conclusions convergentes ont su les faveurs d'une opinion publique de gauche en quête de nouvelles certitudes politiques (4).

Rester étatiste, mais différemment

T E propos d'Alain Touraine peut se in résumer en quelques mots : à la faveur de la crise actuelle, nous antrerions dans une société nouvelle. la « société programmée ». Il conviendrait, d'une part, d'abandonner le modèle politique, désormais dépassé, qui a été le socialisme, centré sur l'action de la classe ouvrière et l'intervention de l'Etat, pour, d'autre part, développer un nouveau modèle privilégiant l'action des « nouveaux mouvements sociaux - et s'orientant vers une renaissance de la démocratie politique et sociale en limitant le domaine de compétence de l'Etat.

Alain Touraine part d'une critique du modèle politique socialiste qu'il définit en ces termes : - Le socialisme est donc fasacciation de trois éléments fondamentaux : l'action ouvrière, le renversement par l'Etat des obstacles au développement économique, la croyance au progrès naturei des forces de production (...). Associons-les plus étroftement l'un à l'autre : le socialisme est l'action de transformation de la lutte de classe ouvrière en action politique au service du progrès matériel et social - (p. 41). On ne saurait mleux définir le modèle politique né avec la gauche européenne il v a un siècle. et qui s'est mondialisé depuis, sinon que ce modèle n'a de socialiste que le nom : nulle part la réalisation d'un pareil modèle n'a, en effet, produit le · socialisme, c'est-à-dire le renversement révolutionnaire des rapports capitalistes de production par l'appropriation at la gestion collectives par les travallieurs des conditions matérielles de la vie sociale. Tourzine l'indique au passage en écrivant : « Le socialisme n'intervient pas dans les relations de travail, mais dans le propriété des entreprises : il n'attaque pes les rapports de production mala la direction capitaliste de l'entreprise » (pp. 33-34); ou encore : - On peut Instaurer le socialisme sans changer les rapports de classe dans l'industrie - (p. 34).

mode de la permanence des rapports de production capitalistes et maintient la classe ouvrière dans le salariet. procède au mieux à un réaménagement du capitalisme par voie d'étatisation, soit totale (comme c'est le cas dans les Etats se disant socialistes), soit partielle (comme en Occident), ce que Touraine formule ainsi A l'intérieur des paya capitalistes le socialisme désigne une action politique destinée à accroître l'intervention de l'Etat dans l'économie et à limiter ou suporimer le rôle des entrepreneura privés » (p. 36). Ainsi entretient-on la confusion entre le socialisme et la réaménagement des rapports d'exploitation et de domination capitalistes par voie de centra-

lisation étatique du capital. Dans ces conditions, que signifie la recommandation pressante faite à la gauche trançaise d'abandonner le socialisme - ? Les arguments qui l'accompagnent sont faibles : parler du « recui de la société industrielle » et du déclin de la classe ouvrière en Occident, des « tragiques conséquences - de l'interventionnisme étatique, enfin de la crise de l'Idée de progrès - les trois éléments constitutifs du modèle socialiste se trouvant ainsi ébraniés — c'est reprendre les poncifs véhiculés par les grands moyens de communication de masse plutôt qu'amorcer una réflexion sociologique sérieuse. Les véritables raisons de cette recommandation se trouvent ailieurs, et ne sont évoquées que par la bande : « Même ai on la décrit comme économique, alle îla crise actuelle) est essentiellement une crise de l'Etat = (p. 88). Et la gauche se doit, selon l'auteur (que cette crise de puissance, mais aussi de légitimité des Etats occidentaux, inquiète beaucoup) de proposer une solution autre que celle qu'élabore déjà la nouvelle droite : - Le question posée par le droite nationaliste ne peut être évitée. Comment sauvegarder notre existence nationale ? (...). A la question posée, Il laut pourtant apporter une réponse opposée à celle de la nouvelle droite.

DIFFUSION P.U.F.

Por ALAIN BIHR et JEAN-MARIE HEINRICH

autoritaire et élitique, la nouvelle gauche (qui a su trouver dans la nouvelle droite à la fois un interlocuteur et un faire-valoir) se propose quant à elle « de renforçer l'Etat en démocratisant la pouvoir politique ... Dans les deux cas, il s'agit de défendre et de préserver l'Etat : la nouvelle gauche n'est pas moins étatiste que l'ancienne, elle l'est différemment... Et l'abandon du modèle socialiste » que lui recommande Alain Touraine signifie alors, simplement, qu'elle doit se tourner vers un nouveau monde étatique plus approprié aux conditions actuelles de développement du capitalisme occidental.

Ce développement se caractérise, d'une part, par le passage à la société programmée », dans laquelle la classo dominante (à savoir la technocratie »), grace aux méthodes et procédés nés de l'informatique et de l'analyse systémique, possède une telle capacité d'intervention, dans tous les domaines de la vie sociale, qu'elle peut y prédéterminer les besoins sociaux auxquels elle entend répondre, programment = ainsi la demande sociale qu'elle peut satisfaire. D'autre part et contre cet aspect. Alain Touraine constate avec intérêt l'émergence de nouveaux mouvements soclaux (le mouvement des femmes, les mouvements régionalistes et nationalitaires, le mouvement écologique et antinuciéaire) et, à travers eux, la lente formation d'un nouveau mouvement démocratique porteur du « confilt central - dans la « société programmée », de « l'attaque contre le pouvoir technocratique des grands appareils de gestion qui împosent à l'ensemble de la sociáté un mode de vie et de changement social = (p. 141). Cette exigence démocratique ne saurait cependant se concrétiser sans l'intervention des agents de transmission politique, agents à la fois de revendications et de gestion, animateurs de la démocratie locale = (p. 206). Et il appartient aux partis de gauche, qui auront eu se détourner du modèle « accialiste »... d'être ces agents intermédiaires entre les mouvements sociaux et l'Etat.

Alors pourra se pratiquer une intéressante division du travall politique : - Le rôle de l'Etat dans la situation drésente est de manceuvrer dans un environnement international reux : ceiui des partis politiques d'étendre la démocratie : celui des mouvementa sociaux de lutter contre ia technocratje - (p. 251). On retrouve ici le triple niveau d'organisation du dispositif étatique néosocial-démocrate : le pouvoir central, aux mains de la - technocratie ». opère au niveau mondial et reste, par conséquent, maître de toutes les décisions etratégiques concernant la formation nationale; les partis, médiation politique, auront pour fonction de démocratiquement la vie sociale au niveau national (ce qui pesse, pour Alain Touraine, par une série de mesures, de la démocratisation de l'entreprise jusqu'à la création de radios libres en passant par la reconstitution des collectivités locales) : enfin, au niveau local, les mouvements sociaux pourront servir de contrepolds au pouvoir de la technocratie, qu'il ne s'agit pas de supprimer, mais de limiter - en lui rendant du même coup service puisqu'elle se trouvers déchargée de toutes les tâches annexes de gestion de la vie locale que sous-traiteront ces mêmes mouvements sociaux.

Ainsi s'installeront cas « institutions douces » que l'euteur appella de ses vœux (p. 214), pratiquant « une démocratie à la base » (p. 215), taisant appel à l'« initiative » et à la « perticipation » des citoyens (p. 216), ménageant des. « éspaces de liberté », « espaces sans normes, marginaux, l'albiement délinis » (p. 217) — le tout sans que ni le contrôle étatique sur la praxis sociale ni les rapports de production capitalistes solent la moins du monde remis en cause.

Ainsi, el Alain Touraine entend par son guvrage « libérer la gauche des idéologies mortes » (celles inspirées de ce « socialisme » qui depuis un siècie n'a servi en fait qu'à replatrer

Scuvent associé à celui d'Alain Touraine, cet ouvrage converge vers les conclusions de - L'Après-socialisme » tout en les complétant. Des idées avec lesquelles André Gorz bouleverse la science politique, deux thèmes se dégagent. En premier lieu, l'affirmation de la fin du rôle historique du proiétariat, qui passe la relais de la flamme révolutionnaire à une « non-classe de non-travallleurs » (p. 94 et sq.). Ni sur le plan théorique, où il reprend les arguments antimarxistes traditionnels, de Raymond Aron à Bernard-Henry Lévy, ni sur le plan historique et sociologique, cette argumentation n'est déclaive . mais il importe moins de la réfuter que d'en dégager la signification politique.

Que signifient en effet ces velléités de démontrer que l'auto-émancipation du prolétaries est impossible ? Qu'estce qui rend nécessaire de concevoir une nouvelle classe, qui n'en est pas une (parce qu'elle se refuse à l'être, cf. p. 96), comme moteur de la transformation sociale? Ce néoprolétariat, défini comme ensemble des « sans statuts - et des - sans classes -, des vacataires et des chômeurs réels ou potentiels, intéresse l'auteur pour deux raisons : pour autant que cette catégorie désigne effectivement la fraction du projetariat victime de l'actuelle politique patronale d'éclatement de la cissa cuvière en deux fractions. l'une stabilisée et l'autre précarisée, elle représente un potentiel de négativité qu'il s'agit de canaliser vers des occupations inoffensives : - ii n'est donc pas question pour lui lie néoprolétariati de s'approprier l'agencement d'apparells auquel cette société à ses yeux se réduit ni de soumettre quoi que ce soit à son contrôle. Il s'agit seulement pour lui de conquérir, à côté et sur l'agencement des apparelia, des espaces croissants d'autonomie, soustraits à la logique de la société et permettant à l'existence individuelle de s'épanouir - (p. 101).

André Gorz fait ainsi passer pour un diagnostic ce qui est, en fait, un programme politique. En second lieu, cette catégorie est suffisamment floue pour y faire entrer une fraction notable de la patite-bourgeoisia intellectuelle (cf. p. 97); c'est elle qu'il

TO EN súr, dans ce cas aussi, la

«Oubli» de l'évolution mondiale

D signification des élaborations est allieurs : il est alsé de reconnaître dans la « société dualiste » une version de gauche supplémentaire du projet néo-social-démocrate, et l'on comprend alors que la simple vole électorale est bien suffisante pour réaliter une telle - utopie - (cf annexe V). Et nous retrouvons là sa parenté profonde avec les productions d'Alain Touraine (ainsd'allieurs qu'avec celles de Jacques Attail, Plerre Rosanvallon, Jacques Juliard...). Toute version de « gauche » de ce projet se caractérise par trois points communs à ces deux ouvrages - Elle est « socialiste » : ai, dans certaines formations sociales, ce modèle Deut se mettre en place sous couvert de néolibéralisme, il implique capendant, dans les formations capitalistes les plus faibles face à la concurrence mondiale, de maintenir .autant que faire se peut dans un parell dispositif -- un certain protectionnisme national (fictif, pour l'essencapital : cela apparaît dens ces ouvrages à travers l'occultation du mondial (les modèles politiques proposées semblent destinés à l'Hexagona et font l'impasse sur leur insertion dans l'évolution mondiale et l'importance accordée au thême de la plant-

fication; - Eile est - basiste - : centrée sur le microsocial, elle s'adresse prioritairement aux acteura des luttes pour la démocratia locale ou l'autonomie individuelle. Il s'agh de leur faire prendre d'avance pour des acquis révolutionnaires les mutations liées à la mise en place du modèle néosocial-démocrate, qu'elles solent effectivement obtenues par des luttes ou simplement octroyées par le pouvoir. Et nous avons déjà noté que « l'ambition de ce courant.. [est]... de toucher une partie au moins des forces révolutionnaires eiln de les laire particîper, dans la mystification la plus complète, à l'élaboration du projet néo-social-démocrate » (5).

néo-social-démocrate » (5). - Elle est - antimarxiste - : la promotion politique et idéologique d'un tel projet, en particulier auprès des classes et couches dominées, passe nécessairement par la dépréciation de la pensée révolutionnaire : or celle-cl. qui implique à la fois la reprise critique de Marx et le rejet radical du marxisme polítique et de toutes les illusions exotiques qui y sont liées. est seule à même d'analyser le tentative de restructuration capitaliste au niveau mondial et simultanément, les possibilités révolutionnaires qui sont liées aux ébranlements actuels.

diffinite

feste a filtest ment

L' « oubli » de la situation mondiale, qui va de pair avec le rejet des concepts et du corps théorique capables d'en rendre compte, est à lui seul le symptôme du caractère idéologique particulier de ces ouvrages, en même temps qu'il les appauvrit sur le plan théorique. Etrange attitude, en effet, qui vaut à la vision politique de s'amenulser et de se réduire au tur et à mesure que les enjeux politiques, eux, s'élargissent et se mondialisent à l'occasion de la crise du capitalisme.

(1) Ci., à ce propos, A. Bihr et J.M. Heinrich, la Néo-Social-Démocratie ou le Capitalisme autopéré, le Sycomore, Paris, 1980 (2) Cl. A. Bihr, l'Inavouable Compromis, « Le Monde diplomatique », janvier 1980.

(3) Cf. André Gorz, Adieux au prolétariat, Galilée, Paris, 1980, et Alain Touraine, l'Après - Socialisme, Grasset, Paris, 1980.

(4) CI., notamment, les articles de Jacques Juillard dans le Nouvel Observateur du 16 mars 1980, et de R. Maggiori dans Libération du 28 avril 1980 sur l'ouvrage d'André Gots; voir aussi le débat ouvert à propos du livre d'Alain Touraine dans le Matin de Paris, à la fin de Juin 1960, (5) Ct. la Néo-Social-Démocratie, op. cit. p. 193.



LES ETATS-UNIS ET LEURS POPULATIONS

L.Armand, D.Martin, M.& M.-F.Toinet

REMODELAGE DES ALLIANCES, PRESSIONS ISRAÉLIENNES

Le Liban, témoin du déséquilibre arabe

israelienne massive contre le Sud-Liban avait pesé tout l'été sur la vie libanaise. Puis une atmo-sphère d'expectative tendue s'est ins-taliée dans le pays. Mais l'alternative reste la même : ou l'Etat d'Israël frappe un grand coup, ou il se borne à maintenir une très forte pression

sur les positions palestiniennes. Le Liban certes, a beaucoup perdu de son rôle d'antan ; il en a au moins gardé cet aspect dont il se passerait sans doute le plus volontiers : il demeure le théâtre et la calsse de résonance de la politique israélienne à l'égard du monde arabe, et des divisions au sein de ce même monde arabe. C'est dans ce pays, sans doute, que bien des choses se résoudront dans un sens ou dans l'autre.

La doctrine officielle du gouvernement de M. Begin est qu'Israël doit garder l'initiative de l'attaque et ne pas se contenter d'exercer des représailles en réponse à des actions palestiniennes. Depuis près de trois mois, ce point de vue semble appliqué à la

Les déclarations se sont multipliées sur la nécessité de détruire le « mini-Etat palestinien», dans le sud du Liban. De fait, rares sont les jours où il ne se passe rien dans cette région. Les dépêches des agences de presse sur les bombardements sont si monotones que personne à l'étranger ne les reurend plus. A l'ex-commandant Haddad, responsable de l'enclave frontalière calliée a d'Israël, reviennent le rôle de harcèlement systématique et la tache de provoquer des incidents avec la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) (1) ; à l'armée israélienne, celle de mener des opérations ponctuelles aéro-navales pour attaquer positions et bases pales-

En réponse, les dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) ont appelé, voilà plus d'un mois, à la mobilisation générale de leurs forces. Enrôlement obligatoire, interdiction à tout Palestinien de quitter le Liban sans autorisation et mise en état d'alerte des bases ont été décrétés. Il est difficile de savoir jusqu'à quel point ces mesures ont été mises à exécution, mais il ne fait pas de doute que les Palestiniens sont sur le pied de guerre. Preuve en est le « caractère très dur des combats » (2)

qu'Israël reconnaît avoir engages lors de l'opération du 18 août, la plus

importante depuis deux ans. Ce jour-là, des effectifs évalués entre six cents et mille hommes repartis en deux colonnes de blindés et une ringtaine d'hélicoptères ont attaque les positions palestiniennes situées dans le sud-est du pays, en decà de la région contrôlée par la FINUL Cha-cun de son côté, MM. Arafat et Begin ont surveille sur le terrain la conduite des opérations. La chute de deux mille cinq cents obus a été recensée par les observateurs des Nations unies. A l'issue de l'engagement, le chef de l'état-major israélien a déclaré que « les dix-huit objectifs fixés aux forces israéliennes ont tous été détruits » et que le dispositif des fedayin était a pratiquement anéanti ». De son côté, l'O.L.P. affirmait que le but inavoué de l'opération — notamment la prise château de Beaulort (3), place forte palestinienne qui domine la region — n'avait pas été atteint et que l'affaire s'était donc conclue par une défaite israélienne. Quoi qu'il en soit, certains responsables de la FINUL estiment qu'Israel pourrait difficilement entreprendre une opéra-

tion plus importante sans provoquer de crise giobale. A toutes fins utiles l'armée israélienne a mené des travaux de génie perpendiculaires à la frontière, en territoire libanais et jusqu'aux limites de l'enciave contrôlée par l'ex-commandant Haddad. Sur ces positions, il serait possible, selon un officier de la FINUL d'installer rapidement l'artillerie lourde nécessaire pour pilonner, par-dessus la tête des « casques bieus », les places palestiniennes, Depuis, chacun au Liban égrène le chapelet des raisons qui rendent ou ne rendent pas plausible une action israélienne d'envergure. Paysan chiite du Sud, journaliste, porte-parole palestinien ou dirigeant

politique libanais s'accorderont pour placer l'échéance électorale américaine en tête de ces considérations. Pendant que M. Carter est occupé à faire campagne et s'emploie à séduire l'électorat juit, M. Begin aurait les mains libres pour azir à sa guise dans le sud du Liban. Des considérations de politique intériture, notamment électorales, inciterajent, elles aussi, le premier ministre israélien à adopter une attitude belliqueuse (4).

Un axe Bagdad-Ryad-Amman

ES deux facteurs ne sont cependant pas suffisants pour détermmer la stratégie israélienne. Si M. Begin a pu s'engager dans une politique d'agression à l'égard des Palestiniens, c'est que la situation actuelle dans le monde arabe et à l'intérieur du Liban sert son dessein à l'envi.

Sur le pian arabe, l'ailiance quasi unanime qui s'était réalisée contre les accords de Camp David est aujourd'hui gravement ébranlée. Deux ans se sont écoulés depuis que l'Egypte fut mise au ban du monde arabe, au couts desquels la querelle entre Damas et Bagdad, les capitales rivales du Baas, a rebondi. Un clivage majeur est apparu et domine aulourd'hui la scène régionale : Irak, Arabie Saoudite, Jordanie, soutenus par l'Europe, d'un côté, Syrie, Libye et, accessoirement, Yémen du Sud appuyés par l'Union soviétique, de l'autre.

Les raisons ne manquent pas qui ont poussé à ce surprenant rapprochement entre les dynasties de Ryad et d'Amman avec le régime bassiste à Bagdad. D'une part, la révolution khomeinyste a involontairement favorise cette entente, i'Irak s'étant attri-

bué le rôle de bouclier anti-iranien pour toute la région du GoHe. D'autre part, l'alliance de la force irakienne et du pétrole saoudien peut permettre à la puissance économique des pays arabes producteurs de pétrole de trouver son expression politique.

Ce nouvesu regroupement prend toute son importance avec l'initiative de paix que s'apprête à prendre la Communauté européenne. Appuyée localement sur l'axe Bagdad-Amman, cette initiative viserait à un a deuxième Camp David ». Le scénario consisterait à engager une négociation patronnée par l'Europe, et tacitement admise par les Etats-Unis. Y prendraient part, d'un côté, le roi Hussein soutenu par les deux plus puissants pays arabes producteurs de pétrole et, de l'autre, un gouvernement israélien moins intransigeant que celui

Une telle perspective n'est évidem-ment pas pour plaire à la Syrie, qui se retrouve à la fois isolée et en butte à une crise intérieure. Ce n'est pas par hasard que la presse de Damas tire à boulets rouges sur la « prétendue initiative de pair » européenne. Pour comble, les relations syro-palestiniennes se sont, elles aussi, dégradées. Des

Par SÉLIM TURQUIÉ

sources habituellement bien informées affirment que le régime syrien soupconne certains milieux infinents du mouvement palestinien de soutenir contre lui la rébellion intégriste. De plus, les Palestiniens n'ont pas intérêt a se brouiller avec la coalition irakosaoudo-jordanienne, au risque de res-ter prisonniers de leur seule calllance » avec la Syrie et l'Union

Il n'est pas dans les habitudes de la resistance palestinienne de n'avoir qu'un seul fer au feu. D'autant que l'axe Irak-Arable Saoudite-Jordanie a déjà donné une première preuve de son efficacité. C'est à lui qu'on attribue, à Beyrouth, le succès de la campagne diplomatione qui a abouti à la condamnation d'Israël au Conseil de sécurité pour l'annexion de Jérusalem et au départ de toutes les ambassades étrangères de la ville sainte. Les rancœurs et les haines accumulées entre les différents pouvoirs arabes, unanimement hostiles deux ans plus tôt, à l'initiative egyptienne, sont aujourd'hui très profondes Au point que devant le refus de les voir éclater au grand jour, le

repoussé à plusieurs reprises. Cette conjoncture permet à Israel d'agir dans le sud du Liban sans même qu'une protestation arabe verbale s'élève. Le paradoxe apparent de l'his-toire fait qu'Israel aggrave les divi-atons de ses adversaires en entreprenant de briser ou, au moins, de laminer les Palestiniens.

A l'intérieur du Liban, la situation n'est pas moins favorable à la stra-tégie israélienne. Dans ce pays, le président Sarkis avait été sur le point de réussir à former un gouvernement où auraient été représentées les « forces réelles » qui contrôlent le territoire. L'explication entre les multiples belligérants réunis autour d'une même table au conseil des ministres aurait été rude, mais elle aurait peut-être permis d'ébancher les bases d'une nouvelle coexistence. L'échec de dernière heure de cette tentative, dont la responsabilité est imputée à la Syrie, a ruiné les dernières illusions sur la possibilité, même partielle de disjoindre crise libanaise et crise proche - orientale. Le « mini - pays maronite » e'est donc installé, pour durer, sous la direction maintenant sans partage du parti phalangiste. et le reste du Liban semble se laisser aller à une dérive sans espoir.

La grande crainte des chiites

C RULS les chittes paraissent être O porteurs d'un projet positif. Ces laissés - pour - compte du « miracle libanais » sont devenus aujourd'hui la communauté numériquement la plus importante du pays. Longtemos, ils avaient fourni l'essentiel de leurs forces aux partis de gauche alliés des Palestiniens. Ce sont eux qui sont tombés en plus grand nombre pen-dant les combats de la guerre civile de 1975-1976. C'est aussi leur région, le sud du Liban, qui a été le plus ravagée par les bombardements israéliens. le plus occupée par les Palestiniens, le phis soumise à l'exode. Ils ont fini par s'en lasser. Or, la tendance générale, au Liban comme dans l'ensemble du Proche-Orient, est aujourd'hui de se regrouper selon son appartenance à un groupe ethnique ou confessionnel plutôt qu'à une communauté d'opinions politiques. L'émergence d'une identité spécifiquement lihanaise était devenue inéluctable, la victoire de la révolution francenne n'a fait que l'encourager et l'accélérer. Dans un premier temps, la communauté s'est regroupée autour d'un chef dont le charisme personnel était grand. l'imam Moussa Sadr. Mais sa mystérieuse disparition en Libye a gravement entravé, jusqu'à ce jour, le progrès du mouvement. Privés d'une direction incontestée, les chittes en ont été réduits à se mobiliser autour du scandale de la disparition de leur

BIBLIOGRAPHIE

LA FASCINATION DE L'ISLAM. — Maxime

ou d'une culture soit déterminée par les

vicissitudes de notre propre histoire

autant (sinon plus) que par la réalité de ce peuple ou de cette culture, on l'oublie trop souvent. Si bien que tous ceux qui s'intéressent à l'islam liront avec le plus grand intérêt le petit livre de M. Rodinson — qui analyse, justement, les variations du regard occidental sur les musul-

mans. Des musulmans qui, au Moyen Age,

apparaissent essentiallement comme un

* Maspero, Paris, 1980, 159 pages.

Rodinson.

imam. Maigré tout, le parti politicomilitaire qui les représente. AMAL (a Espoir ») a vu ses effectifs gonfler de façon spectaculaire. Les besoins inhérents à cette phase de préparation l'ont poussé à s'allier tantôt à l'armée libenaise, tantôt au régime syrien. Mais ces péripéties ne peuvent être confondues avec le mouvement profond qui anime les chiites

Officiellement, AMAL est favorable à l'O.L.P. et à la gauche libanaise. En réalité, la conscience chiite est travaillée par le doute à l'égard des Palestiniens. Dans cette partie du monde, tout semble se passer comme au jeu de la chaise musicale (5). Les Israéliens se sont fait de la place en chassant un peuple de sa terre. Tant que celui-ci ne s'établira pas quelque part, il y aura un peuple de trop dans la région. Toute la question est donc de savoir sur le dos de qui cette intégration va se faire dans l'éventualité optimiste d'une solution pacifique et globale. Les Palestiniens pourraient retrouver une patrie et une identité nationale sur leurs propres terres, et, dans ce ces, on leur ferait de la place sur une partie de leur ancien pays. Mais dans toutes les autres éventualités. les différents peuples et communautés se sentiront menaces d'être le «peuple en trop au moment où s'arrêterait la musique Aujourd'hui, le spectre d'une intégration palestinienne au Liban — désignée ici sous le nom d'« implantation » — hante les cauchemars chiltes.

Nulle preuve concrète et irréfutable d'un tel projet n'a encore été apportée. Mais les innombrables démentis palestiniens n'ont pas réussi à l'éloigner de la réalité politique libanaise. Exemple le plus récent M. Thorn, représentant de la Communauté économique européenne. passe par Beyrouth. La presse locale du 13 août publie une nouvelle suivant laquelle il aurait sonde le président Sarkis sur le nombre de Palestiniens que le Liban pourrait absorber. Le tollé est immédiat, la nouvelle démentie. Mais il en est évidenment resté quelque chose dans les esprits.

qu'Israël peut tirer d'une situation aussi délicate. La sensibilité oblite est à vif et la communauté rejette le rôle de victime de l'histoire qui semble lui avoir été dévoiu depuis sont chiites. Israel a donc développé toute une stratégie de séduction à leur égard : la politique de la « bonne blen les relations entre Israéliens et chiltes libanais pourraient être dé-tendues si les Palestiniens disparaissaient de la région. D'un autre côté. l'ex-commandant Haddad lance régu-lière sent des ultimatums aux villages chlites situés dans la région contro-lée par la FINUL en vue de les contraindre à rejoin dre l'enclave. Les forces de l'ONU ont maintenant une grande expérience de ces tentatives de grignotage de leurs positions. Enfin, la pression militaire d'Israel sur le Sud s'exerce avant tout contre les chittes et, dans une certaine mesure, le gouvernement de M. Begin a réussi à les convaincre que la responsabilité de ces bombardements ncombe à la présence palestinienne. Membre du parti AMAL, un habitant de l'un des villages placés en première ligne face à l'artillerie de l'ex-commandant Haddad a soutenu devant nous la thèse d'un complot istačio-palestinjen-phalangiste dont le but serait de vider la région de sa population pour y « implanter » les Palestiniens et permettre aux phalangistes de garder leur Etat séparé...

Dans la longue histoire à épisodes du conflit israélo-arabe, le chapitre ouvert par la visite du président Sadate à Jérusalem paraît être sur le point de se clore. Les accords de Camo David ont donné ce qu'ils pouvalent donner, notamment sur le plan des relations bilatérales égyptoisraéliennes. Pour qu'une nouvelle phase puisse s'ouvrir, il faut que les reclassements en cours dans le monde arabe se parachèvent, évolution qui ne va pas sans une accumulation considérable de tensions, rendant à tout moment un dérapage possible. M. Begin, qui joue aujourd'hui de ces contradictions pour tenter de réduire ses ennemis de toujours, les Palestiniens, n'est pas pour sutant à l'abri des déconvenues. Car la solution qui semble s'esquisser pour le conflit Israelo-arabe serait difficilement acceptable pour l'actuel gouvernement israellen : dans ces conditions. le Liban affaibli demeure dans l'inconfortable position d'otage.

(1) La force intérimaire des Nations unies an Liban, constituée en 1978, est forte de près de six mille hommes. Des contingents français, néerlandais, irlandais fidjiens, ghanéens et nigérians y participent. Se mission consistsit notamment à sider le gouvernament libanais à rétablir sa souveraineté jusqu'aux frontières and du pays.

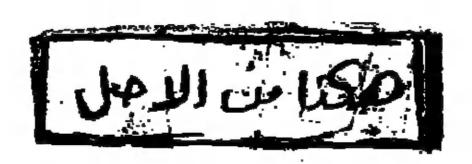
(2) Déclaration du général Saguy, chef du renseignement militaire israélien. reprisa dans la pressa libanaise du 20 acut. (3) Le château de Beaufort a été construit en 1192 par les croisés. L'impossute citadelle surpicande l'un des coudes du fleure Litani.

(4) Voir Francis Cornu (c Israel et la tentation libensise ». Is Monde du 12 septembre 1980).

(5) Le principe en est fort simple : dix personnes tournent autour de nauf chaises au son de la musique. Quand celle-ci garrête, tout le monde gassoit, Ceiul qui est resté debout, faute de sière.



c fléau > : l'Europe chrétienne assimile au diable ceux qui rejettent l'Evangile ; mais déjà, à la même époque, des hommes politiques, des intellectueis (tal l'abbé de Cluny) ont une perception plus nuancée des Arabes — traducteurs des textes politique internationale grecs et philosophes. Le développement des échanges commerciaux, le déclin de l'Eglise, la puissance de l'empire ottoman, incitent les Européens à étudier plus sérieusement l'islam, qui, au siècle dés Lumières, apparent comme éminement des l'empires de l Chaque trimestre, les universitaires, diplomates, industriels, militaires, gouvernants les plus rait comme éminemment civilisateur; la conquête coloniale le rejette dans les ténèbres de la « barbarie », mais les anti-colonististes qui, à l'inverse, l'exaltent sans nuances n'en restituent pas davantage la véritable image. Sans donner dans prestigieux du monde ecrivent dans politique internationale Quatre commentaires: le relativisme de la connaissance, qui en est la négation (un savoir objectif, même limité, reste toujours possible), M. Rodinson invite à la prudence; à une époque où les réflexes les moins fondés tiennent souvent lieu de réflexion, cet appel à la raison mérite d'être largement entendu. ille Figuro Magazine politique "Une publication indispensable : la ceux gui s interessent a notre monde tourmente L'ISLANI AU DÉFI. — Jacques Berque * Gallimard, coll, gles Essais p. Paris. die Points "Une revue qui manquait L'islam saura-t-il répondre au double défi que l'histoire lui pose ? Contesté par au panoruma français. un Occident qui, n'ayant jameis pris la peine de le comprendre, ne volt en lui que « primitivisme » et « fanatisme » (les La Nouvet Observateur. exécutions actuelles en Iran n'atteignent pas la centième des massacres de la Terreur). Il est probable qu'il résgira encore longtemps avec vigueur : présent dans les législations et les Constitutions de r Gelquion fait de mieux. dans le genre " nombreux pays du tiers-monde, il gagne Radio Érance chaque jour — notamment en Afrique — de nouvoaux disciples. Mais surmontera-"Enfin un veritable. t-il avec le même dynamisme ses propres Foreign Affairs ' français' contradictions? Déchiré entre l'exigence moderniste e la sauvegarde de sa spécificité, tiraillé entre des progressistes qui révent de le concilier avec le socialisme et des inté-Bon à retourner à : politique internationale 4, rue Cambon, 75001 Paris gristes qui projettent de revenir aux sources, proposent un modèle d'existence e unitaire et global » à des peuples que gagne, avec la transformation des struc-Tél.260.83.02 Tant normal institutions Etranger-France. (ministères, administrations, sures sociales, la tentation individualiste, il n'est pas sûr que l'islam reconstitue l'unité perdue des commencements. Pour-220 FF 200 FF ambassades, universités, sociétés) Adresse: tant — et c'est le mérite de Jacques Taril réduit parbouliers 160 FF 220 FF Berque de la souligner, dans un ouvrage riche d'aperçus, mais d'une écriture qui génera sans doute ceux qui ne confondent pas la théorique avec le poétique, — 50 FF[] 65 FF[] Tarif au numéro cherche « moins de(s) préceptes à appli quer que de(s) suggestions & déployer. (.... Ci-joint : Chèque que (des) images à faire germer ». Toute question est de savoir si les cleres



auront, justement, catie imagination.

Les classes moyennes aspirent à un régime constitutionnel qui leur assu-rerait la sécurité matérielle et la sta-bilité politique, menacées par l'arbi-traire royal; la population, dans son ensemble, revendique la fin de la terreur entretenue par la SAVAK. Au cours des trente-sept années du règne de Mohamed Reza Chah, quelque cing cent mille personnes — estimet-on — ont été arrêtées, emprisonnées ou internées, brièvement ou pour des périodes plus ou moins longues; des milliers d'opposants, ou soupconnés de l'être, ont été victimes des tribunaux d'exception, d'exécutions sommaires d'assassinats, ou sont morts sous la torture, pratiquée systématiquement. La plupart des Iraniens confondaient volontiers le régime qui les opprimait et les Etats-Unis, accusés d'avoir rétabli Mohamed Reza Chah sur son trone

en 1953 et de lui avoir fourni un soutien politique, économique, militaire et policier. On comprend mieux, dès lors, l caractère dualiste du soulèvement populaire de 1978 - 1979, dirigé tou autant contre l'e impérialisme américain » que contre le despotisme de Mohamed Reza Chah. considérés comme les deux faces d'une même médaille. Largement spontané, le mouvement aurait très bien pu être pris en charge par des nationalistes de la trempe d'un Mossadegh, ou par des marxistes. Mais la répression avait réussi à pulvériser les formations laiques, traditionnelles ou non. Le Front national n'était plus qu'un rassemblement de notables in offensifs qui avalent perdu en cours de route. l'auréole de Mossadegh dont ils se réclamaient. Les partis de gauche, comme les Moudjahidin du peuple (musulmans progressistes), ou les Fedayin du peuple (marxistes-léninistes) avaient trop

polarisé leur action sur la guérilla

urbaine, avaient subi trop de pertes

humaines pour être en mesure de jouer

un rôle politique de grande envergure.

Le clergé chitte offrait opportunément

outre son idéologie mobilisatrice. la

direction et l'encadrement qui allaient

assurer le succès d'une entreprise qui

autrement, aurait été vouée à l'échec. Le rôle des hommes de religion dans la société iranienne n'est pas négligeable. Davantage que le cheikh sunnite, généralement nommé et appoints par l'Etat, le mollah tire sa subsistance de l'obole des fidèles, dont il partage la prospérité ou la misère, les joies et les peines. A la mosquée ou dans des réunions traditionnelles, tenues chez les particuliers, et auxquelles 11 participe, les questions les plus diverses qui préoccupent la communauté sont évoquées : religion et politique sont inséparables dans l'islam, comme dans le judaïsme. Le moliah pourrait être ainsi l'ami, le confident, le conseiller ou le guide de ses ouailles, dont il soutient le moral dans les moments

d'adversité.
Grâce aux fonds recueillis, parfois considérables (en prélevant jusqu'au cinquième des revenus des fidèles), le clergé avait fondé, sous le règne du chah, des cliniques médicales pour les nécessiteux, des écoles, des institutions sociales ou philanthropiques. Certains prédicateurs critiquaient les injustices sociales, les mœurs, la corruption (sous-entendu celle du palais et de ses alliés américains) et prénaient le retour aux sources de l'islam comme manière de défendre la vertu et l'identité natio-

nale contre le viol de la technologie occidentale. Nombre de religieux connurent les geôles du chah : les ayatoliahs Taleghani (décédé il y a quelques mois); Mountazeri, qui passe pour être le successeur de l'imam Khomeiny; Rafsandjani, élu en juillet dernier président du Parlement, par exemple, avaient subi les tortures des agents de la SAVAK.

L'imam Khomeiny, réfugié dans la ville sainte de Nadjaf, en Irak, demeurait le symbole lointain de cette résistance diffuse. Le vide politique fit de lui successivement le porte-drapeau. le catalyseur, puis le guide de la révolution. Ses prises de position durant ses quinze ans d'exil lui valurent d'incarner les aspirations de diverses catégories de la population. Peu avant son expulsion d'Iran, en 1964, il s'était rendu célèbre en condamnant publiquement tout à la fois la violation par le chah de la Constitution et l'octroi du privilège d'exterritorialité aux conseillers américains, civils et militaires, ainsi qu'à leurs dépendants, « Vous avez extirpé jusqu'aux racines de notre indépendance », écrivait-il de Nadjaf, en 1967, an premier ministre Hoveyda.

Un premier ministre de transition

· A seconde phase de la révolution L s'ouvre peu après le retour de l'imam Khomeiny en Iran, en février 1979. Elle marque le début de ce que l'on a appelé en Occident l'«anarchie» : phénomène classique observé sous d'autres cleux, l'« union sacrée » réalisée autour d'un objectif commun — dans ce cas d'espèce, le renversement de la monarchie — éclate sous la pression des forces centrifuges reflétant les intérêts, les aspirations les tendances de diverses catégories de la population. La vie reprend, en quelque sorte, un cours normal. Les minorités ethniques de l'ancien empire perse Kurdes, arabophones, Baloutches Turkmènes, etc. — revendiquent d'autant plus le droit à disposer d'euxmêmes qu'ils n'appartiennent pas à la communauté chiite. Les marxistes communistes orthodoxes manistes trotskystes, etc. — qui avaient manifesté sous la bannière verte de l'islam en scandant le nom d'Allah, ouvrent leurs propres « boutiques » frappées du marteau et de la faucille. Les « bourgeois » formés à l'école occidentale lèvent l'étendard de la laïcité en prônant le maintien d'une économie libérale ou social-démocrata l'instauration d'un système parlementaire calqué sur celui de l'Ouest. Les musulmans eux-mêmes se partagent en formations de droite, du centre et de gauche sous le patronage d'un ayatollah de la même tendance. Le clergé chiite, malgré son apparente allégeance à l'imam Khomeiny, est tout autant divisé que le monde politique la que dont il est le reflet plus ou moins

On a souvent écrit que l'imam Khomeiny est un homme intransigeant qui, par conviction idéologique et par tempérament, n'admet pas les demimesures. N'avait-il pas rejeté, malgré l'insistance de nombre de ses partisans, toute offre de compromis avec le chah? N'avait-il pas encore refusé, au lendemain de la chute de la monarchie, des propositions tendant à ins-

Ce texte, comme tant d'autres, enre-gistré sur cassette, circule sous le manteau dans les villes et les cam-pagnes du pays. L'imam désigne ainsi les Etats-Unis comme la « tête du ser-pent impérialiste », accuse les mono-poles de « piller » les ressources de l'Iran, se plaint de la « domination » des capitaux étrangers, de la dilapidation des deniers publics par l'achat massif d'armements : à l'occasion des fastueuses festivités de Persépolis, qui marquent en 1971 le deux mille cinq centième anniversaire de la monarchie. il dénonce le « luxe insolent » dans lequel vivent le chah et les membres de sa famille. Dès le début du soulèvement populaire, en janvier 1978, il incite le peuple à poursuivre sa lutte usqu'à la chute de Mohamed Reza Chah, mais sans recourir aux armes, contrairement à l'avis de nombre de ses conseillers. Il ne cesse de répéter que la foi chilte finira par l'emporter sur la force brutale. Son calcul se révèle fondé : l'armée impériale — la plus puissante du Proche-Orient après celle d'Israel — capitule un an plus tard devant les « révolutionnaires aux mains nues », après que ceux-ci eurent fourni plusieurs dizzines de milliers de

taurer un gouvernement d'union nationale qui aurait fait l'économie d'inutiles désordres? L'imam Khomeiny, cependant, ne s'identifie pas à l'Iran comme le général de Gaulle se confondait avec la France. Chef de l'islam chitte, il ne pouvait et ne peut conclure des « alliances tactiques » avec des formations qui contestent ou — cas aggravant — s'opposent aux

dogmes qu'il a la charge de défendre. Mais le « suide de la révolution islamique » s'est révélé parfois capable, tout autant que n'importe lequel des politiciens lalques, de se livrer à des manceuvres, voire à des ruses, jugées indispensables pour atteindre objectifs par des moyens détournés. La désignation de M. Mehdi Bazargan. le 5 février 1979, à la tête du gouvernement provisoire fut peut-être l'une d'elles. Autrement, quelles raisons auraient incité l'imam Khomeiny a un homme animé par des conceptions aussi siennes? Certes, M. Bazargan avait été incarcéré à quatre reprises sous l'ancien régime pour son opposition au chah et se déclarait partisan de l'exilé de Nadiaf. Mais, de son propre aven, il n'était pas un révolutionnaire. Il s'était rendu à Neauphle-le-Château pour plaider en faveur d'une politique dite tien de la monarchie. Bref, il pronait une démarche analogue à celle qu'emorunte M. Bakhtiar, un « ami » qu'il n'a d'ailleurs jamais voulu condamner comme « contre-révolutionnaire » ou a traitre s.

Le gouvernement que M. Bazargan constitue est fortement teinté de conservatisme. Ses ministres appartiennent à l'aile modérée du Front national, des mossadeghistes que Khomeiny méprise, des bourgeois enrichis sous le chah, d'anciens militaires de l'armée impériale. Dès les premiers jours de son ministère, il exprime publiquement son dégoût pour les institutions nées de la révolution : les comités et les milices islamiques ainsi

que les tribunaux révolutionaires qui jugent à tour de bras les dignitaires royalistes et les tortionnaires de la SAVAK. Les procès sommaires et les exécutions expéditives le révoltent. M. Bazargan est un homme d'ordre : il souhaite garder intacts les instruments de l'ancien régime, l'armée, la police, l'administration de l'Etat, en les èpurant le moins possible pour ne pas se priver de « cadres estimables et irremplaçables ».

Digne représentant du Bazar, le président du gouvernement provisoire n'entend pas non plus modifier les bases de l'économie, et c'est quelque peu contraint qu'il décrète la nationalisation des banques, des compagnies d'assurances, des grands complexes industriels. Il tente de résister, mais en vain, à l'occupation « sauvage » de grands domaines agricoles par les paysans sans terre et à l'élection de « conseils ouvriers » qui prement en charge les usines.

Musulman pieux et pratiquant, M. Bazargan, ingénieur diplômé en thermodynamique de l'Ecole centrale de Paris, ne partage pas pour sutant l'opinion de l'imam Khomeiny que a l'islam devrait avoir la préséance sur l'Iran » et se plaint de l'infiltration insidieuse dans l'administration de mollahs a ignares et arrogants ». Il avait voté en faveur de l'instauration de la « République islamique », mais peu avant sa démission il confie à la journaliste italienne Oriana Fallaci qu'il redoutait une a dictature cléricale ».

Deux « péchés capitaux » entraîneront sa chute : il s'oppose à la Constitution islamique qu'élabore une « assemblée d'experts », composée dans sa quasi-totalité de religieux, et s'efforce de normaliser les rapports entre l'Iran et les Etats-Unis, le 🧸 grand Satan » pour l'imam Khomeiny. C'est sur l'ordre de ce dernier qu'il se résigne a rompre les relations diplomatiques avec l'Egypte après la signature de la paix entre Le Caire et Jérusalem. 11 proteste à peine contre l'admission du chah dans un höpital new-yorksis et ne juge pas utile de demander publiquement l'extradition de l'ancien souversin. Une semsine plus tard, il engage à Alger des conversations cordiales avec M. Zbigniew Brzezinski afin d'obtenir, entre autres, la poursuite des livraisons de matériels et de pièces de rechange pour l'armée iramenne. Ce fut le prétexte qui poussa quatre jours plus tard, quelque quatre cents « étudiants islamiques suivant la ligne de l'imam » à occuper l'ambassade américaine et à prendre en otage ses dinlomates

L'imam Khomeiny — qui, semble-t-il, avait été averti qu'une telle action allait être entreprise — avait ainsi acculé M. Bazargan à la démission. Pourquoi avait-il attendu neuf mois pour le faire ? Ne savait-il pas, dès le début, que son premier ministre p'était ni une s'évolutionnaire à mi n'était ni un « révolutionnaire » n un ennemi du « grand Satan » ? Tout semble indiquer que le choix de M. Bazargan comme premier ministre avait été dicte par des considérations tactiques à un moment où l'imam de retour en Iran de Braiche date, craignait de perdre le contrôle de la situation. L'armée impériale était alors apparemment intacte (elle ne devait s'effondrer que le 12 février. une semaine après la formation du gouvernement provisoire), tout autant que la police, la gendarmerie, l'administration de l'Etat. Les partis marxistes — en particulier les Fedayin du peuple — ainsi que les Moudjahidin du peuple étaient armés jusqu'aux dents et cherchaient à déborder le mouvement islamique, puissant sur le plan populaire mais manquant de moyens (les comités et les milices islamiques devaient être institutionnalisés ultérieurement). Les classes moyennes. influentes dans l'économie et les rouages de l'Etat, risquaient de sombrer dans une dangereuse passivité ou de basculer dans le camp des partis modérés du Front national. Seul M. Mehdi Bazargan paraissait capable de juguler tous ces périls. Le Basar, musulman et relativement conservateur, lui était dévoué. Les formations de gauche (surtout les Mondiahidin) croyalent pouvoir miser sur son libéralisme pour obtenir droit de cité dans la jeune République. Nombre d'officiers supérieurs, dont certains avaient secrétement négocié avec lui un compromis, lui faisaient confiance pour assurer à l'armée une harmonieuse transition de l'empire à la république. En le désignant comme premier ministre. l'imam Khomeiny avait donc vonlu gagner du temps, le temps qu'il fallait pour instaurer un e véritable gouvernement révolutionnaire ». Mais il ne lui avait pas pour autant confié la réalité du pouvoir : M. Bazargan multipliait les déclarations ou les protestations à la radio et à la télévision, mais c'est le Conseil de la révolution, composé en majorité

200 274 9

- Kale Page

Total Park

--

TOPE TOPE

" if religion

in statem.

AND U

4 4 4

--

-

14 v (1/200 de de

Tree Com

L'erreur du gouvernement Carter

A prise en otage des diplomates américains à Téhéran, qui a sonné le glas du gouvernement Bazargan, a encore servi à faire écleter le conflit entre l'Iran et les Etats-Unis, latent depuis l'effondrement de la monarchie. L'imam Khomeiny n'avait pas pardonné aux sept présidents qui se sont succèdé en quarante ans à la Maison Blanche leur soutien indéfectible au despote sanguinaire qu'était, aux yeux de la plupart des Iraniens, Mohamed Reza Pahlavi. L'imam n'était pas prêt non plus à oublier que M. Carter

avait tenté jusqu'an bout de sauver la dynastie des Pahlavi. L' admission du chah aux Etats-Unis, le 22 octobre 1979, l'avait confirmé dans ses soupcons que l'administration américame cherchait à rétablir le roi déchu sur son trône. Ce geste, qualifié d'e humanitaire » et de « courageux » en Occident, a été perçu à Téhéran comme une nouvelle et intolérable provocation. « C'est comme si l'Es-1-sgne franquiste avait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, offert de soigner Hitler d'un cancer », nous disait à ce popos M. Sadegh Ghotbeadeh. Excessive, la caricature illustrait pourtant la frustration et la colère des Iraniens, tout autant que les profondes motivations de la révo-

de religieux, qui prensit les décisions

essentielles. C'est M. Bazargan hui-

même qui, dans l'interview accordée

à Oriana Fallaci, a le mieux décrit sa

situation par une image saisissante :

a Ils m'ont remis le manche d'un

couteau, tandis que d'autres tiennent

la lame. » (« They've put a knife in

my hand, but it's a knife with only a

Le gouvernement de M. Carter, de l'avis de certains observateurs, a commis, avant comme après le drame des otages, la même erreur : il a cru pouvoir effacer le contentieux irano-américain en traitant avec les dirigeants « modérés » à . Téhéran. d'abord avec M. Bazargan et ses ministres, ensuite evec le président Bani Sadr et M. Ghotbzadeh. Washington croyait avoir ainsi choisi la voie la plus accessible. Celle-ci était en réalité bouchée. Certes, tant le nouveau chef de l'Etat que son ministre des affaires étrangères désapprouvaient l'initiative des étudiants islamiques qui avaient occupé l'ambassade américaine, et ils souhaitaient favoriser une normalisation avec les Etats-Unis. Mais ce sont précisément ces bonnes dispositions qui entamèrent leur crédit amprès de l'imam Khomeiny tout en les affaiblissant face à leurs adversaires, notamment au sein du ciergé.

Le gouvernement américain aurait pu, à la rigueur, jouer avec succès la carte des « modérés » s'il avait été disposé à leur consentir des concessions suffisantes pour les rendre crédibles auprès de l'opinion iranienne. Le président Bani Sadr avait renonce à exiger l'extradition du chah en échange de quoi il demandait sur Etats-Unis d'admettre leurs responsabilités dans les crimes commis per lui et de s'engager à ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de Tran. L'offre, qui ne diffère pas beaucoup de celle qu'a formulée en septembre l'imam Khomeiny lui-même. aurait pu constituer, si elle avait été acceptée, sinon une base de négociation du moins l'amorce d'un dialogue. Le président Carter n'a même pas voulu se désolidariser du coup d'Etat, fomente par la C.I.A. en 1953, pour rétablir Mohamed Reza Chah sur le trone. S'il est vrai qu'une grande puissance ne peut pas se permettre de « s'humilier »; on peut se demander pourquoi les Etats-Unis ont cherché à negocier un compromis qu'ils ne pouvalent logiquement conclure sans satisfaire les revendications minimales de la partie adverse. Espéraient-ils faire libérer les otages sans contrepar-

Pour expliquer l'échec, on a souvent fait valoir que la multiplicité des centres du pouvoir à Téhéran rendait impossible un dialogue sérieux. Mais, si tel est le cas, pourquoi a-t-on engagé des tractations avec l'un des camps en présence sans attendre que les luttes intestines se soident par

- Industrialisation et développement —

Les pièges du transfert de technologie

E temps n'est pas très éloigné où le trans-fert de technologie étalt réclamé avec force par les pays du tiers-monde et leurs défenseurs dans les pays riches, qui le considéraient comme le complément indispensable aux grands projets d'industrialisation. Les réticences des firmes multinationales à dévoiler leur « savoir-faire », source technologique de leur puissance, faisaient l'objet de batailles acharnées dans les enceintes internationales. On peut se demander aujourd'hui si un renversement de perspective n'est pas nécessaire et si le transfert de technologie n'est pas devenu une arme puissante entre les mains des pays riches pour maintenir leur domination. C'est le point de vue que soutient un gros ouvrage publié récemment en République fédérale d'Allemagne et qui rassemble, sous la direction de Dieter Ernst, des contributions d'une trentaine de chercheurs et d'économistes pour la plupart européens (1).

Pourquoi ce changement de perspective ? Tout d'abord parce que les relations économiques entre pays riches et pauvres sont ellesmêmes en train de changer. Ce qu'on appelle la « nouvelle division internationale du travall » se met en place : l'échange matières premières contre produits manufacturés, carac-téristique de la division du travail Nord-Sud jusqu'à présent, fait place à des formes plus complexes dans lesquelles un rôle est permis à une certaine activité industrielle hors des pays développés. A partir de ce constat, plusieurs interprétations sont possibles quant au nouveau rôle de la technologie dans les relation Nord - Sad. Charles - Albert Michalet, par exemple, en conclut que, si la tendance au redéplolement industriel mondial continue, les nays développés devront trouver un nouveau mode de spécialisation afin de pouvoir payer à la fois icurs matières premières et une quantité croissante de produits manufacturés en provenance du tiers-monde. Leur seul moyen d'y parvenir est de renforcer leur capacité en recherche-développement et en innovation. Le nouvel ordre économique mondial produirait ainsi une nonvelle sorte de développement inégal, la dichotomie Nord-Sud étant désormais fondée sur la production et l'application de la connaissance. Les statistiques présentées sur la répartition mondiale des activités de recherche-développement ne laissent en effet aucun doute sur la très forte «inégalité» dans ce domaine. Ce type de schéma peut paraître néanmoins un peu naif dans la mesure où il suppose que les pays développés dans leur epsemble pourraient avoir, dans leurs relations avec le tiers-monde, des problèmes fondamentaux de palement ou de spécialisation, alors que ce sont eux-mêmes qui impulsent cette nouvelle division internationale du travail. En outre, on ne voit guère ce qui pourrait faire accepter aux pays du tiers-monde un tel déplacement de champ de bataille, le nouveau étant si évidemment en faveur du Nord. Enfin, Charles-Albert Michalet se demande lui-même si les pays développés pourront réussir à effectuer chez eux les changements structurels nécessaires.

Une autre interprétation, plus solide parce que partant de la dynamique interne des pays développés, est présentée par Daniel Malkin. Les pays développés connaissent actuellement une crise structurelle due à la suraccumulation

Par FRÉDÉRIC LANGER

de capital. Par ailleurs, la valorisation de ce capital excessif se heurte notamment aux limites résultant de la faible intégration des pays en voie de développement comme consommateurs de produits industriels, par exemple. Une des issues de la crise dans les pays développés consiste donc à élargir les bases géographiques de l'accumulation et de la valorisation du capital. Cet élargissement prend la forme, aujourd'hui la plus visible, de la fragmentation des processus de production permettant de dégager des «segments» propices à l'assemblage «offshore», mais il passe aussi par le développement d'une industrie des biens d'équipement dans les pays du tiers-monde.

OMME le montre de manière chiffrée Rafael Tiberghien, l'objectif fixé par l'ONUDI à Lima (25 % de la production industrielle mondiale réalisée dans le tiers-monde en l'an 2000) ouvre un énorme marché aux Industries des pays développés, qui actuellement produisent des biens d'équipement essentiellement pour euxmêmes. Les flux de technologie, inséparables dans ce secteur des flux de produits, vont donc s'accroître considérablement. Mais, parallèlement la «révolution de l'électronique» (blen analysée sur le plan géo-économique par Francots Gèze et Seifeddine Bennaceur) recentre encore davantage la hiérarchie des systèmes productifs autour de quelques pôles. Si bien que les pays du tiers-monde qui jogent le jeu de l'intégration à la nouvelle division internationale du travall n'y trouveront pas d'issue à leur dépendance technologique. S'ils choisissent une industrialisation « extravertie », pour reprendre l'analyse de Daniel Malkin, la technologie qu'ils peuvent maîtriser et qui pourrait

contribuer à leur accumulation interne a tendance à être dépassée en permanence par celle qu'ils doivent importer pour pouvoir continuer à exporter. L'impossibilité de jouer sur les deux tableaux à la fois a été démontrée par la Corée du Sud qui, pour tenter de maitriser l'ensemble de la filière textile, a été obligée de protéger de la concurrence étrangère son industrie de machines textiles.

La plus grande prudence s'impose donc si

l'on veut éviter la confusion entre développement et intégration à une nouvelle division du travail impulsée par les pays riches, et il est probable qu'une bonne part de la confusion provient des ambiguités entretenues sur le rôle de la technologie. L'expérience des pays qui ont tenté de progresser sur les deux fronts de la maîtrise de leurs ressources et de la maîtrise de leur technologie (les cas du Brésil et de l'Algérie font l'objet de plusieurs contributions) montre la difficulté et l'extrême nécessité d'un effort permanent de clarification à ce niveau Co que Ward Morehouse appelle « la maisaine alliance du pouvoir, des privilèges et de la technologie » a commencé à se nouer au sein de la frange des populations du tiers-monde qui a adopté le mode de consommation des pays riches, ce qui ajoute les obstacles politiques internes aux problèmes de gestion et de planification. Les stratégles de rechange pour renforcer l'autosuffisance technologique du tiers-monde (présentées dans la dernière partie du livre), marquées par un souci de pragmatisme, tournent donc autour de l'idée d'un «décrochage» au moins sélectif et temperaire par rapport aux forces qui dominent l'économie mondiale.

Le renversement de perspective, on s'en doute, ne repose pas uniquement sur une analyse des changements dans la réalité économique. Il part d'un approfondissement de la réflexion (la technologie n'est pas neutre par rapport au modèle de développement on au degré d'autonomie économique) et d'une volonté politique d'influer sur la progression des débats et des recherches actuellement en cours dans les diverses enceintes internationales, dans le sens d'une participation plus grande des populations des pays du tiers-monde aux cheix qui organisent leur destin (2). La description très forte que donne Jürgen Heinrichs des immenses couts sociaux et politiques d'une industrialisation fragmentée tournée vers l'exportation. supportes par ceux-là mêmes dont le développement est, paraît-il, l'objectif, ne pent qu'emporter la conviction du lecteur sur l'utilité de cette entreprise.

(1) The New International Division of Labour, Technology and Underdevelopment, public an anglais, sous la direction de Dieter Erust, Campus Verlag, Francfort - New-York, 644 pages.

(2) L'ouvrage se termine par des propositions de thèmes de recherche et de priorités pour des travaux futurs dans ce domaine.

MA PROPER PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AN

t distribute of projection to 1:

The best of Particular and the P

The second of th

application of the state of the state of

Manual Escaparini, and the ser-mental control of the series of the seri

The Management Browning

The state of the s

Processor .

UNE VOIE SEMÉE D'EMBÜCHES

l'installation d'un gouvernement l'installation d'un gouvernement homogène et responsable? Il semble que l'attitude prudente adoptée par Washington depuis le mois de mai dernier, après l'échec de l'expédition de Tabas, ait découlé d'une analyse qui aurait pu être étayée dès le mois de novembre précèdent : l'occupation de l'ambassade américaine par les étudiants ilsiamiques a été tout autant, sinon dayantage une extra autent, sinon davantage, une entre-prise de politique intérieure qu'une opération dirigée contre les Etats-Unis. Après le soulèvement contre le régime impérial et l'instauration de la République islamique sous l'égide d'un gouvernement provisoire, la démission de M. Bazargan ouvrait la troi-sième phase de la révolution que l'imam Khomeiny qualifie, su lendemain de la prise d'otages, de s deuxième révolution ». Le patriarche de Qom avait, de toute évidence, estimé que son fidèle premier minis-tre avait perdu son nfilité : l'armée impériale, décapitée et épurée par des comités islamiques, ne représentait plus un danger pour la République la grande bourgeoisie, qui détenait le pouvoir économique, avait été évincée de ses positions par diverses mesures, dont des nationalisations massives. Il ne restait plus qu'à neutraliser les représentants des classes moyennes, les nationalistes modérés, ceux que l'on a désignés à la vindicte populaire comme des « libéraux occidentalisés », prêts à « composer avec Pimpériolisme ».

La tâche de débusquer ce nouvel ememi a été confiée aux étudiants islamiques. Ils étaient alors doublement populaires dans le pays : ils evaient défié la puissante Amérique - role qui a été grossi par l'importance que les moyens de communication de masse et le gouvernement des Etats-Unis leur avaient conférée --et ils se présentaient de surcroit tout à la fois comme la conscience et l'instrument du mouvement révolutionnaire. Ils étaient dès lors en mesure de procéder, sous l'égide discrète de l'imam Khomeiny, à l'élimination, les uns après les autres, des adversaires du régime islamique que l'on cher-

chait à consolider.

Grâce à des documents plus ou moins déterminants, mais impressionnants dans la mesure où ils avaient été puisés dans les archives secrètes de l'ambassade américaine à Téhéran. les étudiants islamiques ont réussi à faire arrêter ou à discréditer nombre d'hommes politiques ou de partis qui font figure de pro-occidentaux dans le contexte de la révolution iranienne. M. Amir Enteram, successivement vice-premier ministre et ambassadeur à Stockholm sous le gouvernement Bazargan, est détenu comme c agent de la C.I.A. ». Accusés de la même infamie, MM. Hassan Nazih, ancien directour de la NIOC (National Iranian Oli Company), et Rahmatoliah Mognadam-Maraghi, chef du petit parti radical, qui ont soutenu sinon fomenté l'insurrection de Tabriz, capitale de l'Azerbaldjan, en décembre 1979, ont dû s'enfuir à l'étranger. L'ayatollan Chariat Madari, un libéral de droite, au nom duquel la sédition azerbaldjanaise s'est produite, a été réduit au allence après que des « documents compromettants » curent mystérieusement circulé à Téhéran. Le Parti républicain du peuple musuiman, animé par son fils, a dû fermer ses portes après l'exécution ou l'arrestation de dizaines de ses membres. Plusieurs députés élus ont été déchus de leur mandat parlementaire à l'aide, encore, de documents trouvés à l'ambassade des Etats-Unis et qui permettaient de les inculper d'«intelligence avec l'ennemi ». Des hommes tels que M. Khosrow Qachgal, chef de la puissante tribu portant le même nom, et l'amiral Ahmed Madani, un modéré qui avait recuellii plus de deux millions de voix aux élections présidentielles en janvier dernier, ont ainsi été écartés de la acène politique. La liste des victimes des étudiants islamiques, trop longue à énumérer, témoigne de leur rôle déterminant dans la 's deuxième révolution » et, partant, du caractère prématuré des efforts entrepris tant par le président

ingérence du clergé dans les affaires de l'Etat, aliant jusqu'à tourner en dérision e les Richelieu et les Mazarin qui peuplent la scène politique iranienne ». Au lendemain de son élection à la présidence de la République. A nous déclarait qu'il a devait sa victoire au peuple », avant d'ajouter qu'il remerciait « le bas clergé de son soutien ». Le haut clergé, pour lui, est celui qui soutient le parti républicain islamique de l'ayatollah Behechti, dont il proclama la « mort » politique des son accession à la magistrature simrême.

L'optimisme de M. Bani Sadr à l'époque n'était pas infondé. L'ayatollah Behechti venzit de subir trois revers de taille : il aspiratt à se présenter aux élections présidentielles mais l'imam Khomeiny avait décidé ou'aucun chef religieux ne devait briguer ce poste; il avança ensuite la candidature de M. Jalaieddine Farsi, mais celui-ci a été écarté en raison de ses origines afghanes : il soutint enfin la candidature de M. Hassan Habibi qui n'obtint que 10 % des suffrages contre 70 % à M. Bani Sadr.

Ce dernier croyait donc, en janvier dernier, svoir définitivement remporté la partie. Il sollicita de l'imam Khomeiny la permission de constituer un second gouvernement provisoire qui aurait duré jusqu'à l'élection du Parlement. Une telle mesure lui aurait permis d'écarter des leviers de commande le Conseil de la révolution composé en majorité d'amis de l'ayatollah Behechti — et de procéder aux réformes politiques et économiques de son choix Mais l'imam Khomeiny refusa de satisfaire sa requête, et M. Bani Sadr dut se contenter du maigre e privilège » de présider aux réunions du Conseil de la révolution, l'organisme que dominait son principal adversaire, l'ayatollah Behechti. Le chef du parti républicain islamique en profita pour faire échec, le plus souvent, aux initiatives du président de la République et pour jeter les bases de son propre pouvoir. Il fit attribuer à son parti la majorité des sièges au Parlement (en mars 1980) et se fit nommer président de la Cour suprême. S'étant assuré le contrôle du judiciaire et du législatif, il partit à la conquête du pouvoir exécutif en exigeant que le candidat à la présidence du Consell ait l'avai préalable de son parti, ce qui devzit achever de réduire le rôle du président de la République à celui de potiche,

Le président Bani Sadr résista, pied à pied. Il contesta les résultats des élections législatives, mais i'i m a m Khomeiny les juges « équitables ». Il s'opposa à de nouvelles épurations dans l'administration et dans les diverses branches des forces de l'ordre exigées par le Parti républicain islamique — mais il fut contraint de céder après l'appel lancé par l'imam en faveur d'une « révolution culturelle » qui débarrasserait l'Etat des « contre-révolutionnaires » et des « libéraux occidentalisés ». En tout cas, la radicalisation de la République islamique était devenue inéluctable après l'expédition américaine de Tahas, le 25 avril dennier, qui avait mis en relief la passivité ou — soutient-on - la complicité d'une partie des forces armées. Dans les six semaines qui ont suivi l'opération de Tabas, sept complots distincts out été éventés et plusieurs centaines d'officiers arrêtés

et quelques dizaines exécutés.

Aggravation des clivages

T 'AFFAIRE des otages devient rapidement, sur le plan intérieur, le principal chivage entre la droite et la gauche : tous ceux qui soutenaient les étudiants islamiques étaient du bon côté, celui de l'anti-impérialisme et de la révolution : tous les autres étaient du mauvais côté, et pouvaient être étiquetés contre-révolutionnaires prooccidentaux. Rares étaient ceux, dès lozs, qui ont osé prendre publiquement position contre l'occupation de l'amhassade. Les Mondiahidin du peuple qui auraient préféré la dénonciation fermelle de quelque neuf cents accords ou contrata qui selon eux, liaient encore l'Iran aux Etats-Unis, ont, certes, salué l'événement du 4 novembre 1979, mais ils ont progressivement critiqué le comportement des étudiants islamiques. Les Fedayin du peuple, qui, dans les premiers mois, tournaient en dérision le caractère superficiel de l'anti-impérialisme de l'imam Khomeiny, ont jeté leur poids, après quelques hésitations très remarquées, du côté des occupants de l'ambassade. Les partis et les personnelités modérés ont pour la plupart. observé le silence, ou ont adopté une attitude suffisamment ambigué pour que l'on ne puisse pas les accuser de défendre les Etats-Unis. Seul M. Bani Sadr a eu le courage - ou l'imprudence? - de proclamer dès le 6 novembre, et de répéter en toutes occasions, qu'il n'approuvait pas la prise d'otages pour des raisons tenant à la morale islamique et à l'intérêt de la révolution.

Paradoxalement, M. Bani Sadr s'est engagé sur une voie qui ressemble fort à celle qui avait conduit à sa perte M. Bazargan, celui-là même qu'il avait vigoureusement combattu à l'époque où il dirigeait le gouvernement provisoire. Il a ainsi prêté le flanc à ses adversaires, en particulier, au parti républicain islamique, l'ayatollah Behechti en tête, qui l'ont très rapidement situé dans le camp déshonorant des « libéraux ». Ils hri reprochèrent, bien entendu, son esprit conciliant à l'égard des États-Unis mais aussi ses « illusions » quant à la possibilité d'une étroite collaboration entre l'Iran d'une part, l'Europe et le Japon de l'autre. Même son insistance à dénoncer l'intervention soviétique en Afghanistan - pourtant conforme au dogme «ni Est ni Ouest » du clergé militant — a été jugée suspecte. N'essayait-il pas ainsi de justifier une indispensable normalisation avec l'Ouest pour mieux conjurer le péril venant de l'Est ?

Sur le plan intérieur, M. Bani Sadr s'est révélé être, tout autant que M. Bazargan, un homme d'ordre. Il ennonça, au lendemain de son élec-tion à la présidence de la République, le 25 janvier 1980, qu'il ferait dissoudre les comités islamiques et les « gardiens de la révolution » (milices de la République) dès qu'il aurait réorganisé les forces armées, la gendarmerie et la police. Deux semaines plus tard, il fit libérer M. Minachi, ministre de l'orientation nationale, arrêté sur la requête des étudiants islamiques, comme cagent de la C.I.A. ». M. Bani Sadr tenta par la suite, mais en vain, de

RECTIFICATIF. - Deux erreuts sont à signaler dans la traduction de l'article d'Ignacio F. Klich sur les ventes d'armes israéliennes à l'Argentine (a le Monde diplomatique » de septembre 1980, page 3) : c'est avec la Colombie (et non la Bolivie) qu'un contrat a été signé par Israël pour l'entretien d'avions Mirage. D'autre part, la Mauritanie a acheté à l'Argentine divers matériels d'équipement militaire, mais non des tanks TAM.

protéger d'autres personnalités modérées, comme l'amiral Ahmed Madani et le chef des tribus qachgais, M. Khosrow Qachgal, Hostile, par principe, à la violence politique, il déclarait le 27 juillet derrier : « Dénonciations, calomnies, tortures, violences, massacres, prisons, ne sont que manifestations d'une société stalinienne. D

Carter que par le président Bani Sadr

pour mettre un terme à l'occupation

de l'ambassade américaine à Téhéran.

Bon musulman mais marqué par la culture française, comme M. Bazargan, M. Bani Sadr nourrit des sentiments mitigés à l'égard du clergé chiite. A l'« assemblée des experts » chargée d'élaborer la nouvelle Constitution, il avait surpris amis et adversaires en s'élevant vigoureusement contre les pouvoirs étendus que l'on proposait d'accorder au faguih (tuteur religieux de l'Etat, l'imam Khomeiny). Malgré ses dénégations, il a été ultérieurement accusé de s'être abstenu de voter l'article de la Constitution relatif aux compétences, pourtant réduites par rapport au projet initial, du faguih. Quol qu'il en soit, M. Bant Sadr s'est clairement prononcé pour la séparation des pouvoirs, pour la non-

Carences du pouvoir et difficultés économiques

ES menaces qui pesaient cet au-L tomne sur la République islamique n'étaient pas imaginaires, pas plus que la dégradation générale de la situation politique, économique et sociale. Le journaliste n'entendait, au hasard de rencontres, que des plaintes formulées par des citoyens de toutes catégories, aisées ou pauvres, citadines ou rurales. La nouvelle réforme agratre, décrétée l'hiver précédent, n'avait toujours pas été appliquée dans plusieurs régions du pays. Par rapport à l'année qui a précédé la révolution, les investissements de l'Etat sont en baisse de 20 % dans l'agriculture, de 50 % dans l'industrie. Privées d'apports de capitaux, de pièces de rechange (conséquence de l'embargo occidental), de cadres compétents, les usines du secteur public ne fonctionnent plus, en moyenne, qu'à moins de la moitié de leur capacité et, pour la plupart, enregistrent de sérieux déficits.

On ignore le nombre exact de chôévalué, selon les sources, de 2 à 4 millions sur une population active de 11,5 millions de personnes. L'Etat verse une maigre indemnité de subsistance à 800 000 d'entre eux, les autres vivant d'expédients ou grâce aux ressources de leur proches. Officiellement estimé à 25-30 %, le taux d'inflation aurait dépassé le niveau qui avait dressé les classes moyennes contre le chah : plus de 50 % pour le « panier » de la ména-gère « bourgeoise ». Les loyers, qui avaient considérablement baissé après la chute de la monarchie, sont aujourd'hui, à Téhéran, presque aussi élevés qu'en 1977-1978. Certains produits alimentaires — légumes frais, farine, viande, fruits — ont enregistré de

Les classes moyennes, en raison de leurs habitudes de consommation, souffrent davantage que d'autres de la hausse du coût de la vie. Les salariés, comme les fonctionnaires de l'Etat (1.4 million de personnes, y compris les membres des forces armées) ont vu leur pouvoir d'achat gravement entamé non seulement par l'inflation, mais aussi par la réduction de moitié des traitements supérieurs, par la suppression des heures supplémentaires et de divers privilèges en nature, mesures qui avaient été prises par souci d'équité ou d'économie. L'Etat est, en effet, déficitair depuis la réduction des exportations de pétrole. Les revenus du gouvernement, qui ont été officielle-ment évalués cette année à 21 milliards

de dollars, ne suffisent même pas à rétribuer les fonctionnaires. Faute de pouvoir vendre davantage d'hydrocarbures, l'Etat était donc contraint de recourir aux emprunts ou d'entamer ses réserves, réduites à quelque 7 milliards de dollars depuis le gel des avoirs iraniens par les hanques améri-caines (environ 8 milliards de dollars).

La situation économique s'était donc nettement détériorée depuis la chute du gouvernement Bazargan, malgré la consigne donnée aussitôt par l'imam Khomeiny aux autorités d'a assurer le bien-être des mostazefin » (déshérités). L'imam avait cru bien faire de ne pas nommer un nouveau gouvernement et de laisser ainsi les mains libres au Conseil de la révolution et aux hauts dignitaires du clergé qui avaient sa confiance. Des mollahs furent alors nommés partout, dans les forces armées, dans la police, dans l'administration, dans les grands complexes industriels, dans la quasi-totalité des ministères, pour superviser et contrôler les responsables laics. L'anarchie s'en est trouvée accrue, et, comme nous le disait une haute personnalité, « per-sonne n'obéissait plus à personne ».

L'administration de l'Etat était virtuellement paralysée per l'inertie, volontaire ou non, des fonctionnaires, dont beaucoup cherchaient sans doute à miner le régime. Les greves se multipliaient dans les usines et les services publics. Les coupures d'eau courante et d'électricité indisposaient quotidiennement les habitants de Téhéran et d'autres villes. Les pasdarans (mílices islamiques), obéissant à de multiples centres de décision, agissaient le plus souvent à leur guise. Certaines unités de l'armée refusaient de se battre contre les insurgés kurdes. L'Etat était, durant l'été, dans une situation de décomposition avancée, tandis que l'on découvrait une série de complots militaires avec des ramifications dans le monde politique. Le plus grave est que le mécontentement populaire risquait de se retourner contre l'ensemble du clergé, tenu pour responsable de la dégradation de la

On comprend mieux, dès lors, les déclarations de l'imam Khomeiny, qui soutenait le 21 juillet : « Aucun des ministres actuels n'est révolutionnaire, (...) et si le prochain gouvernement ressemble à l'actuel, nous pouvons jaire notre devil de la République islamique, car nous serons vaincus. » On comprend aussi la signification des épurations massives, des arrestations, des

exécutions collectives, des attaques contre les locaux des partis politiques, de gauche comme de droite, ceux-la mêmes qui auraient pu tirer profit de la déconfiture de la République islamique.

Les nationalistes modérés, principale cible de la « révolution cultu-relie » déclenchée en juillet, sont considérés comme les plus dangereux. Leur influence, en effet, s'étend aux centres économiques, à l'administration de l'Etat, aux forces armées, aux universités, animés par des cadres traditionneliement issus des classes moyennes, « occidentalisés », hostiles au pouvoir clérical et à des bouleversements économico-sociaux. Cette influence, diffuse dans le pays, est polarisée par des groupes d'opposition dans l'émigration, dont certains ont trouvé refuge en Irak. Les deux émissions quotidiennes — diffusées par une radio « clandestine » située en territoire irakien, - l'une au nom du général Ovelssi, l'autre en celui de M. Chapour Bakhtiar, sont très écoutées par la population. Ce n'est un secret pour personne que ces deux personnalités, entre autres, entretiennent des rapports suivis avec des tribus, des groupements civils et militaires en Iran, qui, dans des conditions qui leur seraient encore plus favorables, pourraient entraîner la chute du

Ce n'est pas le cas, du moins dans un avenir prévisible, pour la gauche, malgré les progrès notables qu'elle a enregistrés ces derniers mois. Contrairement à la droite, sa base sociale est relativement restreinte. Le mouvement islamique, incarné par l'imam Khomeiny, n'a pas perdu, jusqu'à preuve du contraire, le soutien des

classes défavorisées de la population, malgré les déceptions et les frustrations qu'elles ont accumulées depuis l'instauration de la République. Les ouvriers n'ont pas oublié que leurs salaires ont le plus souvent doublé depuis la révolution. Les paysans recoivent de généreuses subventions en moyenne de 50 % plus élevées que celles qu'ils recevaient sous le chah, et ceux qui ne possèdent pas de terre n'ont pas perdu l'espoir de bénéficier d'ultérieures réformes agraires. Les plules ayant été abondantes l'hiver et le printemps derniers, les récoltes seront, estime-t-on, de 20 à 30 % plus substantielles cette année. Par-dessus tout, les mostazefin ont le sentiment de vivre dans « leur » propre République, d'être défendus par l'imam

Malgré cela, les Moudjahidin du peuple, mouvement musulman doté d'une idéologie très radicale, ont réussi en quelques mois à devenir un parti redouter particulièrement, à en juger par ses dénonciations des cislamomarxistes ». Au mois de juin, le chef de ce mouvement, M. Massoud Radjavi. pouvait rassembler à Téhéran 150 000 partisans et sympathisants dans une réunion publique qui n'avait même pas été annoncée par les organes de presse. Le prestige des Moudjahidin est grand, tant en raison de la lutte armée qu'ils avaient menée contre le régime impérial que par leurs prises de position résolument favorables aux déshérités, depuis la naissance de la République. La jeunesse et l'inexpérience de leurs cadres, les erreurs politiques qu'ils ont commises, limitent cependant pour le moment leurs possibilités d'action.

Un parti sans programme

E parti communiste Toudeh dispose d'une organisation et d'une audience beaucoup plus restreintes, mais, en plusieurs occasions, son influence s'est révélée beaucoup plus déterminante. Ses cadres, formés pour la plupart dans les pays de l'Est, sont de haute qualité. Parfaitement informés de la situation internationale. capables de déterminer clairement une stratégie et une tactique qu'ils appliquent avec une étonnante discipline. ils ont su profiter de la vague antiaméricaine qui déferie sur l'Iran pour s'assurer des amis ou des alliés jusqu'au sein du clergé, pourtant profondément méfiant à leur égard. L'imam Khomeiny, a-t-on noté, n'a jamais attaqué nommément le Toudeh. Quand il dénonce les communistes, les qualifiant parfols de « gauche américaine ». il vise essentiellement les Fedayin du peuple (marxistes - léninistes), qui avaient pris les armes contre les autorités au Kurdistan et ailleurs. Son apparente indulgence à l'égard des communistes orthodoxes s'explique par au moins trois raisons: ils l'ont toujours soutenu depuis son départ en exil en 1964 (leur radio « clandestine ». vraisemblablement située en Allemagne de l'Est, diffusait régulièrement ses déclarations enregistrées dans la ville irakienne de Nadjaf); ils sont décidés, comme lui, à « extirper les racines de l'impérialisme américain » en Iran : ils lui offrent leur concours pour défendre et consolider la République islamique.

Des événements survenus en juin dernier ont accru leur marge de manœuvre : les dissidences qui ont divisé, coup sur coup, les Fedayin du peuple et le parti démocratique kurde (P.D.K.). La majorité de la direction des Fedayin a décidé, après de longs et laborieux débats, d'adopter une ligne politique « anti-impérialiste » pratiquement identique à celle du Toudeh. Il en a été de même au sein du P.D.K., dont une fraction, celle-là. minoritaire, s'est séparée de la majo-

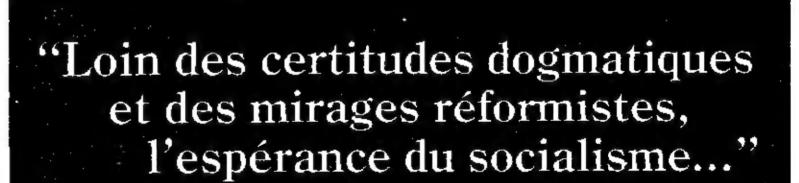
rité, dirigée par M. Abdel Rahman Ghassemlou, en l'accusant de collaborer avec l'Irak et l'OTAN... Ces deux scissions ont, dans la pratique, renforce l'autorité morale du Toudeh et, partant, ses atouts de marchandage avec le pouvoir.

L'imam Khomeiny ne veut sans doute être tributaire d'aucune formation non islamique, surtout d'obédience marxiste. Son comportement depuis les débuts de son combat politique indique qu'il entend réserver aux « musulmans authentiques » le monopole du pouvoir. Reste à savoir s'il sera capable d'atteindre cet objectif. Le parti républicain islamique, sur lequel il parait vouloir s'appuyer, n'est pas un parti de masse structuré, mais. plutôt, un rassemblement de personnalités, religieuses ou laïques, de groupes et de tendances divergentes. sinon contradictoires. La formation de l'ayatollah Behechti n'a pas pu, des lors, se doter d'un programme politique, économique et social indispensable à tout parti de gouvernement. Surtout elle ne peut compter sur le concours de cadres, en nombre suffisant, pour administrer l'Etat. L'intelligentsia iranienne. réfractaire ou hostile au régime islamique dès ses débuts, est partagée entre la droite libérale et la gauche. marxiste ou non.

A moins d'un spectaculaire retournement, l'imam Khomeiny n'associera aucune de ces deux tendances au pouvoir. La voie qu'il a choisie sera sans doute longue, difficile à parcourir parce que semée d'embûches, et risque fort, dans l'état actuel du rapport de forces, de déboucher sur une catastrophe.

ÉRIC ROULEAU.

(Cet article est une version abrégée et actualisée d'une étude parue en septembre 1980 dans la revue Foreign



Comment lutter dans les usines, dans les syndicats? Quel féminisme construire? Travailler, vivre autrement... pour quelle société? Quel internationalisme contre l'effroyable machine de guerre que mettent en place les grandes puissances? Pour répondre à ces interrogations. il faut d'abord faire se rencontrer et débattre tous

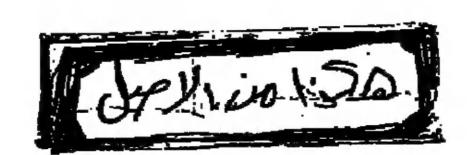
les courants de la contestation radicale... Et si vous trouvez dans Tumulte des points de vue qui se contredisent, eh bien tant mieux!

MUMULIE

magazine mensuel octobre 1980 - 10 F

en vente en klosques, gares, maisons de la presse à partir du 26 septembre

AU SOMMAIRE Pologne: La classe ouvrière va au paradis -- Sport: la perche, le drapeau et le joint - Amérique centrale : la braise et les cendres - Dans les mines boliviennes à blue-jean - Chômeurs : ni jeunes, ni vieux, ni femmes... - Ciné : que c'est triste Venise... - Feuilleton présidentiel : la BD de Bern -- Voyage à Saint-Brieuc avec Dorothèe Letessier — La CFDT à l'heure Rocard — Dis papa, c'est pour bientôt la guerre mondiale ? — L'automobile pique sa crise — Polémique: Marx malade — quelle potion ? — Extrême gauche: Que sont mes amis devenus ?



Dépendance technologique et financière

La lente construction de l'industrie militaire égyptienne

U Maghreb à la come de l'Afrique, du Proche-Orient au Golfe, quels leurs répercussions en Egypte, lieu l'enchevêtrement de tant d'intérêts stratégiques, politiques et économiques ? Mais c'est avant tout le conflit Israéloarabe, dans jeguel ce pays a longtemps tenu un rôle de première llane, qui devail marquer sa diplomatie et sa politique de défense. Dans cet affrontement, elle dut se lancer dans une politique d'armement à outrance, censée assurer sa survie, et qui consista à acheter à l'étranger des équipements militaires souvent financés avec l'aide d'autres pays arabes tout en commencant à se doter d'une industrie nationale d'armement.

Quand, en 1955, l'Occident refusa au réolme nassérien les armes qu'il demandait. les Soviétiques prirent la place : pendant vingt ans. Ils allaient fournir à l'Egypte une aide militaire représentant plus de 3 milllards de dollars. Les conditions étaient fort avantageuses, avec des dons estimés à près de 40 % du total. L'endettement du pays s'en trouva néanmoins aggravé. même si ces dettes-là n'ont jamais été

Les importations égyptiennes de matériel militaire atteignent un sommet en 1973, année où elles représentent 1 074 millions de dollars : après quoi s'amorce un déclin. De 1973 à 1977, Le Caire importe pour 1 748 millions d'armes, dont 1200 millions en provenance de l'U.R.S.S. (1), L'augmentation de la facture par rapport aux années 60 ne s'explique pas seulement par l'accrolssement des quantités achetées, mais aussi par l'incessante modernisation des systèmes d'armement. Les Soviétiques avaient commencé de fournir du matériel moderne aux Egyptiens dès le début des années 60 ; après la guerre de 1967 avec Israel, toutefois, la course aux armements prit une nouvelle dimension, impliquant un constant effort de modernisation.

Le tournant s'annonce au milieu des années 70, quand l'Egypte se détourne progressivement de son fournisseur soviétique pour faire de plus en plus appei aux Etats-Unis. Pendant une cériode transitoire, la France — et la Grande-Bretagne dans une moindre mesure — vont l'aider d'une manière cruciale à améliorer sa capacité militaire. Car ce n'est qu'en 1978 que les Etats-Unis commenceront leurs grandes livraisons qui inclueront, entre autres, des escadrilles d'avions de

combat modernes. On annoncait récemment encore la prochaine vente d'avions F-15 produits par McDonnell Douglas, auxquels s'ajouteront des missiles antiaériens Hawk, produits par Raytheon, des véhicules blindés de transport de troupes M-113, construits par Ford, et des Phantom F-14 de McDonnell Douglas également (2). Etalé sur cinq ans. le programme américain d'aide militaire à l'Egypte sa montera à 4 millards de doi-

Maigré cette importante dépendance à l'égard des importations, l'Egypte s'est déjà pourvue d'une industrie militaire qui kul est propre. L'usine aéronautique d'Hélouan a été établie dans les années 50 pour construire des avions à réaction d'entrainement et de combat. Elle commence par produire sous licence des Vampire de chez De Havilland, tout en mettani au point plusieurs prototypes d'avions de combat. Dans cette catégorie, les premiers HA-200 sortirent en 1960. Alors que, dans les années 50, les effectifs du personnel employé dans cette usine attelgnalent cinq mille personnes, ils semblent être aulourd'hul de l'ordre de quatre mille. Dans un souci d'intégration horizontale, on créa ensulte l'usine de moteurs d'Hélouan, spécialisée dans la conception et la fabrication de moteurs pour avions.

Depuis 1963, l'usine de Sakr est spécialisée dans la mise au point et la production de fusées non téléguidées, blen qu'elle ait aussi tenté de concevoir des missiles soi - soi téléguidés. Elle emploie au total cing mille personnes. L'usine de Kader, la plus petite, n'en poursuit pas moins plusieurs programmes comprenant le véhicule blindé de transport de troupes Waleed, en partie fondé sur la technologie de Magirus Deutz.

A elles quatre, ces usines constituèrent l'ossature de l'industrie militaire égyptienne qui ne devait toutefois progresser que lentement. A cause, d'abord, d'une dépendance particulièrement forte à l'égard de la technologie étrangère. Par exemple. le HA-200 était construit à partir du Saeta HA-200 espagnol, produit par la firme Hispano; deux cents appareits de ce type furent fabriqués sous licence à Hélouan de 1960 à 1969. Tout comme l'avion de combat supersonique HA-300 que l'usine de Hélouan est en train de mettre au point, le HA-200 avait été concu à l'origine par Willy Messerschmitt durant les années 50, à l'époque où il travaillait en Espagne (3).

Le tournant de 1973

NON seulement l'Egypte manque de personnel technologiquement qualifié, mais les capitaix lul font écalement défaut. Des programmes ont dû être raientis ou même arrêtés par manque de crédits. L'industrie avait cependant acquis une certaine capacité technologique quand. dans les années 60, il tul failut assurer l'entretien et l'amélioration des équipements mititaires livrés par les Soviétiques. C'est ainsi que l'usine de Sakr dut progressivement convertir ses activités pour tabriquer une gamme variée de fusées d'artiflerie d'origine soviétique qui étalent, la plupart du temps, de simples coples de modèles déjà livrés, produites sans eucune licence. L'usine de Hélouan, quant à elle, se mit à produire des pièces détachées destinées aux moteurs qui équipatent les avions fournis par les Soviétiques (4). L'Egypte était devenue de plus en plus dépendante de la technologie mi-(itaire soviétique, d'autant que l'Occident la boycottait pratiquement, loi refusant à la fois les armes et la technologie militaire qui accompagne généralement ce genre

Le bouleversement politique qui survint après la guerre de 1973 obligea les Egyptiens à chercher d'autres sources d'approvisionnement. Tout en trouvant de nouveaux fournisseurs en Occident, les Equations pronèrent une fermule régionale qui prit son expression concrète dans l'établissement d'une Organisation industrielle arabe (O.I.A.) en 1975. L'idée d'une industrie militaire commune aux pays arabes avait pour la première fois été exprimée en 1972 lors d'une réunion des chefs d'état-major de dix-huit pays arabes. Projet ambitieux, à l'origine, prévoyant que chaque pays y consacrerait una aliocation financière représentant 2% de son produit national brut.

En 1974, le Conseil de défense arabe proposait une mise de fonds plus modeste de 1,2 milliard de dollars au total pour la production militairs commune. Finalement. seuls quatre pays arabes - Arabie Saoudite, Egypte, Emirats arabes unis et

Par RAIMO VAYRYNEN *

Qater — se décidèrent à y participer. Les Egyptiens devaient, pour leur part, mettre à la disposition de l'entreprise six usines de fabrication d'armements, y compris celles déjà mentionnées, tandis que les trois autres partenaires s'engageaient à apporter un capital initial de 1,04 milliard de dofiars. L'O.I.A. était ainsi fondée sur une certaine division internationale du travali, où les Egyptiens apportaient leur infrastructure, leur technologie et leur main-d'œuvre - toutes choses dont les autres partenaires ne disposaient pas. tandis que les pays exportateurs de pétrole offraient, eux. les capitaux qui manquaient à l'Egypte. L'entreprise avait pour objectits d'assurer la production d'armements à moindres coûts, l'exportation de surplus dans d'autres pays musulmans — au Pakistan, en particulier — et la transformation de l'Egypte en un grand pays producteur et exportateur d'arme-

Mais cette demière n'ayant pas toute la capacité technologique nécessaire, l'O.I.A. dut faire appel aux sociétés transnationales de l'armement. Il failut attendre la fin des années 70 pour que la plupart des contrats soient conclus pour les Importations et la production sous licence. mais le schéma de cette coopération e'étalt esquissé blen plus tôt. Ainsi, dès 1974. l'Egypte, l'Arabie Saoudite, la France et la Grande-Bretagne s'étaient entendues pour la production sous licence d'hélicoptères Lynx WG-13 dans l'usine d'Hélouan. Parmi les sociétés associées au contrat, d'une valeur à l'origine de 110 millions de francs, figuraient Westland et la Société nationale industrialle aérospatiale (6). Cette coopération entre l'O.I.A. et les fabricants d'armes européens d'envergure transnationale aliait ensulte s'intensifier et donner lieu à plusieurs autres accords associant à parts sensiblement égales sociétés françaises et britanniques dont, au demeurant, les relations étaient marquées par un mélange de collaboration et de rivalité. Le gouvernement français s'efforça d'améliorer la position concurrentielle de « ses » sociétés en commercialisant leurs systèmes sur olusieurs fronts grâce à des contects politiques à haut niveau avec les responsables égyptiens (7).

Dans cette compétition, les sociétés américaines étaient tenues à l'écart. L'une des principales caractéristiques des projets ayant fait l'objet de contrats entre l'O.I.A. et ses associés transnationaux (voir le tableau oi-dessous) tient au fait qu'ils étalent tous fondés sur des entreprises mixtes (Joint ventures) dans lesquelles l'organisation arabe détenait une majorité de contrôle. Ils dépendaient. d'autre part, presque complètement de la technologie fournie par les sociétés transnationales participantes, y compris des experts chargés par elles de la mettre en application. C'est ainsi que la SNECMA affecta au projet de l'Arab French Engine Co (AFECO) trente-cing apécialistes, soit 90 % du personnel nécessaire (8). Cependant, l'O.I.A. tenait à former son propre personnel pour assumer les tâches de direction, de réalisation technique et de production, condition d'une véritable autonomie à long terme dans la production du matériel militaire. En 1978, il y avait donc quelque deux mille cina cents personnes qui achevalent leur formation aux Etats-Unis et en Europe. La fourniture de services de formation avait été intégrée dans les fournitures de technologie et de canitaux couvrant les projets entrepris par

l'O.I.A. (9). Celle-ci se dota également, dans le même souci, d'un Institut arabe de technologie aérospatiale, situé au Calre et bénéficiant du concours d'experts américains, trancale et britanniques, L'institut d'études techniques d'Arabie Sacudite, à

* Professeur à l'université d'Helsinki (relations internationales).

ingénierie aérospatiale, la plupart du temps grâce à des contrats conclus entre les gouvernements britannique et eaoudien. Le premier de ceux-ci fut signé en 1973, et renouvelé en 1977 pour quatre autres années (10).

A la suite de la conclusion du trafté de paix entre l'Egypte et Israél, le sommet de Bagdad décida, en novembre 1978, le boycottage économique de l'Egypte par les pays arabes. Le prince sultan Bin-Abdel Aziz, ministre sacudien de la défense, aliait bientôt annoncer le principal effet de cette décision sur le plan militaire : la dislocation de l'O.I.A. et de toutes ses entreprises mixtes à partir du 1er juillet 1979, la cessation de tous les investissements et l'annulation immédiate de tous les contrats en cours. L'Arabie Saoudite, pour sa part, décida de retirer tous ses fonde de l'O.I.A., dont la liquidation fut confiée à un comité soécial. En fait, la dissolution de l'organisation n'était pas seulement la conséquence de l'accord de Camp David. A l'arrière-plan. on pouvait discerner des désaccords entre les intérêts financiers et militaires de l'Egypte et ceux des autres participants

arabes (11). Une crise financière allait s'ensulvre. puisque l'Egypte n'avait pas les ressources nécessaires pour continuer à financer les projets. Il semble bien que la plupart des projets de l'O.I.A. ont été abandonnés cependant que de nouvelles solutions étaient parfois envisagées. Pour les sociétés transnationales qui participaient à ces entreprises, il en est parfois résulté des pertes financières qui alialent être, en partie, compensées par de nouvelles commandes, du fait, par exemple, de l'Arabie Saoudite et de Qatar (12), L'Egypte conservait des biens d'équipement et du matériel mécanique représentant des centaines de millions de dollars et qui ne furent lamais restitués à l'Arable Saoudite. Grâce à ces ressources, le président Sadate a ou annoncer que les activités de l'O.I.A. seraient poursulvies sous l'égide d'une Organisation égyptienne d'industrialisation militaire.

A la fois de sa propre initiative et sous la pression des événements, l'Egypte est devenue un important allié des Etats-Unis au Proche-Orient. Elle envole des conseillers militaires et des armes à des pays africains pro-occidentaux, elle forme des rebelles musulmans afghans et met des facilités militaires à la disposition des forces américaines, tel le terrain d'aviation de Wadi-Kenna. En échange, les Etats-Unis font de leur mieux pour renforcer la stabilité du régime du président Sadate, dans le cadre de leur stratégie politique et militaire globale dans la région. Le gouvernement Carter fournit aussi une aide économique et militaire considérable pour

renforcer la position de l'Egypte (13). Des équipes de spécialistes du Pentagone se sont succédé en Egypte pour voir comment II serait possible d'utiliser au bénéfice de son industrie militaire une partie des fonds alloués (14). Cet engagement croissant des Américains dans le pays est maintenant pris en considération par les fabricants d'armes transnationaux qui se risquent désormals à conclure des accords de coproduction avec des partenaires égyptiens, se substituant ainsi aux firmes européennes. Comme II est déjà advenu dans tous les autres secteurs. l'industrie militaire égyptienne va de plus en plus se tourner vers la technologie et les capitaux américains. Mais, jusqu'ici, la seule firme américaine qui opère dans le secteur militaire est la société American Motors, engagée dans la production de jeeps pour l'armée.

Disposant aujourd'hul de quelque quinze mille ouvriers spécialisés et d'un nouveau canal transnational lui assurant à la fols une technologie militaire avancée et les capitaux, l'Egypte a donc choisi de poursulvre ses activités de production sur la

iancée de l'Organisation industrielle arabe. A la suite des missions d'experts américains, il a été prévu de commencer la production, dans les usines ágyptiennes, d'avrione F-5 de Northrop, au lleu des Alpha Jet, et d'hélicoptères 214-ST de Ball, au lieu du Lynx (15). Les sociétés d'Europe occidentale n'ont, en effet, ni les ressources auffisantes ni le désir de poursulvre leurs activités en Egypte sans le soutien de l'Arabie Saoudite.

Ces nouveaux contrats conclus avec des sociétés américaines s'inscrivent dans la logique du président Sadate, qui avait déclaré que l'Egypte allait se *« tourner* vers le peuple américain pour demander de l'aide - de manière à compenser les conséquences négatives de la « politique de corruption des Saoudiens » qui avait persuadé les pays arabes de rompre leure relations avec l'Egypte (16). L'annulation des contrats conclus sous l'égide de l'O.I.A. avec un certain nombre de sociátés cuest-européannes fut un rude como pour la piupart d'entre elles qui avaient déjà connu des difficultés du fait de la porte du marché Iranien. D'où la nécessité pour elles, de trouver d'autres marchés, tant au Proche-Orient (notamment en Irak) qu'en d'autres régions.

Quant à l'économie égyptienne, il ne fait pas de doute que la production de matériel militaira a contribué à améliorer les capacités technologiques des usines directement concernées. L'ultime objectif de l'O.I.A. était une capacité autonome de production d'armements et de technologie militaire : mais, ici, rian ne prouve que l'indépendance alt été réellement renforcée -- en partie faute de temps. d'alileurs. La dépendance à l'égard de la technologie militaire étrangère controlée par les sociétés multinationales reste marquée. Non seulement pour les moteurs et l'électronique, goulets d'étranglement « traditionnels », mais d'une manière blen plus générale (17). Il y a peu de chance, d'autre part, que les activités propres à l'industrie militaire aient des « retombées » dans les industries civiles. Les usines de l'Organisation industrialle araba étaient, en effet, isolées des industries civiles. Aussi blen du temos de l'aide soviétique que du temps de l'O.I.A., elles forent davantage des têtes de pont de la technologie étrangère que des pôjes d'activité s'intégrant dans l'économie domes-

(1) Cf. à ce sujet Roger Pajak, « Soviet Arms and Egypt », Survival, n° 4, 1975. Les chiffres cités sont extraits de World Military Expenditures and Arms Transfers, 1968-1977, Washington D.C., 1979 (p. 127). (2) International Herald Tribune, 25 56vrier-1960.
(2) Flight International, 23 septem-

bre 1978 (p. 1148). (4) Robert Ropelewski, cManagement; Improvisation Key to Egyptian Growth s, Aviation Week and Space Technology (cité ultérieurement sous le (cite interistrement 80 th le sigle A.W.S.T.), 13 novembre 1978.

(5) Flight International, 7 janvier 1978.

Sur l'Organisation industrielle arabe, voir Michael Moodie, e Sovereignty, Security and Arms >, Washington, Papers, 67, Beverly Hills, 1979.

(6) Le Monde, 9 octobre 1974. (7) Voir, par exemple, A.W.S.T. du 22 décembre 1975 (p. 37) et du 17 janvier 1977 (p. 16). (8) Le Monde, 3 2001 1978.

Robert Ropelewski, & Arabs Seek Arms Sufficiency s, A.W.S.T., 15 mei 1978 (p. 14). (10) Cf. Ibid. et Flight International du 10 avril 1977 (pp. 1046-1047) et du 24 juin 1978 (pp. 1939-1940). 24 juin 1978 (pp. 1939-1940).

(11) Cf., par example, John Whelan, e Treaty Leads to Restructuring of Arab Weapons Industry », International Herald Tribune, numero spécial de juin 1979, ainsi que le New York Times du 15 mai 1979 et A.W.S.T. du 21 mai 1979 (p. 22).

(12) Cf. le Monde du 16 mai 1979 et The Economist du 12 janvier 1980 (p. 38).

(13) Cf. International Herald Tribune des 10 janvier et 14 février 1980.

(14) The Economist, 7 avril 1979 (p. 18), Washington Poet, 6 juin 1979 (p. 18), washington Poet, 6 juin 1979 (p. 13).

(15) International Herald Tribune, 31 mars 1980 et numéro spécial sur 31 mars 1980 et numéro spécial sur l'Egypte de juin 1980. (16) Cf. John Whelan. op. cit. (17) Voir, par exemple, Robert Rope-lewski, op. cit.

SOCIETE MIXTE	TYPE DE PRODUCTION	DATE	VALEUR TOTALE	PARTICIPANTS
ter Co	288 hélicoptères Lynx WG-13	(non précisée)	330 millions de livres sterling	O.LA. 71 %, Westland 30 %
Co. (ABECO) The Arab-French Air- craft Company	759 moteurs GEM destinés aux Lynx WG-13 169 Alpha-Jet	Février 1978 Septembre 1978	285 millions de dollars	O.I.A. 70 %, Rolls-Royce 30 %
rab-British Dynamics			(chiffre non disponible)	O.I.A., Dassault- Breguet, Dornier
Company	insleurs milliers de missiles antitanks Swingfire	Décembre 1977	75 millions de dollars	O.L.A. 70 %, Britis Acrospace Corp. 30
Co (AFECO)	Moteurs Larzac et SNECMA M-53 destinés aux Alpha-Jet	Novembre 1978	(chiffre non disponible)	O.I.A. 70 %, SNECMA 38 %
rab-Electronics Co	Equipement électronique militaire	1978	(chiffre non disponible)	O.LA 70 %, C.S.FThomson 30
cle Co	12 000 Jeeps	1978	30 à 35 millions de dollars (estim.)	O.L.A., American

Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilèges en toute sécurité. Demande de documentation sur les modèles Volvo. Découpez et retournez ce bon à Volvo France. Service TDS. 112 rue Cardinet, 75017 Paris tel 766-50.35 telex 642.602 ou 16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly. Tél. 747.50.05. Différents programmes de vente et une gamme de modèles de 7 à 15 CV à partir de 25.000 F H.T. VOLVO Lapassion de la qualité.

STERN GRAVEVR depuis 1840 Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle Ateliers et Bureaux: 47, Passage des Panoramas **75002 PARIS** TEL: 236.94.48 - 508.86.45

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD FACULTÉ DE DROIT DE SCEAUX 54, boulevard Desgranges, 92330 SCEAUX

(Publicité)

UN D.E.S.S. DE DIPLOMATIE ET ADMINISTRATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

est organisé à compter du 15 septembre pour l'année universitaire 1980 - 1981, Directeur scientifique : Charles ZORGBIBE Les cours et séminaires suivants ont lieu au 2, avenue de l'Observataire

— Histoire des relations Internationales : C. ZORGBIBE. - Théorie des organisations internationales : M. BETTATI. — institutions et relations économiques internationales : B. OPPETIT. . - Désamement et maîtrise des annements : J. KLEIN.

- Non alignement et relations internationales : E. BERG.

TORTE de ses victoires sur le nazisme, l'Armée rouge avance en 1944 vers le centre de l'Europe. Pour ceux qui ont souffert des horreurs du fascisme, elle incame les forces du bien. de la justice sociale, de la liberté nationale. Elle semble s'insérer à ce moment-la dans le sens de l'histoire, dans son bon sens, qui devrait aboutir, à plus ou moins long terme, au socialisme. Resterent à jamais inscrites dans la mémoire collective la bataille de Moscou (automne 1941). et surtout la bataille de Stalingrad (hiver 1942-1943), qui changerent d'une façon fondamentale le cours de la seconde guerre mondiale. La dette de l'humanité à l'égard de cette armée-ià est réelle. « Notre histoire passe aussi par ià », rappelle Louis Althusser dans sa fameuse Réponsa à John Lewis, lorsqu'il évoque l'héroïsme du peuple soviétique dans une

Mais les vicissitudes de la « guerre froide » qui aboutirent à la création des deux camps (le « camp démocratique » et le « camp impérialiste »), du glacis soviétique (les démocraties populaires), des pactes (pacte atlantique et pacte de Varsovie), des doctrines (doctrine Truman et rapport Jdanov) devalent finalement transformer un fait historique en une mythologie.

lutte à mort pour libérer le monde du

Exacerbé par le conflit avec Tito, le monde communiste évolue pendant la guerre froide » sous l'influence d'un triple mythe : le mythe de l'U.R.S.S., cité idéale ; le mythe de l'Armée rouge sans laquelle aucune révolution n'est plus possible ; le mythe du chef charismatique, Staline. Dans la mesure où Tito prétendait avoir mené seul la batalile contre les Allemands, libérant son pays par la lutte de partisans pour instaurer un régime

L'épreuve du temps

DOUR renforcer davantage ces thèses, le Kominform cite le cas de la France et de l'Italie. Du fait de la présence des troupes anglo-américaines dans ces pays. comme en Grèce — maigré la guerre civile -- - le passage du pouvoir d'une classe à une autre » à la suite d'un « développement révolutionnaire » s'est révélé impossible. « En Italie, en France et dans les autres pays occidentaux, ainsi qu'en Grèce, il e manqué l'une des conditions les plus décisives qui ont favorisé la création et le développement des démocraties populaires. Dans ces pays, sont entrées les armées des impérialistes qui ont foulé aux pieda tous les principes de non-ingérence dens les affaires intérieures des pays libérés. Par contre, la présence de l'Armée rouge dans l'Europe a été garante du libre développement des forces démocratiques dans les pays libérés » (2). Mais les thèses du Kominform vont encore plus loin. L'Armée rouge ne représente pas seulement la force nécessaire à la réussite d'une révolution, elle est aussi garante de son développement pacifique. c'est-à-dire qu'elle élimine tout danger de contre-révolution, de guerre civile et d'intervention étrangère.

Cette argumentation constitue, su-delà de l'affaire yougoslave, l'essence même de la « théorisation » des régimes de démocratie populaire. Comme l'« hérésie yougoslave - entraînait un durcissement dans le glacis, il fallalt redéfinir ce glacis, et donc fixer le rôle de l'Armée rouge dans l'instauration des nouveaux régimes dans les pays de l'Est. « La démocratie populaire n'est pas le résultat d'un soulèvement armé qui se proposalt de prendre le pouvoir per la violence, elle n'est pas née comme le pouvoir des soviets en octobre 1917 en Russie, male elle est le fruit de la victoire de l'Union soviétique sur les forces armées du fascisme allemand » (3). Alnsi l'Armée rouge est-elle présentée comme le piller central de toutes les

communiste en Yougoslavie, dans la mesure où il revendiqualt, au nom de ses
victoires, une indépendance totale à
l'égard du « grand frère », une précision
idéologique et politique s'imposait pour
sauvegarder le leadership soviétique dans
le mouvement communiste et dans le tout
jeune camp socialiste. Ainsi en arriva-t-on
à énoncer les thèses kominformiennes sur
« la portée révolutionnaire de toute intervention de l'Armée rouge », thèses qui
finiront par aboutir à sa mythification.
Lorsque Tito proclame avoir libéré par

ses propres forces les peuples de Yougoslavie et avoir effectué la révolution chez lui, le Kominform répond qu'aucun de ses succès armés et acquis révolutionnaires n'aurait pu être accompli sans l'Armée rouge : « C'est seulement sous les coups directs de l'Armée rouge que les Yougoslavie, laquelle a été ensufte occupée par les troupes des partisans yougoslaves .. Donc, selon les thèses du Kominform, «l'armée yougoslave n'a tall que participer » à la libération du pays, et iul apporter - une grande contribution -. Malgré la lutte héroïque du peuple yougoslave durant quatre ans. « Il n'aurait iamais pu se libărer lui-mâme et li ne s'est effectivement pas libéré lui-même. Seule l'alde décisive de l'armée soviétique permit la libération de la Yougoslavie ». Quant à la révolution qui aurait accompagné cette libération, tout en reconnaissant qu'en Yougoslavia la classa ouvrière et la paysannerie pauvre ont mené, paralièlement à la lutte pour la libération nationale, une lutte révolutionnaire de nature socialiste : tout en reconnaissant que. dans ce combat, elles ont réalisé une série de conquêtes révolutionnaires, le Kominform ne veut voir dans tout cela que la création des conditions d'une prise du pouvoir qui, selon lui, ne se serait jamais

transformations révolutionnaires survenues après la guerre dans l'Est européen. En d'autres termes, il s'agissait d'une révolution par en haut, véhiculée par l'Armée

effectuée sans l'Armée rouge.

Corollaire de ces thèses, à la même époque, les leaders communistes occidentaux évoquent une éventuelle arrivée de l'Armée rouge sur leurs rivages. - Si (...) notre peuple était entraîné contre sa volonté dans une guerra contre l'Union soviétique, et si, dans ces conditions, l'Armée soviétique, détendant la cause des peuples, la cause du socialisme, devait poursulvre les agresseurs jusque sur notre sol, pourquoi fattitude des travailleurs, du peuple de France, serait-elle différente, à l'égard de l'Armée soviétique, de ceiles des travailleurs et peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougosiavie, etc? - (4). s'interrogeait, en 1949. Maurice Thorez. Ce thème constituers un des axes de la propagande organisée par le Kominform et le Mouvement de la paix durant la

< guerre froide ».

A partir de ce postulat, l'expression même « Armée rouge » est chargée d'un sens idéologique dont les répercussions politiques continuent à se faire sentir. La présence de l'Armée rouge dans un pays donné, son intervention ici et là au nom de la défense des acquis d'une révolution, ont pu valider, dans le mouvement communiste, de nombreuses immixtions. Ce basoin de contrôler, voire de diriger, tout processus révolutionnaire dans le monde est, en fait, un des héritages de l'internationale communiste, confondue, depuis 1927-1928, avec le P.C. soviétique. D'où les difficultés que les dirigeants soviétiques ont toujours eues à comprendre, aider ou accepter le phénomène révolutionnaire dans sa diversité, dans sa spontanélté, dans son imprévisibilité. D'où cet axiome sur le rôle et la portée révolutionnaire de toute intervention de l'Armée rouge, qui devait rester « loi générale » pour de nombreux partis.

Par LILLY MARCOU .

Cet axiome fit ses preuves lors de la première intervention armée de l'U.R.S.S. dans un autre pays socialista. C'est en Hongrie, en 1956, que l'Armée rouge inaugure ses interventions au nom de la sauvegarde du socialisme. Bien que les P.C., dans leur ensemble, ne partagent pas les mêmes analyses de l'Octobre hongrois, blen que pour certains - comme les P.C. italien, yougoslave, beige, américaln, polonais. — il ne se soit pes soi d'emblée d'une contre-révolution mais, au contraire, d'une tentative de libéralisation et de déstalinisation, lorsque Khrouchtchev Informe les principaux dirigeants communistes. Tito compris, de sa décision d'intervenir, tous les P.C. l'approuvent. reuse nécessité Le mythe de l'Armée rouge est encore à son zénith.

Il faut attendre l'intervention de Prague, le 21 août 1968, pour assister à con écroulement, au moins en partie. Certes, cette fois-ci. l'invasion militaire ce fait cous la houlette du pacte de Varsovie, mais le mythe de l'intervention au nom de la sauvegarde des conquêtes révolutionnaires ne fonctionne plus de façon uniforme dans le mouvement communiste. Au contraire, le jour même, les P.C. qui désapprouvent l'intervention armée réunissent leur bureau politique et déclarent officiellement jeur désaccord.

Se sont exprimés contre l'intervention la quasi-totalité des P.C. de l'Europe occidentale : Italie, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse, Beigique, Espagne, Norvège, Suède, Finlande, Danemark, ainsi que trois partie au pouvoir : Yougoslavie, Roumanie, Albanie. Hora d'Europa : la China, l'Australia, la Japon, la Nouvelle-Zélande, Saint-Domingue, le Mexique et la Tanzanie. Le seul parti qui solt revenu sur sa condamnation de l'intervention est le P.C. autrichien. Bien qu'il ait été parmi les premiers à l'avoir condamnée, une résolution du comité central en mars 1971 annule la condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie, considérée comme une « nécessité amère ». Même les partis qui se rangèrent dans le camp des « pour » connurent, tel le P.C. canadien, d'apres luttes internes. Ainsi, le 23 soût, le bureau politique du P.C. canadien est divisé 6 voix pour l'intervention et 6 contre ; le 14 octobre, le comité central se prononce par 28 volx pour l'intervention et 14 contre, tandis que, en avril 1969, le congrès du parti se prononce par 107 voix pour et 6 contre l'Intervention.

C'est déjà la décadence du mythe de l'Armée rouge et une première atteinte à la solidarité des P.C. avec la diplomatie soviétique. Mais l'intervention en Afghanistan révèle encore davantage l'érosion des mythes et rites légués par l'internationale et le Kominform. Cette fols-cl, le morcellement est plus accentué, les désaccords plus diversifiés; ils établissent une ligne de démarcation qui traverse à la fois le mouvement communiste, la communauté des pays socialistes et les non-alignés.

La carte des partisane et adversaires de l'Intervention en Afghanistan est difficile à tracer (5). Ce sont les partis eurocommunistes qui exprimèrent les premiers et sans ambiguité leur désaccord : les Italiens et les Espagnols d'abord et surtout, mais aussi les Britanniques, les Belges, les Suisses, les Suédols, les Japonals et les Mexicains. Ce furent ensulte les partis yougoslave et roumain qui, avec des différences et des nuances, s'opposèrent à ce qui touchait à leur crainte majeure : l'immixtion dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Ce furent, évidemment, les Chinois et les Albanaia, les alliés d'hier et les ennemis

* Fondation nationale des sciences pilitiques, Paris. d'aujourd'hui, mais refusant tous les deux i'intervention, et pour les mêmes raisons. Mais il y eut aussi les approbations officielles, ponctuées par des silences révélateurs : les Cubains d'abord, mais aussi les Polonais, les Hongrois, les Finlandais, D'autres silences mériteralent d'être analysés dans leur contexte spécifique : celui des Brésiliens (en pleine crise interne), mais aussi des Coréens du Nord, dont les zigzage politiques sont loin de la solidarité inconditionnelle d'antan.

Même parmi les partis qui défendent l'intervention à Kaboul, rares sont ceux qui l'approuvent au nom de la révolution. Ce sont plutôt les intérêts étatiques de l'U.R.S.S. en Afghanistan, ou dans la région, qui semblent avoir mobilisé les partisans de l'intervention, plutôt que la cause d'une révolution en danger.

- Vous vous êtes imaginé que l'Armée rouge était une armée idéale. Mais elle ne l'est pas et ne peut pes l'être, devait dire Staline à Dillas, lorsque celui-ci s'était plaint des viols commis par les soldats soviétiques en Yougoslavie. L'Armée rouge n'est pas une armée idéale. L'important est qu'elle se bat contre les Allemands, et elle se bat bien. Qu'importe le reste = (6).

Staline, avec son esprit réaliste, cynique et pragmatique, eut raison. L'Armée rouge était, et elle le prouvera encore davan-

tage par la suite, une armée comme les autres. C'est peut-être pour lui enlever cette aura légendaire que Staline luimême, lors du dernier congrès du P.C. soviétique qui se solt tenu sous son règne, en octobre 1952, remplaça « rouge » par « soviétique ».

L'heure du grand désenchantement no falsait que commencer. Si l'Armée rouge tut le fruit d'une grande révolution, si elle gagna la guerre civile et la seconde guerre mondiale, elle est depuis, et de plus en plus, une grande armée qui sert les intérêts d'un Etat puissant. Le communisme mondial ne peut plus faire siennes toutes ses conquêtes, toutes ses interventions, pas même toutes ses victoires.

(1) Louis Althusser, Réponse à John Lewis, Paris, François Maspero, 1973, p. 25.

(2) Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, 15 décembre 1948.

(3) Bierut (B.), « Les bases idéologiques du pouvoir ouvrier polonais unifié ». Pour une paix durable..., 1° janvier 1949.

(4) Pour une pair durable, pour une démocratie populaire, 1er mars 1949.

(5) Cf. à ce sujet le livre d'Alexandre Adler et Jean Rony, l'Internationale et le Genre humain, Paris. Ed. Mazarine, 1980 (à paraître).

(6) Dillas (Milovan), Conversations avec Staline, Paris, Gallimard, 1962, p. 149.

Les difficultés de la démaoisation

(Suite de la première page.)

Dans le même temps, le nouveau président tenait à la continuité symbolique avec son prédécesseur qui, selon une semi-légende officielle, l'aurait désigné, de son vivant, comme successeur (1). En accentuant peu à peu cette orientation. M. Hua Guofeng a réussi à ménager une transition où l'image de Mao était préservée, alors que la politique du parti devenait de moins en moins maoiste. L'avantage de cette méthode « douce » était de permettre un certain consensus populaire dont le régime avait blen besoin et un renouveau partiel de la confiance et de la morale collective sérieusement ébranlées par les crises incessantes et les règlements de compte des années précédentes. Aux yeux de M. Deng Xlaoping et de ses amis, l'inconvénient de cette méthode était sa lenteur. En outre, elle laissait subsister des pans entiers de la doctrine maoîste et autorisait le maintien au pouvoir d'hommes plus on moins compromis avec la politique antérieure, tel M. Wang Dongxing, un un des responsables de l'épuration du parti pendant la révolution culturelle.

Le retour de M. Deng Xiaoping aux affaires, en juillet 1977, a accéléré la remise en question de l'action du président Mao. En quelques étapes marquées par deux réunions du comité central et trois sessions de l'Assemblée, il a peu à peu établi son pouvoir, tenu en échec les contre-offensives de M. Hua Guofeng et fait avancer la démaoisation à grands pas.

Son mot d'ordre : « La pratique est le seul critère de la vérité » résume bien l'essentiel de sa stratégie : toute politique, toute théorie dolvent être réexaminées et critiquées, le maoisme compris, dès lors que leur mise en œuvre concrète les révèle erronées ; donc, plus de dogmes! Cette tendance a aujourd'hui le vent en poupe.

Désacraliser Mao est sans doute indispensable à la politique dont le vice-premier ministre rêve pour la Chine; il est cependant facile de voir qu'en un premier temps au moins elle va aggraver la crise morale qui perturbe la vie nationale. Si rien n'est à l'abri de la contestation, l'effondrement des valeurs, la désaffection des jeunes à l'égard du régime, le doute de plus en plus répandu sur la « supériorité du socialisme », vont atteindre

de nouveaux sommets. Les conséquences risquent d'en être graves, y compris sur le plan économique, car on ne peut demander aux travailleurs chinois d'œuvrer avec enthousiasme pour le socialisme dans le même temps où on sape les fondements de leur idéologie et leur foi dans le parti et la révolution. Cet inconvenient serait évidemment atténué si la démaoisation restait circonscrite, et dayantage encore si une nouvelle morale, de nouvelles valeurs venaient se substituer aux anciennes. Mais lesquelles? Le mythe de la démocratisation du régime a pris fin en 1979, avec la répression des dissidents. En outre, l'évident point faible de M. Deng Xiaoping est que ses conceptions, comme celles de ses amis, ne paraissent pas s'élever très au-dessus du matérialisme le plus ordinaire de la société de consommation, Produire, vendre, consommer: voilà l'horizon offert aux Chinois et le seul. Les nouveaux maîtres de la République populaire semblent fascinés par l'univers doré des sociétés occidentales et japonaise, avec leur cortège de téléviseurs, de caméras, de gadgets en tout genre et d'automobiles. La presse chinoise regorge d'articles où transparaît cette

On sait, par expérience, que les pays qui s'engagent dans cette voie connaissent une érosion morale accélérée, tandis que leur tissu social subit de profondes atteintes. En Chine, l'introduction de ce mode de vie et de cette « philosophie » risque d'entrer en conflit tant avec des pratiques millénaires qu'avec la tradition révolutionnaire. Tout commande à M. Deng Xiaoping d'avancer prudemment, car sa marge de manœuvre demeure étroite. Mais la politique du juste milleu n'a jamais été le fort des dirigeants chinois.

admiration.

JEAN DAUBIER.

(1) Semi-légende car, selon des informations de plus en plus répandues en Chine, la fameuse phrase de Mao à son successeur: « Avec toi cux af/c.-en. je suis tranquelle » était tronquée. Le président aurait dit, en réalité : « Avec toi ET JIANG QING [sa femme, élément de choc de la « bande des quatre »] sur afjaires, je suis tranquelle. » Si la précision était exacte, loin de confèrer un mandat révolutionnaire au nouveau président, cette phrase fameuse le compromettrait avec les gauchistes. Diverses attaques obliques de la presse officielle semblent aller dans le même sens.

Dans les revues....

législatives en République fédérale allemande, DOCUMENTS, REVUE DES QUESTIONS ALLEMANDES, dresse un bilan de la législature qui s'achève et s'interroge sur l'avenir. Quelques titres : travail et fonctionnement du Parlement (Winfried Steffani), diplomatie (Alfred Prisch), les forces politiques en présence et leur programme (Heinz Murman), sécurité et liberté (Henri Ménudier). (Trente-cinquième année, n° 3, septembre, trimestriel, 29 F. - 50, rue de Laborde, 75008 Paris.)

AUTOGESTIONS consecre son dernier numéro à l'Allemagne fédérale : « Mouvements alternatifs et cogestion ». Entre autres, une expérience originale : les collectifs autogérés de jeunes chômeurs. (2°-3° trimestres, trimestriel, numéro double 50 F - Edit. Privat, 14, rue des Aris, Toulouse.)

PROJET: eampagne de séduction sur une copinion-Prince charmant > (Marie-France Toinet) dans un pays subissant les contradictions internationales plus qu'il ne les contrôle (Pierre Hassner) et dont l'économie souffre d'inflation et de productivité insufficante (Anton Brender). (N° 148, septembre-octobre, mensuel, 15 F. - CERAS, 15, rue R.-Marcheron, 92179 Vanves.)

THE PARTY OF THE P

Comment la crise polonaise peut-cile réaliser à ce point la synthèse des crises de l'Est et de l'Ouest? », se demande la revue PARTIS PRIS. François Gèze y explique pourquoi on peut considérer aujourd'hul la Pologne comme un « condominium soviético-occidental ». (N° 22, septembra, mensual, 9 F. – I, zue Keller, 75011 Paris.)

In dette polonaise fait l'objet d'un article d'Anita Tiraspoisky dans LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. A signaler aussi une étude sur le développement économique de l'Ouzbékistan (avec une carte des ressources minérales). N° 243, septembre, mensuel, 24,56 F. - La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93306 Aubervilliers - Cedex.)

Le dernier cahier publié par le Fondation pour les études de défense nationale sous le titre GUERRES ET CIVILI-SATIONS étudie la fonction des conflits dans les sociétés, de la préhistoire à nos jours. Gaston Bouthoul, René Carrère et Jean-Louis Annequin, s'interrogent finalement sur les « risques d'escalade durant la période 1980-2000 ». (Cahier n° 14, 4° trimestre 1979, 40 F. - Hôtel national des Invalides, 75067 Paris.)

et Joe Stork reviennent, l'un et l'autre, aur un sujet des plus actuels : la « doctrine Carter » et les préparatifs militaires des États-Unia, en vue d'une éventuelle intervention au Proche-Orient. Avec des précisions qu'apporte lui-même le secrétaire américain à la défense dans un discours que reproduit la revue. De son côté, Eqbal Ahmad traite, dans une interview, du rôle dévolu au Pakistan dans la stratégie américaine. (N° 96, septembre, mensuel, 2 dollars. - P.O. Box 3122, Washington, D.C. 20010.)

En rappelant, surtout, les vicissitudes au dernier congrès du Fath à Damas, où les éléments les plus radicaux tentèrent de faire voter un texte qui aurait marqué un pas en arrière dans la stratégie de l'O.L.P. à l'égard d'Israël, ISRAEL ET PALESTINE met en lumière une nette tendance au raidissement depuis qualques mois à l'intérieur du Fath, devant l'ab-

sence de solution au problème palestinien. (N° 81, septembre, mensuel, abonnement aunuel : 100 francs - B.P. 130-10, 75463 París - Cedex 10.)

In bilan de l'action de M. McNamara à la présidence de la Banque mondiale dans FAR KASTERN ECONOMIC RE-VIEW: Ho Kwon Ping constate l'extra-ordinaire croissance de la BIRD sous son mandat, insiste sur son obsession des chiffres (comme au temps de la guerre du Vietnam, au Pentagone), au détriment des facteurs politiques et des vraies causes de la pauvreté. Pour lui, le mandat de M. McNamara restera marqué par son opposition, l'an dernier, à un prêt au Vietnam pour des raisons éminemment politiques. (19-25 septembre, hebdomadaire, 7 dollars de Hongkong. - G.P.O. Ber 160, Hongkong.)

S DEVELOPMENT DIALOGUE consacre sa dernière livraison à la conférence Nord-Sud sur le système monétaire international et le nouvel ordre international réunie en Tanzanie du 30 juin au 3 juillet à l'initiative d'organisations non gouvernementales : sur la sellette, le F.M.I. et, comme objectif, la recherche de nouvelles solutions économiques et financières tenant compte des besoins des pays sous-développés. (Année 1980, n° 2, semestriel, par abonnement. - The Dag Hammarskjöld Center, Ovre Slottsgatan 2, S-752 20 Uppsala, Suède.)

Tania Vasconselos dans AFRIQUE ASIE, à propos de la désastreuse gestion économique au Zaire. L'accumulation des difficultés, en dépit du soutien de l'Occident au « plan Mobutu », a en effet incité les opposants à former un nouveau front uni à Bruxelles. (N° 222, 15-38 septembre, bimeneuel, 8 F. 18, rue Auber, 75669 Paris.)

Sargio Cadiz met en évidence, dans FAIM-DEVELOPPEMENT, les grandes caractéristiques de l'évolution de l'agriculture chilienne depuis 1964 : scission en deux secteurs divergents, la paysannerie étant voués à une misère croissante et l'agro-industrie prospérant. A noter aussi une étude de H de Chaponay et M. Guerra sur l'émigration. (N° 80, août-septembre, mensuel, 7 F. - 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

Ex Developpement agricole au Zaire.

(Vol. V, n° 2, avril-juin, trimestriel, abonnement : 60 F. - CODESRIA, B.P. 3304, Dakar.)

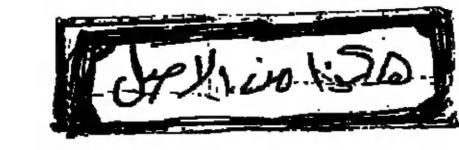
et multipartisme », LE MOIS EN AFRIQUE propose diverses approches des pratiques constitutionnelles dans ce continent : par exemple au Nigéria, où Guy Nicolas observe la recherche d'un équilibre entre centralisme et fédéralisme; au Burundi (Gahriel Le Jeune appréhende la nouvelle organisation politique par rapport aux clivages ethniques) et en Egypte (Pierre Mirel étudie le passage « du parti unique au parti dominant »). (N° 174-175, juinjuillet, 10 numéros par au, 24 F. - 32, rue de l'Echiquier, 75010 Paris.)

N.R.S., NOUVELLE REVUE SOCIA-LISTE consacre sa dernière livraison su colloque « Islam et socialisme » organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherches: entre autres communications, celles de Maxime Rodinson et de Paul Vieille. (N° 49, juillet-soût, bimestriel, 15 F. - 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.)

La revue canadienne ANTHROPOLO-GIE ET SOCIETES consacre aux problèmes urbains un numéro qui s'inscrit dans la perspective des recherches et des préoccucations les plus actuelles, liées au spactaculaire développement des villes. Des études sur « les comités de citayens ». « l'expansion de ville capitaliste contre la campagne » et, notamment, une interprétation de la politique de colonisation et d'urbanisation en Israël depuis le début de l'implantation aionista. Intéressante bibliographie en annexe de l'ensemble. (Vol. 4, nº 1, 1989, trois numéros par an, 5 dollars canadiens. - Département d'anthropologie, Université Laval, Québec G1K 7P4.)

Selon LA RECHERCHE, dans un dossier ouvert par François Bizec, la technologie française souffrirait d'une certaine « langueur de l'invention », face, notamment, à l'activité créative et expansive de l'Aliemagne de l'Ouest et du Japon. (Septembre, mensuel, 18 F. – 57, rue de Seine, 75006 Paris.)

A l'occasion du dixième anniversaire du programme sur l'homme et la blosphère, coordonné par l'UNESCO, IMPACT, SCIENCE ET SOCIETE consacrera deux livraisons aux réalisations entreprises en ce domaine durant cette période : dans la première, déjà parue, forêts et potentiel énergétique naturel retiennent une attention particulière. (Vol. 30, nº 3, été, trimestriel, 12 F. Librairie de l'UNESCO, 7, place de Fontency, 75790 Paris.)



La POLOGNI sur la corde raide

Seconée dans tentes ses structures, la société palonaise a conçu son développement en function de trois axes étroitement imbriqués : un socialisme centralisé et hureaucratisé qui a inévitablement ouvert la voie au favoritisme et à la corruption ; une dépendance à l'égard du Comecon, dans le cadre d'une division socialiste du travail ; une autre dépendance à l'égard de l'Ouest, auprès duquel elle est lourdement endettée. Ces trois compesantes ont diversement favorisé à la fois des progrès réels et l'émorgance de difficultés croissantes qui se trouvent à l'arigine des grandes explosions sociales qui ont périodiquement ébrandé le régime.

La crise n'est pourtant pas uniquement économique. Depuis un quart de siècle, avec des fortunes diverses, un poissant mouvement intellectuel a accompagné la maissance d'une neuvelle conscience de classe parmi des travailleurs qui connaissent l'incompétence et les privilèges de la bourgeoisle bureaucratique. Ignorer ces courants intellectuels réduirait l'analyse à une dimension étroitement ouvriériste, de même qu'ignorer la double dépendance extérieure de la Pologne dénaturerait le nationalisme nolonais qui a joné un rôle déterminant dans les crises successives.

Une comparaison hâtive avec le « printemps de Prague » n'apporterait pas une meilleure compréhension : car, an delà des points communs entre les deux crises, ce sont précisément les différences de situation qui domant à l' « été polonais » ses chances originales, notamment en raison d'une volonté de résistance dont l'équivalent n'existait pas, avec la même ampleur et la même résolution, dans la Tchécoslovaquie de 1968.

UNE QUÊTE D'AUTHENTICITÉ ET D'HONNÊTETÉ

A U-DELA de ses causes économiques et sociales, l' « été polonais » aura été une crise politique d'importance majeure : un leader solidement installé, apparemment — M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais (POUP), — a été mis à l'écart en une nuit, après dix ans de pouvoir ; les rouages d'un parti, à l'appareil puissant, se sont « grippés » soudainement et un système socio-politique censé représenter la classe ouvrière a été remis en question par les ouvriers eux-mêmes.

Une nouvelle fois, une démocratie « populaire » aura prouvé qu'il lui faut décidément revoir le sens — à la fois « signification » et « direction » — de l'adjectif qui la qualifie. Le drame est que cela ne soit pas possible, ou du moins pas totalement.

Pourtant, depuis phisieurs années — depuis 1975, — des voix s'élevalent en Pologne contre la politique menée par M. Glerek, essentiellement à l'extérieur du parti : tels ces mouvements, appelés abusivement « dissidents » — par rapport à quoi? — comme le K.S.S.-KOR (Comité d'autodésense sociale); tels ces militants chrétiens soutenus par l'Eglise et regroupés, par exemple, dans les Clubs des intellectuels catholiques (KIK); tel, encore, ce groupe de recherches Expérience et Avenir, mêlant membres du parti et sans-parti et dont deux remarquables rapports, l'un en 1979 sur L'Etat de la République et les moyens de son amendement et l'autre en 1980, Comment en sortir?, ont fourni des bases solides à l'élaboration des « vingt et une propositions » des grévistes de Gdansk — désormals aussi célèbres que celles, jadis, de Zinoviev, — le chiffre choisi n'est pas un hasard.

Ces voix n'ayant pes été entendues, ce fut la crise soudaine et brutale, pourtant latente depuis de longs mois. C'est toujours un sujet de méditation que le déclenchement des crises, tant est grand, souvent, le décalage entre l'étincelle qui les allume et l'ampleur qu'elles prennent. Ainsi en fut-il pour la Pologne. Vint d'abord, le 1er juillet, l'annonce que désormais 22 % de la viande seraient vendus dans des magasins dits « commerciaux », à tarif plus élevé qu'ailleurs, au lieu de 14 % : petite cause, au regard de tant d'autres, au même moment, dans

Ce fut ensuite, le 14 août à Gdansk, la nouvelle, apprise par les ouvriers des chantiers Lénine, que l'une de leurs camarades de travail, Anna Walentynowicz, avait été, sept jours auparavant, injustement licenciée; ils demandèrent, les bras croisés, sa réintégration immédiate. Que faut-il penser d'un pouvoir qui prend des mesures aussi impopulaires... tout en annonçant par le canal de sa propagande que « tout va pour le mieux, malgré des difficultés, passagères certes, mais qu'enfin on résoudra »?

On peut imaginer le drame personnel vécu par M. Edward Gierek, homme d'Etat hautement apprécié de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt. Lui qui fut un jeune mineur, militant syndicaliste en France, en 1934, et qui paya le prix de cet engagement : l'expulsion. Lui qui fut le « patron » de la Silésie, et en fit une province en pointe, « son Katanga » disait-on alors. Lui dont on fit même, en 1970, rimer le nom avec Dubcek, et qui arriva au pouvoir à la suite des sanglantes manifestations de décembre de la Baltique à Gdansk et Szczecin.

M. Edward Gierek aura cédé sous la pression de ces mêmes travaileurs de la Baltique. Curieux système politique vraiment — démocratique dans les termes — qui ne peut envisager de mode d'avancement et de limogeage que par la tempète... En tous les cas. M. Edward Gierek aura été fidèle — et en cela il mérite le respect de tous — à sa parole : « Jamais de ma vie je ne ferai tirer sur un ouvrier. » Celle-ci n'est jamais devenue la maxime du parti tout entier...

On peut en effet révêler qu'une consultation par radio, menée par le premier secrétaire du parti auprès des premiers secrétaires régionaux, dans la première semaine de la grève de Gdansk, a montré que la majorité de ces responsables sur

comme en danger), d'intervenir beaucoup plus directement. De toute manière, les Polonais auront toujours besoin de Moscou pour les aider », économiquement par exemple. Si cette aide n'est pas désintèressée, elle existe cependant. Et qui donne de l'argent s'assure un contrôle... La Pologne ouvrirait-elle alors encore plus grand son deuxième front financier à l'Occident? Mais Moscou l'accuserait plus aisément de céder aux sirènes capitalistes...

La Pologne vit actuellement sur la corde raide.

ment de céder aux sirènes capitalistes...
La Pologne vit actuellement sur la corde raide.
Avec une équipe dirigeante renouvelée, mais contrainte à composer avec la base du parti, avec des apparitchilci plus sensibles à la préservation d'intérêts acquis qu'à l'épanouissement du syndicalisme indépendant et autogéré... Une

Par JEAN OFFREDO

le terrain étaient partisans d'une attitude dure dans la région de la Baltique. A tel point que M. Fiszbach, premier secrétaire de Gdansk, tint à dire que, si la force publique intervenait, luimême franchirait les grilles du chantier Lénine pour être avec les ouvriers. L'histoire rendra un jour justice à M. Gierek d'avoir, au mois d'août, évité une épreuve sangiante en Pologne.

Apparemment, personne ne s'attendait à l'affirmation aussi déterminée d'un mouvement ouvrier en Pologne. Quoi qu'il arrive, ce qui a été créé comme dynamique restera longtemps gravé dans la conscience ouvrière du pays et même dans la conscience nationale,

Si 1956, avec le « printemps en octobre ». avait été une révolte contre le stalinisme ; si 1970 avait été une protestation sous forme d'explosion désordonnée, 1980 aura été un profond mouvement de réflexion et d'action pour instaurer une nouvelle organisation possible des rapporta peuple-pouvoir à l'Est. C'est bien pourquoi l'inquiétude est si grande à Moscou. Comment, en effet, concevoir qu'il puisse exister une classe ouvrière hors de son expression par le parti dirigeant et un syndicat contrôlé, courrole de transmission? Pour avoir défendu les mêmes idées que les ouvriers de la Baltique, de nombreux militants soviétiques ont connu et connais... sent l'exil ou la prison. Ce que savent bien les Polonais...

Cette solide maturité des ouvriers polonais

leur rude apprentissage de la démocratie syndicale, surtout face aux tracasserles des autorités, le sérieux des analyses qu'ils avancent, sontenus en cela par des « experts » (1) qui les aident à dépasser les propositions par trop démagogiques, sont des signes importants de la naissance d'une véritable classe ouvrière, dont on voit mal comment un pouvoir qui se veut son expression n'abonderait pas dans son sens. Mais le romantisme polonais est, il est vrai, nécessairement teinté aux couleurs de la géopolitique. D'une certaine manière, Moscou n'est pas nécessairement mécontent de ce qui arrive en Pologne. Que les « enfants terribles » du bloc regient donc entre eux leurs problèmes... D'autant qu'il est toujours temps, une fois la limite du tolérable atteinte (au-delà de laquelle l'e internationalisme prolétarien » est considéré

équipe qui cherche encore son tromogénéité. Le bureau politique du POUP rassemble, en effet, d'anciens membres coresponsables de la politique de M. Gierek, comme MM. Jablonski et Jaruzelski par exemple, comme aussi M. Stanislaw Kania, le nouveau premier secrétaire, et M. Mieczysław Jagielski, le négociateur de Gdansk, qui ont pourtant su, eux, se démarquer de cette politique au point d'apparaître comme les hommes du renouveau. On dit même, à Varsovie, que M. Kania doit à son habileté de n'avoir pas quitté son poste en février dernier, iors du 8º congrès du POUP, alors que, depuis de longs mois, il était en désaccord avec M. Gierek, Homme de la police, de l'armée, de la sante... et de l'Eglise, il avait les moyens d'être bien renseigné sur l'état d'esprit de la population. Mais, à ce moment-là, îl n'appartenait pas au même courant qui aboutit à évincer du comité central nombre d'opposants — sinon libéraux, du moins « pragmatistes » — à M. Gierek, tel M. Stefan Olszowski, qui abandonnait ses fonctions au bureau politique et au secrétariat du parti pour une ambassade à Berlin-Est. Situation indigne, certes, d'un homme considéré votià cinq ans comme le véritable numéro deux - avec droit de succession - de la Pologne. M. Olszowski a retrouvé sa place au sein du bureau politique, tout comme M. Barcikowski, spécialiste de l'agriculture et négociateur à Szczecin. Ils forment avec M. Josef Pinkowski, maintenant premier ministre, avec M. Andrzej Zabinski, un jeune de quarantedeux ans qui vient de prendre en main la Siésie, le groupe des « nouveaux ». Un groupe étoffé, surtout au sein du secrétariat du parti, avec MM. Kucrowski et Tadeusz Grabski. Ce dernier mérite une mention particulière. En effet, l'an dernier, lors d'un plénum du comité central il avait severement attaque la politique de M. Glerek. Premier secrétaire de la région (voivodie) de Konin, à l'ouest de Varsovie, il avait prononcé un discours - applaudi - où pour la première fois, un responsable de haut niveau s'élevait contre les scandales du marché noir. de la corruption, du trafic d'influences qui sévissaient en Pologne. A tel point que son intervention, censurée par la presse officielle, fut connue grace au bulletin des « dissidents »

Entre ces « anciens » et ces « nouveaux » du bureau politique se trouvent les rescapés du congrès de février 1980 (un congrès qui avait procédé à quelques remaniements finalement sans grande portée), tels MM. Karkozka, le le « patron » du parti à Varsovie, et Andrzej Werbian, l'Idéologue qui revint après un long purgatoire et dont on a pourtant du mal à oublier les paroles qu'il prononça et les textes qu'il écrivit, en 1968, sur la question juive...

C'est donc cette équipe, encore sans grande unité politique, et dans laquelle l'importante nouveauté reste cette entrée d'une nouvelle génération de responsables, qui doit remettre la Pologne sur les rails de la relance et de la crédibilité », ainsi que l'a souligné M. Mieczyslaw Rakowski, l'influent directeur de l'hebdomadaire Polityka. Avec comme chef un homme mieux préparé à surveiller le pouvoir qu'à l'exercer, et que sa carrière ne prédispose pas, bien évidemment, à comprendre cette lame de fond venue de la Baltique et qui secone toute la Pologne. Mais qui ferait mieux? Souvenonsnous que, en 1971, on faisait grand cas des e pragmatistes », des « novateurs », de « ceux qui avaient réussi », des Silésiens, en un mot, que M. Gierek faisait monter avec lui à Varsovie. Et dix ans plus tard... Tous, certes, ne finissent pas comme M. Maciej Suczepanski, alors jeune rédacteur en chef du quotidien du parti à Katowice, qui devint le puissant président du comité d'Etat pour la presse et la télévision, et qui va terminer sa carrière sur les bancs du tribunai sous l'accusation d'enrichissement injustifié et de prévarication.

Pourtant, cet « été polonais » peut représenter une grande chance pour la Pologne, comme toute crise pour tout corps biologique ou social. A condition que les bons remèdes soient appliqués.

Les deux qualités que les Polonais attendent aujourd'hui de leurs dirigeants sont assurément l'authenticité et l'honnêteté. Deux traits que les travailleurs de la Baltique ont trouvés en Lech Walesa, cet homme formé dans la lutte ouvrière et dans la foi chrétienne. Ce qu'ils attendent aussi du pouvoir, c'est qu'il respecte ses engagements, les accords signés à Gdansk le 31 août, et leurs conséquences. Car signer est une chose, appliquer en est une autre.

Une véritable course contre la montre est engagée à Varsovie entre les deux Pologne de cet été : celle des syndicats et des travailleurs, qui vont aller aussi loin que possible dans la définition d'un nouveau type de relations avec le parti dirigeant et l'Etat, qui se veut à la fois ouvrier et patron ; celle de l'autorité politique, bouscuiée dans ses certitudes et figée dans ses comportements, qui « accepte et signe », mais qui, en même temps, est obligée de se demander comment accompagner, sinon récupérer, le mouvement. Ces deux Pologne doivent se rencontrer, travailler ensemble. Sans dramatiser la situation, tout est encore possible venant du Kremlin

*** * # P# B

hanson

(1) Où l'on trouve — et ce n'est pas un hasard — des hommes appartenant aux mouvements d'opinion démocratique cités plus haut.

La stratégie des intellectuels : vers la solidarité

du K.S.S.-KOR.

de la Baltique, imposant au pouvoirs les accords de Gdansk, est une victoire pour l'ensemble des forces d'opposition polonaises (classe ouvrière, Eglise catholique et intellectuels notamment) qui, depuis 1976, sont parvenues à faire cause commune dans le but, précisément, d'imposer des réformes démocratiques. C'est cette alliance qui confère à la crise actuelle sa profonde singularité et la distingue catégoriquement des sursants sectoriels de 1956, 1968, 1970 et 1976.

Cette fols, c'est le régime qui se trouve isolé (la paysannerie ne s'est pas exprimée cet été, mais, de toute évidence, elle sympathise avec les mécontents); il se voit confronté à un mouvement de désobéissance civique bien organisé et généralisé qui est, d'ores et déjà, en mesure — n'était-ce l'éventualité d'une intervention militaire soviétique — de le renverser.

Cette stratégie de résistance civique a été conçue, après mûre analyse des échecs précédents, par les intellectuels d'opposition; ce sont eux, indiscutablement, qui ont défini la ligne générale de la résistance, qui l'ont diffusée dans les profondeurs du pays et qui ont su gagner à cette stratégie — ce n'est pas leur moindre succès — l'ensemble de la classe ouvrière.

Comment, malgré la censure et la surveillance policière, les intellectuels sont-les parvenus à populariser leurs critiques du régime et leurs idées de désobéissance?

La renaissance de la société civile en Pologne s'est effectuée dans des conditions difficiles; les nazis s'étant acharnés contre les élites, il ne restait dans ce pays, en 1945, que soixante milie personnes ayant reçu une éducation supérieure. La période stalinienne (1948 - 1956) n'a évidemment nas favorisé la liaison entre les nouvelles générations universitaires et la tradition intellectuelle « bourgeoise » d'avant-guerre. Aussi faut-il attendre 1956, et la chute de l'éphémère Edward Ochab après les révoltes ouvrières de juin à Poznan, pour que de la police et de la censure, favorise la possibilité d'une vie intellectuelle et culturelle non alignée systématiquement sur la propagande du régime. Des communistes libéraux bientôt qualifiés de « révisionnistes », et certains essayistes catholiques, rassembles autour de quelques revues et clubs de pensée, constituent alors une sorte d'opposition intellectuelle toléree. Ces deux courants sont à l'origine. directement, du mouvement actuel.

Les « révisionnistes » souhaitent infléchir de l'intérieur le parti vers la démocratisation et l'humanisation ; leurs travaux, en particulier les essais de Wladislaw Bienkowski, de Leszek Kolakowski, d'Edward Lipinski, de Krzysztof Pomian, ainsi que l'œuvre poétique de Wyktor Woroszylski et d'Adam Wazyk, défendent l'idée d'une participation critique à la vie publique. Antisoviétiques mais cependant marxistes, ils proposent un modèle de comportement oppositionnel et favorisent de la sorte le renouveau d'une véritable vie intellectuelle. Le

Par IGNACIO RAMONET

courant catholique se rassemble, de son côté, autour de Stanislaw Stomma dirigeant du groupe Znak antimarxiste mais paradoxalement favorable à l'ailiance avec l'U.R.S.S.; en échange de l'appui politique, retenu et modéré, qu'il accorde à Gomulka. celui-ci autorise ce groupe à créer le mensuel Znak et la maison d'édition du même nom ; il permet également la relance de l'hebdomadaire catholique Tygodnik Powszechny et tuels catholiques. L'opinion publique découvre alors un style de pensée différent de la propagande officielle. Trois membres du Znak, Stefan Klsielewski, Jerry Zawiejski et Stanislaw Stomma entrent même à la Diète et, grâce à leurs interventions critiques, les Polonais goûtent pour un temps à une sorte d'insolite pluralisme politique. A la gauche du Znak, la revue catholique Wiez exerce également une importante influence parmi l'intelligentsia et rapproche, sur ses propres positions, les intellectuels « révisionnistes » et ceux du Znak.

Révisionnistes et catholiques coincident, à cette époque, sur un point : ils désirent voir s'assouplir le partigrâce à la montée de dirigeants « intelligents et réalistes » ; ils ne prennent aucune initiative pour mettre sur pied des organismes qui pourraient. le cas échéant, aspirer à exercer le pouvoir. Tous cherchent à éviter le conflit avec le parti et refusent de se considérer comme une op-

position; c'est la doctrine du ccompro-

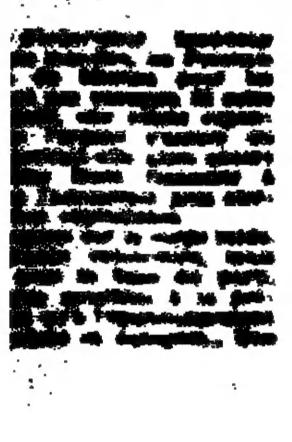
mis positif ». L'espoir proprement politique des révisionnistes disparaît dès le début des années 60, lorsque Gomulka revient à des pratiques autoritaires et abandonne tout souci de libéralisation; mais, comme stimulant intellectuel, le révisionnisme dure jusqu'à mars 1968, époque de révoltes universitaires lorsque les étudiants et les professeurs réclament des droits fondamentaux. Le régime, afin de démanteler ce qui constitue délà un véritable pouvoir intellectuel, réprime avec une extrême violence les manifestations et réussit à isoler les étudiants et les professeurs des autres couches sociales en déclenchant une campagne fielleuse et efficace contre l'ensemble de l'intelligentsia sur des bases antisémites rénophobes et démagogiques. Prison, chômage et émigration dispersent les intellectuels (on parle alors de « pogrom culturel ») et brisent leur mouvement de contestation. La démoralisation est telle que lors du massacre des ouvriers de la Baltique, en décembre 1970, les intellectuels ne sont pas même en mesure d'exprimer leur protestation

La traversée du désert dure quatre ans et, à partir de 1972, les intellectuels d'opposition se restructurent sur des bases plus larges; la solidarité apparaît des cet époque comme une qualité fondamentale qui favorise le rapprochement des trois principales familles de pensée opposées aux méthodes du régime, dans le but d'élaborer une plate-forme commune d'opposition. On retrouve, en premier lieu, les marxistes; héritiers du cou-

rant révisionniste, ils sont partisans d'un eurocommunisme à la polonaise; les deux chefs de la révolte de 1968 figurent parmi eux : Adam Michnik et Jacek Kuron. Il y a également les catholiques, défenseurs des droits de l'homme et favorables à un socialisme d'inspiration chrétienne. Et, enfin, une constellation d'intellectuels anticommunistes, jusqu'alors en situation d' « émigration intérleure », parmi lesquels le plus grand nombre se réclament du socialisme démocratique et du nationalisme. Malgré les méfiances réciproques (les marxistes ont des réticences à s'ellier à l'Eglise catholique, les catholiques soupconnent les anciens staliniens, et les socialistes et nationalistes se défient de tous les autres), un accord de principe s'établit sur un point principal : le désir de tous de travailler à la création d'une Pologne démocratique et libre. La première manifestation publique de cette opposition politique clandestine a lieu en 1975 à l'occasion du projet gouvernemental de modifier la Constitution polonaise de 1952. Les intellectuels rendent publique la « lettre des 59 », qui recueillera plus de quarante mille signatures, dans laquelle ils s'opposent à l'introduction dans la Constitution d'un article reconnaissant formeliement l'allègeance de la Pologne à l'U.R.S.S.: ils réclament d'autre part, la liberté de conscience et de pratique religieuse, la liberté du travail, la liberté de parole et d'information, la liberté de recherche universitaire

On perçoit déjà, dans cette première intervention, quelle va être désormais la tactique des opposants : ne pas cri-

FT D'HONNETET



A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

TRANSPORT : PRESIDE . .. Marie Marie Elevative a "al A Pale of 444-14 . · · 4 STATE A ----MA TOTAL A SA ***

ARCH (; '

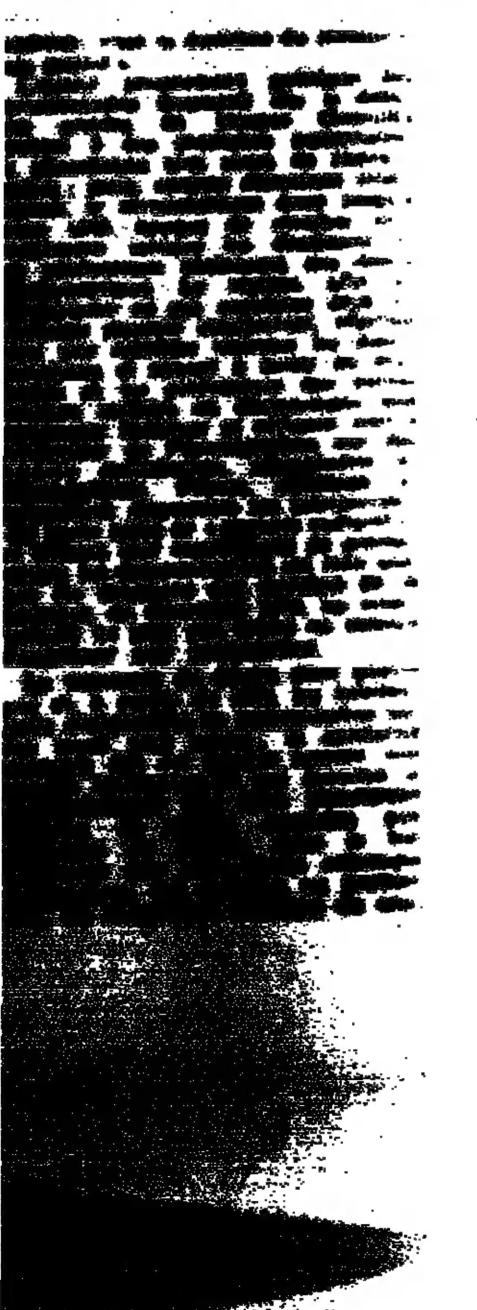
20 1 pag .

Marie Water

Colories in stillings THE ASSESSMENT A PROPERTY. THE RESERVE SECTION A THAT WE - I Property and to process the franchis de MARKET AND S Die 4 CAPES AND CONTRACTOR -STREET & ST SOCIETY TO A **Marie** 1 6.25 16

- 44. Miles **西班上的**中 中 · · · · Appendiates 4-MEN PERSONAL . ## 404 C Magn 4. .

vers la solidarité



LA POLOGNE SUR LA CORDE RAIDE

tiquer en bloc l'ensemble du système, mais s'en prendre ponctuellement à des illégalités flagrantes et les dénoncer publiquement à l'opinion nationale et internationale

En 1976, des grèves éclatent à Radon et à Ursus, les ouvriers incendient les sièges du parti : le gouvernement Gierek cède, en vingt-quatre heures, aux revendications des grévistes mais, une fois la reprise du travail effectuée, il s'en prend avec férocité aux meneurs des centaines d'ouvriers sont licenciés d'autres sont emprisonnés, torturés. Cette fois, les intellectuels réagissen promptement et vont, enfin, réaliser la jonction espérée avec la classe ouvrière. Ils créent en septembre 1976 un Comité de défense des ouvriers (KOR) afm d'apporter aux travailleurs une assistance juridique, médicale et financière. C'est la première fois qu'une organisation indépendante se constitue en Pologne sans l'accord du parti.

Par ses actions en faveur des exgrévistes sanctionnés, le KOR devient vite populaire, obtient l'arrêt des persécutions judiciaires, la relaxe des prisonniers, la cessation des tortures et la réintégration des ouvriers licenciés. Dès le début, le KOR agit au grand jour et informe en permanence l'opinion publique de ses actions. D'autre part, en se basant sur l'argarantit les libertés fondamentales classiques (d'expression, de presse, de réunion_), le KOR entreprend de publier plusieurs revues, éditées et diffusées, certes, clandestinement, mais dont les articles sont signés par leurs auteurs, souvent fort prestigieux, qui bravent ainsi l'autorité du pouvoir.

Malgré les saisies et les persécutions, le KOR diffuse trois périodiques Bulletin d'informations, expression du groupe de Kuron et Michnik, qui tire à 6000 exemplaires; Glos (Voix) organe du Mouvement démocratique. 3000 exemplaires; et le plus important, Robotnik (l'Ouvrier) destiné aux travailleurs, tiré à 20 000 exemplaires.

Encouragés par cette initiative au-dacieuse du KOR, les publications clandestines foisonnent à partir de 1978 : la plus remarquable est sans doute Zapis, revue littéraire et politique (2000 exemplaires) où s'expriment les meilleurs écrivains polonais de l'intérieur et de l'exil ainsi que la plupart des intellectuels d'envergure. (Trois des créateurs polonais les plus connus à l'étranger, Tadeusz Kentor et Jerzy Grotowski - dramaturges ainsi que Krzysztof Penderecki — compositeur. - maintiennent cependant. au milieu de cette ferveur politique générale, une attitude de prudente indifférence sans être pour autant des partisans du régime.) Il y a également Krytyka, trimestriel politique ; Opinia, organe du Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen, Bratniak (2000 exemplaires) bimestriel politique édité à Gdensk et lié au groupe Jeune Pologne ; Aspekt, organe du Mouvement des démocrates libres, Puls, etc.

Toutes ces publications, malgré leur tirage réduit, circulent largement et le nombre de leurs lecteurs est fort important, en particulier dans les milieux universitaires, artistiques et intellectuels. Elles brisent le du pouvoir dans le domaine de l'information et de l'expression des idées, multiplient les aires de liberté de pensée à l'intérieur desquelles s'expriment enfin des citoyens jusqu'alors réduits au silence.

Cette stratégie de résistance fondée sur la prolifération de groupes insoumis, l'alliance tous azimuts avec les adversaires du régime et la coopération étroite avec la classe ouvrière, est élaborée essentiellement par trois hommes : le philosophe Leszek Kolakowski, l'historien Adam Michnik et le pédagogue Jecek Kuron.

Une théorie de la résistance et de la fronde

T/ OLAKOWSKI est le plus presti-A gieux philosophe polonais contemporain : ancien théoricien a révisionniste », exchı du parti en 1966 à cause de ses critiques contre le régime de Gomulka, renvoyé de l'Université en 1968 et contraint d'émigrer, il enseigne actuellement à Oxford : 11 est l'auteur des Principaux Courants du

marxisme. Pour Kolakowski, a la forme actuelle du socialisme [en Pologne] est absolument ossifiée et a perdu son jondement idéologique »; par conséquent le régime polonais lui apparaît comme « un organisme entièrement dépourvu de plasticité et de dispositifs d'autorégulation, et seules des catastrophes brutales et périodiques peuvent le conduirs à des modifications >. Kolakowski estime que l'heure de la résistance est arrivée car « un mouvement de résistance est plus efficace non pas quand le degré d'oppression et de terreur est élevé, mais au contraire, aux époques de relachement relatif entraîné par la désagrégation de l'appareil dirigeant », et il ajoute : « C'est à Lénine que nous devons cette remarque. » Or, selon lui, depuis la fin du stalinisme, le système est en crise, a les appareils actuels sont démoralisés et atteints de la maladie chronique que sont les conflits internes entre groupes ripaux », aussi il ne lui semble pas absurde de concevoir « une résistance active mettant à profit les contradictions naturelles du système »; il considère notamment que la libre circulation de l'information détruirait le système en pen de temps, aussi propose-t-il de déjouer les entraves de la censure en multipliant les infractions, « le meilleur moyen de réagir contre les poursuites pour ce genre de « délits » est de les commettre en très grand

nombre > (1). Cette attitude offensive est également celle d'Adam Michnik : « La seule voie, dit-il, à prendre pour les dissidents des pays de l'Est est celle d'une lutie incessante pour les résormes, en faveur d'une évolution qui élargira les libertés civiques et garantira le respect des droits de l'homme. > Il pense qu'il ne faut guère relâcher la pression sur la bureaucratie dirigeante : « Quand le pouvoir cède à la révolte au lieu d'organiser une répression sanglante, l'opposition démocratique ne dott considérer ce fait ni comme une concession suffisante (a du moins ils ne tirent pas »). ni comme une fiction dénuée de sens. Son devoir est de participer continuellement et systématiquement à la vie publique pour créer des faits politiques sous forme d'actions collectives et proposer une solution alternative. > (2). Pour Michnik, cependant, cette stratégie ne peut prendre corps que si elle s'articule à des institutions ou associations ouvrières indépendantes du pouvoir ; ces institutions, il les imagine inspirées par le modèle espagnol des commissions ouvrières. L'expérience espagnole, dans son ensemble, îni paraît pieine d'intérêt : « C'est un excellent exemple de lutte contre une dictature totalitaire; il mériterait une étude détaillée en tant que modèle d'un passage progressif d'une dictature vers des formes démocratiques. Le mouvement eurocommuniste espagnol peut servir de leçon à la gauche de l'Est, lecon de solidarité

avec ceux dont la pensée est différente de la vôtre mais avec qui vous construisez un front commun, lecon de franchise et de loyauté dans la coopération avec l'Eglise catholique, leçon — enfin — qui montre comment l'on organise un mouvement ouvrier indépendant dans des conditions opprimantes d'un régime totalitaire. Je pense, bien entendu, aux célèbres « commissions ouvrières », cet instrument incomparable de lutte pour les droits et les intérêts des ouvriers. » (3).

Jacek Kuron part également de la conviction qu'e un système totalitaire ne peut résoudre le s crises sociales » et qu'il est donc vulnérable à une contestation publique et organisée reposant sur la solidarité : « Une protestation ouverte, synchronisée dans un bon nombre de centres, unit le pays et devient un mouvement social >, et Kuron explique : « Unmouvement social est une forme d'action combinée dans laquelle chaque participant réalise ses buts en agissant dans le cadre d'un groupe restreint et indépendant. Ces petits groupes sont unis par un but commun. » Avec une perspicacité bien marxiste. Kuron sait qu'il est possible dans certaines circonstances de transformer automatiquement une grève économique en grève politique : « Les grèves isolées, dit-il, n'exercent pas beaucoup d'influence; elles n'ont pas beaucoup d'effet sur les forces organisées auxquelles elles s'opposent. Mais elles peuvent se transformer en mouvements sociaux dans les occasions où la communauté tout entière est l'objet d'une attaque de l'Etat »; ce qui fut précisément le cas cet été que le gouvernement décida d'augmenter le prix des denrées de pre-

mière nécessité. Pour Jacek Kuron, le rôle de l'opposition est clair : « Prendre l'initiative des mouvements de résistance, les organiser et les faire coopérer » dans le but de conformer la société a en dehors du pouvoir, c'est-àdire d'instaurer du pluralisme sans autorisation ». Dans cette perspective. Kuron propose d'abord d'organiser e la représentation des travailleurs dans des sortes de commissions ouvrières, mettre sur pied l'autogestion universitaire, l'organisation autonome de la presse, de la culture, des sciences tout cela indépendamment l'Etat. > (4).

Il est difficile, à la lumière de ces prises de position, de ne pas voir dans les événements de l'a été polonais » l'application de la stratégie de résistance conçue conjointement par Kolakowski, Michnik et Kuron. Dès 1977, le KOR a encouragé, au sein de la classe ouvrière, la création de syndicats autonomes; on sait, par exemple, que, dans les chantiers navels de Gdansk, ces syndicats existent depuis 1978 et que, d'ailleurs, l'origine ponctuelle de la grève d'août dernier se trouve dans les sauctions prises par la direction à l'encontre d'une représentante des syndicats indépendants Mme Anna Walentinowicz, grutière. mutée à la section des coques.

La diffusion des idées su KOR et la pénétration dans la capillarité sociale du réflexe de désobéissance civile et de fronde à l'égard du pouvoir s'effectuent non seulement an moven de la publication de périodiques, mais aussi par l'édition d'essais politiques, d'analyses économiques et d'œuvres littéraires. Les maisons d'édition clandestines se multiplient, Nowa est la plus connue, mais il y a également Clin (Coin), les Editions du 3 mai, Jeune Pologne, etc.

Parmi les essais les plus remarquables qui circulent clandestinement. il faut citer l'analyse du livre de James Burnham la Lutte pour le monde. due au plus éminent penseur catholique, Stefan Kisielewski; Polonais, qui étes-vous ? de Witoid Wirpsa: Face à l'avenir, de l'écrivain Lech Badkowski, un des plus immédiats conseillers de Lech Walesa et à ce titre, principal négociateur des accords de Gdansk. Proche du mouvement Jenne Pologne (5), Badkowski, dans son ouvrage, détermine les objectifs primordiaux que doit atteindre la nation polonaise : indépendance et démocratie. Il estime que, dans un deuxième temps, la Pologne devrait raffermir ses liens culturels avec les peuples frères d'Ukraine et de Litua-

Un autre ouvrage important qui circule clandestinement est la thèse de l'historien Pawel Jasienica (décédé en 1970) întitulée la Guerre civile et consacrée à l'analyse de la résistance populaire et catholique des chouans contre les armées et l'administration de la Révolution française. Le groupe P.P.N. (Rassemblement pour l'indépendance de la Pologne), dont les membres conservent un rigoureux anonymat, élabore des rapports socioéconomiques fort documentés et très appréciés. Il y a aussi les deux rapports du groupe Expérience et Avenir, constitue par une centaine d'intellectuels (professeurs, artistes, ingénieurs, écrivains) appartenant ou non à l'opposition (y figurent, par exemple, les cinéastes Wajda, Zanussi et Kleslowski) : le premier, intitulé Sur la situation de la Pologne, dresse un bilan critique de la gestion de M. Gierek; le second a été publié le 3 mai dernier, il a été élaboré par un groupe restreint (DIP, groupe de services) qui, empêché de se réunir, s'est consulté par courrier; il s'intitule Comment en sortir? et, selon ses auteurs, peut fournir encore au pouvoir actuel des réponses ter la crise actuelle.

Des romans corrosifs

T ES éditions clandestines favorisent L aussi la survie de la littérature polonaise que la censure officielle a conduit au bord de l'étouffement. a Dans la situation actuelle, explique le poète Stanislaw Baranczak, un tiers des écrivains polonais est réduit au silence, un tiers reste soumis aux pressions de la censure des qu'il tente C'écrire la vérité, et le dernier tiers, sciemment, n'écrit pas la vérité. » (6). Les écrivains interdits publient donc à nouveau : leurs livres, leurs textes, sont lus fébrilement par toute une génération de jeunes qui ne connaissaient plus de ces auteurs éminents, que le nom. Circulent ainsi clandestinement des livres depuis longtemps interdits, et jamais publiés, comme la Grande Peur, de Julian Stryjkowski (né en 1905) sur l'autisémitisme dans ia Pologne d'avant-guerre (allusion transparente à la récente période anti-sémite inspirée par le général Moczar);

Miazga (is Pulpe) du grand romancier Jerzy Andrzejewski (né en 1909, auteur de Cendres et diamants adapté an cinéma par A. Wedia) dont l'action se situe en U.R.S.S. sous le stalinisme au cours des années 30 (7). D'autres auteurs décrivent la situation actuelle, les misères de la vie quotidienne en Pologne : le Cirque, de Piotr Wierzbicki, Irréalité, d'Andrzej Kijowski, et surtout, les deux romans célèbres de Tedeuz Konwicki (né en 1926) : Complexe polonais (1978) et la Petite

Chanson pour ma fille

Nous te décrirons ces jours de grève illuminés d'espoir,

Nous évoquerons pour toi nos compagnons transfigurés

Nous retrouverons ensemble notre foyer qui n'existeit pes

Poème d'un gréviste anonyme, Gdansk, acêt 1980. (Paru dans Solidarnose, nº 7, 27 acêt 1980.)

- ----- v · · · · ·

parce qu'il manqualt encore le vrai bonheur... la liberté.

Je ne suis pas, hélas i auprès de toi

De paroles libérées et d'ardents débats;

De se sentir enfin maîtres d'eux-mêmes ;

Nous te parlerons de tous ces gens solidaires,

Combattant pour aujourd'hul, et pour l'avenir.

Ne sols pas triste. Attends-nous calmement.

Mais patiente encore un peu. Mûris.

Nos longues nuits sans paupières

Et nos cœurs fulminant d'espérance.

Nous te raconterons tout.

Et donc, aussi, pour toi.

Tu reviendras dans nos bras.

Et même ta mère t'a pas vue depuis longtemps,

Apocalypse (1980). Le premier tresse la vie et les souvenirs des gens qui font la queue devant une bijouterie : viennent à la mémoire des images de la guerre de résistance conduite par l'Armée intérieure (A.K. non communiste, qui organisa l'insurrection de Varsovie et dans laquelle combattit Konwicki) mělées à l'évocation plus ancienne de l'insurrection patriotique de 1863 contre l'occupant russe, minimisée dans les manuels officiels d'histoire.

La Petite Apocalypse représente le plus important succès de la littérature polonaise clandestine (le livre a déja été tiré à plus de 20 000 exemplaires) ; toute l'action se déroule en une seule journée, le 22 juillet, jour de la fête nationale officielle dans un avenir proche mais symbolique, en., 1984. L'auteur y parle à la première personne et est le personnage principal du récit ; il présente une Pologne profondément enfoncée dans un système de despotisme bureaucratique mou ; partout, prédominent la servilité, le manque d'initiative, l'obéissance aux chefs, la délation, l'indifférence à l'opinion et à l'intérêt publics. Les dissidents eux-mêmes ne sont guère épargnés (au début du roman, ils viennent proposer à l'auteur de s'immoler publiquement par le feu durant le défilé de la fête nationale), ils apparaissent figés dans leur rôle officiel de dissidents, et assistent impuissants à l'écroulement du monde, de la morale, de la culture... et au triomphe de la veulerie et de l'ivrognerie. La pénurie est absolue, et la police ne sert plus qu'à protéger les livraisons de vivres aux dirigeants du parti qui s'offrent dans des blockhaus surprotégés, des banquets pantagruéliques. Illustration macabre et grotesque de décadence morale du régime de M. Gierek, le livre de Konwicki est d'un pessimisme absolu.

Quelques romans étrangers, interdits par la censure, sont également traduits et édités clandestinement ; ils font, bien entendu, métaphoriquement ou explicitement, allusion à la situation de la Pologne comme, par exemple, les œuvres de Georges Orwell, 1984 et la République des ani-Günther Grass, dont l'action se déroule à Gdansk, précisément, et où l'auteur décrit, avec réalisme et cru-dité, l'occupation de la ville par les troupes soviétiques qui violent la mère du petit Oskar, tuent le père et pillent leur maison



GDANSK sierpien '80

Portrait muet

Nous savons à présent parler avec des silences Dans nos lèvres naît ainsi, d'une façon nouvelle, Une autre langue polonaise Où chaque mot, avant de devenir sonore, S'étonne d'abord longuement de lui-même Puis retourne soudain à la non-naissance. Comme un battement d'alles silencieux Ou une aphonie de poissons. Et chacun, avec sa gueule muette, soutile, Dans toutes les directions, et saigne, La bouche déchirée par les fines mailles du secret.

> ERNEST BRYLL (Kultura, Varsovie, 7 septembre 1980.)

Circulent, également, édités le plus souvent par l'institut littéraire Kultura, de Paris, et les éditions Aneks, de Londres, et introduits clandestinement en Pologne, les créations littéraires des grands auteurs exilés (8); en premier lieu, les romans (Cosmos, Ferdydurke, la Pornographie), de Witold Gombrowicz, mort à Vence en 1989 ; et l'œuvre poétique de Czeslaw Milosz, considéré comme l'un des plus grands poètes contemporains (il réside aux Etats-Unis). Hormis la littérature, le cinéma polonais, depuis 1976 (9), en est venu à aborder anssi les problèmes quotidiens de la société polonaise, et cela malgré la censure et la répression, qui ont contraint certains brillants cinéastes à l'exil (Polanski, Skolimowski, Lenica, Borowszyk). La nouvelle génération de réalisateurs dénonce, dans ses films, les tares principales du régime : la corruption omniprésente, les privilèges des dirigeants, les abus, les illégalités, l'arrogance des autorités, les injustices, etc. Le premier film de cette nouvelle école est Tranquillité (1975), de Krzysztof Kieslowski, produit pour la télévision et demeuré interdit pendant cinq ans (10); il met en scène un ex-émeutier de 1970. libéré de prison et qui ne veut plus d'histoires (d'où le titre), mais qui va être mêlé aux combines de son contremaître, lequel s'enrichit, avec la complicité des autorités locales, sur le dos de ses onvriers : ceux-ci (déjà) se mettent en grève et finissent par lyncher celui qu'ils croient être l'associé du contremaître. Dès 1975, à mi-parcours du régime Gierek, Kjeslowski dénonce l'incurie et la dépravation des autorités et des responsables, ainsi que la montée de la colère ouvrière. D'autres films, à cause de leur charge critique, demeurent interdits: en particulier : Haut les mains, de Skolknowski, pour son contenu anti-

stalinien ; le Diable, de Zulawski. nour a provocation a contre l'Eglise catholique: le Livret scolaire, de J. Kijowski, pour oser rappeler les rrèves d'étudiants de 1968 : le Fil barbelé, de Piotrowski, parce qu'il évoque le partage de la Pologne entre le Reich nazi et l'Union soviétique en 1939, et montre les troupes nazies et soviétiques défilant ensemble à Brest-Litovsk, le 28 septembre 1939 ; le Déménagement, de M. Losinski, qui illustre les combines indispensables auxquelles il faut se livrer quotidiennement pour vivre correctement en Pologne; 'la Planque, d'Antony Krauze, sur le monde des marginaux de Varsovie : Réception pour dix personnes plus trois, de Gruza, qui

cadres supérieurs, etc. Mais beaucoup de films non interdits révèlent aussi le puissant malaise de la société polonaise et interrogent sans complaisance le régime sur les sujets les plus génants : les silences sur l'histoire polonaise contemporaine, par exemple, que Wajda a formidablement traités dans l'Homme de marbre, œuvre fondamentale dans le contexte actuel, qui se terminait devant les chantiers Lénine de Gdansk et s'interrogeait sur l'attitude à venir des fils des hommes de marbre, ces hommes qui avaient rebâti la Pologne d'après-guerre durant le régime stalinien et qui périrent sous les balles de la milice lors des insurrections de 1970. L'arbitraire du pouvoir. notamment dans le domaine de l'in-

dénonce les insolites privilèges des

(1) Leszak Kolakowski, c Theses sur l'espoir et la désespoir », in Pologne, une société en dissidence (préface d'Alexandre Smolar, François Maspéro, coll € Cahiers libres >, nº 338, Paris, 1978, page 77. (2) Adam Michnik, « Une stratégie pour l'opposition polonsise », in Pologne, une société en dissidence, page 99. (3) Gustaw Herling-Grudzinski et Adam. Michnik, & Deux voix sur l'eurocommunisme », in Cahiers de l'Est, nº 11, quatrième trimestre 1977, page 49. (4) Jacek Kuron, e Pour une plateforme unique de l'opposition », in Pologne, une société en dissidence, page 113. (5) Créé durant l'été 1979, ce groupe politique, qui édite la revue clandestine Bratmiak, a adopté le nom de Jeune Pologne par référence aux idées sociales géné-

formation que Wajda a dénonce dans Sans ancethésie (en s'inspirant de l'expérience personnelle du plus éminent journaliste polonais. Ryszard Kapuscinski); la corruption genéralisée aussi bien dans les usines, comme le montre Haut Vol. de R. Filipski, et surtout Amator, de K. Kieslowski, que dans les services de santé : on apprend ainsi qu'il faut payer (de préférence en devises) pour occuper une chambre d'hôpital, et payer encore pour être soigné ou opèré. Les hauts fonctionnaires de l'Etat volent effrontement celui-ci, avec la complicité de la section locale du parti et des syndicats officiels, nous apprend-on dans la Constante. de Krzysztof Zanussi, auteur écalement d'un corrosif pamphlet contre la nouvelle bourgeoisie gierekienne intitulé Contrat (1980). A l'occasion du voyage du pape en 1979, l'Eglise catholique a commandité un documentaire de long métrage sur cet evenement, realise par Andrzej Trzos, et fort habilement intitule le Pelerin, par référence à l'œuvre messianique du grand poète national Adam Mickiewic, le Litte des pèletins polonais (1832), véritable programme de régénération intérieure et d'action militante contre le monde corromou. Projeté dans toutes les églises du pays, ce film exaltant a eu, indéniablement, une profonde influence sur

l'esprit des catholiques polonais. D'antres films, comme Acteurs provincioux, d'A. Holland, le Meneur de bal et Chance, de Félix Falks, Kung Fu, de J. Kijowski, Sans amour, de B. Sass, Papillon de nuit, de T. Zygadlo..., décrivent une société rongée par l'individualisme, la méfiance, le carrierisme : un monde d'arrivistes combinards où l'importance de la fonction exercée détermine la qualité des rapports humains, où les trafics d'influence sont banais, et où la réussite, comme ailleurs, s'exhibe sous forme d'ostentation frénétique de richesses: un monde frappé de nausée, tenté par le suicide, et dans lequel ce qui fait le plus défaut, c'est, préci-

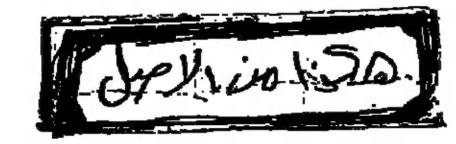
sement, la solidarite. Cette solidarité que les grévistes de Gdansk ont si profondément sollicitée et sur laquelle, essentiellement, reposait la stratégle de l'opposition (à l'entrée des chantiers Lénine, durant la grève, une pancarte proclamait : « Grévistes de toutes les usines, unissez-vous! 1).

Dans le documentaire de trois heures sur la grève de Gdansk, Ouvriers 1980, réalisé par A. Chodakowski et A. Zajaczkowski, on distingue nettement, sur la table des négociations, entre la délégation ouvrière et la commission gouvernementale, un grand nombre de micros destinés à retransmettre vers l'extérieur, parmi les grévistes de base, les propos des négociateurs. Démagogie légère des chefs ouvriers? Gadget communicationnel d'importance secondaire? Folklore de grève? Au contraire, elément fondamental, nous a dit Lech Walesa, imposé, exigé par les ouvriers eux-mêmes, trop souvent abusés, auparavant, par des délégués au double langage, offensifs dans les forums et soumis, dociles, devant les hommes du pouvoir. Les micros constituaient la garantie de l'honnêteté et de la détermination, ils rompaient la spirale de la méfiance et rendalent possible, enfin, la solidaritė.

IGNACIO RAMONET.

reuses du groupe littéraire du même nom (1890-1918). (6) Cité dans « Les écrivains polonais et la censure », texte collectif paru dans les Cahiers de l'Est, nº 11, page 53. (7) Un chapitre de Miazga a été publié dans les Cahiers de l'Est, nº 11, pages (8) Sur la littérature polonaise en exil (1945-1979), lire le numéro spécial des Cahiers de l'Est, nº 18-19, quatrième trimestra 1979. (9) Ct. le Monde diplomatique, juillet (10) Il a été diffusé par la première chaîne polonaise le 16 septembre 1980.





LA GRANDE FAIBLESSE DE nomique ne peut s'imposer sans l'insuffisance de l'offre) qui finit par ouvriers-paysana. Une grande partie

Choix erronés et dogmatisme

Par WILHELM JAMPEL *

ES grèves des derniers mois n'étaient dirigées ni contre les principes du socialisme, ni contre les alliances de la Pologne, ni contre le rôle dirigeant du parti, elles ont été l'expression d'un mécontentement ouvrier provoqué par des erreurs importantes dans la politique économique », déclara M. Kania, nouveau premier secrétaire du parti communiste (parti ouvrier unifié polonais, POUP), dans son discours inaugural, devant le plénum du comité central, le 5 septembre dernier (1).

Explications déjà entendues après les grèves ouvrières de 1956, 1970 et 1976. Le parti, en tant que tel, ne se

Explications déjà entendues après les grèves ouvrières de 1956, 1970 et 1976. Le parti, en tant que tel, ne se trompe jamais, mais certains dirigeants sont incapables d'appliquer les idées du « socialisme scientifique » tel qu'on le conçoit en Europe de l'Est.

En fait, ce qui est en question, c'est la réalité de ce socialisme, notamment en Pologne. Pour s'en faire une idée, il suffit de se référer à l'analyse que donna de la crise actuelle M. Tadeusz Fiszbach, premier secrétaire du partipour la vovoide de Gdansk (2). Il y voit, tout d'abord, des causes multiples :

Manque chronique de produits
alimentaires et d'autres bien de consommation.
Hausses de prix successives, qui

ont touché certains produits de première nécessité. — Manque de médicaments et d'articles d'hygiène.

— Faible équipement des familles ouvrières en biens de consommation durables (électroménager, voitures, etc.), du fait de leur prix élevé et de l'offre insuffisante.

— Situation particulièrement cri-

Situation particulièrement critique dans le domaine du logement (il faut attendre plusieurs années l'attribution d'un appartement).
 Mauvais fonctionnement des transports de roysemurs

Mauvais fonctionnement des transports de voyageurs.
 Insuffisance des équipements sociaux (crèches, écoles maternelles, hôpitaux, etc.).
 Mais comment en est-on arrivé là ?

Selon M. Fiszbach, ces inconvénients immédiats ont leur origine dans certaines pratiques :

— Mauvaise répartition du produit national, qui ne tient nullement compte des besoins de la population et favorise certains, au détriment de

la majorité.

— Centralisation excessive de la planification et de la gestion, qui ne laisse aucume part à l'initiative des

* Conseiller pour l'Europe de l'Est de

la revue le Courrier des pays de l'Est.

entreprises et ignore les régulateurs économiques que sont les prix et les

salaires.

— Répartition volontariste des investissements et des matériaux, qui ne se fonde pas sur les besoins réels des entreprises et entraîne des ruptures dans leur fonctionnement.

dans leur fonctionnement.

— Absence d'un système financier cohérent, qui rend impossible l'autonomie comptable (khozrascet) des entreprises et sème des doutes dans l'opinion publique quant à l'efficacité des échanges avec l'étranger.

Malgré fout, le VII congrès du parti, réuni en 1975, proclamait dans sa résolution finale (3) que les tâches de la période de transition vers le socialisme avaient été accomplies et que la Pologne abordait désormais la phase supérieure de la construction d'une société socialiste développée, autrement dit, qu'elle entrait dans

l'ère du socialisme.

Il n'y a rien de surprenant à ce que les ouvriers de Gdansk aient accepté sans hésitation la proposition faite par M. Jagielski, vice-premier ministre, d'inscrire dans le protocole du 31 août la reconnaissance par les nouveaux syndicats du principe de la nationalisation des moyens de production, du rôle dirigeant du parti communiste et de l'ensemble des alliances contractées par la Pologne. Il faut simplement se demander si ces acquis suffisent vraiment à l'instauration du socialisme.

On peut toutefois s'étonner de voir

un pays retomber périodiquement dans les mêmes difficultés sans mettre cause non seulement certains dirigeants, mais le système économique dans son ensemble, un système reposant sur le principe d'un plan unique, pratiquement imposé par un groupe restreint de politiciens (le bureau politique du parti), et auquel chaque entreprise doit obligatoirement se soumettre. En théorie, l'objectif de la politique économique de la Pologne est demeuré identique, de Bierut à M. Kania en passant par Gomulka et M. Gierek : amélioration du niveau de vie de la population, pleine satisfaction de ses besoins, suppression des inégalités sociales et des privilèges et instauration d'une juste répartition du produit national Mais en pratique, l'accent est toujours mis sur l'augmentation de la production des biens d'équipement : les investissements favorisent le secteur productif, tandis que les investissements « non productifs > (logements, hopitaux, creches, etc.) passent au second plan. On sait les résultats d'une telle politique pour le consommateur. Un tel système économique ne peut s'imposer sans moyens de pression politique : syndicats aux ordres, grèves interdites, libertés civiques supprimées, atrict contrôle de l'information. En outre, la Pologne a souvent donné dans un gigantisme dépassant les possibilités du pays : tel fut le cas, par exemple, avec le plan de six ans qui visait à édifier la base du socialisme (1950-1955) et qui s'est soldé par une baisse sensible du niveau de vie de la population, débouchant sur les événements sanglants

s'est soldé par une baisse sensible du niveau de vie de la population, débouchant sur les événements sanglants de 1956 à Poznan. La même politique économique volontariste a marqué le plan de Gomulka qui avait, lui, pour objectif de mettre un terme aux importations de blé et de fourrage, de bloquer les revenus des travailleurs, tout en augmentant fortement les prix de détail, et qui a provoqué les sanglantes émeutes de 1970 sur le littoral de la Baltique.

L'industrialisation forcée, pratiquée depuis 1971 en vue d' « édifier une autre Pologne », fait appel à des méthodes extensives largement employées dans le passé : forte augmentation des investissements et de la main-d'œuvre, sans tenir compte de l'efficacité et des résultats obtenus. Les statistiques offi÷ cielles polonaises montrent que les investissements out connu une croissance record au cours de la période 1971-1975 : + 18,4 % par an en prix constants, et même + 24.8 % pour les investissements productifs. Un tel effort a été accompli grace à un endettement sans précédent à l'égard des pays occidentaux : 20 milliards de dollars, selon les propres déclarations du ministre des finances, M. Marian Krzak, à la télévision polonaise le 25 août dernier. Cette somme représente le double des recettes annuelles provenant des exportations polonaises. Une telle politique a entraîné une baisse de la consommation, dont la part dans la production nette distribuée est tombée de 73,9 % en 1970 à 64,8 % en 1975, pour retrouver le niveau de 1970 en 1979 sous l'effet d'une pression sociale croissante dont les événements d'août dernier furent l'aboutissement. Certes, au cours de la période 1971-1975, on avait assisté à une croissance rapide des salaires réels moyens (+7.2% en moyenne par an), mais cette augmentation devait être bientôt neutralisée par une hausse des prix sur les biens de consommation et

l'insuffisance de l'offre) qui finit par entraîner, en 1978, une baisse de 2,7 % du pouvoir d'achat. Les chiffres officiels (que contestent toutefois les ouvriers et certains spécialistes) indiquent une légère amélioration en

En outre, le manque d'harmonisa-tion entre les différentes branches dans l'effort consenti pour assurer la croissance industrielle & aggravé le déséquilibre de l'économie. On a ainsi favorisé l'industrie électromécanique, avec une extension de la gamme des produits qui a entraîné un éparpillement des ressources disponibles et cela au détriment de la qualité des biens pouvant être exportés vers les pays fournisseurs de technologie et d'équipements dont la nation a tant besoin. Un grand effort a été entrepris dans le domaine de la métallurrie : une aciérie en construction, d'une capacité annuelle de 9 millions de tonnes, produit déjà 4,5 millions de tonnes d'acier brut. La production d'acier a atteint 192 millions de tonnes en 1979 (contre 11,8 millions en 1970) ; celle du cuivre électrolytique, 336 000 tonnes (72 200 en 1970), et celle du soufre technique à 100 %. 476 500 tonnes en 1979 (268 300 en 1970). Mais, tout en développant ces branches fortes consommatrices d'énergie, on a négligé l'importance du secteur énergétique, devenu un véritable goulet d'étranglement : les coupures de courant sont fréquentes, entraînant à la fois de graves perturbations dans l'économie et d'importants inconvénients en hiver pour la

population. L'industrie polonaise consomme deux à trois fois plus de matières premières, de matériaux et d'énergie par unité produite que celles de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie. Une grande partie des matériaux étant importée, les limitations des achats à l'étranger ont parfois entraîné des arrêts de production dans des usines modernes. Tel fut le cas, en particulier, dans l'industrie alimentaire, qui avait pourtant bénéficié d'importants investissements de 1971 à 1975 (pour la première fois dans l'histoire du pays) sans arriver pour autant à satisfaire les besoins de la population, ni en viande ou produits dérivés, ni en lait et laitages, ni en conserves de légumes et de fruits en raison des mauvaises

performances de l'agriculture.

Les insuffisances de l'agriculture

ES récoltes de céréales sont insufisa tes. Pour compenser le déficit, la Pologne doit recourir à des importations massives de grains et de fourrage. Les effectifs du cheptel sont demeurés stationnaires depuis 1974 et la demande en viande et autres produits de l'élevage est de moins en moins satisfaite. Une réduction des importations de fourrage pourrait avoir des conséquences néfastes pour la consommation, ce qui aggraverait les tensions sociales. L'agriculture pose d'ailleurs un certain nombre de problèmes difficiles à résoudre dans un avenir proche. On

les services (décrétée en raison de

sait que, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres pays socialistes, elle n'a pas été soumise à la collectivisation : 80 % des terres cultivées appartiennent à des particuliers ; il existe près de 306 540 exploitations agricoles privées, dont 30,5 % disposent de 0,5 à 2 hectares de terre arable et 30,2 % de 2 à 5 hectares. L'urbanisation accélérée liée à l'industrialisation a incité un nombre important de jeunes à quitter la campagne : nombreux sont les propriétaires de petites exploitations qui doivent partager leur temps entre l'usine et la ferme. Ce sont eux qui forment la catégorie des

ouvriers-paysans. Une grande partie des agriculteurs privés sont des personnes agées d'au moins cinquantecinq ans et dont beaucoup n'ont, en outre, aucune descendance. D'où une diminution sensible de l'emploi agricole. Un soutien multiforme à l'agriculture (dont, pour la première fois, aux exploitations privées), a été promis devuis novembre 1974 par une loi portant sur l'amélioration de l'alimentation et le développement de mentation et le développement de l'agriculture. Dans une agriculture anssi morcelee et ne disposant pas toujours d'une véritable main-d'œuvie, l'utilisation des nouvelles techniques agricoles, des machines et des équipements modernes, et même des produits chimiques de base, semble difficile. Et pourtant, la stagnation de ce secteur dans les années 1975-1979, aggravée par les conditions climatiques, a accru les difficultés de l'ensemble de l'économie, surtout celles du commerce extérieur. La balance commerciale est en déficit chronique, et l'endettement s'accroît d'une année sur l'autre. C'est ainsi que le déficit a gagné un secteur traditionneliement exportateur, celui des produits alimentaires et des matières premières agricoles.

C'est un fait incontestable que la Pologne dépend de plus en plus des livraisons en provenance des pays occidentaux (voir ci-dessous), décisives pour la réalisation des grands projets dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, etc. Et, pourtant, elle n'a pu trouver de solutions valables pour l'expansion de ses ventes de produits finis, surtout à l'Ouest. Les autorités sont bien conscientes (4) que la modification de la structure des échanges avec . l'étranger — diminution des importations de produits agricoles, de matériaux et d'équipements ; augmentation des exportations de produits finis, de machines, d'équipements et d'autres biens d'origine industrielle nécessite un changement de la structure des assortiments de produits, une nette amélioration de leur qualité et la modernisation de nombreux secteurs de l'industrie, entre autres, l'industrie des tracteurs, l'industrie navale, l'industrie de la machineoutil et les usines clés en main (sucreries. Usinez d'acide sulfurique, etc.). l'industrie pharmaceutique, l'industrie des peintures et des vernis, la confection, la bonneterie, etc. Autrement dit, il faut une transformation permanente des capacités de production existantes qui doivent s'adapter aux besoins inté-

rieurs et extérieurs.

Les dirigeants polonais ont-ils envisagé les possibles méfaits d'une
politique de croissance extensive,
rigide et dogmatique, dans une
conjoncture mondiale instable, frap-

: 1.24 %

(1) Voir le Monde du 9 septembre 1980.
(2) Voir l'hebdomadaire polonais Polityka, n° 35 du 30 août 1980.
(3) VII° congrès du POUP, 8-12 décembre 1975, partitoipque matérieur et
documents, Varapuie, 1975, page 227 (en
polonais).
(4) Entretien avec le Dr Karski, ministre polonais du commerce extérieur, in
Handel Zagraniczny (Commerce extérieur, in

rieur), Poznan, 1980, pp. 15 et 16.

Le poids de la dépendance à l'égard de l'Occident

Par FRANÇOIS GÈZE

TUATION difficile, voire inextricable. que celle des dirigeants polonaia, obligés aujourd'hui de concilier sur troia fronts différents des impératifs économiques et politiques contradictoires. Il feur faut maintenant satisfaice. Gur le tront interne, les concessions arrachées par les travailleurs en grève sans remettre en cause les bases de leur propre pouvoir, tout en s'afforcant, sur les deux -fronts externes, de ne pas s'attirer les foudres du « grand frère » soviétique, et de satisfaire aux exigences de leurs créanciers occidenteux, dont ils sont de plus en plus dépendants. Or, el les deux premiers enjeux sont appenus ciairement tout au long des négociations de Gdansk. la troisième est resté étrangement au

Certes, la dépendance économique et politique à l'égard de t'U.R.S.S. reste la contrainte majeure. Mais, les dix dernières années ont vu l'économie polonalse, comme d'ailleurs celles de la pluquet des autres pays d'Europe de l'Est (1), établir avec le eystème capitaliste occidental des llens économiques qui paraissent aujourd'hui irréversibles. Et cette nouvelle dépendance, pour être plus discrète et plus subtile que la première, n'en impose pas moins es loi : à moyen terme, etle conditionners, de l'açon déterminante, toute politique économique

de relance. Ironie du sort - c'était précisément pour tenter de catisfeire les revendications économiques des grévistes de 1970 que le nouveau gouvernement d'Edward Gle-. rek e'était alors engagé dans une politique systématique d'ouverture à l'Ouest, passant par une forte insertion dans la division internationale du travail occidentale (2). Dix ans plus tard, is situation ne s'est pas fondamentalement améliorée, et les mêmes causes produisent les. mêmes elfets; mais, cette fois, la solution du problème est encore compliquée par ce fardeau supplémentaire que reprécente une dette extérieure de l'ordre de 20 militards de dollars (elle n'était que de 800 millions de dollars en 1970). De 1970 à 1976, les échanges commerciaux avec les pays capitalistes, prin-

cipalement européens, se sont développės à un rythme accélérė (30 % par an, en moyenne) : la part de ces pays dans les importations polonaises est passée de 26 % en 1970 à 49 % en 1976 (voir le tableau ci-dessous). Cette politique s'est alors trouvée grandement facilitée per la volonté des pays ouesteuropéens de donner un nouveau souffle à teurs relations avec le Consell d'essistance mutuelle (Comecon) : la France, en premier lleu, qui loua en la matière un rôle de olonnier: mais aussi le Rovaume-Uni. l'Italie, et surtout, à partir de 1972, la République fédérale d'Allemagne, devenue sujourd'hui le premier partenaire occidental de la Pologne (6,5 % des échanges polonais en 1978). Pierre angulaire de l'effort considé-

rable d'investissement qui caractérisa la « nouvelle stratégie économique ». le recours aux technologies occidentales a été particulièrement important dans deux secteurs : ceiui des biens d'équipement (mécanique, électronique, automobile, etc.) et celui des biens et équipements nécessaires à l'agriculture (engrais, machines agricoles, etc.). Les grands contrats passés avec les entreprises françaises reflètent pour partie ces priorités: En mai 1976, Creusot-Loire elgnait un contrat de 1800 millions de france pour la construction à Police d'un complexe d'engrais comprenant deux usines d'ammoniac, une d'urée et une d'engrais composés (paiement à 100 % prévu par la livraison eur dix ans de 400 000 tonnes/an d'urée à partir de 1983). Outre plusieurs autres ventes d'équipements destinés à l'industrie chimique, les entreprises françaises ont également joué un rôle essentiei dans la croissance de l'industrie électronique polonalse : Thomson (composants, téléphone), CIT Alcatel (téléphone), Logabax (Informa-

Relativement à sa taille, la Pologne est cans doute le pays du Comecon le plus engagé dans la coopération industrielle evec l'Ouest : sur mille cinq cents contrats de coopération industrielle Est-Ouest recensés jusqu'en 1978, environ trois cents étaient le fait de la Pologne.

Près de la moitié de ces contrets portaient sur l'acquisition d'équipements et de technologie destinés aux industries de biens d'équipement, le reste étant réparti entre les industries de biens Intermédiaires (chimie, sidérurgie, etc.) et celles de biens de consommation. Près de 70 % de ces accords ont été passés avec trois pays seulement : l'Allemagne de l'Ouest, la France et les Etats-Unis. En outre, la Pologne est, avec la Honorie et la Roumanie, l'un des pays du Comecon qui a eu le plus recours aux formes élaborées de coopération qui, à coup sûr, entraînent des ilens durables de dépendance : accords de sous-traitance à long termie, coproduction, paiements compensatoires en biens produits à partir des

équipements importés, etc.

Mais, si, le recours aux technologies occidentales a effectivement donné un coup de fouet à la croissance de l'économie polonaise (it expliquerait les deux tiers de la croissance annuelle de 8 % entre 1968 et 1973), il a laissé intacts les blocages internes propres à la plupart des économies du Comecon : faible productivité agricole, manque de cohérence des Thières productives, gaspillages, etc.

S'il est donc excessif d'attribuer, comme le font certains auteurs occidenteux (ainsi d'alifeurs que les dirigeants soviétiques...) la cause principale des problèmes de l'économie polonaise au « choc en retour » de la crise du système capitaliste mondiai, il n'en reste pas moins que la dépendance croissante à l'égard de l'Occident a été la source de nouveaux déséquilibres, compliquant sérieusement la situation. Le plus important est, évidemment, le déficit des échanges commerciaux avec l'Ouest, qui a crû très rapidement de 1972 à 1976 (voir le tableau ci-dessous).

Ce déficit a été financé par des emprunts, contractés pour partie auprès des banques des Etats, pour partie auprès des banques privées occidentales. En 1976, la dette nette atteignait 10 milliards de dollars, et le gouvernement de M. Gierek lançait alors une « manœuvre socio-économique » destinée à enrayer cette évolution inquiétants (voir l'article ci-dessus).

D'où un changement assez net dans la pratique de la coopération industrielle. marqué par un coup de frein aux grands projets d'Industrie lourde dont témolgne l'annulation, en août 1979, d'un très pros contrat de 2,5 milliards de deutschemarks avec l'Aliemagne de l'Ouest, destiné initialement à l'édification d'un complexe de dazéification du charbon, le crédit correspondant étant réutilisé partiellement pour le développement de projets miniers modestes. Parallèlement, les dirigents polonais mettaient en avant trois objectifs prioritaires dans les discussions avec leurs partenaires occidentaux : développer la coopération industrielle entre petities et moyennes entreprises, encore très embryonnaire ; encourager la pratique de la « coopération industrielle tripartite ». dans laquelle la Pologne jouait délà un rôle moteur (3); et recourir plus largement que par le passé à la « compensation industrielle », mais en s'efforcant de mieux tenir compte des besoins du marché occidental.

Trois ans plus tard, les résultats de cette politique apparaissent pour le moins mitigés. Le déficit des échanges avec l'Ouest persiste, même a'il s'est fortement réduit, surtout grâce au raientissement des importations de biens d'équipement (celles de céréales restant importantes). Et malgré la bonne volonté réitérée des gouvernements occidentaux (4), les exportations polonaises vers

LES INDICATEURS DE LA DÉPENDANCE

	1979	1973	1973	1976	1977	1978
COMMERCE EXTERIEUR				-	· ·	
Part des pays occidentaux industria- lisés (%):						:
— dans les exportations	29,4	34,2	31,5	32	31,3	71.2
- dans les importations	25,8	44,4	49,3	48,9	43,3	31,3 49,5
Soide des échanges commerciaux avec les pays capitalistes (Nord et Sud).						
en millions de dollars	+ 147	1269	2673	- 2933	— 2156	-176
BALANCE DES PAIEMENTS]				
• Endettement net en devises (mil-						
liards de dollars)	0,8	1,9	6,9	10,2	12,8	17.5
 Dette nette/exportations vers l'Ouest 	1,8	0,9	2,3	3	3,5	
Taux de service de la dette (en %	i 					[
des exportations vers l'Ouest)	20	21	43	19	68	

SOURCES : Euromoney et R. Ranet : «Le commerce extérieur polonais » in la Revue d'études comparatives Est-Ouest, mars 1980.

l'Ouest progressaient beaucoup moins que prévu : effet du protectionnisme larvé éclos à la faveur de la crise des économies capitalistes, et, eurtout, de l'inadéquation relative de l'offre de biens polonais à la demande occidentale. Les matières premières (charbon, cuivre) y tiennent toujours une place essentielle, et les livraisons effectuées en application des accords de coopération industrielle n'en représentent qu'une part encore modeste (de 6% à 7% en 1979), du fait notamment des retards enregistrés dans l'exécution de nombreux projets prévoyant un

L'endettement a donc continué à croître. Il atteignit, à la fin de 1979, le niveau record de 19,6 millions de dollars, inscrivant la Pologne dans le peloton de tête des pays débiteurs. Circonstance aggravante, une part importante de la dette vient à échéance d'ici à 1982. Le service de la dette (remboursement du capital et palement des intérêts) s'élevait à 5,5 milliards de dollars en 1979, soît près des trois quarts des ressources en dévises des exportations; il devrait atteindre 7,2 milliards de dollars en 1980, et 6,5 milliards en 1981.

Engagée dans la spirale infernale des pays du tiers-monde obligés de contracter de nouveaux emprunts pour assurrar le remboursement des précédents, la Pologne s'est vu imposer des conditions de plus en plus sévères par ses créanciers (5).

(1) Cf. F. Gewe, P. Gutman, ← Les liens économiques entre l'Est et l'Onest sont-lis irréversibles ? », le Monde déplometique, mai 1980.

lique, mai 1980.

(2) Le sixième congrès du Parti ouvrier unifié polonsis (POUP) prévoyait en 1971 « l'accroissement notable de la part de la Pologne dans la division internationale du travail, le commerce extérieur developpement developpement économique ». (Cf. Wilhelm Jampel, « L'économie polonsise en crise », le Courrier des pays de l'Est, n° 238, mais

(3) Sur 238 accords de coopération industrielle tripartite enregistrés entre 1965 et 1979, 52 concernaient la Pologne. Cf. sur ce point P. Gutman, « Tripartite Industrial Cooperation and Bast Europe ». In East-European Economic Assessment, Joint Economic Committée, Washington, octobre 1980. Cf. également les nombreux travaux de la CNUCED sur la coopération industrielle tripartite.

(4) En avril 1980, le ministre ouest-allemand de l'économic déclarait encors : « La R.F.A. jera tout ce qui est en son pouvoir pour soutents l'éjort polonais

La R.F.A. jera tout ce qui est en son pouvoir pour soutentr l'ejfort polonais pour une coopération économique accrae et l'ouverture d'un plus grand marché aux marchandises polonaises en R.F.A. > (5) Au début de 1980, elle occupait la clinquante-sixième place, sur la « liste de risque » établis par la revue Euromonéy; parmi les soixante-quinze pays syent emprunté en 1979 sur les euromarchés, et elle devait supporter des taux d'intérêt supérieurs de 1 % à 1.5 % au taux moyen.

L'ÉCONOMIE

pès par l'inflation et le chômage ? Il semble que le premier choc petrolier et la hausse brutale des prix des matières premières de 1973-1974 n'ont pas été perçus. En tout cas les objectifs ambitieux du plan n'ont pas été modifiés. La Pologne a continué à vivre dans ce rêve d'un a modèle miracle a qui assure une continué à miracle a qui assure une croissance économique imperturbable, à l'abri des crises et de l'inflation, sans chômage et sans misère, et qui garantit un développement harmonieux. Laissons de nouveau la parole à M. Pisznotre dialogue avec les était un vrai dialogue de sourds, a-t-il déclaré en substance; notre langage officiel était celui des rêves et des vœux, il n'a jamais reflété les vrais problèmes, les besoins et les quinquennal 1976-1980, la tendance était, comme d'habitude, à la hausse : la croissance annuelle moyenne devait être de l'ordre de 7 à 7,3 % pour le

pour la production industrielle Seul l'avertissement donné par les ouvriers d'URSUS et de RADOM en juin 1976 a contraint les dirigeants à mettre un frein à cette politique économique déséquilibrée qui menait à la fin de la même année a réduit sements productifs : la croissance du pouvoir d'achat de la population a recu um coup d'arrêt avec le « gel » des salaires et la limitation de l'em-bauche : les importations ont été limitées de manière à équilibrer la balance commerciale. Du même coup, cette « manœuvre » a entraîné une baisse de la croissance économique (- 2 % en 1979) et une stagnation de la production industrielle, tandis que l'agriculture enregistrait de nouvelles pertes en raison des mauvaises conditions climatiques persistantes. En fait, la limitation partielle des importations n'a fait que perturber davantage les activités de l'industrie et aggraver la situation sur le marché. Les directives du parti pour le quinquennat 1981-1985, adoptées par le VIII^a congrès du POUP en février 1980. prévoient la poursuite de l'ancienne politique avec une tendance à la baisse de la croissance du revenu national (ramenée à 2.7-3.3 % par an), de la production industrielle (3.7-4.4 % par an). de la consommation (2.5-2.8 % par an). et une réduction de la part des investissements à 20 % du revenu national distribué. Ce plan ne pourrait être

menter les exportations. Alors que les anomalies de l'économie pèsent gravement sur l'ensemble de la situation à l'intérieur du pays, aucune réorientation de la politique économique n'était donc prévue. Les dirigeants voient aujourd'hui leur marge. de manœuvre limitée par une serie de problèmes :

réalisé que si la consommation de ma-

tériaux diminuait de 6 à 8 % et si une

véritable bataille était livrée pour aug-

- Le nouveau plan quinquennal doit tenir compte des engagements d'investissement conclus au titre de l'appartenance au Comecon; désormais, les accords de coopération et de spécialisation ont force de loi ;

- Restent à honorer les engagements concernant des travaux entrepris lors du quinquennat 1976 - 1980 et dont l'achèvement est prévu pour les années 80 (grands projets dans le domaine de la production d'énergie, la sidérurgie, le complexe agro-alimen-taire, construction de logements, amé-

nagement de la Vistule; etc.);

— Alors que la demande alimentaire devrait commaitre une expansion rapide en raison, notamment, du gonflement des revenus et de l'augmentation des bas salaires décidée au mois d'août sous la pression ouvrière, l'agriculture ne sera pas en mesure de satisfaire

- Malgré son fort endettement, la Pologne sera contrainte de continuer à importer des matières premières, des matériaux, des machines et des équipements modernes pour élargir et améliorer la gamme des produits de l'industrie:

- L'accord de Gdansk, s'il ne reste pas lettre morte, coûtera cher au gouvernement sous forme d'investissements « non productifs » (logements, crèches, santé publique, etc.).
Sans parler de questions plus fonda-

mentales touchant au système de gestion de l'économie, à l'amélioration de l'efficacité et des résultats obtenus ians les différents secteurs de l'economie, aux principes de la planification, aux leviers économiques et financiers (prix, stimulants matériels, participation aux bénéfices, financement des investissements) et surtout aux changements qui devraient intervenir au niveau plan-marché afin d'ouvrir l'économie polonaise aux marchés occidentany

Les tâches à accomplir sont d'autant plus lourdes qu'elles s'inscrivent dans un environgement international fraucé par une crise latente, avec toutes ses implications (chômage, inflation, ralentissement et, parfois, baisse du taux de croissance). Ce qui compte, dans de tels cas, c'est que l'économie puisse s'adapter rapidement aux réalités, el cela suppose l'abandon des schémas rigides et dogmatiques qui ne tiennent compte ni des circonstances ni de la conjoncture. La solidarité internationale avec la classe ouvrière polonaise et l'aide économique promise par l'Union soviétique et les Etats-Unis peuvent, bien entendu, faciliter une transformation du mécanisme économique et se récrientation. La Pologne a de nouveau ouvert une brèche dans les pays de l'Est en ce qui concerne la politique sociale. Même le langage officiel s'est fait plus souple et conciliant. Mais le problème se pose touiours de savoir si les dirigeants sont prêts à changer de comportement et à procéder à une véritable réorientation de la politique économique. Existe-t-il un consensus préalable de la part des pays frères? Les Polonais sont pourant en droit d'exiger que leur niveau de vie ne demeure pas inférieur à celui de leurs voisins des autres pays

WILHELM JAMPEL

Elle a dû fournir pratiquement la totalité des informations économiques notmalement exigées des membres du Fonds monétaire international, et les banquiers occidentaux insistent de plus en plus pour que les nouveaux crédits soient liés à des projets industrials qui en garantissent le remboursement par des exportations.

Un Indice de la position difficile des autorités polonaises a été fourni en décembre demier, quand on a appris qu'elles renégociaient très discrètement auprès de la COFACE (Compagnie francaise d'assurance pour le commerce extérieuri les termes d'un crédit public dont elles ne pouvaient pas couvrir les échéances (6). Et, maigré les dénégations des responsables financiers de Varsovie, il semblait bien, à la veille des événements de Gdansk, que la Pologne était sur le point d'entamer avec certains de ses créanciers des négociations visant à una consolidation de la dette.

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Mais, paradoxalement, cette faiblesse même, conjuguée à une position géopolitique privilégiée, est aussi un atout - certes fracile - dans les mains des dirigeants de Varsovie. Car aucune des deux superpuissances ne peut se permettre aujourd'hui de voir la Pologne dans une aituation ouverte de cessation de palement. D'un côté, c'est la selvabilité de l'ensemble du Comecon dont la préservation est Indispensable à l'obtention de nouveaux crédits, qui est en jeu : déjà, la solidarité financière semble avoir joué ces dernières années en faveur de la Pologne (la Banque internationale de coopération économique du Comecon et la Tchécoslovaquie auraient accordé des crédits en devises à Varsovie). De l'autre, la position des banques occidentales est inconfortable, comme le précisait récemment en ces termes un banquier américain : « D'une part, nous ne voulons pas encourager la Pologne à se retourner vers les Russes pour obtenir de l'aide. Mais, d'autre part, nous ne voulons pas jouer les héros, auriout evec le poids de la dette brésilienne suspendu au-dessus de nos têtes > (7).

Les événements du mois d'acût ont replacé au premier plan les considérations politiques, et on a vu se multiplier les décisions de nouveaux prêts. L'Allemagne de l'Ouest, principal créancier de la Pologne avec 20 % des en-cours, a accordé daux crédits. l'un de 800 millions de deutschemarks (auro-crédit non ilé). l'autre de 400 millions de deutschemarks. garanti par le gouvernement et ilé à un projet de coopération charbonnière. Et.

quer une aide supplémentaire 3,5 fois supérieure à ces montants. Entre le 15 août et le 15 ceptembre, on apprenait également que la Bank of America devait accorder un crédit de 300 millions de dollars, que le gouvernement autrichien en accordatt un autre de 300 millions de dollars ilé à la livraison de charbon, et que Washington acceptait de porter de 550 à 675 millions de dollars le crédit public accordé pour l'année fiscale 1980, crédit destiné notamment à l'achat de céréales fourragères. Simultanément. l'Union soviétique accordait plusieurs prêts d'un montant total de 690 millions de dollars, dont 80 % en devises conver-

Tout se passe donc comme s'il existait un accord de fait entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis pour maintenir le statu quo en Pologne. Mais la altuation reste précaire, et ces aides financières supplémentaires aggravent encore la dépendance à l'égard de l'Occident et les contraîntes économiques qui lui cont liées, dont le poids risque fort de retomber sur le dos des travalileurs polonals. En effet, . il apparaît que les gains de productivité obtenus le sont devantage du fait de la modernisation du parc de machines et des équipements, et pas assez en raison d'une amélioration de forganisation et de la discipline du travall. Or le frein aux investissements, qui entraîne une diminution des équipements importés, implique maintenant plus que jamais qu'il soit demandé plus à l'homme pour élever la productivité = (8). Cette exigence est rendue plus impérative par la nécessité d'accentuer encore l'effort d'exportation vers l'Ouest, du fait de la dette accrue. Plus fondamentalement, cet effort implique un renforcement des formes capitalistes de division du travall et de rapports de production dans l'entreprise, qui n'ont en fait jamais été remises en cause par les dirigeants du POUP. C'est ce qui euplique la rôle aujourd'hui stratégique des revendications politiques de la classe ouvrière colonaise. Dans les mois qui viennent, il est probable que les concessions accordées aux travailleurs (comme la comaine de cinq jours dans les mines de charbon de Silésie) apparaîtront contradictoires avec ces objectifs. Ce sera là un danger majeur pour le combat qu'entament aujourd'hui les nouveaux syndicats libres.

FRANÇOIS GEZE.

(6) Sarah Martin, € Poland has begun to reschedule >, Euromoney, décembre (7) Sara Martin, . The agreement that the French keep under lock and key . Euromoney, mara 1980.

Les particularités de la coopération au sein du Comecon

«AVANTAGES MUTUELS» ET INTÉGRATION A LONG TERME

Par MARIE LAVIGNE .

A nouvelle direction polonaise a obtenu de l'U.R.S.S., au début de septembre 1980, la promesse d'une alde sous la forme de livraisons soviétiques accrues de produits alimentaires et autres biens de consommation, pour l'équivalent de 155 millions de dollars, et une ligne de crédit aur dix ans, à faible taux d'intérêt, pour 260 millions de dollars. En 1976, l'U.R.S.S. avait, dans des circonstances comparables, accordé à la Pologne un prêt de 1 milliard de roubles (soit 1,3 milliard de dollars).

Cette aide pose à nouveau la problème des relations entre l'U.R.S.S. et ses partenaires au sein du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon). A qui profitent ces relations, sont-elles réellement - mutuellement avantageuses - ? Les pays de l'Est sont-ils pour l'U.R.S.S. un fardeau ou une source de gains confortant la suprémetie politique de ce pays dans le camp socialiste?

L'Impression la plus répandue, à l'Ouest, privilégie la seconde interprétation. L'aide soviétique apparaîtrait alors en cas de crise grave. L'U.R.S.S. n'a-t-elle pas mis à profit l'inflation mondiale pour aligner peu à peu sur les prix mondiaux, depuis 1975, ses ventes de pétrole et de matières premières aux pays de l'Est ? N'oblige-t-elle pas ceux-ci à lui vendre un volume croissant de produits manufacturés ou alimentaires pour compenser le coût majoré de leurs achats, les privant ainsi de débouchés plus avantageux à l'Ouest? C'est, d'affleurs, aussi l'opinion de l'homme de la rue dans les petits pays d'Europe de l'Est. A Versovia, où au cours du premier semestre 1960 le consommateur ne trouvait plus de peinture dans les magasins, on disalt que les Soviétiques avaient acheté toute la peinture polonalse pour les travaux des Jeux olympiques...

Le question est, en fait, beaucoup plus complexe. La configuration des rapports entre l'U.R.S.S. et les autres pays européens du Comecon se caractérise par des trails paradoxaux qui ne permettent pas de l'assimiler à des schémas connus de domination - dépendance (du type colonialismeimpérialisme, entre un « centre » développé et une « périphérie » moins développée ; ou du type de la dominationdépendance technologique marquant les relations Etats-Unis -Europe). Rappelone ces données:

- L'U.R.S.S. exerce un effet de domination économique par sa masse, non par son niveau de développement. La République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie la dépassent pour le produit national brut par habitant : ces deux pays et la Hongrie, pour le niveau de la consommation des ménages :

- Disposant, pour la plupart, des malières premières et énergétiques, de la quasi-totalité des réserves, et assurant la plus grande partie de la production totale des pays du Comacon, l'U.R.S.S. en est le fournisseur privilégié. Ainsi elle couvre 75 % des besoins d'importation de ses partenaires en pétrole et produïts petroliers, pratiquement 100 % de leurs importations de gaz. 80 % de leurs importations de charbon (dont, seule, la Pologne est un producteur important), 90 % de celles de mineral de fer :

-- Le Comecon n'est pas un marché commun. Les échanges y sont organisés sur la base d'accords bilatéraux spécifiés principalement en quantités physiques. La monnaie qui sert à les comptabiliser, le rouble transférable, est une simple unité de compte. Si un pays a un excédent en roubles transférables, il ne peut l'utiliser pour acheter des produits en supplément de ce qui a été abpulé dans les accords bilatéraux. Ainai, lorsque les prix des produits vendus par l'U.R.S.S. s'accroissent plus fortement que les prix des produits achetés par elle (machines, biens de consommation), ce qui est le cas depuis 1975, et jorsqu'à cette occasion I'U.R.S.S. dégage des excédents en roubles transférables. ces e pétroroubles e ne peuvent être recyclés sur aucun marché monétaire, puisqu'ils sont inconvertibles :

- Le Comecon n'est pas un bloc homogène. Le problème des coûts-avantages supportés ou retirés par les différents membres de cette association est généralement posé pou sa partie européenne, comme nous le faisons ici. Mais le Comecon comprend, en outre, la Mongolie (depuis 1962), Cuba (depuis 1972), le Vietnam (depuis 1978) ; bientôt, peutêtre, le Laos, l'Angola, le Mozambique... Chaque entrée nouvelle aloute aux charges de la communauté, dans une proportion croissante (Cuba a six fois plus d'habitants que la Mongolie, et le Vietnam 4.5 fois plus que Cuba), L'U.R.S.S. en a supporté la plus grande part dans le passé : elle peut faire pression pour une autre répartition.

Pétrole et monnaies inconvertibles

OMPTE tenu de ces données, comment apprécier l'évolution des rapports entre l'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est depuis le déclanchement de la crise mondiale?

Le fait le plus marquant pour les observateurs occidentaux a été le relèvement du prix du pétrole soviétique en 1975 (de plus de 130 %), grâce à une nouvelle procédure prévoyant une révision annuelle (et non plus quinquennale) des prix intra-Comecon sur le base de la movenne des prix mondiaux des cinq années précédentes. Ajoutons que les prix des autres produits entrant dans le commerce interne au Comecon ont également été révisés, cela conduisant à des hausses bien plus faibles en raison de l'augmentation moins brutale des prix mondiaux. Exportatrice principalement de produits primaires et importatrice de produits transformés, l'U.R.S.S., comme les pays de l'OPEP sur le plan mondial, a vu s'inverser à con profit ses termes de l'échange avec le Comecon. A une dégradation de 20 % de ceux-ci entre 1955 et 1974 a succédé une amélioration rapide entre 1975 et 1980, le rattrapage étant sans doute acquis à cette demière date. Mais le prix du pétrole soviétique demeure inférieur aux prix mondiaux. Il était en 1979, en moyenne, de 70 roubles transférables la tonne, soit 105 dollars, pour un prix mondial moven de près de 100 dollars en janvier et 179 dollars en décembre. Pour 1980. Il est vraisemblablement de l'ordre de 76-80 roubles transférables, soit 114-120 dollars, à comparer evec un prix OPEP porté à 220 dollars en septembre 1980.

Quels avantages l'U.R.S.S. retire-t-elle de cette situation ? Le simple fait de pouvoir majorer ses recettes d'exportation dans une proportion plus forte que ses importations ne constitue pas un avantage si les réglements se font en monnaie inconvertible : l'U.R.S.S. se trouve en situation de préteur force. Pour rétablir l'équilibre, elle peut appliquer plusieurs stratégies :

- Diminuer ses ventes. Dans le domaine énergétique, elle a en effet réduit la progression de celles-ci en volume. Les quantités exportées de pétrole, qui s'étaient accrues de 9,5 % par an entre 1971 et 1975, ont augmenté de 4,8 % par en

(*) Professeur à l'université de Paris - L

entre 1976 et 1980 ; pour 1981-1985, la progression annoncée est de 1.7 % annuellement. Pour une part encore faible, mais croissante, de leurs besoins, les pays de l'Est doivent donc se tourner vers d'autres fournisseurs : Libye, Irak, Iran notamment, ca qui contribue à accroître leur déficit en devises

 Accroître ses importations. Cette politique a rencontré très vite des limites. La réorientation des échanges des pays socialistes avec le Começon a été de taible ampleur. Entre 1975 et 1978, l'augmentation en volume des échanges intra-Comecon a été quasi identique à celle des échanges globaux de ces pays : en 1979, elle a même été moins forte. En valeur, si l'on prend le commerce global des six petits pays de l'Est européen, on observe que la part de leurs échanges avec le Comecon est passée depuis 1975 de 59 à 61 % (de 33 % à 35 % avec l'U.R.S.S.); pour la Pologne, par exemple, les proportions correspondantes sont de 49 % et 54 % (28 et 32 % avec l'U.R.S.S.) pour 1975 et 1979.

Il est donc difficile de dire que l'U.R.S.S. « prélève » sur ses partenaires, en quantités croissantes, des biens qu'ils pourraient autrement vendre contre devises à l'Occident. Les produits exportés vers l'U.R.S.S. trouvergient difficilement preneur sur le marché occidental, soit en raison de feur qualité (biens de consommation industriels), soit en raison de leur faible compétitivité (machines), soit à cause d'obstacles liés à la protection du marché (produits alimentaires). Mettons à part le cas de la Pologne, dont certaines ventes à l'U.R.S.S. pourralent être réorientées plus facilement vers l'Europe de l'Ouest : l'U.R.S.S. en obtient 100 % du charbon qu'elle importe, 90 % du soufré, 25 % du zinc :

 Se faire payer partiellement non pas en roubles transférables, mais en devises fortes. On sait, sans disposer de chiffres précis, qu'une fraction non négligeable du commerce intra-Comecon (de l'ordre de 10 % à 15 %) est réglée en devises. Ces paiements concernent, notamment, des livraisons effectuées au-delà des quotas spécifiés dans les accords commerciaux. Une partie du pétrole soviétique est vraisemblablement réglée de cette facon, aux prix mondiaux. Mals, à l'inverse, des produits vendus par les petits pays de l'Est à l'U.R.S.S. (par exemple, la viande de bœuf, dans le cas de la Hongrie) bénéficient des mêmes possibilités de réglement partiel en devises. Il n'est même pes certain que l'U.R.S.S. retire un gain net en devises de ses échanges à l'intérieur

Investissements financés en commun et restructuration

T 'U.R.S.S. n'a donc pas tiré à court terme tous les avan-Lages économiques qu'elle auralt pu obtenir de la nouvelle donne internationale. En revanche, elle en a profité pour relancer l'intégration à long terme au sein du Comecon. selon une stratégie conforme à ses intérêts.

Le renforcement de la planification internationale emprunte actuellement deux voies complémentaires. La première est l'élaboration de plans concertés de mesures intégrationnistes multilatérales ». La plan concerté pour 1976-1980. adopté en 1975, est en fait un répertoire de grands investissements financés sur ressources communes. Il est ainsi appelé parce que, pour la première fois dans la pratique du Comecon, les engagements des différents pays membres sont inscrits dans une section spéciale de chaque plan national. Ces plans eux-mêmes sont repris dans des « programmes finalisés - de coopération à long terme (dbt-quinze ans) qui constituent le deuxième voiet de la coordination.

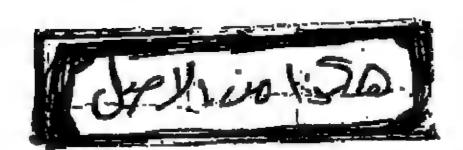
Les deux formules mettent l'accent sur le secteur énergiematières premières. Le premier plan concerté comprend dix granda projeta, concernant presque tous des opérations de mise en valeur de ressources naturelles à réaliser sur le territoire soviétique (une exception : le développement de capacités de production de nickel à Cuba). Quant aux programmes, seul paraît opérationnel le premier, signé en 1978, qui se rapporte précisément à ce secteur et. tout particulièrement, au développement de l'énergie nucléaire. Les autres programmes (agriculture et alimentation, constructions mécaniques, transports, biens industriels de consommation) en sont encore au stade de l'élaboration.

Le cas exemplaire du plus grand des chantiers communs, aujourd'hui achevé. Illustre les difficultés de computation des coûts et bénéfices de la coopération. Il s'agit du gazoduc Orenbourg-frontière occidentais de l'U.R.S.S., qui a absorbé à lui seul près de la moltié du financement prévu pour le premier plan concerté. Tous les pays de l'Est européen y ont participé en fournissant de la main-d'œuvre (près de trente mille travalilaure au total) et des équipements, pour la plus grande part achetés à l'Ouest, soit sur leurs ressources propres en devises, soit à l'aide de crédits en devises fournis par la Banque internationale d'investissement du Começon, crédits pour lesquels ils ant dû payer un intérêt voisin des taux du marché monétaire international. Le gazodue une fois construit est la propriété de l'U.R.S.S. Le crédit fait à l'U.R.S.S. (et pour lequel celle-cl acquitte un intérêt de 2 à 3 % l'an, en roubles transférables) est remboursé par des livraisons de gaz. Celui-ci est évalué aux prix internationaux socialistes à la date de la livraison ; les pays partenaires de l'U.R.S.S. cherchent, pour ce type d'opération, à faire prévaloir le principe de prix préférentiels (comme c'était d'alleurs le cas par le passé ; ainsi, Tchécoslovaquie et R.D.A. parent encore — jusqu'en 1984 — une partie du pétrole acheté à l'U.R.S.S. à des prix antérieure à la hausse da 1975, sur la base d'accorda conclus en 1966-1967, et en remboursement de crédits fournis à l'U.R.S.S.). Lorsque le remboursement est effectué, seule la bonne foi de l'U.R.S.S. garantit la poursuite des livraisons, en principe assurées aux pays participants pour vingt ans, si on se réfère à la pratique habituelle du Comecon (1).

L'ensemble des projets en cours représente, pour les pays de l'Est, un prélèvement eur leurs ressources internes d'investissement évalué, selon des sources hongroises, à 4 % des investissements économiques totaux pour la Hongrie. 3 % pour la R.D.A., 2.9 % pour la Bulgarie. 2.4 % pour la Pologne. Ce sont là des montants encore faibles. Mais on voit se dessiner une tendance à la restructuration des économies socialistes, les adaptant aux besoins soviétiques de développement.

C'est assurément un élément de dépendance pour les petits pays de l'Est. En sont-ils « exploités » ? Cette question en appelle une autre : leurs contraintes économiques leur laissent-elies un autre choix?

(1) Sur les développements récents de l'intégration socia-liste, voir Stratégies des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnées par Marie Lavigne, Economica. Paris 1980.



Unicité du pouvoir politique pluralité sociale et idéologique

GIEREK avait voulu doubler le potentiel industriel de la Pologne. Malgré d'immoyenne le quart du revenu national annuel il n'y est pas parvenu, tout en mettant le pays, par des emprunts inconsidérés, au bord de la faillite. Cependant, s'il n'a pas su creer une deuxième Pologne industrielle, il a réussi, sans le vouloir, à créer une deuxième Pologne sociale. Il a contribué au révell d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse, concentrée, consciente de sa force.

Peu importe alors que le «rôle dirigeant du parti » soit inacrit dans la Constitution, puisque le rapport des forces a changé ; puisque, au rôle dirigeant du parti dans l'Etat, fait contrepolds le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la société. Celle-ci a renoué, au travers des luttes successives, avec son glorieux passé, retrouvé sa capacité d'organisation, d'autodétermination et

On peut se demander pourquoi est-ce la classe ouvrière polonaise qui, de tous les pays de l'Est européen, relance périodiquement la lutte des classes, et pourquoi maintenant? La question oblige à remonter à un passé lointain qui explique la ténacité et la combativité des ouvriers polonais.

Près de deux siècles de lutte pour l'indépendance, près d'un siècle de combat ouvrier, et leur fréquente conjonction ont forgé une aptitude exceptionnelle à la résistance et à la lutte pour la libération nationale et sociale. Ils ont de qui tenir, les descendants de ces grévistes de Lodz qui, en 1892, tinrent contre le patronat local et contre la gendarmerie tsariste : de ceux qui, en 1905-1906, imposèrent leur loi, pour peu de temps, à Varsovie, à Lodz, au bassin minier de Dombrowa; ou encore de ceux qui, en 1918-1919, dès le rétablissement de l'indépendance nationale, créèrent des conseils ouvriers et des comités de gestion ouvrière dans de nombreuses entreprises et établirent, dans le même bassin minier, une éphémère République des conseils. Contre le nouvel Etat, contre le patronat protégé par la police, la lutte des classes s'engage difficile, parfols sanglante. En 1923, une émeute met la ville de Cracovie aux mains des ouvriers. Des grèves sulvies d'affrontements violents éclatent maigre le chômage, la misère, la répression. La Pologne vient tout de suite après les Etats-Unis ou la France pour le nombre des grèves et des grevistes entre 1926 et 1936.

Aussitöt le pays libéré du joug nazi, les ouvriers créent des consers dans les usines qu'ils remettent en route, assument la gestion de ce

qui subsiste du petrimoine industriel. Ils constituent des syndicats autonomes par rapport au accède au pouvoir grâce à la présence de l'armée soviétique. A partir de 1948, toutefois, leurs positions sont grignotées, leur autonomie réduite la toute-puissance étatique mettant fin à leur rôle de partenaire dans la gestion de l'industrie. Les syndicats officiels, intégrés de fait dans l'appareil d'Etat, sont totalement déconsidérés. En juin 1956 éclate une révolte ouvrière à Poznan, signe avant-coureur du oprintemps en octobre », qui impose la relève de l'équipe dirigeante et fast revenir au pouvoir Gomulka. ancien secrétaire général du parti précédemment limogé et emprisonné sous l'accusation de titisme et de déviation nationaliste.

(M.K.S.) est formé ; il se présente l'unique interlocuteur des autorités. il refuse de négocier avec le comité interentreprises et n'accepte que les revendications économiques, ignorant les demandes essentielles qui portent sur l'autonomie syndicale et le droit de grève. La fermeté et le sang-froid des grévistes sont exemplaires. Ils occupent les usines renoncent à manifester, évitent toute occasion d'affrontement, interdisent la vente de la vodka... Toute la population les soutient, les ravitaille ; la solidarité est totale.

Finalement, la délégation gouvernementale accepte de négocier avec le comité interentreprises, tergiverse, comptant sur la fatigue des grévistes. Mai lui en prend. La grève s'étend,

Par VICTOR FAY

De partout, surgissent des conseils ouvriers des comités de gestion, autorisés, voire encouragés, par la nouvelle direction. Une vague d'autogestion ouvrière déferle sur le pays, les syndicats sont revitalisés par des militants de la base qui imposent la démission du président du Conseil central des syndicats et le départ de nombreux permanents bureaucratisés qui violaient impunément la démocratie syndicale et se mettalent au service des dirigeants des entreprises.

Pour ces travailleurs, les syndicats devaient retrouver leur rôle initial, celui de la défense des intérêts ouvriers, être réorganisés et rénovés. Els devalent être entièrement indépendants de la direction de l'économie. Si la direction idéologique et politique du mouvement syndical était reconnue au parti, toutes les formes d'ingérence administrative des organismes du parti dans l'activité syndicale devalent être éliminées. Ces demandes sont acceptées et légalisées. Les syndicats sont chargés de présenter les revendications ouvrières, mais les consells ouvriers obtiennent des prérogatives plus vastes quant à la participation à la gestion des entreprises. Les syndicate sont invités à leur apporter une aide constante, à propager leurs expériences-pilotes, à dégager des ressources permettant d'améliorer les conditions d'existence du personnel Cependant, l'effacement des syndicate devant les conseils ouvriers est de brève durée. Dès 1957, le parti reprend en main leur direction et valorise leur rôle au détriment des seconds, dont les

prérogatives sont de plus en plus restreintes.

L'enchainement des grèves et des reprises en main

I N 1958, une lot met fin au rôle des conseils ouvriers en instituant dans chaque entreprise une « conférence d'autonomie ouvrière » composée pour un tiers des représentants du consei ouvrier, pour un autre tiers du comité du parti et, pour le dernier tiers, des représentants du conseil syndical, des organisations de la <u>jeunesse, des ingénieurs et des techniciens. Cette</u> réforme annule, en fait, toute trace d'autogestion ouvrière et réduit les compétences des conseils ouvriers à tel point que, désormals, ils sont mis en veilleuse et ne participent presque plus à la vie et au fonctionnement des entreprises. La reprise en main de la classe ouvrière et la recupération des conquêtes d'octobre 1956 sont ainsi

De 1958 à 1970, les syndicats sont dépourvus d'autonomie et soumis à une stricte tutelle du parti. Ils ont pour mission de stimuler la production, de soutenir les dirigeants de l'économie au lieu de les contrôler. A nouveau, ils perdent tout crédit auprès des ouvriers, et les rares grèves qui se déclenchent, à Tarsovie en 1963, à Nowa-Huta, près de Cracovie, et à Szczecin en 1966, ont lieu contre l'avis de la hiérarchie syndicale, mais avec le soutien et même à l'initiative des sections syndicales d'entreprise.

En décembre 1970, Gomulka lance une double offensive anti-ouvrière en imposant un nouveau système de stimulants économiques tendant à accroître l'intensité du travail tout en bloquant les salaires. En même temps, une série de hausses des prix et de ruptures d'approvisionnements contribuent à abaisser le pouvoir d'achat des travailleurs. Les ouvriers des chantiers navals du littoral de la Baltique se mettent alors en grève, ignorant les syndicats qui s'opposent à leur action : lis s'attaquent aux locaux de la police et du parti. La police tire. Nombreux sont les morts et les blessés. Malgré la répression, la grève continue et s'étend. M. Gomulka, dépassé par les événements, est « libéré » de ses fonctions et remplacé par M. Gierek, ancien mineur, dirigeant populaire de la région industrielle de Silésie.

De nouveau sont réactualisées les aspirations de 1956; de nouveau le président et le Conseil central des syndicats officiels démissionnent les revendications ouvrières se font plus pressantes, plus précises. M. Gierek, qui refuse tout recours à la force, négocie directement avec les grévistes du littoral, reconnaît le bien-fondé de ieurs critiques, annule les hausses de prix et le blocage des salaires, promet de restaurer les prérogatives des syndicats et des conseils ouvriers qui doivent prendre part désormais, avec la direction, à la gestion de l'entreprise. Les litiges doivent être réglés par des commissions d'arbitrage composées des représentants des syndicats et de la direction; la centrale syndicale est chargée de veiller sur les conditions de travail souvent déplorables, qui avaient entrainé des accidents et un surmenage des travailleurs.

Les syndicats, encore une fois rénovés, englobent dix millions de salariés, dont six millions d'ouvriers encadrés par deux millions de « militants ». Parmi ces derniers, un million, selon les sources officielles, sont des représentants ouvriers. La réalité est moins belle. Comme en 1966, plus de la moitié des présidents des consells syndicaux d'entreprise sont désavoués aux élections de 1971. Parmi les trente-deux mille deux cents présidents des conseils syndicaux d'entreprise. il n'y avait d'ailleurs, à la veille de la révolte de 1970, que 28 % d'ouvriers, les postes étant acceparés en majorité par des employés et des cadres dévoués au parti et à la direction.

On recherche vainement une position d'équilibre entre l'attitude revendicative des syndicats et le rôle dirigéant du parti, qui considère les syndicate comme une courrole de transmission des directives aux masses. Les ouvriers, quant à eux, exigent que les syndicats reprennent réellement leur rôle traditionnel, qu'ils défendent leurs intérêts directs contre les abus et les mativais procédés des petits et grands chefs. au lieu de s'occuper de la distribution des billets de cinéma.

En décembre 1971, le parti définit la tâche fondamentale des syndicals comme « l'action conséquente en javeur de l'amélioration des conditions des salariés ». En même temps les

syndicats doivent coopérer à l'augmentation du rendement et au renforcement de la discipline du travail. On décide de renforcer la participation des membres du parti à la direction des syndicats, sous reserve que cette participation ne puisse signifier l'ingérence directe de l'appareil du parti dans le travail syndical. Dès 1971, on retombe dans les anciennes ornières : à peine revitalisés, les syndicats perdent repidement toute crédibilité (1). SI, dans un premier temps l'administration s'incline devant certaines exigences ouvrières, elle tend vite à reprendre les concessions en contrecarrant par tous les movens l'activité des commissions mixtes d'arhitrage, le contrôle ouvrier, sans parler de la participation à la gestion.

Certes, le niveau de vie des travallieurs s'élève entre 1971 et 1975 grace aux importations et au meilleur approvisionnement des cantines et des magasins d'entreprise, alors que les prix des principales denrées restent bloqués — ce qui nécessite des subventions de plus en plus élevées contribuant à relancer l'inflation. Chaque tentative d'élever les prix suscite aussitôt la riposte ouvrière. Tel fut le cas, durant l'été 1976, de la révolte des ouvriers de l'usine Ursus, dans la banlieue de Varsovie, et de la ville de Radom qui tombe entre leurs mains.

Le parti recule devant l'épreuve de force qui menace de se généraliser. La répression, d'abord violente, tourne court. Les ouvriers congédiés et emprisonnés sont peu à peu libérés et réintégrés. sous la pression grandissante de l'opinion publique.

Un comité de défense des ouvriers (KOR Comité d'autodéfense sociale) se forme en 1976 à l'initiative d'un groupe d'intellectuels partisans de la démocratisation du régime. De nombreuses publications non officielles paraissent sans être sanctionnées, notamment Robotnik

(l'Ouvrier), largement diffusées dans les usines Fort du recul des autorités, le mouvement de contestation se développe. Une «université volante » cherche à corriger les déformations de l'enseignement officiel. Un club des intellectuels catholiques (KIK) relaye l'action de l'Eglise sur le terrain politique. Un mouvement pour la défense des droits de l'homme (ROPCIO) se propose de défendre les libertés publiques Une Confédération de la Pologne indépendante exprime surtout les aspirations nationales. Enfin un mouvement d'entente des socialistes polonais

moins connu, voit aussi le jour. En 1978, des communistes « critiques », membres et ex-membres du parti, créent avec des opposants modérés un groupe de recherches intitulé « Expérience et Avenir DIP » qui à l'issue d'une vaste enquête, élabore un projet de réforme des institutions et de l'économie sans porter atteinte au régime, au rôle dirigeant du parti et à l'alliance avec l'U.R.S.S. Toutes ces forces sont à pied d'œuvre en 1980, au moment où une malencontreuse hausse des prix met le feu aux poudres (2).

Cette hausse sert de détonateur, mais la révolte vient de loin. Une classe de profiteurs est tolérée, voire encouragée; elle se compose des privilégies des différents appareils et des spéculateurs, dont le niveau de vie élevé défie la misère ouvrière. Ni les uns ni les autres n'ont à rendre compte de l'origine de leur revenu et de leur fortune. Ils peuvent acheter des voitures, des logements, des villas, ouvrir des comptes en devises, se rendre à l'étranger. Une classe dominante vit dans l'aisance, voire le luxe. Le principe égalitaire, fondement du régime, est bafoué au nom de la « méritocratie », qui justifie tous les chus. Alors que la pénurie des denrées alimentaires s'installe, que les files s'allongent devant les magasins, que le travail noir se généralise parce que le salaire normal ne suffit pas à vivre, la corruption s'étale eu grand jour, les privilégiés de la fortune et du pouvoir disposent de magasins spéciaux recoivent des fournitures à domicile, exposent avec insolence les signes extérieurs de la réussite et de la richesse (3).

La grève éclate en juillet 1980 aux chantiers navals Lénine, à Gdansk, le lieu même de l'affrontement sanglant de décembre 1970. Elle s'étend à toutes les usines de la ville, puis du littoral. Un comité de grève interentreprises les ouvriers d'autres régions s'apprêtent à entrer en action. La pression devient incoercible et les autorités cédent. Vice-premier ministre et chef de la délégation gouvernementale, M. Jagielski, accepte et signe » l'accord sur les vingt et une conditions formulées par les grévistes et présentées par M. Lech Walesa, président du comité interentreprises. « Ici, nous sommes dans la tigne de 1956, de 1970, déclara-t-il plus tard. C'est notre épopée que nous continuons.

L'accord prévoit la reconnaissance de syndicats indépendants du parti et des employeurs. conformément aux conventions de l'Organisation internationale du travail, ratifiées par la Pologne. Ces nouveaux syndicats, indépendants et autogérés, respecteront les principes définis dans la Constitution et défendront les intérêts sociaux et matériels des ouvriers. Ils n'ont pas l'intention de jouer un rôle de parti politique. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, fondement du système socialiste en Pologne : ils reconnaissent enfin que le parti ouvrier unifié polonais (POUP) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ils affirment qu'ils ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales.

De nouveaux syndicats se forment partout dans le pays, les diverses associations (d'écrivains, d'artistes, etc.) se transforment en syndicats. Ces derniers deviennent, par la force des choses, les interlocuteurs des autorités et des directions d'entreprises, les comités de grève se muent en directions provisoires de nouveaux syndicats dont les effectifs augmentent chaque jour alors que se vident les rangs des syndicats

Tout n'est pas réglé pour autant. Déjà se font jour des tentatives de récupération. Les dirigeants compromis des syndicats étatiques, après un rapide *meu culpa*, se refont une virginité toute fraiche et assurent que leur organisation sera désormais aussi indépendante et autogérée que les nouveaux syndicats : pour eux, la dualité syndicale est nuisible et il est souhaitable de rechercher l'unification du mouvement, autrement dit la fusion entre les anciens et les nouveaux syndicats.

Les problèmes de la réunion en une fédération des nouveaux syndicats et de leur statut légal cehui des cotisations, qui, jusqu'à présent, étalent retenues sur les salaires, demeurent posés, la dualité impliquant le libre choix des ouvriers, y compris, à la limite, le refus d'appartenir à un syndicat.

Certes, le gouvernement promet d'assurer le plein respect de l'indépendance et de l'autogestion de nouveaux syndicats, mais cet engagement n'empêcherait nullement les autorités de favoriser, en pratique, les anciens syndicats, d'en faire des interlocuteurs privilégiés. L'issue de cette compétition dépendra du rapport des forces entre les deux types de syndicats.

Il a été plus facile de se mettre d'accord sur le droit de grève, sur le paiement des journées de grève, sur l'augmentation progressive des salaires et leur échelle mobile, sur l'action contre la hausse des prix, sur la réorientation des investissements, sur la limitation des exportations des denrées déficitaires, sur la suppression des prix « commerciaux » plus élevés que dans le gircuit normal et des ventes en devises étrangères, sur l'avancement de l'âge de la retraite et la suppression des différences entre les deux systèmes de retraites (le système général et

celui de certaines catégories privilégiées), L'engagement a été pris de cesser les représailles pour raisons d'opinion et de libérer les prisonniers politiques, peu nombreux et retenus pour peu de temps : de rétablir les droits des ouvriers licenciés après les grèves de 1970 et de 1976 et des étudiants exclus en raison de leurs opinions politiques. Doivent être respectées les libertés de publication et d'expression, garanties par la Constitution et abandonnées les pour-

Ces dispositions laissent cependant place à une assez grande souplesse d'interprétation. L'angmentation des salaires concerne en premier lieu les emplois les plus mal payes. La suppression des magasins « commerciaux » n'est pas prévue dans un délai précis. Les priscnniers politiques libérés restent inculpés et peuvent être poursuivis. Enfin, l'abolition de la censure n'est pas admise, mais plutôt sa limitation et son assouplissement (4).

Tels qu'ils sont, les accords de Gdansk, étendus à l'ensemble du pays, constituent le point de départ de la nouvelle politique économique et sociale, avec certaines incidences politiques. Le nouveau chef du parti, M. Kania, a promis de les appliquer, ainsi que le nouveau premier ministre. M. Pinkowski. Le premier a nettement délimité le champ de l'acquis et de l'interdit. Les syndicats indépendants seront « un rouage de la démocratie socialiste »; les grèves, expression d'un mécontentement guyrler, « n'étaient dirigées ni contre les principes du socialisme, ni contre les alliances de la Pologne, ni contre le rôle dirigeant du parti ».

M. Kania a dénoncé vigoureusement les a adversaires du socialisme », « le désordre et l'anarchie », proné le « réarmement moral du parti ». « la démocratie consorme aux normes léninistes », • l'approfondissement des liens entre le parti et la société, le respect de la propriété et le soutien de la production paysannes, le maintien des bonnes relations avec l'Eglise, le rétablissement de la confiance »... Pour rassurer le grand frère soviétique, dont il a obtenu le feu vert et même un soutien conditionnel, il a promis que la Pologne jouera un rôle accru dans le pacte de Varsovie et le Comecoa, tout en renforçant les relations avec les pays occidentaux. Il a enfin rendu hommage à M. Breinev, à l'U.R.S.S. et aux autres pays alliés pour « leur compréhension et leur confiance P.

On peut résumer brièvement la situation par la formule : « Tout ce qui a été promis, rien au-delà. » Toute tentative de dépassement et de déstabilisation sera réprimée. Reste à savoir dans quel esprit les engagements seront tenus. M. Kanja est un empirique qui tiendra compte du rapport des forces aussi bien en Pologne qu'entre la Pologne et son puissant protecteur soviétique. Signalons cependant que la majorité du bureau politique et du secrétariat est composée de dirigeants libéraux, partisans de réformes modérées (5).

L'Eglise a joue, tout au long de la crise, un rôle modérateur qui a été apprécié par les autorités. Les appels à la reprise du travail, lancés par l'évêque de Gdansk et par le primat de Pologne, n'ont pas été suivis d'effets. Le grève continuait de plus belle jusqu'à l'acceptation des principales revendications ouvrières. Les grévistes se sont montrés de bons catholiques quant à leur foi, sans consentir à l'Eglise le droit d'ingérence dans leurs propres affaires et tout en recherchant son soutien. Ils ont fait preuve à la fois d'une grande persévérance et d'une grande modération. Leur ténacité s'explique par la tradition séculaire des luttes et par la composition actuelle de la classe ouvrière. En effet, celle-ci n'est plus en majorité d'origine paysanne. Elle est composée à plus de 50 % d'enfants d'ouvriers; dans les grands centres industriels, elle est à plus de 60 % de lointaine ascendance prolétarienne (6).

L'héritage des luttes passées a été intégré dans la conscience collective : la classe ouvrière polonaise a montré sa maturité politique, l'aptitude à exercer son hégémonie dans la société. Saura-t-elle, pourra-t-elle, mener le pays vers le socialisme dans le respect de la liberté?

Or la situation économique de la Pologne, gravement obérée, ne permet de satisfaire les revendications économiques des ouvriers qu'en monnaie de singe. La sourdine a été mise, d'un commun accord entre les parties, sur les augmentations de saisires. Car, pour qu'elles correspondent à un pouvoir d'achet accru, il faut au préalable assainir l'économie, réformer ses structures, transformer de fond en comble les circuits commerciaux

Les taches assignées à la nouvelle équipe sont énormes et la résistance passive des appareils aux différents niveaux est loin d'être surmontée puisque la décentralisation qui s'impose, la nécessaire rationalisation, vont porter atteinte aux situations et aux privilèges acquis.

Avec M. Gierek, la Pologne a émergé du sous-développement et de l'hibernation économique dans lesquels l'avait plongée M. Gomulka en sacrifiant 25% du revenu national aux investissements. La crise économique mondiale, dont on avait sous-estimé en 1974 les incidences, a aggravé une situation déjà difficile et a ouvert, pour les masses, une crise aigué de sous-

La voie étroite

A population est passée, entre 1946 et 1978 de 24 à 35 millions; celle des villes, de 31.8 % à 57.5 %; la population active, 12 400 000 à 16 400 000 ; le nombre des salariés est d'environ 12 millions, dont plus de sept millions d'ouvriers manuels. A cette rapide croissance ne correspondent ni l'offre des denrées alimentaires ni celle des articles d'usage conrant, des logements, des moyens de transport Le plan de 1976-1980 prévoyait une croissance économique globale de 7 % par an, dont 8,2 % pour la production industrielle, 2,8 % pour la production agricole, 7 % pour le pouvoir d'achat, 3 % pour le salaire réel. Rien de tout cels n'a pu être réalisé. Le revenu par habitant, qui avait augmenté de 10 % en 1970-1971, a cessé de croître en 1976-1980 et a même baissé de 2 % en 1980. Cette stagnation du revenu moyen alors que s'aggravait la distorsion entre catégories sociales, a entraîné une baisse du niveau de vie des ouvriers

L'injection massive de nouveaux crédits de l'étranger dont bénéficie la Pologne apporters l'oxygène nécessaire au redémarrage et à l'assainissement de l'économie. Car il est évident qu'à l'Ouest comme à l'Est on souhaite éviter une grave crise du régime qui menacerait l'équilibre des forces en Europe et la détente, déjà ébranlée par l'invasion de l'Afghanistan. Les nouveaux dirigeants de Varsovie bénéficient . la fois du sontien discret des puissantes occidentales et de la conflance de Moscou, qui a néanmoins fixé les limites à ne pas dépasser. Entre les exigences populaires et les pressions soviétiques, la vole est étroite. Contenter les uns sans mécontenter les autres : la tâche s'annonce malaisée. Elle n'est pas irréalisable.

On sait maintenant que l'application du modèle yougosiave ne sera pas tolérée. Cependant entre les modèles soviétique et yougos-

lave se situe toute une gamme de modèles intermédiaires. Il est possible qu'un compromis permette de réaliser une réforme du régime le situant à mi-chemin entre les modèles hongrois et youroslave.

En dépit du monopole du pouvoir, que personne ne met en question, la Pologne est devenue pluraliste en fait, sinon de droit. Ce pluralisme social, idéologique et culturel, qu'il ne faut pas confondre avec la pluripartisme politique, peut, semble-t-il, caractériser le stade actuel de l'évolution du régime, après la sec d'août 1980, qui s'inscrit en lettres de feu dans l'histoire de ce pays.

(I) Pour toutes les données historiques concernant le mouvement ouvrier, voir Structures sociales en Europe de l'Est, pp. 83 à 96, mai 1979, et Le syndicalisme en Europe de l'Est, pp. 45 à 55, septembre 1972, Documentation française, « Notes et études documentaires » NN 4.511 - 4.512 et 2.823-24-25. (2) Bevue Eulturg, nº 7-8, juillet-sout, Paris, 1980; Comment en sortir?, résultat de l'enquête du groupe Expérience et Avenir, Institut littéraire, Paris 1980 (en polonais).

(3) La Pologne et Gierck : A la découverte de la méritocratie, Documentation trançaise, « Problèmes politiques et sociaux», nº 290, août 1976, Pp. 5 & 13. (4) Sur le déroulement de la grève et le contenu des accords de Gdanak, voir les reportages de Bornard Guetta dans le Monde du mois d'actt

et, notemment, le texte du protocole publié dans les numéros des 2 et 3 septembre 1980 de ce lournal. (5) Pour le discours de M. Kania, voir le Monde du 9 septembre 1980 et, pour la composition de la direction du parti, le Monde des 7 et 8 septembre, ainsi que le compte rendu du huitième congrés du parti, p. 469, Variovie, 1980. (6) Structures sociales en Europe de l'Est, op.

cit., pp. 91 à 95.

Rente pétrolière et austérité sociale

Le Mexique en quête d'une nouvelle forme de stabilité

Les plus troublées de son histoire récente. Dans la profonde crise que connaissait — et que connaît toujours — le monde capitaliste, le pays subissait les effets d'une dévaluation monétaire de 40 %, d'une succession présidentielle plus agitée que les précédentes, et d'une crise de conflance de la bourgeoisie dans ses propres institutions. Trois ans et demi plus tard, grâce au pétrole, grâce à un extraordinaire mouvement de centralisation du capital financier local. lisation du capital financier local, grâce finalement à une des défaites les plus graves qu'ait subles le mouvement ouvrier mexicain — défaite d'autant plus tragique que la classe ouvrière n'a pas vraiment livré bataille, — le Mexique, dont le président, M. Jose Lopez Portillo, s'est rendu en France en visite officielle les 15 et 16 mai derniers, apparaît comme une terre promise du capital. comme une terre promise du capital. S'il fut un temps où les pays en

voie de développement semblaient être le lieu d'un capitalisme boiteux, ou qui ne se développait pas comme il faliait — c'est-à-dire comme dans les pays « riches », — aujourd'hui c'est en Amérique latine que ce même capitalisme se porte le mieux. Le taux de croissance économique de l'Occi-dent industrialisé n'a atteint en 1979 que 3 %, alors que la moyenne latino-américaine dépassa 6 % et, dans les pays les plus importants (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et

annuelle du produit national. Cette tendance, pour récente qu'elle puisse paraître, risque de devenir durable. Les taux d'investissement extrêmement élevés et une force de travail bien meilleur marché que dans d'autres parties du monde obligant à constater que l'inflation et le déficit extérieur — tous les deux chroniques

Eviter 1'« iranisation »

L E 18 mars, lors du quarante-deuxième anniversaire de la nationalisation de l'industrie nétrolière M. Diaz Serrano, le P.D.G. de l'entreprise nationale PEMEX, brossait un tableau qui, malgré son triomphalisme, ne laissait guère de doutes quant aux richesses du pays et leur développement. En ce qui concerne les premières. les chiffres parlent d'eux-mêmes' 50 milliards de barils de réserves prouvées (ce qui place le Mexique au sixième rang mondial) : 2 millions de barils de production par jour (soit une croissance de 100 % en trois ans); 1 million de barils par jour d'exportation, soit un revenu en 1980 d'au moins II milliards de dollars, même sans augmentation du prix international du brut. Pour ce qui est du développement et de l'industrialisation de ces richesses, les statistiques sont tout aussi éloquentes : une capacité de raffinage égale à 1.1 million de barlis par jour, qui a augmenté au rythme de 10 % par an depuis 1976, plaçant le pays au douzième rang mondial dans ce domaine ; 50 000 kilomètres de gazoducs et d'oléoducs : 6,3 millions de tonnes de produits pétrochimiques de base, en augmentation de 60 % en trois ans.

C'est dire que l'accident de l'Ixtoc 1 — le plus grave désastre pétrolier en haute mer de l'histoire, — les ravages écologiques, économiques et sociaux dans les régions pétrolières du Tabasco. Chiapas et Campeche, ainsi que d'autres effets de « distorsion », sont bel et bien le produit d'un capitalisme « sauvage » et non des faiblesses intrinsèques du « boom ». C'est dire aussi que l'évolution engagée est irréversible : la bourgeoisie qui renoncerait à exploiter de pareilles richesses n'a pas encore vu le jour, et ce monde ne Encore faut-il que cette irréversibilité apparaisse clairement. Un secteur important du gouvernement, ca-

la verra jamais naître. ractérisé — à tort — par certains comme son aile gauche, ainsi que la vielle gauche nationaliste mericaine (deux tendances qui s'opposent mais qui, justement, se rencontrent sur le nationalisme), sont farouchement hostiles à la transformation du Mexique en un pays pétrolier « typique ». Combat sincère mais d'arrière-garde, et qui sert en réalité la politique du président de la République. En effet,

Venezuela), on retrouva les taux historiques de 7 % d'augmentation

ne font pas comme jadis obstacle à une croissance soutenue.

jouant à fond sur les craintes de ces secteurs, M. Lopez Portillo a réussi à apparaître à la fois comme une garantie contre la politique « exportation à tout prix » souvent attribuée au directeur de la PEMEX et comme le principal promoteur du développement extraordinaire des richesses pétrolières du pays. Ce discours. d'une habile ambiguité, commence cependant à rencontrer des

doutes dans deux secteurs : celui représenté par une gauche plus radicale et plus moderne, d'un nationalisme mieux adapte, qui comprend ce qu'il y a de futile à combattre les exportations d'hydrocarbures en ellesmêmes, au moment où le pays est en passe de devenir le cinquième producteur mondial de pétrole ; et, à l'autre bord du spectre politique, celui que constitue une bourgeoisie, conservatrice peut-êire mais qui, en tout cas, ne veut pas entendre parler de conser-Cela ne signifie nullement que la

classe dominante mexicaine et l'Etat qui fait corps avec elle ne percoivent pas, à leur manière, les dangers qui se profilent à l'horizon. Sous leur forme la plus apparente et la plus immédiate — inflation galopante, incapacité d'absorption des pétrodollars, tensions sociales accrues — ces dangers, bien réels, sont le reflet du véritable risque : un formidable aiguisement des contradictions sociales qui, à long terme, pourrait mettre en péril la merveilleuse mécanique mise au point au cours d'un demi-siècle de «révolution» mexicaine. Ou, si l'on veut, ce que certains appellent déjà, sans doute de façon prématurée, l'« iranisation du Mexique».

Mais, pour l'instant, deux raisons de taille font contrepoids à ces craintes. Les hydrocarbures sont en train de permettre une forte relance économique et un début de diversification du commerce extérieur. En effet, bien que cela puisse paraître paradoxal, ce n'est qu'en augmentant les exportations de brut que le Mexique pourre réduire la part destinée aux Etats - Unis. Sans trop entrer dans les détails techniques, il suffit de souligner que, en 1979, quand les exportations de pétrole attelenaient 600 000 barils/jour en moyenne, 90 % s'acheminait vers le Nord : à l'heure Par JORGE G. CASTANEDA

actuelle, la proportion est descendue à 75 % et le gouvernement prevoit qu'à la fin de l'année, quand les ventes atteindront 1,5 million de barils/
jour, le taux baissera eux alentours de 63 %. De plus, une diversification des exportations de pétrole, qui représentent quelque 65 % des exportations totales en 1980, rend possible une modification réelle de la structure modification réelle de la structure traditionnelle du commerce extérieur mexicain : 65 % des importations et des exportations avec les Etats-Unis. La diversification des exportations rend en outre possible, voire nécessaire, d'introduire des changements du côté des importations. Mais l'essentiel est ailleurs. En trois ans, le pétrole est devenu la véritable locomotive de l'économie mexicaine qui, en 1979, malgré de sérieuses tensions et de graves problèmes dans certains secteurs, a vécu sa meilleure année depuis 1968. Le P.N.B. a augmenté de 8 %; la production industrielle a fait un bond de 9,5 %; les investissements publics et privés — et c'est peut-être le facteur le plus important — ont le facteur le plus important — ont connu une nausse de 18 une valeur égale à 23 % du P.I.B. Si la production de pétrole a manifesté la plus forte croissance (15 %), la pétrochimie, la construction et les produits manufacturés ont tous connu une croissance supérieure à 8 %. Tout indique que cette expansion se reproduira en 1980, puisqu'un grand nombre de projets viendront à terme cette année. Ainsi, la première étape du complexe hydro-électrique de Chicoasen, le plus grand de l'Amérique latine, commencera à fonctionner au deuxième semestre : de même, le Mexique deviendre le sixième producteur mondial de culvre grace à une plus grande utilisation de la capacité du complexe de La Caridad. La croissance économique, en 1980, sera sensiblement égale à celle de 1979. En même temps, la crise agricole, le déficit extérieur et surtout l'inflation ont marqué, eux aussi, la marche de l'économie en 1979. S'il est vrai que les exportations agricoles ont augmenté de 18 % en 1979, la production de mais a chuté de 18 %, celle de blé de 12 %, et celle du haricot noir de 32 %. Cela a obligé le gouvernement à acheter 7 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis au début de l'année. Il faut cependant souligner qu'en plus des causes structurales de cette crise agricole, 1979 fut une année de grande sécheresse. Le retour à des conditions climatiques normales, la réalisation d'un plan de développement de l'agriculture grâce à la création du Système alimentaire mexicain (SAM) et un début de renouveau des investissements privés à la campagne, laissent espérer une nette amélioration dans l'avenir. Aussi, des économistes du

secteur prévoient-ils une croissance de 5 à 6 % de l'agriculture en 1980. De même, on peut envisager un tassement du déficit en compte courant pour cette année; il sera inférieur à celui de 1979 qui a atteint 4,2 milliards de dollars. C'est beaucoup, mais en 1975, le déficit équivalait à 5,1 % du produit national et en 1979 il est

descendu à 3.5 %. Les prévisions de

spécialistes indiquent que 1980 appor-

tera une nouvelle réduction. Pourtant, si la crise agricole et le déficit extérieur connaissent, dans

l'avenir prochain, une évolution lavo-rable, l'inflation est une tout autre affaire. La hausse des prix en 1979 a été de 20 %, selon les statistiques officielles, et l'on sait qu'ici comme ailleurs, celles-ci ne reflétent que partiellement la réalité. Mais une augmentation de 35 % de la masse monétaire ne promet rien de bon. Si on y ajoute l'introduction de la T.V.A. au début de l'année, le fait que, depuis quelques mois, l'économie tourne è pleine capacité et se trouve donc en surchauffe, on peut facilement prévoir, en 1980, une inflation bien supérieure à celle de l'année précédente rieure à celle de l'année précédente. Les premiers chiffres le confirment : la hausse des prix au cours du pre-

mier trimestre a atteint 9,4 %, solt, en projection 37 ° par an. C'est beau-coup en soi, c'es: énorme par rapport à l'augmentation nommale des saiai-res. On touche là à l'autre versant de l'essor économique : celui qui affecte directement la grande masse de la population de la population.

Car. le « boom » mexicain, ce sont les travailleurs qui l'ont payé. Les chiffres sont tout aussi éloquents dans ce domaine que dans les autres. Le gouvernement de M. Lopez Portillo a mis en place, des janvier 1977, une politique de revenus rigoureuse et, pour tout dire, draconienne, qui a donné les résultats suivants :

	1977	1978	1979	1980	
Augmentation des salaires Hausse des prix Perte du pouvoir d'achat	20 %	12 % 16 % 4 %	13,5 % 20 % 6,5 %	20 % 38 % (*) 29 % (*)	

Fin de la liberté surveillée

S I les prévisions pour 1980 se vérifient, les salariés mexicains d'achat en quatre ans. A quoi il faut ajouter une réduction, en termes réels, des dépenses sociales de l'Etat, surtout en ce qui concerne la santé et le logement, au cours des deux dernières années. Quand on connaît la profonde misère dans laquelle vivent des millions de Mexicains, et quand on songe à l'importante baisse du niveau de vie qu'a impliquée pour eux la politique économique du gouvernement, on voit mieux l'autre visage du « boom » mexicain. Visage dramatique et d'autant plus inacceptable qu'en 1978 les profits des quatre-vingthuit plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Mexico ont augmenté de 46 %; ceux des banques, entre 37 et 78 %. En 1979, les profits des mêmes entreprises et banques ont fait un bond de 71 %. En même temps, le gouvernement établissait une nouvelle législation bancaire qui accélérait énormément la concentration du capital financier. Ainsi, en 1978, les deux plus grandes banques mexicaines concentraient 65 % des profits bancaires, et 48 % des succursales représentaient 50 % des ressources et 50 % du financement.

C'est-à-dire que, dans les faits, la politique économique du gouvernement actuel se différencie bien peu de celle des autres pays latino-américains, même si cette unisormité à l'échelle du continent peut difficilement découler d'un olan machiavélique imposé par le Fonds monétaire international. thèse à laquelle certains, y compris dans les gouvernements, semblent adhèrer. La spécificité mexicaine est ailleurs : dans une démocratisation relative mais réelle qui se développe parallèlement à la politique économique décrite.

Cette démocratisation est en réalité l'effet d'un processus extrèmement complexe. Elle représente, en dernière instance, le résultat d'une longue histoire de luttes et de répression, d'une accumulation souterraine de contradictions qui commence avec la grande grève des cheminots, en 1958-1959. Depuis, à chaque crise, la réponse de l'Etat fut toujours la même : une répression brutale : licenciement de milliers de cheminots en 1959, massacre de Tlaiteloico en 1968 ou du

jour de Corpus Christi en 1971. Cette répression obéissait à une raison de paysans ou étudiants, étaient portés par des forces réelles, la gauche - en grande partie à cause de ce climat de répression — n'est jamais parvenue à les organiser. La force des contradictions, la puissance des mouvements, montraient qu'une ouverture politique était nécessaire : la faiblesse relative des organisations de gauche, et surtout du parti communiste, la rendait

L'ouverture politique en cours comporte essentiellement une réforme electorale et une libéralisation de la vie politique. Trois partis, dont le parti communiste, ont été légalisés, la liberté de la presse, basouée à la fin de l'administration précédente, a été rétablie : les manifestations dans les grands centres urbains sont autorisées et, en province, l'activité des militants et des organisations de gauche tend à être tolérée, sauf exceptions. Exceptions graves, d'une brutalité qui, en fait, rappelle les plus noires périodes du passé.

Cette authentique détente de la vie politique a signisse, pour les partis de gauche, la sortie du ghetto et la fin de la liberté surveillée. Elle leur a permis, notamment, de participer, en juillet 1979, à des élections législatives qui, malgré les aspects antidémocratiques flagrants, ont représenté un pas en avant dans la lente démocratisation du pays. Aspects frauduleux le parti officiel (PRI) s'est ajouté deux millions et demi de voix, et le gouvernement a refusé de reconnaître plusieurs victoires de l'opposition. La force politique sans doute la plus préoccupante pour le pouvoir, le P.C.M., a obtenu 5 % des voix (7,5 % des suffrages réels), faisant élire vingt députés, ce qui, soit dit en passant, le confirme comme la troisième force politique du pays, après le PRI et le parti de droite modérée dont la légalité a toujours été reconnue. Toutefois, une des finalités plus ou moins avouées de la réforme politique, la réduction du taux d'abstention, n'a pas, tant s'en faut, été atteinte : 55 % d'abstentions montrent ce qui sépare encore le Mexique d'une vie électorale réellement démocratique.

Un long bout dé chemin reste à parcourir avant que les diverses forces qui s'y emploient parviennent à démocratiser les autres aspects de la vie publique, et notamment de la vie syndicale. Le gouvernement a soigneusement evite toute mesure qui pourrait porter atteinte aux mécanismes fort perfectionnés - qui relient les syndicate au pouvoir d'Etat. Mais blen que les progrès dans ce domaine soient encore limités, il apparait déjà clairement que la réforme en cours et la baisse du salaire réel ont relancé la combativité des travailleurs mexicains

Ce renouveau s'explique aussi par une augmentation importante de la demande de main-d'œuvre industrielle (+ 7.5 % en 1979) qui se traduit par la formation de nouveaux secteurs de la classe ouvrière Ainsi, parmi les grandes grèves en cours ou récemment conclues, on trouve des contingents ouvriers de création récente, en particulier les sections du Syndicat national de la métaliurgie. La grève des quatorze mille travailleurs de l'aciérie de Monclova, dans le Nord, celle des trois mille travailleurs d'une des usines de General Motors et celle, en novembre dernier, de la ligne aérienne Mexicana sont des symptômes d'une transformation de la classe ouvrière et d'une renaissance de sa combativité, comme en témoigne l'augmentation de 25 % des préavis de grève déposés en janvier

1980 par rapport à 1979. Certes, le gouvernement et la bourgeoisie disposent encore de plusieurs cartes, parmi lesquelles il faut compter une politique extérieure nationaliste et indépendante, dans le discours et dans les faits. La tactique qui consiste à prendre des positions avancées, voire « progressistes », dans le domaine extérieur quand les choses se compliquent à l'intérieur, a sait ses preuves dans le passé. Aujourd'hui, le gouvernement y a de nouveau recours · il convient, cependant, de souligner que cela correspond aussi à la nouvelle place qu'occupe le Mexique dans le monde et en Amérique latine, au développement de tendances impérialistes dans le développement du capitalisme local.

Boom pétrolier, expansion économique, forte réduction du niveau de vie, développement des contradictions de classe, emergence d'un pays impérialiste moven : le Mexique est cet ensemble de bouleversements. Ce n'est pas là une simple formule. Car l'originalité du Mexique était, avant tout, la stabilité apparemment sans failles d'un système politique mis en place pendant les années 30. Désormais, les formes de cette stabilité ne seront plus les mêmes et, surtout, elles ne

L'Etat et l'exploitation capitaliste —

«Le Rêve mathématique de Nikolaï Boukharine»

de Christian Salmon

ROUVER un moyen de s'introduire au cœur de la «formation idéologique bolchevique»: tel est l'objectif particulier de Christian Salmon dans l'ouvrage qu'il vient de publier dans la nouvelle collection Contradictions des éditions Sycomore (1). Boukharine lui fournit ce moyen, à l'aide des œuvres récemment publices en France et de la biographie que hd a consacrée Stephen Cohen (2). L'auteur a aussi choisi de se placer dans la perspective des Luttes de classes en U.R.S.S. de Charles Bettelheim (3).

L'entreprise est justifiée. Boukharine. avec et aussi contre Lénine, est au centre de toutes les crises et de tous les débats qui marquent, entre 1915 et 1923, la naissance du cholchevisme » international, du mouvement communiste. Il est le catalyseur — encore trop méconnu — d'une redécouverte fondamentale de Lénine: l'anti-étatisme de Marx. Il est aussi, au moment le plus dramatique de la luite des bolcheviks pour conserver le pouvoir, celui qui, applaudi par Lénine, fera l'éloge le plus argumenté du rôle de la contrainte étatique dans la dictature du prolétariat. Apparemment, on ne saurait mieux incarner les contradictions du bolchevisme

comme idéologie. Christian Salmon se limite dans ce premier volume (une suite est annoncée) à la période de constitution de la « formation idéologique bolchevique ». On peut cependant regretter que cette première partie s'arrête au seuil du « dernier combat » de Lénine en 1923, de ce que Boukharine appellera le « testament de Lénine ». Cet ultime retour sur la signification de la NEP (nouvelle politique économique) fait partie, semble-t-il, des moments constitutifs du bolchevisme. Il sera décisif pour l'orientation ultérieure de Boukharine.

A substance de l'ouvrage est l'explica-L tion de ce qui fait l'unité (contradictoire) de la pensée de Boukharine: sa théorie économique de l'Impérialisme, qu'il faut distinguer un peu de celle de Lénine. Cette théorie est à la fois la subversion

et la reprise de celle du Capital financier de Hilferding (4). En bref, Boukharine considere le procès de centralisation et de concentration du capital comme celui de son unification dans un « trust capitaliste d'Etat », et il admet que l'Etat a, dans le cadre national qu'il domine, le moyen de dépasser les contradictions proprement marchandes de l'economie capitaliste (c'est-à-dire les crises). La concurrence ne subsisteralt plus qu'entre ces « trusts » impérialistes. En lieu et place du marché national, se développerait une corganisation » (rationnelle) de la production qui resterait cependant fondée sur un rapport d'exploitation garanti directement par l'Etat. Boukharine va beaucoun plus loin qu'Hilferding lui-même car ce thême de l'organisation, présent dans le Capital financier, rencontraît très précisément les conceptions sociologiques développées par A. Bogdanov qui séduisirent presque tous les bolcheviks à l'exception — retentissante — de Lénine.

Conclusion, tirée au moment de la première guerre mondiale : la nécessité et la proximité de la révolution socialiste se déduit « mathématiquement » de cette analyse du capitalisme moderne. En effet, Intter contre l'expicitation capitaliste, c'est se heurter directement à l'Etat; seule la dictature du prolétariat peut briser l'obstacle : les révolutionnaires n'ont plus que leur «programme maximum»: le socialisme. Cette logique s'applique encore dans d'autres circonstances; lorsque les bolcheviks sont au pouvoir, ils trouvent dans leur Etat (prolétarien) un levier formellement analogue à ceiui dont le capital s'était doté et la disparitior des catégories marehandes est tout aussi réalisable (cette fois en supprimant le rapport d'exploitation puisque l'Etat est proletarien). Supposons maintenant que le marché reste vivace, l'État prolétarien le respectera et il reprendra (plus patiemment) la tâche unificatrice et organisatrice qui est la sienne. Boukharine entrevoit cependant, dans ces circonstances, le risque de voir se former une nouvelle classe exploiteuse.

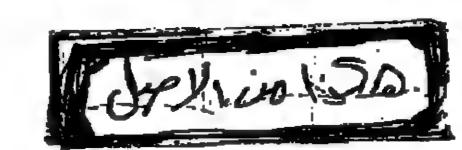
lution, c'est donc cette conception de l'économie, qu'on peut qualifier d'économiste, qui vient étayer la position de Bonkbarine, quelles qu'en soient les variations. Pourtant, à chaque fois, ce ne fut pas sans heurts, souvent très violents, avec Lénine (à propos du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, de Brest-Litovsk. du capitalisme d'Etat et des positions des communistes de gauche», etc.). La repetition étonnante de ces accrochages est l'indice d'un problème non résolu. Lénine, malgré sa vive hostilité à l'égard de certaines conséquences de la théorie économique de Boukharine, ne l'a jamais vraiment mise en cause. Au contraire, il l'approuve souvent. D'où la conclusion du livre — peut-être provisoire puisque ce travail n'est qu'un premier volume. Le marxisme de la III internationale n'est pas victime d'une « déviation économiste » incarnée dans le stalinisme (hypothèse formulée par L. Althusser). Il n'a tout simplement jamais rompu avec ce type de marxisme. Cependant, dans la cformation idéologique bolchevique » la fétichisation des rapports sociaux passe peut-être plus par le «fétichisme de l'Etat» que par le e fétichisme de la marchandise». l'un pouvant aisément se substituer à l'autre à l'époque de l'impérialisme.

A chaque étape de l'histoire de la révo-

A thèse de Christian Salmon s'oppose L assez nettement à celle de Stephen H. Cohen qui s'occupe, en effet, trop peu des soubassements économiques de l'œuvre de Boukharine. Elle semble souligner plutôt le côté énigmatique de ce phénomène de l'« économisme », conception réductrice du marxisme incontestablement omnipresente dans toute son histoire. Dans le cas de Boukharine, le problème est encore plus complexe car il ne faudrait pas perdre de : ue que, parmi les principaux dirigeants politiques du mouvement communiste, il est pratiquement le seul économiste de formation et aussi le seul dont l'œuvre économique soit créatrice.

MAURICE ANDREU.

(1) Christian Salmon, le Rève mathématique de Nikola: Bonkharine, Ed. le Sycomore, coll. « Contradictions » dirigée par Charles Bettelheim, Paris, 1980, 220 pages.
(2) Stephen H. Cohen, Nikolai Boukharine,
Maspero, Paris, 1979, 500 pages. (3) Seull-Maspero Paris, tome I : 1974, 328 pages : tome II : 1977, 608 pages. (4) Paru en 1910. Traduction française aux Editions de Minuit. Paris, 1970, 504 pages.



IDÉOLOGIE DE LA DICTATURE MILITAIRE,

L'assemblée de l'Organisation des Etats américaine (O.E.A.) qui, en principe, se réunire en povembre à Washington, devra se prononcer sur la conclusione d'un rapport de la Commission Interaméricaine des droits de l'homme (C.J.D.H.) sur la situation en Argentine, nettement défavoroble au régime militaire. Le sort qui sera fait à comment, tout comme l'attitude à adopter à l'égard du nouveau régime militaire en Bolivie, donnerout la mesure de l'actuel rapport de forces entre les courants démocratiques et dictatoriaux ou sein de l'O.E.A. Les positions qui seront prises no seront pas sans influence sur les travaux de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies qui étudie le problème des disparas dans

En répoussant une suggestion des États-Unis envisageant une intervention militaire au Nicaragua — avant la victoire sandiniste. l'O.E.A. avait donné pour la première fais en 1979 une preuve spectaculaire du nouvel équilibre des forces à l'échelle continentale. Le scratin de novembre dira si cet organisme continue dans cette voie, ou si son attitude à l'égard de la dicteture de Somoza ne fut rien d'autre qu'un accident dans son histoire de soumission inconditionnelle à la politique eméricaine : l'expulsion de Cuba en 1962 et l'approbation de l'invesion de la République Dominicaine en 1965 en demeurent des exemples notoires.

Les deux articles qui suivent traduisent, chacun à sa manière, le grand affrontement actuel entre deux conceptions de la société, de la politique, des institutions (de la vie pour tout dire)

en Amérique latine. Celle des croisés militaires en guerre contre « les hordes de guérilleros à la conquête du pouvoir pour l'affrir à la centrale du terrorisme », pour reprendre les termes du général argentin Omer Riveres. Celle, inverse, d'orgapismes comme la C.I.D.H., qui rappelle que « là où les gouvernements accomplissent leur devoir de promouvoir le développement économique et social et de maintenir l'ordre public, sans violer les droits de l'homme, le terrorisme n'a jamais trouvé de soutien populaire et a toujours été voué à l'échec ». Ces deux conceptions ne divisent pas seulement les Etats : elles manacent de faire éclater les pactes régionaux (par exemple le Pacte andin, après le coup d'Etat en Bolivie), et elles imprègnent verticalement les structures politiques de toutes les nations.

Les forces qui s'affronterent en novembre à

la réunion de l'O.E.A. (également appelée à se prononcer sur la crise au Salvador ou sur la compétence de l'Organisation pour juger du respect des droits de l'homme à Cuba, bien que ce pays ait été expulsé de l'Organisation) ... serout pas seulement représentées par les ambassadeurs des Etats, démocratiques ou dictatorioux. On les retrouvere également dans les structures internes de l'Organisation. De même que la C.I.D.H. est un promisme qui tient un pouvoire de l'O.E.A. la Junte interaméricaine de défense (J.I.D.), devant laquelle le général Riveros a proponcé l'éloquent discours reproduit ici, est un organisme technicomilitaire chargé de planifier « la défense collective du continent ». Elle intervient à l'O.E.A. par le bigis du comité consultatif de défense -- où siègent les hautes autorités militaires des pays membres - chargé de préparer les réunions

POUR LA RESTAURATION

(Le discours d'un général devant

AR impératif des lois de mon pays et de la vie qui passe, je dois aujourd'hui, avec beaucoup de peine, quitter la Junte interaméricaine de défense et - pourquoi ne pas le dire? — le service actif de l'armée. Cette peine est compensée par la satisfaction d'avoir terminé ma carrière militaire à ce haut poste en dehors de ma patrie. Je n'avais pas en jusque-là une expérience comparable. Je regrette sa brièveté, au sens où je n'ai pu récolter dayantage de fruits à cet arbre singulier. Mais ceux que fai recuelllis, je vous assure que je les déposerai dans le plateau d'argent de ma valise pour les anaiyser et les appliquer chaque fois que l'opportunité m'en sera donnée et en quelque situation que je me trouve.

Je suis arrivé ici en provenance de mon pays qui venait de sortir d'une longue guerre contre les ennemis de la nation. contre les ennemis permanents de notre civilisation : d'une guerre à laquelle j'ai. Dieu merci, participé intensément. Je suis arrivé plein d'illusions ; je repars evec la sérénité d'un espoir. Que ce qui se fait ici ait une application certaine et concrète pour la sécurité et la félicité de l'Amérique tout entière.

Mon pays, je dois le dire ici à cette noble tribune, a compris ce qu'était le « défi communiste » et je me permets de reprendre les paroles prononcées récemment par un ancien ambassadeur des Etais-Unis en Argentine : « Il n'est pas juste de critiquer un système qui se déjend contre le terrorisme et la subversion. Malheureusement, dans toutes les querres meurent des innocents. Dans la guerre contre les terroristes, des infustices peuvent être commises, mais pas à l'égal de celles que ceux-ci commettent. Toutes les guérilles sont erchestrées internationalement.

Je tiens aussi à me référer à ce qu'a déclaré un distingué ancien président de la Junte interaméricaine de défense quand. se référant à mon pays. Il a dit : « Vous quez mené une querre contre les terroristes de gauche ; vous avez connu la souffrance et la mort. Vous avez la responsabilité de le dire au monde.

Je ne peux le dire au monde. Cependant, en accord avec mes chefs hièrarchiques et en toute responsabilité, j'ai l'obligation, en cette ultime circonstance, et le privilège, devant vous de remplir un devoir moral en vous faisant part très rapidement, al vous me le permettez, des souffrances que nous avons endurées, car il est opportun de le dire vu la situation mondiale

« Des hordes de guérilleros »

DES certaines de mes camarades ont été assassinés. Des centaines de serviteurs de l'ordre ont été massacrés. Des centaines de civils innocents sont morts dans des embuscades. Des centaines de chefs d'entreprise et d'hommes d'affaires ont été séquestrés dans des prisons populaires et ont été assassinés. Quelques-uns de mes camarades ayant servi sous mes ordres ont été assassinés et séquestrés dans des prisons populaires. fosses immondes sans doute creusées par la grâce des « droits de l'homms ». Une grande partie de la population a été victime de pillages, d'incendies, de plasticages, de vols de toute sorte. Emeutes en folie se transformant en opérations de destructions urbaines qui semaient la désolation et la mort.

Des hordes de guérilleros lancées à la conquête du pouvoir pour l'offrir à la centrale du terrorisme prenaient possession des rues des villes en semant la peur et la terreur. Bandes

d'anciens détenus terroristes libérés par un gouvernement

pseudo-constitutionnel lors de la plus sinistre comédie démocratique de M. Campora.

Des organisations terroristes en tout genre étaient téléguidées depuis la cache d'un ancien tyran, bientôt président de la nation. Avec l'accord et la bénédiction de tous les mouvements subversifs. De tristes terroristes, durant la présidence de l'ancienne actrice, épouse de l'ancien tyran (1), ont aussi couvert mon pays de honte.

Ainsi se sont formées des armées populaires de tout acabit, qui ont sapé les fondations de nos institutions démocratiques et républicaines, dans l'espoir de changer la nature et l'organisation de nos forces armées grâce à l'action professionnelle d'une centurie et demie. Nous avons ainsi eu ERP, FAL, FAP, OCPO, Montoneros, etc. Des armées à noms propres qui, telle la peste, ont sapé l'identité historique en s'attaquant au sentiment national des peuples, en semant la terreur, la mort, la pauvreté, la haine, la division des classes, des races et des religions, l'arbitraire, le mensonge, l'athéisme : et en faisant croire en l'existence d'un capitalisme qui distribue infustement la richesse (ce qui peut être vrai dans de nombreux cas), mais sans jamais dire qu'ils distribuent, eux, injustement la pauvreté. Ceux qui commandent sont loin d'être de vrais prolétaires par comparaison avec ceux qui obéissent et qui non seulement sont des esclaves, mais vivent dans la misère.

« Avec Satan pour chef »

NOUS evons assisté au déploiement urbain et rural de ces rganisations de la terreur qui recevaient des appuis de l'extérieur et bénéficiaient d'un appareil logistique propre à une armée : écoles de cadres, camps d'entraînement, fabriques d'armes et d'explosifs, imprimeries, dépôts de ravitaillement et d'armement. En plus de l'argent reçu de l'extérieur, les organisations en ont obtenu grâce à des séquestrations de chefs d'entreprise, ce qui, dans un cas particulier, leur a valu une rancon de 60 millions de dollars.

Ils ont mené une propagande sinistre pour l'affrontement, en profitant pour cela de toutes les faiblesses humaines. C'est ainsi qu'ils ont fait croire que, derrière le rideau, la manne rouge peut transformer rapidement le pauvre en riche et le prolétaire en patron, nivelet par décret les intelligences et les souhaits, faire le bonheur de tous grâce à l'Etat totalitaire. tirer la loterie par décret, changer le fainéant en grand travailleur. Tout cela en faisant la révolution, en mettant tous les gens dans un grand mixer, en négligeant la règle d'or de la vie. en oubliant les tables de la loi, l'effort, le sueur, le sort de chacun et l'aspiration personnelle. Tout cela dans le désordre. sans Dieu, sans femille, sans liberté, sans espoir, avec peu de pain, sans le principe ni la fin de la Création, avec Satan pour chef.

Dans cette situation, nous avons été des centaines de fois menaces, défiés et agressés par l'arbitraire : nous sommes restés sereins, nous avons été patients, nous avons épuisé toutes les ressources de la loi et de la Constitution, nous avons attendu

et attendu. Le peuple nous demandait de sortir des casernes pour en finir avec cette invasion. Le gouvernement constitutionnel demeurait dans l'indécision. Le défi a alors été relevé par les forces armées, et c'est ainsi que nous sommes entrés en guerre aux côtés du peuple argentin, qui nous a accompagnés jusqu'à la victoire.

Nous avons fait la guerre avec la doctrine à la main, avec les ordres écrits du haut commandement ; nous n'avons jamais eu besoin, ainsi qu'on nous en accuse, d'organismes paramilitaires, car nous avions suffisamment de capacité et d'organisation légale pour mener à bien le combat contre des forces irrégulières, dans une guerre non conventionnelle. Nous avons gagné et on ne nous le perdonne pas : on nous dit que nous avons porté atteinte aux drotts de l'homme. Personnellement je ne vois pas comment : dans une guerre comme celle-là, il faut se battre. Dans les guerres conventionnelles, les avions, quand ils attaquent, ne lancent pas à l'ennemi des fleurs, ou le code civil, ou la charte des droits de l'homme : les tanks. quand ils avancent, on ne les arrête pas avec un texte du droit romain. Dans la guerre subversive et révolutionnaire, dans laquelle les terroristes se servent de tous les moyens de terreur à leur disposition et de toutes les armes possibles, ceiui qui prétend se défendre avec des roses a détà perdu la guerre.

Dans cette guerre où l'ennemi n'agit pas sous son vrai nom, chacun a un nom de guerre et même plusieurs. Et pourtant une contre-offensive a été lancée à partir des centrales procommunistes et de ceux qui mênent le jeu pour réclamer le retour des disparus et pour reprocher au gouvernement de ne pas user de méthodes orthodoxes dans le combat contre de tels délinquants.

« Nous n'aimons pas les dictateurs »

TEST simplement méconnaître ou ignorer que, notre guerre, ce sont les généraux les amiraux et les brigadiers de chaque force qui l'ont menée. Elle n'a pas été menée par un dictateur ou une quelconque dictature, comme on essaie de le faire croire à l'opinion publique internationale. La guerre a été menée par la junte militaire de mon pays, par l'intermédiaire des états-majors. Dans mon pays, il n'existe ni dictateur ni dictature. La junte militaire se renouvelle depuis le 24 mars 1976, depuis le jour où nous avons relevé le défi : elle s'est renouvelée une fois déjà pour un tiers. Au début de l'année 1981 elle renouvellera le président. Je demande : où est le dictateur?

Tous les soldats de mon pays — je n'hésite pas à parler en leur nom avec mes trente-sept années d'expérience — ont le sens républicain. Les hommes du gouvernement argentin se renouvellent, car nous n'aimons pas les dictateurs : le peuple argentin ne nous le permettrait pas, et nous non plus. Nous avons combattu la tyrannie marxiste-léniniste.

Pour ce formidable effort déployé par mon pays pour restaurer la République, pour le triomphe de nos armes et de

Difficile enquête

HARGEE par l'Organisation des Etats américains d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en Argentine, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.) a schevé sa tâche, le 11 avril demier, en adoptant le rapport de la mission d'enquête (1). Celle-ci avait pu finalement se rendre dans le pays à l'automne 1979, surmontant des obstacles qui, pour d'autres organisations telles que l'ONU, par exemple, s'étaient révélés infranchissables.

En fait, le régime militaire argentin était_divisé sur l'opportunité d'une telle visita. Una fois la décision prise - sous la pression de la communauté internationale. — la lunte allalt tenter d'exploiter l'événement pour justifier une politique risquant de la mettre au ban des nations. Mais, d'abord, il lui fallalt essaver d'intimider les organisations de solidarité avec les victimes de la répression : un mois avant l'arrivée de la mission d'enquête, leurs bureaux furent perquisitionnée. Elle s'employe ensuite à imposer à la commission de l'O.E.A. une enquête sur les falia reprochés à la « subversion ».

La seule revue = trimestrielle bilingue d'information sur le japon d'hier et d'aujourd'hui

LE NUMERO: 8 francs ABONNEMENT: I am 30E, 2 ams 60E allaraties apitaispees frante-jassalise de tenti 9, Rue Victor Considérant, 75014 Paris ___ Tél 633.11.85 ____

La C.I.D.H. séjourna en Argentine du 6 au 20 septembre 1979. Mission difficile car, comme le souligne Amnesty International dans son Rapport sur la torture (2) : - Un Etat peut reconnaître un génocida et giorifier ceux qui tuent parce qu'ils sont des tueurs, mais il ne reconnaît jamale la torture et ne glorifie jamale les tortionnaires qui le pratiquent. - A fortiori, dans les pays comme l'Argentine. où se produisent des « disparitions » massives et systématiques de détenus poli-

Mais avant même de pouvoir commencer son enquête. la mission eut à récondre aux arguties trouvées par la junte pour enrayer le cours des travaux. Téntant d'inverser les torts, le gouvernement argentin lul enloignit, en effet, d'enquêter d'abord aur la « subversion » et les activités terroristes. Le C.I.D.H. fit alors valoir qu'eile n'avait recu aucun mandat de cette nature de la part de l'O.E.A. (3) : elle ajoutait d'allieurs, non sans ironia. que si on déclarait recevables des accusetions contre une organisation subversive. li faudrait communiquer la requête à cette organisation et l'inviter, ensuite, à faire connaîtra ses observations. Ne serait-ce pas alors lui octrover un statut quasi officiel? La Commission the ausal savoir que, de toute façon, elle n'avait pas pour vocation de se substituer à l'Etat pour juger des exactions de personnes privées, mais de protéger les particullers contra les violations de droits commises par les agents de la pulasance publique. Enfin. elle affirma ciairement que la promotion des libertés et des droits tondementaux était la meilleure des protections contre le terrorisme : «Là gữ les gouver»;

nements accomplissent leur devoir de

Par RODOLFO MATTAROLLO*

promouvoir la développement économique et social, et de maintenir l'ordre public. sans violer les droits de l'homme, le terrorisme n'a jamais trouvé de soutien populaire et a toujours été voué à l'échec. » (Rapport sur la vigiation des droits de l'homme en Argentine, page 29.) Le gouvernement demanda, en outre. que l'on tienne compte de cette situation de - aubversion - avant de porter un

A Commission s'est entretenue non

seutement avec les autorités mili-

taires mais aussi avec les responsables

des institutions représentant tous les sec-

teurs de la société argentine et avec toutes

les personnes qui souhaitaient témoigner

sur la situation des droits de l'homme (4).

Le régime avait pris l'engagement de

ne pas exercer de représatiles à l'en-

contre de ces témoins, mais il ne semble

A plusieurs reprises, les enquêteurs

tinrent à se déplacer pour vérifier sur

place certaines irrégularités signatées :

syant appria, par exemple, qu'un leune

étudiant de Roserio (6) vanait de faire

l'objet d'une arrestation arbitraire et qu'il

avait été soumis à des tortures, la

C.I.D.H. se rendit dans cette ville le

18 septembre. Elle put constater, au cours

d'un entretten prolongé, l' « état regres-

table - dans lequel se trouvait le vic-

time (Rapport, page 223). Elle se rendit

aussi au cimetière de la ville de La Plata

* Avocat argentin exilé en France.

pas l'avoir tenu (5).

Pratique systématique de la torture et « disparitions » où certains membres des forces armées avaient inhumé eux-mêmes des victimes dont le mort - pour un grand nombre d'entre eties - avait été causée par - l'éciatement de la masse encéphalique dû à un projectile d'arme à leu ». Selon le ministre de l'intérieur, il y surait

1 554 morts non identifiés (7).

Jugement sur la façon dont étaient respec-

tés les droits de l'homme. A quoi la

Commission répliqua qu'elle n'avait jamals

lanore la phénomène subversif, mals

qu'en aucune circonstance certains droits

fondamentaux, tels que le droit à la vie.

le droit à la sécurité personnelle ou les

droits de la défense, ne pouvaient être

suspendus. Elle rappela que, même en

cas de confilt armé intérieur ou exté-

rieur, les quatre conventions de Genève

de 1949 interdisalent de tuar ou de tor-

turer les prisonnlers.

Devant les preuves rassemblées, et qui faissient apparaître une pratique systématique et généralisée de la torture, les autorités parlèrent d'abus ou d'excès commis par des agents subalternes. Le commandant en chef de l'ermés de terre reconsut que, dans « cette guerra difficile -, il ne pouvait empêcher les « activités des subordonnés ». Il refusa cependant de communiquer à la C.I.D.H. le Hate des responsables des abus, pour des raisons de sécurité (8).

Refusant d'admettre la thèse officielle des « excès », la Commission conclut. sorès enquête, qu'au cours des trois années ayant précédé se venue « la torture a été utilisée, comme pratique sys-

tématique par les autorités publiques. Les méthodes de cette nature, leur générelisation à l'ensemble du pays, le grand nombre des cas dénoncés et le transfert des détenus conduisent, sans équivoque, à conclure que ces pratiques n'étalent pes ignorées par les personnes qui exercalent les plus hautes responsabilités au sein du gouvernament et des forces armées » (Rapport, page 237).

Aujourd'hul, un consensus se dégage pour considérer la pratique systématique de la torture comme un crime internetional assimilable aux « crimes contre l'humanité », entraînant non seulement la responsabilité personnelle de leurs auteurs, mais aussi celi ede leur instigateurs et complices, ainsi que cette de tous les responsables qui en ont eu simplement connaissance et n'ont rien fait pour l'empêcher. En Argentine, la torture est bien devenue une a activité systématique dans un but rationnel = (9) et revêt toutes les caractéristiques d'un crime international. Mais ce n'est pas à la C.I.D.H. qu'il appartenait de tirer, à partir des principes du droit pénal international établis lors des jugements de Nuremberg et de Tokyo, les conséquences juridiques du constat dressé.

Parmi les plus graves atteintes aux de l'homme figurant évidemment les « disparitions ». Tent qu'une solution à ce problème n'aura pas été trouvée, souligne la Commission. Il n'y aura pas d'unité et de réconciliation nationales possibles. (Rapport, page 125.) Les commandos mis en place dens le cadre de la lutte antisubversive -- certainement par décision au plus haut niveau des forces armées - portent la responsabilité de la « disparition », et,

S VAI 3 descendante m le Terribbe »

FENSE

AURATIO

menicial dera

ille enquê

DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME EN ARGENTINE

consultatives des ministres des affaires étrangères pour tout ce qui touche aux problèmes de colleboration militaire.

En 1959, la J.I.D. recommanda la création d'un collège militaire interaméricain, inauguré en 1962 à Fort McNayr, dans l'État de Washington, aux Etats-Unis. Depuis 1960, se tiennent tous les deux aus des « conférences des armées de terre eméricaines », de caractère informel et dépourvues de statut juridique mais d'une grande importance politique. Lors de la conférence tenue à Monteen 1975, le général Videla (qui n'était glors que le commandant su chef de l'armée de terre ergentine) relança la projet, dit « projet Nixon », de création d'une force milituire interaméricaine (qui fit à nouveau long feu, en raison de l'opposition de pays joloux de leur indépendance --comme le Mexique) et se fit le champios d'une

croisade anticommuniste à l'échelle du continent. Quelques mois plus tard, les forces armées argentines allaient mettre ce dessein à exécution dans leur propre pays et amorcer le collaboration dans le domaine de la répression avec les dictatures uruguayenne et chilienne. En 1980, les militaires argentins out franchi un nouveau pas dans leur conception continentale de la « querre » en servant de conseillers et de force d'appoint lors du coup d'Erat militaire an Bolivie (1). Lors de la dernière conférence des armées de terre américaines (Bogota, 1979), le général Roberto Viola, qui apparaît comme le successeur le plus probable du général Videla à la présidence de la République, avait d'ailleurs proposé d'élargir la «doctrine de la sécurité nationale... jusqu'à l'élimino-

tion morale et physique de l'ennemi > (2). Il faut encore préciser que la J.L.D. s'inscrit

dans le système interaméricain de défense créé à l'initiative des Etats-Unis au début de la guerre froide et consigué dans l'acte de Chapultepec (1945), le traité interaméricain de défense réciproque (T.I.A.R.) signé en 1947 à Rio-de-Joneiro. et le charte de l'O.E.A. (1948).

Le rapport de la C.I.D.H., comme la justification du général Riveros devant la J.I.D., pâtissent de certaines omissions. Dans le premier cas, on doit regretter l'impossibilité dans lequelle s'est trouvée la commission de dresser la liste des quinze à trente mille morts ou « disparus » et le défaut d'examen des conséquences sociales d'une politique économique qui a réduit de plus de 50 % le solaire réel des travailleurs et qui, en quatre ans, a conduit plus de dix mille petites et moyennes entreprises à la faillite. Quant au général Riveres, il oublie de dire que lorsque la

 subversion > organisée fit son apparition an Argentine en 1969, il y avoit déjà querente un que les forces armées argentines interdiscient à tous les gouvernements constitutionnels de terminet leur mondat. Lorsque la première bombe explosa à Buenos-Aires, cela faisait déjà trois ans que les forces armées avaient installé une nouvelle dictature militaire après avoir renversé, sons explication, le redical Arturo Illia, président modérément nationaliste qui gouvernait dans la paix et la liberté, sons état de siège pi prisonniers politiques,

CARLOS ALBERTO GABETTA.

(1) Cf. Jack Anderson, e Bolivian Coup with an Argentine accent p, The Washington Post, 17 sout (2) Cité par l'ancien sénateur colombien Apolinai

DES VALEURS PERDUES

la Junte interaméricaine de défense)

notre peuple sur l'ennemi commun du monde libre, nous n'avons reçu aucune aide ni même le moindre applaudissement. comme nous croyons l'avoir mérité. Par contre, nous avons recu des commissions d'enquête : des représentants des mercenaires assassins ont été écoutés, mais non les victimes du terrorisme et leur famille. Mais nous ne sommes pas tombés dans le panneau : chercher à défendre les droits de ceux qui posent des bombes sans raison, de ceux qui pratiquent les séquestrations, des mercenaires de la violence qui veulent tout renverser. défendre les droits de ceux qui ont conduit ma patrie au bord de l'abime, c'est refuser à l'Etat et aux forces armées le droit imprescriptible à défendre les institutions et la liberté d'une

C'est là une chose incompréhensible : ne pas analyser les faits en fonction de leur contexte est une injustice de première grandeur. Cels, n'empêche pas mon pays de continuer à faire front dans la dignité, sans jamais renoncer à ce qui fait la ferme vocation d'un peuple, d'une race qui ne veut pas la violence, qui aime la paix, qui refuse l'esclavage, qui aime la liberté : d'une nation qui recherche depuis ses origines le bienêtre général de sa population, ainsi que l'affirme le préambule de la Constitution ; d'une nation qui s'applique assidûment à combattre les causes réelles de la subversion, lesquelles sont clairement d'ordre idéologique et suscitées par la formidable appareil du monde communiste.

N'oublions pas qu'à nos subversifs le pain ne manquaît pas et qu'abondaient pour eux les possibilités de devenir de bons citovens. Ils voulaient le pouvoir pour les descendants d'Ivan le Terrible. D'ailleurs, nous sommes disposés à continuer le combat en faveur des institutions républicaines, sans craintes d'aucuna nature.

« Les descendants d'Ivan le Terrible >

N OUS n'acceptons pas et nous rejettons tous ceux qui voient dans l'uniforme militaire argentin l'uniforme nazi. Ma génération a repoussé et repousse le nazisme et le fascisme dans leur totalité: mais nous savons aussi que nous ne tomberons pas dans le piège du communisme. Les communistes se sont bien chargés depuis la deuxième guerre mondiale, de répandre l'uniforme nazi et de répandre tellement qu'il leur a permis de tirer le grand rideau destiné à camoufler les pas sinistres de la botte communiste, laquelle, comme je l'ai déjà dit en d'autres occasions, se promène avec insolence et en toute impunité.

Messieurs les délégués et chers camerades, telle était ma pensée quand le suis arrivé à la Junte interaméricaine de défense alors qu'un respectable militaire de la respectable armée des Etais-Unis, le général Summer, qui occupait le plus haut poste de la Junte interaméricaine de défense, avait eu le courage de dire : « On ne peut séparer les gouvernements en bons et en mauvais, les bons étant les dictatures de gauche tavorables aux droits de l'homme et les mauvais ceux auxquels

on refuse l'accès à la technologie, les sources de crédit. Ce seruit là conjondre gouvernements autoritaires (par la jorce des circonstances) et gouvernements totalitaires. Le continent est en train d'être sacrifié sur l'autel des droits de l'homme : si nous ne comprenons pas la réalité stratégique, nous ne survivrons pas. 1 Je partage pleinement ce point de vue. Car, si le général a dit ces choses, pourquoi ne devrais-je pas me permettre de vous les dire à vous, militaires des Amériques, alors que je les ai vécues et subles dans ma chair?

Aujourd'hui, je dois quitter le Junte interaméricaine de défense. Je me vois dans l'obligation de vous proposer sur elle quelques réflexions.

Je pense qu'il s'agit de l'organisme militaire suprême du continent. Je pense que sa mission est claire et très délicate. Je pense qu'il est nécessaire d'élargir jour après jour et de plus en plus la mission de la Junte interaméricaine de défense de la renforcer grace à un professionnalisme accru, de la maintenir toujours en alerte avec une stratégie à jour pour conseiller utilement les gouvernements, d'y débattre des grands thèmes de la stratégie militaire qui surgissent quotidiennement. de la maintenir indépendante du corps politique, avec une hiérarchie autonome, avec un budget approprié et indépendant. dans le cadre du système panaméricain pour autant que la Junte interaméricaine de défense en est un organe permanent.

Il faut comprendre que la Junte interaméricaine de défense est un système panaméricain issu des grandes idées d'ordre militaire qui l'ont engendré. A savoir :

- La défense des valeurs de l'Occident :
- La défense de l'union des peuples d'Amérique : - La défense de l'intégrité territoriale face à toute agression extérieure :
 - La riposte unanime et instantanée à l'agression ; - L'échange de technologies et de connaissances militaires;
- L'échange de cours de formation et de perfectionnement: - L'approfondissement des sentiments de fraternité qui doivent toujours exister entre le peuple et les forces armées; - L'intensification de la solidarité continentale sous toutes

ses formes, dans le respect des modalités, des styles politiques

et des circonstances propres à chaque gouvernement : Le refus commun de l'idéologie marxiste-léniniste en tant qu'elle est parfaitement incompatible avec le système panaméricain et avec la mission de la Junte interaméricaine

de défense C'est avec ces simples réflexions et dans l'esprit avec lequel je suis arrivé que je laisse aujourd'hui avec regret la Junte interaméricaine de défense. J'ai vécu en votre compagnie. Durant ces onze mois j'ai bénéficié de la grande expérience que vous avez su me transmettre généreusement, sans parler des sentiments chaleureux et sereins des militaires du continent américain.

Soyez assurés que j'ai vu en chaque uniforme que vous portez le visage auguste et sévère de chacune de vos patries. Que j'ai vu en chaque uniforme l'espoir certain de la mission accomplie. Que j'ai vu en chacun de vous cet sopel à ne pas

tourner le dos aux problèmes qui concernent la sécurité et la défense des traditions les plus pobles. Je suis convaincu que nous saurons toujours retirer des tranchées, où la politique nous mène très souvent, des expériences dont il faut nécessairement tenir compte et que les bureaux ne doivent pas faire oublier, sinon nous aurions à retourner dans les tranchées.

Je vois en chacun de vous la liberté américaine, la force des institutions d'Amérique, le progrès de l'esprit humain qui est victorieux de la maladie, qui conquiert la Lune, qui cherche à multiplier les pains dans un monde affamé ; ce progrès, par le génie de l'industrie et le libre-échange, a amené la satisfaction des besoins aux quatre coins de la Terre ; il a même très souvent aidé l'ennemi lui-même, dont îl semble qu'avant le pain et la paix il veut la guerre et le sang, continuant en cela d'ignorer que, chaque fois que la coupe déborde, les soldats de la liberté savent prendre les armes et se défendre jusqu'à la victoire contre les ennemis du peuple.

J'ai beaucoup appris de vous. J'ai découvert la référence géopolitique de chaque pays, qui est pour moi d'une valeur inestimable. Je tiens à vous remercier sincèrement du traitement reçu, de la cordialité avec laquelle ce grand pays, ses soldats et ses hommes m'ont reçu et ont soulagé toutes les difficultés pour moi-même et pour ma famille.

« La grande bataille finale contre le matérialisme»

TEN appelle à nos grands hommes communs, aux ancêtres J et aux mânes de cette grande nation, pour que le peuple des Etats-Unis, qui a toujours fait preuve de patriotisme aux heures du désastre et de l'incertitude, en fasse de nouveau preuve. Qu'il continue de répandre dans le monde entier le message des cloches de la campagne de Philadelphie. Que tous ensemble nous entreprenions une fois encore la tâche de restauration des valeurs perdues, et que nous nous préparions de nouveau L livrer la grande bataille finale contre le matérialisme et le communisme, en tout coin de la Terre et sur tout terrain, l'esprit décidé et sans peur, car la mort héroïque est le seul prix pour un vrai soldat.

Je veux aujourd'hui, à cette tribune, rendre hommage aux otages de cette grande nation qui souffrent en Iran, victimes de l'irrationalité et du fanatisme d'un terrorisme officiel, en leur souhaitant un prompt retour dans leurs foyers.

Je tiens à vous dire que vous aurez en Argentine un ami pour toujours, pour le reste de ma vie. Ma famille repart avec un sentiment de reconnaissance pour les multiples attentions reçues; en son nom, je vous laisse un message d'amitié et de respect à l'intention de toutes vos families.

Enfin, je vous demande de ne jamais abandonner ni oublier la mission de la Junte interaméricaine de défense. Que la junte vive longtemps, plus vigoureuse encore, plus enthousiaste, professionnellement plus forte, comme sentinelle toujours en alerte. comme gardienne fidèle des valeurs suprêmes d'une race dont la vocation est d'être toujours libre! C'est pour cela qu'ont lutté nos grands hommes et nos ancêtres désormais communs : Washington, Bolivar et San Martin,

(Discours prononcé le 24 janvier 1980, reproduit avec l'autorisation de DIAL, 170, bd du Montparnasse, Paris-14°.)

(1) Respectivement Juan Peron et as deuxième femme Isabelita

sur la répression

probablement, de l'essassinat de plusieurs milliers de personnes. La Commission a entendu certains responsables déclarer que les autorités avaient « gagné ta guerre »; alle a la « conviction morale - (Rapport, p. 146) qu'elles ne pouvaient pas ignorer ces faits et qu'elles n'ont rien fait pour qu'ils ne se produicent pas.

Le nombre des « disparitions » a peut-

être été inférieur en 1979 à ce qu'il était les trois années précédentes, mais, comme les cas antérieurs n'ont toujoure pas été éclaireis, le problème demeure entier. Aussi, dans ses recommandations préliminaires. la C.I.D.H. consel·le-t-elle au gouvernement argentin de fournir, tout d'abord, une information sur les personnes - disparues - au cours d'opérations dans lesquelles les forces de l'ordre auraient été engagées : de donner des instructions afin que les mineurs dont les parents ont - disparu - et les enfants nés dans les centres de détention soient remis à leurs proches: et enfin d'empêcher toute action de nature à provoquer de nouveiles « disparitions ». Dans ses recommandations finales, la C.I.D.H. préconise, en outre, la création d'un registre central des « disperus » permettant de c'informer au plus vite sur toute détention. Mais Il ne lui appartenait pas, là non plus, de tirer les conclusions qui s'imposent en droit pénal International D'autres organisations ont déià démontré pourquoi cas a disparitions - constituaient de véritables crimes contre l'humanité. Pour la Commission internationale des juristes (C.L.J.), par exemple, la « disparition » représente plusieurs violations des droits de l'homme me tempe : droit i la vie. droit

tention arbitraire, droit à la défense. Elle constitue, de surcroît, une torture morale pour les familles (rapport du 4 juillet 1979). Plus précisément, M. Niall Mac Dermott. secrétaire général de la C.I.J., a qualifié

de = loi pour se réserver la possibilité de tuer légalement » le texte qui stipule que les « disparus » pourront être considérés comme « décédés » s'Il na répondent pas à des convocations officielles.

Mobiliser l'opinion mondiale

T E rapport sur l'Argentine devant être La soumis à la prochaine Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains, en novembre, le gouvernement de Buenos-Aires n'a pas ménagé ses efforts pour tenter d'amortir son impact, puis pour l'attaquer en accusant ses auteurs d' « ingérence dans les affaires internes », da e partialité » et de e manque d'objectività ». Les milleux proches du pouvoir l'ont, en effet, jugé plus sévère que les lugement portés sur leur pays par le département d'Etat. Il lui reprochait essentiellement de ne pas avoir pris en considération deux arguments invoqués (pour la première fois, d'allleurs) dans l'analyse américaine : l'état de « chaos » et de - subversion - qui prévalait avant la prise du pouvoir par les forces armées an mars 1976 - et pouvant apporter une tégipmité au régime militaire — et la prétendue amélioration de la situation.

Comment la C.I.D.H. est-elle parvenue, compte tenu des limites imposées à sa mission d'enquêta, à des conclusions aussi Incisives ? D'abord, sans doute, en raison de la tendance générale qui se manifeste, malgré de sérieuses contradictions. en faveur d'un retour à la démocratie en Amérique latine. Vraisemblablement aussi grace à l'évolution intervenue au sein même de l'O.E.A. au regard des droits de

La C.I.D.H. avait commencé à jouer un rôle important dans le cône sud à la suite des événements du Chill. Ce pays avait signé la convention interaméricaine des droits de l'homme en 1969. Aussi, après le coup d'Etat de septembre 1973, la C.I.D.H. v mena-t-elle une enquête in situ. Son rapport, rédigé à l'issue d'un séjour du 22 juliet au 2 août 1974, contribue largement à faire avancer l'affaire chillenne à l'ONU. Car c'est après l'exament de ce rapport que la commission des droits de l'homme de l'ONU décida 'à l'unanimité d'envoyer au Chili un groupe de travail chargé d'étudier la

altuation des droits de l'homme.

Mais le peuple argentin n'a pas bénéficié du même soutien universel, et c'est ce qui fait l'intérêt de la mission de la C.I.D.H. En démontant les rouages de cette nouvelle méthode de répression qu'est la « disparition » massive des détenue politiques et syndicaux, son rapport devrait exercer une influence déterminante pour l'avenir non seulement en Argentine mais aussi dans l'ensemble du sous-continent. Ses conclusions sont également appelées à étayer les travaux du groupe de travail sur la disparition forcée ou involontaire des personnes, créé par la commission des droits de l'homme de l'ONU le 24 février 1980, lors de sa

En Argentine même, la visite de la mission d'enquête a frappé l'opinion publique, au courant de la présence ohvsique des commissaires et émue de ces longues files de milliers et de milliers de personnes gul attendalent devant leurs bureaux. Elle a même révélé aux Argentins des faits terribles, parfois évoqués, mais toujours dangeureux à énoncer à haute voix — comme en firent l'expérience, entre autres les « mères de la place de Mai ». Elle a donné une nouvelle possibilité d'expression aux forces politiques démocratiques et populaires. Enfin, elle a contribué d'une manière décisive à donner une audience mon-

diale à un mouvement de solidarité qui, jusqu'alors, avait eu du mai à trouver une tribune à la mesure de la gravité de la situation.

Parce qu'elles peuvent toujours se reproduire en d'autres pays en prole à des difficultés politiques du fait de la < crise - mondiale, les méthodes de répression expérimentées en Argentine doivent faire l'objet d'une mobilisation de l'opinion publique mondiale. Seule la vigilance peut en effet éviter que, demain, la « savoir faire » accumulé par les militaires

ergentins puisse profiter à d'autres.

(1) Rapport sur la violation des droits de l'homme en Argentine, 294 pages. Le nº 621 du 29 mai 1980 de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine) a publié un résumé de ce rapport et la partie concernant les « disparus ».

' (2) Amnesty International, Rapport sur la torture, Gallimard. Paris, 1977, p. 32. (3) Pendant son séjour la CLD.H. a regu 5 580 plaintes, dont 4 153 nouvelles. 1 261 dépositions avaient été délà enre-

gistrées 166 communications concernaient des sujets hors du domaine des droits de l'homme. (4) La C.I.D.H. a reçu les organisations

suivantes, qui luttent pour la défense des droits de l'homme en Argentine : Assemblés permanente des droits de l'homme, Ligue argentine pour les droits de l'homme. Mouvement escuménique pour les droits de l'homme, Mères de la place de Mai Commission de familles de disparus et détenue pour raisons poli-tiques, Familles des disparus des villes de Mandoza, Rosario et La Plata, Association des grand-mères des enfants disparus. Pamilles de mineurs disparus, Familles de journalistes disparus et détenus.

RODOLFO MATTAROLLO. d'Uruguayens et de Chiliens disparus et Jeunes de l'Assemblés permanents des

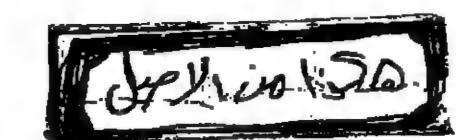
droits de l'homme. (5) La O.L.D.H. a reçu, en octobre 1979, des informations lui aignalant un cas de représailles à l'encontre du détenu Enrique Perelmuter, de l'Unité 9 de La Plata

(6) M. Sergio Schilman, étudiant de sciences économiques à l'université de Rosario, détenu la 22 août 1979, puis

(7) Selon la thèse gouvernementals Il s'agirait en partie de victimes d'affrontements intervenus au cours de la lutte

(8) La C.I.D.H. a été informée par lettre du gouvernement argentin, le 20 novembre 1979 (sans toutefois que des noms scient fournis), que I 751 agents des autorités publiques (fédérale et pro-vinciales) avaient été traduite en justice ou sanctionnés administrativement pour abus de pouvoir. Le gouvernement ne donne aucune information quant à la nature des abus, au type de sauctions et à la date des faits.

(9) Amnesty International, Repport



TEMPÊTE SUR LA JAMAÏQUE

ES élections prévues pour octobre en Jamaique ne présentent pas seulement un intérêt interne. Au-delà des affrontements entre les deux principales forces politiques—le parti national du peuple, du premier ministre Michael Manley, et le parti travailliste jamaicain, de M. Edward Seags, — c'est le choix d'un pays en voie de développement qui se pose en termes dramatiques. La Jamaique doit-elle, pour sortir de la crise économique, repousser les exigences du Fonds monétaire international, ou les accepter?

La question est d'une telle importance que M. Manley a jugé nécessaire d'avancer la date du scrutin. Du verdict des urnes, en effet, dépendra l'avenir du pays, Convaincu, en ce qui le concerne, de l'impossibilité d'appliquer la doctrine du F.M.I. sans donner un coup d'arrêt à son expérience de « socialisme démocratique », il a besoin d'une majorité nouvelle au Parlement pour continuer à gouverner. Respectueux des libertés, M. Manley a pris un pari dangereux.

Voilà quelques mois, en mars 1980, il a mis fin aux négociations engagées avec le F.M.I. Le crédit « stand-by » à l'étude devait assurer 180 millions de dollars à la Jamaique. Mais il était assorti de coupes sombres dans le budget de l'Etat, qui auraient notamment entraîne le licenciement de onze mille fonctionnaires et la désorganisation de l'enseignement public. C'était élargir la brèche dans domaine des conquêtes sociales. Déjà à la suite de l'accord de 1977 les 300 millions de dollars consentis par le F.M.I. avaient eu pour contrepartie une dévaluation brutale de la monnaie et la chute du pouvoir d'achat de la population. Depuis, la situation économique n'a fait que se dégrader.

Elle est aujourd'hul préoccupante. Les difficultés pour importer des matières premières et des produits manufacturés, dues à la reréfaction des devises ont eu pour conséquence la fermeture de nombreuses entreprises. Selon la Jamaica Manufacturers Association, qui regroupe le patronat, 78 fabriques auraient cessé toute activité entre janvier et fuillet derniers. Il faut ajouter à ce phénomène la fuite frauduleuse de canitaux vers l'étranger et, surtout l'absence d'investissements dans l'industrie et la production minière. Le chômage atteint désormais 26 % de la population active, soit quelque 300 000 personnes. C'est un record pour les Caraibes anglophones, alors que la Jamaique est le pays le plus peuplé et potentiellement le plus riche de la région. La gravité du problème de l'emploi est telle que des milliers de cadres et d'ouvriers qualifies s'expatrient chaque année aux Etats-Unis et au Canada. La filiale jamaicaine de la Kaiser Aluminium Co. a ainsi perdu 5 % de son personnel en 1979.

Toute l'économie de la Jamasque repose sur l'extraction de la bauxite, dont elle est le deuxième producteur mondial après l'Australie, sur la culture de la canne à sucre et de la banane, enfin sur le tourisme. Dans ce pays de 11 424 kilomètres carrés, soit approximativement la moitié de la Sardaigne, les activités minières et agricoles devralent assurer à elles seules des ressources financières suffisantes. Mais la bauxite, dont les exportations assurent environ les deux tiers des rentrées en devises, subit les effets de la fluctuation des prix sur le marché mondial. En outre, son exploitation nécessite une forte consommation de pétrole (plus de 40 % des importations) qui grève d'autant le budget de l'Etat. Malgré une baisse de la production, qui est passée de 15 millions de tonnes en 1973 à 11,5 millions en 1979, la facture pétrolière a grimpé, au cours de la même période, de 73 millions de dollars à 180 millions de dollars. Il est vraisembiable qu'elle dépassera 250 millions de dollars cette année. Les importations de pétrole et le remboursement de la dette étrangère représentent ensemble plus de la moitié des gains tirés du commerce extérieur.

La situation dans l'agriculture n'est guère plus brillante. Comme tous les pays des Caraïbes, à l'exception des iles Saint Kitts-Nevis qui obtiendront prochainement leur indépendance, la Jamaique a vu sa production de sucre tomber de 371 376 tonnes en 1974 année d'une forte hausse des cours mondiaux — à 144 734 tonnes en 1978. Par manque de pièces détachées, les douze raffineries de l'île, dont huit ont été rachetées par l'Etat, ne tournent pas au maximum de leur capacité. Grâce aux accords de Lomé, qui lui permettent d'écouler annuellement 80 000 tonnes de sucre en Grande-Bretagne, la Jamaique avait récemment redressé sa production. Mais les ravages causés par le cyclone Allen. au début du mois d'août, auront des effets négatifs sur le commerce extérieur. C'est ainsi que la destruction de 40 000 acres de piantations de bananes, particulièrement sur la côte nord, interdit tout espoir d'exportation jusqu'en janvier 1981. Avec une production en baisse régulière depuis dix ans, la banane reste néanmoins le second produit agricole d'exportation. Quant au tourisme, source imporPar EDOUARD BAILBY

tante de devises, il a été considérablement perturbé par le climat de violence raciale qui règne à Kingston. Commentant les graves problèmes économiques de son pays, M. Maniey a eu récemment cette image : « Voilà quinze ans, nous pouvions acheter un tracteur avec 21 tonnes de sucre. Aujourd'hui, il nous en faut 59, »

Les calamités naturelles ou la mauvalse gestion de certaines entreprises de l'Etat ne suffisent pas à expliquer la situation. D'autres facteurs, d'ordre politique, sont à l'origine de cette crise qui menace les institutions. Premier pays anglophone des Caraibes à obtenir son indépendance, en 1962 la Jamaique fut gouvernée jusqu'en 1972 par le parti travailliste jamaicain de tendance conservatrice. Doté de structures archaiques qui favorisaient les compagnies étrangères au détriment de la majorité de la population mais pourvu d'une Constitution démocratique calquée sur celle de Westminster, le nouvel Etat vit s'aggraver ses problèmes sociaux. Porté au pouvoir en 1972, à l'issue des élections parlementaires, M. Michael Manley tenta, à la tête du parti national du peuple, de redresser la situation. Observateur attentif des expériences réalisées en Suède et en Tanzanie profondément attaché, de surcroit aux libertés, il se représenta aux élections de 1976 en préchant le « socialisme démocratique ». Il remporta une majorité confortable puisque le parti national du peuple obtint 47 des 60 sièges du Parlement, soit 56.77 % des suffrages exprimés, pour une population de 2,1 millions d'habi-

Hostilité des milieux d'affaires

ETTE victoire effraya les investisseurs privés qui commencerent à expatrier leurs capitaux et à fermer des usines. Déjà, en 1974, pour faire face à la formidable augmentation de la facture pétrolière, le premier ministre avait décidé de dénoncer les anciens contrats qui liaient la Jamaique aux puissantes compagnies internationales, essentiellement nordaméricaines, exploitant les gisements de bauxite. Il avait institué à cette occasion une « taxe à la production ». destinée à porter les revenus tirés de cette industrie de 25 à 200 millions de dollars. Sous prétexte que la bauxite n'était plus compétitive sur le marché mondial les multinationales commencèrent à ralentir leurs opérations. désorganisant ainsi l'économie : les banques étrangères, en mars 1976, cessèrent d'accorder des crédits. D'où les négociations engagées l'année suivante avec le F.M.I. Il est intéressant de noter à ce propos que Kaiser Aluminium Co, la principale entreprise concernée, a fini par signer, après des années de négociations, un accord avec le gouvernement pour diminuer la «taxe à la production», propor-tionnellement à l'accroissement de sa production. Dans une déclaration au Wall Street Journal, publiée au début de cette année, le gérant général, M. Edward Coyoe, a admis : « Nous avons prouvé que, avec le temps, de bonnes relations d'affaires peuveni s'établir avec le gouvernement actuel. » Pourtant, dès la mise en route des réformes pour améliorer le niveau de

vie de la population, M. Manley s'est heurté à l'hostilité croissante des milieux d'affaires. Le chaos s'est progressivement installé. Manœuvrant habilement à la tête du parti national du peuple, pour éviter une accélération de son expérience qui lui semblait dangereuse, il a très vite pris conscience de l'enjeu de la partie. Dès les premiers mois de 1979, utilisant à son profit les hésitations et les faiblesses du premier ministre, le parti travalikiste jamaicain s'est lancé dans une campagne d'agitation contre le gouvernement. Il ne s'agissait pas seulement du droit à l'alternance démocratique du pouvoir que prévoient les institutions de la Jamaïque.

La rapide détérioration économique due pour une grande part aux exigences du F.M.L et à l'opposition des capitaux privés au «socialisme démocratique » de M. Manley, engendre au fil des mois des grèves et des émeutes antigouvernementales. Des groupes armés commencent à apparaître dans les réunions politiques des deux partis. Des fusillades éclatent, les assassinats se multiplient. Porte-parole de l'opposition, le Daily Gleaner dénonce la collusion du premier ministre avec les régimes marxistes sous prétexte que les accords commerciaux passés avec l'URSS. la Hongrie et Cuba mettent en péril l'indépendance nationale. Il lui est également reproché d'engager vigoureusement son pays sur la voie du non-alignement. Dirigeant du parti travailliste jamaicain, M. Edward Seaga va plus loin et accuse le premier ministre d'ouvrir les portes de la Jamaïque aux « agents de la subversion cubaine ». Excédé, l'ambassadeur de la Havane, M. Ulyses Estrada, répond brutalement aux attaques lancées contre son pays, lors d'une conférence de presse tenue en septembre 1979. Il faudra toute l'autorité de M. Manley pour éviter que les manifestations qui s'ensuivent, pour ou contre son gouvernement, provoquent un climat de guerre civile.

Depuis, l'exacerbation des esprits n'a fait que s'aggraver. En neul mois, pius de cinq cents assassinats ont été commis, dont le parti jamaïcain n'est pas le seul responsable. La tension monte de plusieurs crans, en mai dernier, lorsque les autorités portuaires de Kingston confisquent un chargement de deux cent mille cartouches en provenance de Miami. Officiellement, elles sont en transit pour Cuba; mais l'opposition affirme qu'elles sont destinées à Moonex International Co, société de Kingston dirigée par un

Cubain. Un autre bateau chargé de munitions accostera dans le port de Kingston quelque temps plus tard. On n'a jamais retrouvé jusqu'à ce jour une partie du chargement. Ce n'est pas seulement M. Seaga, en tournée aux Etats-Unis, qui accuse publiquement le premier ministre d'envisager une solution militaires pour les prochaines élections. general du parti travailliste jamaicain M. Bruce Golding renchérit dans une conférence de presse : « Si le poupernement demandait l'aide de La Havane, notre parti ferait appel à des pays amis et leur dirait : « Débarrassez-» nous des Cubains, nous nous chara gerons tout seuls du parti national n du peuple. n Pour M. Fred Landes ancien membre de la commission du Senat des Etats-Unis, charge d'enquêter sur les activités de la C.I.A. au Chili il y a d'étranges similitudes entre les techniques de guerre psychologique employées contre M. Michael Manley et Salvador Allende.

Les liens avec Cuba

OUEN est-il des liens de la Jamaique avec Cuba? Ce n'est un secret pour personne que plus de quatre cents enseignants, techniciens et médecins cubains apportent leur contribution à la réalisation de divers projets. Faut-il pour autant, sans risque de jeter le discrédit sur toute forme de coopération similaire dans les pays en voie de développement, y compris avec les Occidentaux, les ranger parmi les agents de la subversion?

L'aide de Cuba a été particulièrement efficace dans les domaines de la santé et de l'agriculture. En juillet, un haut dirigeant du parti communiste cubain, M. Juan Almeida Bosque, a inauguré, avec M. Maniey, l'école de professeurs d'éducation physique George-Foster, située à une quarantaine de kilomètres de Kingston Construite par les Cubains, cette école dispose d'installations modernes : gymnase, terrains de sports et piscing olympique capables de recevoir un demi-milier d'élèves. A la même date un centre sportif, bâti en huit mois avec l'aide de dix-huit techniciens cubains, a été également ouvert à May-Pen.

En fait, la présence de coopérants envoyés par La Havane n'est qu'un prétexte supplémentaire utilisé par 'opposition pour attaquer la politique étrangère de M. Manley. Pour trouver de nouveaux marchés à l'étranger et diversifier ses sources de crédits: ce dernier a effectué des voyages en U.R.S.S. en Algérie en Libye en Allemagne de l'Ouest, au Venezuela et à Cuba. Grace à des accords à moyen terme, la Jamaique livrera 150 000 tonnes d'alumine par an à la Hongrie entre 1980 et 1983, et 50 000 tonnes à l'U.R.S.S. pendant la même période. Le marché des Etats-Unis reste néanmoins le plus important, avec 576 000 tonnes l'année dernière, devent ceux de la Grande-Bretagne (545 000), de la Norvège (314 000) et du Canada (304 000). D'autre part, pour accroître la production de bauxite et d'alumine, deux raffineries seront agrandies et une troisième sera construite dans le sud de l'île. Des investissements de l'ordre de 1 milliard de dollars sont prévus dans les cinq prochaines années pour mettre ces projets à exécution. Trois entreprises norvégiennes sont déjà sur les rangs. Les perspectives de développement sont donc encourageantes. Encore faut-il que la Jamaïque ait les moyens d'éponger progressivement sa dette étrangère. Les prêts consentis par la Libye (50 millions de dollars). l'Irak (25 millions, et autant pour janvier 1981), les Pays-Bas (24,5 millions) et l'OPEP (7 millions), sont insuffisants. Mais le Venezuela vient à son tour de faire un effort, en débloquant des fonds pour abaisser les coûts d'importation du pétrole.

Soucieux de ranger la Jamaïque parmi les pays non alignés en réduisant d'autant sa dépendance économique à l'égard des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le premier ministre a multiplié ses déclarations tiersmondistes. Seul chef d'Etat des Caralbes présent à Grenade aux cérémonies commémoratives du premier anniversaire de la révolution, il a vigourensement réaffirmé à cette occasion les choix de sa politique, dénoncant les tentatives de déstabilisation dans cette région du monde. Et, allant plus loin, il a rendu hommage à l'« incomparable Fidel Castro » pour lequel il nourrit une sympathic personnelle évidente. Il ne faudrait pas en conclure que M. Manley est aujourd'hui disposé à suivre le modèle castriste. C'est pourtant ce que ses adversaires ne cessent de lui reprocher, avec l'espoir de remporter les prochaines élections. Dans une conférence prononcée à Porto-Rico, Mme Sally Shelton, ambassadeur des Etats-Unis dans les Caralbes orientales, avait affirmé cette année que « le goupernement américain reconnaît à chaque pays le droit de tracer sa propre voie de développement économique et social dans le codre des libertés démocratiques ». A quoi M. Manley a répondu : « Nous demandons une acceptation pratique, et non théorique du pluralisme idéologique dans les Caralbes.» Le problème est posé. Alors que les forces conservatrices ont repris en main la situation à la Dominique à Sainte-Lucie et à Saint Kitts-Nevis, et que la Barbade resserre ses liens milltaires avec les Etats-Unis, la question se pose de savoir si le premier ministre de la Jamaique pourra poursuivre son expérience de «socialisme démocratique ». Et dans qualles conditions.

SE OFF

-

** (A. 4) (A. 4)

-

April 1

.

Le contrôle de l'opinion politique aux Etats-Unis —

La «campagne permanente»

E pionnier de l'interprétation des rêves de l'Amérique est un certain Edward L. Barnays, neveu de Sigmund Freud, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-huit ans. C'est lu le père de la publicité américaine. Il en établit les fondements dans trois ouvrages (« Cristalliser l'opinion publique », 1923; « Propagande > 1928; « l'Engineering du consentement », 1930) et plus d'un demi-siècle de pratique. A l'intelligentsia de l'époque, il vend Nijinski et Caruso, ses premiers clients. Aux soldats américains de la première guerre, il vend la montre à bracelet Ingersoll, dont le cadran lumineux peut vous sauver la vie dans les tranchées, car il n'est plus besoin d'allumer son briquet pour voir l'heure. Peu avant, il avait vendu aux électeurs américains l'image souriante de leur triste président : c'est Barnay qui conseille à Calvin Coolidge d'inviter à son petit déjeuner Al Joison et ses quarante chansonniers. Le lendemain, le « New York Times » titre : « Des acteurs partagent des gâteaux avec Lee Coolidge... Le président sit presque aux éclats. » C'est le premier « événement » créé par un consciller ès communications auprès d'un président.

Depuis, les consultants politiques ent raffiné leurs méthodes, mais ils recourent toujours à l'exploitation des pulsions, à la symbolique et à la fabrication de l'événement. Les sophistications ultimes sont incarnées par deux hommes : Richard Wirthlin, le «stratège» de Ronald Reagan, et Pat Caddell, le directeur des services de sondage du président Carter (1). Utilisant des données informatiques accumulées depuis des années, ils se livrent l'un et l'autre à une multitude d'enquêtes fragmentées l'infini à partir d'un échantillonnage très large (de mille cinq cents à sept mille personnes) et méticuleuses (cent cinquante questions ou une heure d'entretien avec chaque personne questionnée) afin de cerner les réactions les plus intimes, par exemple an discours d'acceptation de l'investiture présidentielle de Carter ou de Reagan. L'objectif est de déterminer les failles de l'adversaire, mais aussi les siennes, et de répercuter la locon dès la prochaine intervention publique.

On peut distinguer trois étapes dans le contrôle de l'opinion politique : la première est la « fabrication » d'un président ou de son l'nage à partir d'une étude de marché préalable (comme pour une savonnette) : Eisenhower est le premier à avoir expérimenté cette technique que M. Nixon affine. La seconde tient compte de l'information reque au cours

Par PIERRE DOMMERGUES

de la campagne électorale, ce qui permet d'infléchir ou de modifier radicalement l'image initialement proposée: inaugurée par M. Carter contre M. Ford en 1976, cette stratégie est également pratiquée en 1980 par le candidat sortant et par son concurrent. La troisième implique un changement qualitatif: les méthodes utilisées en périodes électorales seront désormals employées, plus généralement, pour gérer les affaires publiques. C'est ce que Sidney Biumenthal appelle — en reprenant une formule de Caddell (2) — « la campagne permanente » — « The Permanent Campaign » (3).

Il ne s'agit pas de politique-ficțion, mais d'une pratique largement expérimentée par le président Carter au cours des quaire demières années. Au lieu d'appliquer un programme (« abstrait »), il convient de naviguer su gré de réactions populaires (quoi de plus « démocratique >?). La nation demande t-elle de la fermete? On lui en offrira quelques symboles. Exprime-t-elle une lassitude (ou l'amène-t-on à exprimer une lassitude) à l'égard d'une nériode fortement revendieatrice comme les années 60 ? On lui offre quelques fragments d'une politique fiscale « rigoureuse », etc. Selon l'expression de Pat Caddell, la symbolique se substitue à la réalité, la forme à la substance. La conduite des affaires se réduit à l'événement fabriqué ou grossi, national ou international. La popularité remplace la lécitimité, ou pluiôt, elle la fonde. Les décisions sont prises à partir des sondages d'opinion. Dans cet univers de l'informatisation et de la « communication totale», la « politique» — an sens traditionnel du terme — n'a ni sens ni place. Plus encore que le président Carter, M. Jerry Brown, le « prince des médias », pratique cette stratégie de la « campague permanente » dans son royaume de Californie, le septième Etat du monde par son P.N.B. (4).

Cette nouvelle stratégie — électorale et post-électorale — doit son développement à la dégradation des partis politiques, des « machines politiques » et de la configuee dans les hommes politiques, mais il est à craindre que la prolifération des techniques de « campagne permanente » n'accélère encore la désintegration des partis, qu'elle n'encourage le réflexe narcissique (le « qu'avez-vous-fait-pour-moi ? »), qu'elle n'accroisse le processus de dépolitisation qui permet le maintien du « statu que » ou l'acceptation de politiques inégalitaires. De plus, cette nouvelle grammaire politique risque de se généraliser : pour l'instant réservée aux campagnes présidentielles, elle pourrait tenter les candidats au Congrès et au Sénat, puis les candidate aux innombrables tenetions municipales et locales — accroissant ainsi le processus de «balkanisation» et de neutralisation de l'opinion politique.

In Europe, où les attitudes politiques sont plus stables, les consultants politiques n'ont pas encore un impact comparable. Sidney Birmenthal rapporte néanmoins les très secrètes consultations du candidat Giscard d'Estaing en 1974 auprès de Joe Napolitan, le maître des maîtres, conseiller de la famille Kennedy, fondatour et président de l'Association internationale des consultants politiques. Selon les mêmes sources, le président de la République française aurait suivi la plupart des conseils du spécialiste américain en opinion publique.

(4) Voir notamment J.D. Lorenz, Jerry Brown, The Man on the White Horse, Houghton Michin Co., Boston, 1978, et Robert Pack, Jerry Brown, The Philosopher Prince, Stein & Day, New-York,

BIBLIOGRAPHIE

COMPROPOLITAN, EL ORDEN TRANSNACIO-NAL Y SU MODELO FEMININO. — Andriana Santa Cruz et Viviana Erazo.

大 Editorial Nueva Ymagen, ILET,

Ce livre d'une rigueur universitaire, mais d'une lecture agréable, s'efforce de cerner, à travers l'analyse de contenu de plus de vingt-cinq revues féminines publiées ou diffusées au Bréail, en Colombie, au Mexique, au Venezuels et au Chili, le modàis féminin transmational proposé aux habitants de l'Amérique latine. Les deux auteurs démontrent, corpus à l'appui, ce que des études plus parcellaires avaient déjà fait ressortir : la tentative systématique des grandes firmes et des bourgeoisles locales d'Amérique latine d'occulter les différences nationales, sociales et culturelles pour faire miroiter un univers où l'être se confond avec l'avoir. Nécessité commerciale pour un capitalisme multinational soucieux d'étendre ses marchés, estte volonté de conquête des esprits est aussi un obstacle majeur à l'émancipation de la femme latino-américaine. — B. C.

NICARAGUA, CONTRABICCIONES EN LA REVOLUCION. — Jorge G. Castaneda

* Tiempo Extra Edifores, Mexico, 1930,

Ce petit ouvrage, écrit six mois après la victoire du Front sandiniste, répond indirectement à une question qui hante les chancelleries occidentales : le Nicatagua est-it ou non « perdu » ? La réponse est « non » pour Jorge G. Castaneda. La bourgeoisie nicataguayenne contrôle toquium 75 % de la production, tandis que la direction du Front donne la préférence, selon lui, à la lutte contre la dépendance externe, donc au productivisme et à l'économie, qu'elle fait passer avant la lutte de ciasses.

bourgeoisie du pays à la tâche de reconstruction nationale. Nul ne sait si, dans une deuxième étape, le socialisme sera mis à l'ordre du jour. La circonspection des observateurs cocidentaux devant la nature réelle de l'expérience nicarasurayeurs de l'Intérnationale socialiste) montre que les observations critiques mais anicales de l'auteur ne sont pas totalement dépourvues de fondement. Il reste que l'originalité du sandinisme interdit toute extrapolation à partir de ces précédents, laissant ainsi la champ, libre à tous les espoirs ou à toutes les illusions.— B. C.

⁽¹⁾ Time, 15 septembre 1960.

⁽²⁾ Voir Pietre Dommergues, « L'essor du conservatisme eméricain », le Monde diplomatique, mai 1978.
(3) Sidney Blumenthal. The Permanent Campaign, Beacon Press, Boston, 1980, 390 pages.
(4) Voir reterment 120 females.

LES SYNDICATS ET LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

L'heure des stratégies globales

La crise économique s'aggrave dans l'ensemble du monde; le chômage s'étend en Occident; le dialogue Nord-Sud est dans l'impasse. Dans la logique du développement capitaliste, un « nouvel ordre économique mondial » se met effectivement en place, mais ce n'est pas tout à fait celui que l'on souhaite dans des discours officiels réclamant davantage de justice et d'égalité entre les peuples. Jamels peut-être les disparités n'ont été aussi grandes entre le pouvoir de ceux qui tiement les leviers de commande dans le monde des affaires — les sociétés multinationales ont désormais leur stratégie globale — et les moyens d'action dont disposent les travailleurs pour défendre leurs conditions de vie, sinon leurs aspirations on chansement.

Les périodes de crise économique sont rarement propices aux actions de masse dans le monde du travall. Ainsi, les syndicats, en Occident et singulièrement en Europe, se complaisent-ils dans les luttes partisanes ou les actions ponctuelles sans avoir encore trouvé les moyens d'une riposte cohérente pour préserver des acquis sociaux menacés. Dans le tiersmonde, les difficultés sont plus graves encore du fait de la faiblesse et, souvent, de la dépendance des organisations de travailleurs à l'égard du pouvoir politique.

Cependant, au-delà des rivalités d'intérêts qui semblent opposer les masses laborieuses des pays riches et pauvres, une prise de conscience commence à se dessiner. Deux des trois grandes fédérations syndicales internationales — la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), à l'exception de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) — ont ainsi participé à Belgrade, du 22 au 25 avril dernier, à une conférence sur les problèmes du développement, aux côtés de nombreuses centrales ouvrières.

Quelles perspectives attendre de cette première concertation? Marie-Claude Céleste montre ci-dessous les difficultés d'une action commune de la part d'un mouvement syndical mondial divisé par les vieux antagonismes de la guerre froide et les nouvelles contradictions de la « restructuration ». Jacques Chérèque, au nom de la C.F.D.T., expose le point de vue d'une centrale ouvrière indépendante sur la manière de concevoir les problèmes du développement et la solidarité avec le tiers-monde. Et, puisque l'Organisation internationale du travail exerce depuis plus de soixante ans son action normative en faveur des travailleurs, les articles de Mireille Lemaresquier et de Nicolas Valticos montrent quel peut être désormais son rôle pour améliorer les pratiques syndicales et les conditions de travail dans le tiers-monde. Car ce qui se passe aujourd'hui au Chili ou en Corée, en Bolivie ou en Afrique du Sud, et même en Pologne, montre bien que, lorsque les règles du droit syndical sont bafouées, le pouvoir politique tient à sa discrétion le sort des travailleurs. A l'heure des stratégies globales, la leçon ne seraitelle pas valable pour tous?

Face aux séquelles de la guerre froide et aux nouveaux ferments de discorde Nord-Sud

Nécessaire et difficile solidarité

AMAIS auparavant, sans doute, la solidarité avec le tiers-monde n'avait mobilisé en une scule occasion autant d'organisations de travailleurs : plus d'une centaine de syndicats des cinq continents étaient représentés dans la capitale yougoslave. Rarement dans le passé les organisations de travailleurs avaient affirmé avec autant de force leur volonté de ne plus laisser l'initiative aux seuls « gouvernsments, organisations gouvernementa-les, hommes d'affaires et experts » pour réaménager l'ordre économique mondial. « Il est nécessaire, affirme notamment la déclaration finale de la conférence de Belgrade, d'assurer une entière participation des travail-leurs et des syndicats à l'élaboration, la formulation et la réalisation du processus de développement à partir de l'entreprise jusqu'au niveau national et international » A un moment où se dessine, au sein du mouvement syndical des pays développés, une tendance au repli sur soi, ce document vient opportuné-ment rappeler que « les effets uni-versels de la crise appellent objecti-vement la coopération la plus large de tous les pays, indépendamment de leurs systèmes sociaux et de leur niveau de développement et notamment un engagement actif et une solidarité de tous les travailleurs et similicais du monde ».

Comment traduire désormais dans les faits ces déclarations d'intention? Comment le monvement syndical entend-il créer ce crapport de force capable d'infléchir les choix en matière de développement économique faits par ceux qui détiennent le pouvoir économique, et en premier lieu les sociétés transnationales »?

BINE CORAS

BELSE ...

La conférence de Belgrade formule quelques propositions à cet égard; a quelles que soient leurs options », suggère la déclaration finale, « les syndicats de tous les pays devraient engager « un dialogue permanent » et procéder à des « échanges d'injormations et à une concertation aur l'ensemble des problèmes de la classe ouprière ».

La coopération souhaitée s'annonce toutefois difficile. La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) qui, après avoir émis les plus grandes réserves quant à l'opportunité de la conférence, n'y a pas participé, ne voit toujours pas l'intérêt d'une telle réunion. « Ce n'est pas dans le cadre de conférences épisodiques de ce genre, estiment ses dirigeants, que seront trouvées des solutions au problème du développe-

Les instigateurs, notamment algériens et yougoslaves, de la rencontre n'avaient sans doute jamais nourri de telles ambitions. Réunir le plus grand nombre possible d'organisations de travailleurs pour tenter de dégager des lignes d'action communes pouvant à plus long terme faire prévaloir le point de vue syndical dans

la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial constituait déjà une gageure; et il n'aura d'ailleurs pas fallu moins de sept ans pour p parvenir.

a Qu'a-t-il été jatt à Belgrade que la C.I.S.L. n'ait déjà jatt? », demandent les responsables de ce syndicat. Toutes les autres organisations de travailleurs pourraient se prévaloir du même argument. Au cours des dernières années, les propositions pour surmonter la-crise économique on faire face aux problèmes du développement ont fait l'objet d'innombrables documents et débats au sein des syndicats.

Derrière les motifs invoqués par la C.I.S.L. se cachent des considérations d'un autre ordre. Le mouvement syndical international demeure en fait très marqué par la scission intervenue dans ses rangs en 1949. A cette date, refusant de sièger plus long-temps au sein du même regroupement que des organisations plus pré-occupées, seion eux, de « défendre les intérêts d'Etats totalitaires que ceux de leurs adhérents », les syndicats occidentaux quittaient la Fédération syndicale mondiale (FSM) pour former une confédération de syndicats clibres > (C.I.S.L.). La division causée par la guerre froide mettait ainsi un terme à une tentative de réunification du mouvement syndical international qui n'avait duré que quatre ans.

Depuis, les positions semblent s'être figées. Aujourd'hui encore, certains syndicats occidentaux demeurent opposés à tout contact hors du cadre de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) et, a fortiori, à toute coopération avec des organisations de travailleurs des pays socialistes. Le regain actuel de tension entre l'Est et l'Ouest ne fait que cristalliser cette division. Ainsi peut-on lire dans un document de la confédération syndicale américaine AFL-CLO. (American Federation of Labour - Congress of Industrial Organisations), intitulé « le défi soviétique », et daté de février 1980 : « Les syndicats libres dy monde out l'obligation particulière d'aider à mobiliser l'opinion publique pour la défense des droits de l'homme et l'opposition à l'agression soviétique qui menace les intérêts économiques vitaux de l'Ouest, et, par là même, la possibilité pour les syndicats de promouvoir le bienêtre des travailleurs. Nous en appelons donc à toutes les organisations internationales et nationales de travailleurs libres pour qu'ils s'acquittent de cette obligation. » Dès 1969. l'A.F.L.-C.LO., désapprouvant l'établissement de contacts entre certains syndicats occidentaux et des organisations de travailleurs de pays socialistes — et notamment ceux intervenus à l'époque de la politique d'ouverture à l'Est du chancelier Brandt — avait mitté la CLS.L.

Quelle autonomie?

L l'égard du parti et de l'Etat dans les pays socialistes, dont les organisations de travailleurs représentent la majorité des membres de la F.S.M. (voir encadré page 18), est une réalité difficilement contestable. Les statuts de ces syndicats stipulent en effet que ces derniers exercent leurs fonctions sous la direction du parti; ils ont essentiellement pour rôle de contribuer à assurer la réalisation des objectifs définis par les partis. Mais combien de syndicats peuvent-ils, ailleurs, se targuer d'une complète autonomie, en toutes cir-

constances, par rapport aux formations politiques et aux gouvernements?

ments?

En Grande-Bretagne, les liens entre la confédération des syndicats (Trade Unions Congress, TUC) et le parti travailliste sont assez étroits. C'est le TUC qui, en 1906, crèa cette formation politique dont il constitue la principale source de revenus; et il lui est arrivé de modèrer les revendications salariales de ses adhérents pour ne pas compromettre la politique économique d'un gouvernement travailliste. Ce fut notamment le cas quand, conformément

Le monvement syndical international apparaît singulièrement divisé, figé dans des attitudes d'un autre âgé. Les organisations de travailleurs, qui n'avaient pu s'affranchir des antagonismes idéologiques Est-Onest, affrontent maintenant les contradictions d'un nouvel ordre économi-

Per MARIE-CLAUDE CÉLESTE

aux promesses faites au TUC, le gouvernement travailliste arrivé au pouvoir en 1974 supprima la législation antisyndicale mise en place quelques années auparavant par les conservateurs.

La République fédérale d'Allemagne, où la Confédération des syndicats Deutscher Gewerkschafts Bund (D.G.B.) entretient des relations étroites avec le parti social-démocrate, est dans une situation assez similaire. Actuellement, une très forte majorité de parlementaires sociauxdémocrates appartiennent à des fédérations membres du D.G.B.

Si l'on peut, dans ces deux cas, parier de relations d'interdépendance. il en va tout autrement dans beaucoup de pays en développement. Dans le tiers-monde non seulement le cumul de fonctions gouvernementales et syndicales est fréquent mais il n'est pas rare que les organisations de travailleurs soient, aux termes de la ioi, piacées sous le contrôle de l'Etat, soit directement, soit par le biais du parti unique. En Afrique, les responsables syndicaux également parlementaires et membres de partis au pouvoir sont légion. Selon une étude du Bureau international du travail (BIT) (1), certains gouvernements élaborent eux - mêmes les statuts des syndicats ou exigent que les règlements comportent des dispositione selon lesquelles l'organisation agira en qualite d'instrument, de collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres organismes dans le sens de la solidatité sociale et d'une subordination des intérêts économiques et projessionnels à l'intérêt de l'Etat (Brésil). L'ingérence des Etats dans l'activité des organisations de travailleurs, note ce document, peut revêtir des formes encore plus directes, a soit que le résultat des élections doit être approuvé par le ministère du travail (Brésil), soit que les autorités refusent de reconnatire un organe exécuti/ élu d'un congrès syndical, soit encore que le président du pays nomme le secrétaire général de la confédération ouvrière (Kenya). »

L'AFL-CLO, et la CLSL, apportent leur soutien à de nombreuses organisations qui, dans le tiersmonde, ne disposent que d'une autonomie limitée ou nuile par rapport aux gouvernements. C'est notamment le cas de beaucoup de syndicats des quelque quarante Etate airicains auxquels l'A.F.L.-C.LO. a dispensé depuis 1964, une aide — en partie financée par l'Agence américaine pour le développement, rattachée au département d'Etat - par le hiais du Centre afro-américain du travail (C.A.A.T.). Ce dernier, d'ailleurs, exerce souvent ses activités « en coopération » avec les gouvernéments des pays concernés.

Des enquêtes officielles ont, d'autre part, révélé que l'action de l'A.F.L.-C.I.O. dans le tiers-monde — et notamment en Amérique latine, par le biais de l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT, affiliée à la CLSL), qu'elle contrôle, — était liée aux intérêts de la Maison Blanche (2).

Jusqu'à présent, la conférence de Belgrade ne semble guère avoir, malgré tout, modifié la position de la C.I.S.L. et de l'A.F.L.-C.I.O. à l'égard des organisations de travailleurs des pays socialistes. « Je ne veut pas, déclère M. Irving Brown, délégué pour l'Europe de la confédération américaine, discuter avec les agents de gouvernements qui se présentent comme des syndicats, mais en réalité ne le sont pas, car ils ne sont pas libres; nous rejusons

la collaboration avec la F.S.M. ou

avec des syndicats qui sont sous domination totalitaire.»

Sans doute, l'attitude de l'A.F.L-C.I.O. compte-t-elle au nombre des plus extrêmes. Au sein de la C.I.S.L. elle-même, les positions ne sont pas homogènes. Une vingtaine de membres de cette organisation, dont la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (C.I.S.L.), ainsi que le Congrès national syndical indien (INTUC), ont participé à la conférence de Belgrade; mais les organisations les plus importantes de par le nombre de leurs adhérents (3) — l'ont, dans leur quasitotalité, boycottée; et, un éventuel retour de l'A.F.L.-C.I.O. au sein de la C.I.S.L. ne risque-t-il pas d'y raviver l'esprit de guerre froide?

Des politiques dépassées

A UJOURD'HUI, la lutte contre les pouvoirs de plus en plus étendus des sociétés multinationales compte au nombre des objectifs prioritaires de toutes les organisstions de travailleurs. Or, contrairement au mouvement syndical international, ces compagnies ont une stratégie qui couvre l'ensemble du monde. Selon des documents présentés à un colloque international organisé à Sri-Lanka en 1977 par la Fédération internationale des travaileurs du textile, du vêtement et du cuir, la compagnie Bata était alors implantée dans quatre-vingtneuf pays. En outre, les sociétés multinationales n'hésitent pas à s'unir pour faire échec aux revendications syndicales, comme l'a prouvé l'action menés par la Fédération internationale des travailleurs des plantations, de l'agriculture et des secteurs connexes (FITPASC) contre les compagnies Brooke Bond-Liebig et Lonrho, il y a quelques

Une campagne de boycottage du thé produit par ces sociétés avait été lancée par la FITPASC pour les obliger, notamment, à augmenter les salaires de misère qu'elles payaient aux travailleurs de leurs plantations à Sri-Lanka. On s'aperçut alors que la thé des deux compagnies était mélangé à celui d'autres sociétés dans le but, précisément, de limiter les effets d'un boycottage.

Il est évident que les initiatives syndicales à l'encontre de la politique des sociétés multinationales n'ont de chances d'aboutir que si elles sont appuyées par le plus grand nombre possible d'organisations de travailleurs, dans un maximum de pays. Dans ces conditions, refuser toute coopération avec la F.S.M. revient à affaiblir la position des travailleurs du tiers-monde membres de syndicats affiliés à cette fédération, face aux compagnies transna-

Le problème est de savoir si, pour le mouvement syndical international, la lutte contre le sous-développement et les incidences de la crise économique doit être subordonnée aux aléas des relations Est-Ouest, vue sous cet angle, l'affiliation de syndicats du tiers-monde à des organisations plus préoccupées de renforcer la politique des blocs que d'améliorer les conditions de vie des travailleurs — dont la majorité se trouve dans les pays en voie de développement — apparaît anachronique.

L'idée d'une conférence syndicale mondiale avait été lancée lors du IV- sommet des pays non alignés, à Alger en 1973. Il était tentant de faire un parallèle entre cette réunion et la conférence de Bandoeng en 1955. De fait, cette initiative a suscité de vives inquiétudes au sein des syndicats internationaux, y compris la F.S.M.

De par sa structure, sa composition, ses conceptions, cette derniere ne semble pas, non plus, répondre aux exigences d'un nouvel ordre économique mondial. Tout comme il y a une trentaine d'années ses activités demeurent trop exclusivement consacrées au désarmement et à la paix. Cette préoccupation figure en tête de la liste des cobjectijs essentiels et prioritaires du mouvement syndical » définis dans le document d'orientation et d'action adopté par le IX congrès de la F.S.M. qui s'est tenu en 1978 à Prague ; au point que certains de ses adhérents se demandent si les Etats socialistes n'essaient pas de lui faire jouer un rôle qui n'est pas le sien.

La F.S.M., a-t-elle les moyens de pratiquer la solidarité qu'elle préconise? Peut-elle, par exemple, obtenir qu'une enquête soit ouverte à propos des récentes allégations du journal danois Politiken, selon lesquelles des armes en provenance de plusieurs pays européens, dont la Roumanie et la Bulgarie, auraient été vendues à l'Afrique du Sud, en violation de

l'embargo décidé par l'ONU en 1977 ? (Lire la suite page 18.)

(1) Guy Caire, Liberté syndicale et développement économique, BiT, Genève, 1976.

(2) Cf. Rodney Larson, « Manœuvres américaines contre l'Organisation internationale du travail », le Monde diplomatique, février 1979.

(3) Le TUC (Grande-Bretague) et le D.G.B. (R.F.A.), en particulier. La centrale française Porce ouvrière (F.O.) s'est égalament abstenue d'y partici-

-Lire pages 18 à 21:---

PAGES 18 et 19 : Suite de l'article de Marie-Claude Céleste : Nécessaire et difficile solidurité. — Contre un certain type de développement, Jacques Chérèque.

PAGES 20 et 21 : L'O.I.T. et la sort des masses ruraits. Mireille Lemaresquier. — Un champ d'action privilégié : initiative syndicale et normes du travail, Nicolas Valticos.



(Suite de la page 17.)

Est-elle en mesure d'exercer une pression efficace pour que, confor-mément aux recommandations de la déclaration finale de la conférence de Beigrade, les pays socialistes accordent un « soutien économique et technique plus important aux pays en voie de développement »? La « déclaration universelle des droits syndicaux », adoptée lors du neuvième congrès, affirme que : « Les travail-leurs ... ont le droit de recourir à la grève et à la participation à la grève ainsi qu'à une manifestation de solirence, « jaire l'objet de licenciement, de peines, d'amendes ou mesures de sanctions et de répression ». Ces dispositions n'avant famais été prises en considération, l'on comprend que, cet été en Pologne, les grévistes de Gdansk aient insisté pour obtenir de leur gouvernement la garantie que l'accord du 30 août, prévoyant la création de syndicats indépendants, serait effectivement-appliqué.

La nécessité d'une rénovation de la F.S.M. est pourtant admise par certains des siens. M. Ibrahim Zakaria. secrétaire général adjoint de l'organisation, estime, par exemple, que a la F.S.M. devrait être plus ouverte en ce qui concerne la caopération avec d'autres syndicats. Il devrait être possible à tous d'y discuter de

Parmi les organisations membres.

la C.G.T. française est, depuis plusieurs années, l'un des plus fervents partisans de changements. Son secrétaire général, M. Georges Séguy affirmait dans la revue mensuelle Intersocial, en novembre 1979, que « la F.S.M. est handicapée par le a noide enécifique écrasant », selon l'expression d'un dirigeant d'une des centrales syndicales d'un pays socialiste, des organisations socialistes. Et, compte tenu de la conception qui prédomine actuellement dans l'activité et le rôle des syndicais dans les pays socialistes, il en résulte une situation tellement pesante qu'elle conjine à l'inertie pour la F.S.M... N faut reconnaître que, dans l'état actuel des choses, les liens existant entre les centrales syndicales et l'Etai et les partie au pouvoir exercent incontestablement sur la F.S.M. une pression qui handicape sérieusement les possibilités d'ouverture que la C.G.T. a préconisée lors du neuvième congrès ».

La C.G.T. propose, notamment que la F.S.M. devienne un centre d'échanges, d'accumulation et de diffusion d'expériences dont les lignes d'action feraient l'objet d'une large concertation plutôt que de directives élaborées au sommet.

trois syndicats internationaux, c'est la Confédération mondiale du travail (CMT.) — la moins importante en nombre d'adhérents — qui a, jusqu'à présent, manifesté la plus grande volonte de coopération avec d'autres organisations de travailleurs. en particulier sur des questions relatives au développement. Pour la C.M.T., les syndicats devraient, au-delà des divergences idéologiques, rechercher des points d'accord en vue d'une unité d'action sur des problèmes précis. Cette organisation est ainsi membre du Comité permanent pour la réforme agraire, créé en 1978 à Alger et qui comprend, en outre, la F.S.M. et plusieurs syndicats du tiers-monde, dont l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA) et la Confédération panindienne des syndicats (AITUC). Les propositions de coopération de la C.M.T. s'adressent également à la CISL, mais se heurtent le plus souvent à des refus de la part de

T A coopération syndicale pour un nouvel ordre économique mondial n'aura de sens que si les travailleurs du tiers-monde ont les moyens de faire admettre leurs revendications. Selon les estimations de l'O.I.T. les deux tiers des personnes aptes au travail que compte le monde (un milliard deux cent quinze millions environ au total) vivent dans les

MONDIALE

DU TRAVAIL

Pour le non-alignement----

LA CONFÉDÉRATION

A vec seulement quinze millions d'adhérents, la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), dont le siège est à Bruxelles,

semble disposer d'une andience sensiblement plus réduite que les

deux autres centrales syndicales internationales. Elle peut pourtant

se prévaloir d'une histoire plus ancienne que celle de ses deux

homologues. C'est, en effet, en 1926 que fut créée, à La Haye, la

Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), qui,

en 1968, devait prendre le nom de Confédération mondigle du travail.

ouatre-vingts organisations adhérentes (de solvante-dix-huit pays).

Elle dispose d'affleurs de deux regroupements régionaux : la Centrale

latino-américaine des travailleurs (CLAT) (sept millions d'adhérents environ), et la Fraternité des travailleurs asiatiques (BATU). Avec

la création de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA)

en 1973. l'audience directe de la C.M.T. s'est sensiblement réduite

sur le continent africain (l'une des conditions d'admission à l'OUSA

est en effet la non-affiliation à une confédération syndicale Inter-

nationale). Mais la C.M.T. a décidé de coopérer avec l'OUSA. Depuis

le départ de la C.F.D.T. en 1979, Pimplantation de la C.M.T. est

nisme » ont constitué, pour la C.M.T., une source essentielle de

référence. Le congrès d'Evian, en 1973, puis celui de Haan (Belgique).

en 1977, devaient marquer un changement fondamental des options.

Désormais, la C.M.T. préconise une « voie révolutionnaire » nour

réaliser aune véritable démocratie... un véritable socialisme... la

planification démocratique du développement économique... la

la C.M.T. « condamne toutes les formes de capitalisme, aussi bien

nelles (FIP) regroupant, notamment, des syndicats de l'alimentation,

Fartisan d'un e syndicalisme engagé dans le nou-alignement »,

La C.M.T. compte dours fédérations internationales profession-

Pendant plusieurs décennies, les q principes sociaux du christia-

également limitée sur le continent européen.

marche vers l'autogostion ».

que d'étatisme marxiste ».

de l'agriculture et des services publics.

L'implantation de la C.M.T. est géographiquement assez équilibrée, avec pins de soixante syndicats du tiers-monde sur un total de

cette dernière qui souhaiterait l'absorber. Regroupant une majorité d'organisations du tiers-monde, la C.M.T. est, par nature prédisposée à une certaine sensibilité aux problèmes du sous-développement (voir l'encadré ci-dessous).

Eile n'échappe pas, cependant, aux controverses politiques et idéologiques — illustrées par le départ de la Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.) en 1979 — opposant partisans d'un syndicalisme réformiste et tenants de la lutte des classes. Elle est, de sprcroft, assez faiblement implantée dans les pays industrialisés et ne compte que peu de syndicats importants dans le tiers-monde. La C.M.T. ne semble donc pas en mesure de créer. à elle seule. les conditions de la solidarité souhaitée par la conférence de Belgrade.

Les trois centrales internationales ne représentent d'ailleurs pas la totalité des travailleurs syndiqués du monde : les organisations de travailleurs chinoises et yougoslaves, la C.F.D.T., en France et la Confédération générale italienne du travail qui compte 4.5 millions de membres ou encore certains syndicats lies à l'Organisation de l'unité syndicale africaine, n'ont pas d'affiliation internationale.

Sans doute, la coopération s'estelle jusqu'à présent révélée moins difficile dans le cadre des activités de la branche professionnelle du mouvement syndical international. Les secrétariats professionnels internationaux (S.P.I.) — qui travaillent en coopération avec la C.I.S.L. ne reflètent pas complètement les divisions du mouvement syndical mondial Ainsi la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) compte-t-elle au nombre de ses adhérents des syndicats, notamment indiens et latino-américains, qui ne sont pas affilies à la CLS.L. C'est galement le cas pour 40 % des membres de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (U.I.T.A.).

accrue. Ainsi, au terme d'une campagne de piusieurs mois menée par l'ULT.A. avec l'aide d'autres secrétariats professionnels internationaux. la société Coca-Cola a été contrainte récemment de retirer sa licence à son concessionnaire au Guatemala. M. John Trotter, rendu célèbre par ses prises de position a violummont antisyndicales». L'appui des «conseils mondiaux spéciaux» de la FIOM centres d'information, de coordination et de liaison entre les travailleurs syndiqués des diverses filiales d'une même société multinationale - a également permis de faire aboutir les revendications d'ouvriers des compagnies Ford, Volkswagen Mercedes-Benz, notamment

L'efficacité des S.P.L s'en trouve

Malgré tout, même au sein de la branche professionnelle du mouvement syndical international, les préoccupations idéologiques et poliiques ne sont pas absentes. Certains S.P.I. refusent la coopération d'organisations affiliées à la F.S.M. En ouire, compte tenu de leurs objectifs, les moyens de ces secrétariats professionnels paraissent minces. Le budget annuel de l'ULTA n'est que de 1.8 million de francs suisses (4). La FITPASC ne compte que 4,5 millions d'adhérents, alors que la population agricole mondiale se chiffre à quelque 800 millions. Surtout contrôlés pour la plupart par des syndicats de pays développes, les S.P.I. se sont essentiellement préoccupés de problèmes concernant plus particulièrement le monde du travail dans les Etats industrialisés.

Une majorité de paysans

pays en voie de développement (Chine non comprise). Le chômage ou le sous-emploi y frappent quatre cent cinquante-cinq millions de personnes — soit vingtsept fois plus que dans les Etats développés. Au cours des dix prochaines années, quelque six cents millions de jeunes de moins de vingtcinq ans viendront augmenter le

chiffre actuel de la population active mondiale ; quatre cent cinquante millions d'entre eux seront dans le tiers-monde. Au rythme actuel d'accroissement de la main-d'œuvre, il faudrait créer, d'ici à l'an 3000, environ un milliard d'emplois, dont huit cent quatre-vingt millions dans les pays en voie de développement.

Face à l'ampieur des tâches à

accomplir, le mouvement syndical de l'hémisphère sud apparaît particulièrement faible. On estime seulement à 20 % la part de la population active du monde organisée en syndicats. Mais le nombre de travailleurs syndiqués dans le tiers-monde n'en représente qu'une infime proportion. Les raisons en sont d'abord d'ordre historique. Pour beaucoup de pays en voie de développement, l'indépendance est relativement récente. Or le type de syndicalisme qui y prévaut — et qui fut mis en place par les organisations de travailleurs des anciennes puissances coloniales — est calqué sur celui des Etats européens. Cette situation est particulièrement vraie de l'Afrique où les syndicats regroupent essentiellement les couches urbanisées et les ouvriers, alors que les paysans représentent près de 90 % de la population active.

Souvent conçue pour la main-d'œuvre urbaine et industrielle, la légisation du travail dans le tiers-monde reflète ce déséquilibre. Certains gouvernements ont même eu recours à des restrictions juridiques, telle l'obligation faite aux travailleurs ruraux de savoir lire et écrire pour être autorisés à former des associations, afin de freiner le développement de mouvements.syndicaux dans les campagnes,

L'instabilité de l'emploi, des modes de production féodaux ou semi-féodaux, l'opposition de l'oligarchie foncière, n'ont fait qu'ajouter aux difficultés de cette catégorie de travailleurs. En outre, le tiers-monde létient de tristes records en matière de répression syndicale : certains gouvernements ne reculent devant aucun moyen, qu'il s'agisse de l'emprisonnement, de la torture, des enlèvements ou de l'élimination physique, pour venir à bout de ceux qui «troublent la paix sociale », notamment en Amérique latine, où les syndicats sont généralement plus puissants qu'en Afrique.

Selon une théorie largement répandue dans l'hémisphère sud, le syndicalisme aurait un rôle particulier à jouer dans les pays pauvres. Les organisations de travailleurs devraient se contenter de mobiliser les masses à la seule fin de contribuer, avec les autorités et toutes les autres forces de la nation. au développement économique. Dans cette logique, le concept de liberté syndicale, telle que la définit la convention numéro 87 de l'O.I.T., serait à repenser : le pluralisme syndical. en particulier, n'aurait pas raison d'être et constituerait même un obstacle au développement écono-

Si une telle théorie a pu trouver quelque justification à une période où le développement n'était perçu qu'en termes de croissance, elle est difficHement recevable actuellement. Que voit-on, aujourd'hui, dans l'hé-misphère sud? En termes purement économiques, certains pays ont accompli des progrès importants en matière d'industrialisation : mais celle-ci n'a profité qu'à une minorité (5). Par contre, cent trentecinq millions de personnes vivent encore dans un état de pauvreté absolue en Amérique latine. Des enquêtes récentes du BIT (6) montrent qu'une forte proportion (48 à 56 %) des habitants de la Zambie et la majorité (70 %) de la population — nomade et rurale — de la Somalie ne disposent pas du revenu minimum qui leur permettrait de

satisfaire leurs besoins essentiels. Dans ces conditions, considérer le syndicalisme comme l'un des supports du « modèle » occidental de développement économique revient à l'associer à un effort qui a aussi pour effet de maintenir la masse des populations dans la misère et la pauvreté.

En acceptant d'être de simples courroles de transmission des décisions gouvernementales, certaines

organisations jouent ce rôle. Les par-ticipants à la conférence de Beigrade ne s'y sont pas trompés. S'ils out souligné la responsabilité des Etats industrialisés et des sociétés trans-nationales dans l'actuel « système déséquilibre et injuste des rapports économiques internationaux », et dans les difficultés rencontrées par le tiers-monde, ils n'en ont pas moins reconnu que « les obstacles au développement ne sont pas que le résultat de causes externes ». Les problèmes des pays pauvres seraient également dus, d'après la déclaration finale, a aux structures économiques, aux choix économiques faits par certaines jorces au pouvoir, au type de développement et de société mis en œuvre au niveau national ».

Autant dire qu'en l'absence de syndicats puissants dans le tiersmonde, la nécessité d'un e action risant à faire contrepoids aux sociétés multinationales demeurera un vœu pieux. Combien de temps encore verra-t-on, dans la presse occidentale, des communiqués de gouvernements du tiers-monde invitant les sociétés multinationales à profiter des bas salaires et autres « avantages » pratiqués dans leurs pays pour y investir? Ces mêmes gouvernements, souvent, qui dénoncent les «pouvoirs exorbitants» des sociétés concernées dans les instances internationales.

La faiblesse des organisations de travailleurs du tiers-monde comporte d'autres inconvénients. Sans doute la coopération entre syndicats des deux hémisphères peut-elle avoir des incidences très positives quand elle

prend, par exemple, la forme d'échan-ges d'expériences. Elle peut aussi contribuer à accentuer la dépendance. Ainsi, par le blais des programmes de formation organisés par les syndicate des pays développés, se transmettant des options politiques et idéologiques, une certaine vision du monde, des schémas culturels et des modèles de consommation propres à l'hémisphère nord. Le coopération syndicale peut servir de support au transfert de technologie. Aussi voit-on les Européens — notamment avec la Européans — notamment avec la Fondation ouest-allemande Friedrich-Ebert - et les Américains avec le Centre afro-américain du travail. — ou même les Européens entre eux, se livrer à une concurrence serrée sur le continent africain. Les transferts culturels qui s'opèrent par le biais de la coopération

manifestation de paternalisme. Sans doute était-ce à ce problème que se référait Mme Dominique Aguessy, secrétaire générale adjointe de la C.M.T., en évoquant, dans un discours prononcé lors de la conférence de Belgrade, la nécessité de alutier nour la reconnaissance des cultures différentes du tiers-monde comme apport important et nécessaire à la solution des problèmes du sous-développement ». Les Etats du tiers-monde, où la formation de coopératives précède souvent la création d'organisations de travailleurs, en ont sans doute plus à apprendre dans ce domaine d'autres régions de l'hémisphère sud que des pays industria-

syndicale sont quelquefois perque

dans le tiers-monde comme une

L'ignorance et la tentation du protectionnisme

ETTE faiblesse du syndicalisme dans le tiers-monde devient particulièrement préoccupante alors que se développent, dans certains syndicats de l'hémisphère nord, des tendences franchement protectionnistes. On pouveit ainsi lire il y a quelques mois dans la revue Nouvelles des syndicats libres publiée par l'A.F.L.-CLO. (7), que «les importations de l'étranger ont éliminé des emplois américains... Le gouvernement et le Congrès des Etats-Unis devraient poursulvre une politique économique internationale qui mette un terme à la destruction et à l'exportation d'emplois américains qui compromettent la base industrielle du pays... Les droits spéciaux d'entrée sur le marché américain devraient être garantis seulement pour les produits dont les Etais-Unis ont besoin ou qu'ils ne peupent produire de manière efficace ou efficiente. Le titre V de la loi de 1974 sur le commerce, qui prévoit des préférences pour les importations en provenance des pays en développement, devrajt être abrogé...»

Dans un langage certes plus nuancé, nombreuses sont les organisations de travailleurs des Etats industrialisés qui expriment des préoccupations similaires. La tentative, de leur part, de faire assortir des accords internationaux de clauses sociales visant I interdire, dans l'hémisphère nord, les importations de produits en provenance de pays qui ne respecteraient pas les normes du BIT est pour le moins ambiguë.

Dans un réel esprit de solidarité, il eût été en effet plus logique de commencer par s'intéresser à ceux qui connaissent les plus dures conditions de travail : la main-d'œuvre rurale dans tout le tiers-monde, les ouvriers et les mineurs d'Afrique du Sud, etc.

Pour M. James Dennie Akumu secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine, c'est ainsi que s'expliquerait l'absence de grandés centrales syndicales des pays industrialisés à la conférence de Belgrade: « Ces organisations ont pris prétexte du fait que la Histadrout d'Israël n'avait pas été invités pour ne pas participer à cette réunion. En fait, elles ont eu peur que nous ne leur demandions de nous rendre des comptes à propos de leur attitude protectionniste et de traduire dans les actes leurs déclarations de solidarité. »

Les conditions d'une coopération syndicale internationale efficace restent donc à créer. Les problèmes du

monde du travail dans le tiersmonde sont encore mai connus des syndicalistes des Etats industrialisés. M. Wim Kok, président de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), en convensit implicitement lorsqu'il déclarait l'an dernier que tous les programmes d'éducation syndicale devraient avoir une dimension internationale» (8). Tel n'est pas le cas actuellement.

L'initiation aux problèmes du développement tient encore une piace limitée dans les programmes de formation des syndicats des Etats industrialisés, bien que des efforts visant à corriger cette situation soient aujourd'hui en cours. Pour l'instant, le D.G.B. n'y consacre que 2 % de son budget annuel ; de même. la Confédération syndicale suisse (S.G.B.), qui lui réserve une part mineure de ses ressources.

Le groupe syndical international de recherche et d'action de la C.E.S. qui a mené une enquête sur ce thème auprès de deux confédérations syndicales françaises, la C.F.D.T. et F.O., en 1979, en a retiré « l'impression générale... que l'on s'est peu engagé dans l'éducition au dévelopdement d.

Avec la création de la C.E.S. et de l'OUSA en 1973 semble gesqui-ser une restricturation du litouve-ment syndical infernational au profit d'organisations régionales de travailleurs. Si de tels regroupements sont de nature à renforcer le poids des syndicats à l'échelle continendivisions au sein du mouvement syndical? Il faudra sans doute beaucoup d'autres conférences comme celle de Beigrade pour éviter que, au sein de ce dernier, une querelle Nord-Sud ne vienne s'ajonter au conflit Est-Ouest.

MARIE-CLAUDE CÉLESTE

pour l'Afrique, BLT., Genève.

(4) 1 franc suisse = 2.44 france fran-(5) Cf. Abdellatif Benhachenou. e Pour un développement populaire et autonome », le Monde déplomatique, février 1980. (6) Une stratégie des besoins essen-

(7) Nouvelles des syndicats libres, dé-(8) Discours d'ouverture au séminaire de la C.E.S. sur l'initiation au dáveloppement, Luxembourg, 29-31 oc-

tale, ne risquent-ils pas, en l'absence d'organisations mondiales puissantes, représentatives et adaptées aux réalités actuelles, d'accentuer certaines Mise en cause de l'inégalisé

> French Mark The TO THE STREET, STREET,

· and comp dies

PROPERTY AND PROPERTY.

STATE OF THE PARTY IN

PROPERTY AND PERSONS AND PERSO

the selection selections

AND THE REAL PROPERTY.

State Of the 12 Julian Col.

their statement the second

THE PERSON NAMED IN

The state of the s

shall min distant

Maidalla de france

de districte des

To display the second second

step de par friends

STATE SHOWING IN THE

the spinish and it

des to their the rate

CHIEF SHEET BUILDING

CANADA SAL SAL

TO STREET, STR

AN ARREST OF STREET

the designation was

The second second

- - - 1 2-091 Bu

TO SHE SHE FERRE

344 AND 100 AN

A Propert Con

17 To the second second

MARTIN AND A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

and the second of the second o

A THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TO THE PERSON NAMED IN COLUMN

man er er er der de affection and filler

the state of the s

the second or the series of the second of th

ger an eine er eine eine eine der eine gereichte geber geber geber gestellt geber geber geber geber geber geber

greater and the same of the Confederation of the

The second secon

ter eine eine eine eine gefte bereite die ber

The state of the same states from

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

the second of the second beautiful to the second of the se

" 4 preside de

FREE OF PRANSING A STATE OF THE PARTY OF Militally & Stand Service SPOS TORRE

THE PERSON NAMED IN

Margarette Biglion Biglio

STREET, PRINCES IN

- to type m

I.I. MONDE DEPLOMATIO

'de term

Treat l

—Poids de l'Europe de l'Est———

LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

A s'en tenir su seul chiffre des adhérents, la rédération syndicale nondiale (F.S.M.), dont le siège est à Prague, serait la plus importante des trois centrales syndicales mondiales. Elle ne compte pas moins, en effet, de cent quatre-vingt-dix millions de membres. Toutefois, avec une implantation géographique limitée : elle regroupe essentiellement les syndicats des pays socialistes d'Europe de l'Est, qui, avec cent vingt millions d'adhérents, représentent plus de la moitié de ses effectifs.

A sa naissance, en 1945, la F.S.M. avait pourtant vocation universelle et unitaire. Sa création marquait en effet l'aboutissement des efforts entrepris pendant l'entre-deux-guerres pour unifler les diverses branches du mouvement syndical international, en particulier la Fédération syndicale internationale (F.S.L.) et l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.). L'expérience, ponctuée de remous. ne devait pas survivre à la détérioration des relations Est-Ouest à la fin des années 48 (voir ci-contre le texte sur la C.I.S.I.).

La F.S.M. a également subl les contre-coups des divisions intervenues au sein du bloc socialiste lui-même. Ainsi, la querelle sino-soviétique et la « dissidence » yougoslave ont entraîné le départ des organisations de travellleurs de Chine et de Yougoslavie. Les syndicate albanais, pour leur part, n'occupant pas leur siège.

En 1978, la Confédération générale italienne du travail (C.G.I.L.) quittait à son tour cette organisation qualifiée alors d' « instrument définitivement vielli et inutile... » et de « centrale de propagande ».

La F.S.M. compte onze départements professionnels, appelés « unions internationales de syndicats » (U.I.S.), qui couvrent, entre autres, les domaines de l'agriculture, des transports et de le chimie,

Par le blats de leur affiliation aux U.L.S., un certain nombre de avadicats, notamment asiatiques et latino-américains, qui ne font pas partie de la F.S.M., sont représentés au couseil général de cette Pédération, instance supérieure entre les sessions du congrès,

DES SYNDICATS LIBRES

T A Confédération internationale des syndicate libres (C.I.S.L.) est née en 1949, d'une scission intervenue au sein de la Fédération syndicale mondiale parce qu'il « était devenu clair », pour les membres occidentaux de cette dernière, « qu'un organisme contenant un bloc important d'organisations syndicales dirigées par l'Etat ne pouvait représenter convenablement les intérêts des travailleurs ni promouvoir un syndicalisme véritable » (1).

Les organisations de travallieurs des pays industrialisés exércent encore aujourd'hul une influence prépondérante au sein de cette Confédération. Avec, respectivement, 12 millions et quelque 7,8 millions d'adhérents, le Trade Unions Congress (TUC) britannique et le Deutscher Gewerkschafts Bund (D.G.B.) ouest-allemend représentent à eux seuls près du tiers de ses effectifs. A la fin de l'année dernière, la C.I.S.L. comptait cent vingt-quatre membres représentant quelque 62 millions d'adhérents dans quatre-vingt-huit pays. En outre, bien que la centrale américaine A.F.L.-C.L.O. (13,6 millions de membres) ne soit plus membre de la C.I.S.L. depuis 1968, les deux confédérations maintiennent d'étroites relations. La C.I.S.L. reste

fidèle au principe qui a prévalu à sa création : l'anticommunisme La C.I.S.L., dont le siège est à Bruxelles, compte trois regroupements régionaux : l'Organisation régionale africaine (ORAF); l'Organisation régionale asienne (ORA) et l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT).

Avec 3,2 millions d'adhérents, le Congrès national syndical indien (INTUC) est, dans le tiers-monde, le membre le pius important de la C.I.S.I.

Aux termes de l'article XXIII des statuts de catte organisation, « des dispositions doivent être prises pour assurer la coopération la plus large possible entre la Confédération et les secrétariats professionnels internationant » (S.P.L.). Aguerris par une pratique de l'action syndicale remontant, pour certains d'entre eux, à la fin du dix-neuvième siècle, disposant d'une large autonomie par rapport à la CLSL., ces seize S.P.I. sont incontestablement plus efficaces (voir ci-dessus) que les départements professionnels de la C.M.T. et de la P.S.M.

(1) CL Monde du travail libre, revue de la CLEL. novembre-

Esprit de guerre froide

INTERNATIONALE

LA CONFÉDÉRATION

fonction même, de préserver des inférêts politiques et économiques, et qui ne peuvent trop souvent que s'affrontes entre puissants et faibles, au besoin par petits paye interposés; mais les représentants de ceux qui, du fait de l'ordre économique mondial actuel, subissent d'une façon ou d'une autre l'exploitation et la domination, même si c'est à des degrés différents. Et cela devalt permettre une approche

particulière, différente, des problèmes du

Du fait de sa composition même, la conférence ne pouvait d'abord que dresser un tableau particulièrement sombre des conséquences pour les populations, et en particulier les travallieurs, de la situation économique mondiale actuelle : maintien de conditions de vie infrehumaines dans le tiers-monde, renforcement de l'exploitation des travallieurs dans 4es pays Industrialisés, avec, er particulier, l'extension du chômage el la dégradation des conditions de vie et de travail.

Les obstacles à surmonter

A conférence devait analyser également de facon claire les forces et les facteurs qui sont principalement à l'origine de cette situation, au premier rang desquels, en plus des séquelles du colonialisme, la domination qu'impose le système capitaliste aux pays du tiers-monde par l'intermédiaire de ses divers agents et instruments : les firmes multinationales d'abord, mais aussi certaines institutions internationales comme te Fonds monétaire International ou les gouvernements qui bioquent depuis des années les négociations Nord-Sud, et sont en grande partie responsables des échecs ou des faibles réussites des récentes réunions de la Conférence des Nationa unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ou de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

E syndicalisme mondial façe au défi

dicale mondiele réunie à Belgrade en

avril 'dernier'. L'événement tenait d'abord

au fait que, et les organisations syn-

dicaies à tous les niveaux, international.

continental, national, sectoriel, stc., as

sont délà souvent exprimées sur ce pro-

bième, c'était la première fois que le

syndicalisme mondial se réunissait pour

débattre de ce thème par delà les diffà-

rences de situation, d'affiliation syndi-

cale internationale, d'orientations idéolociques et politiques qui les divisent. Ces

difficultés n'ont pas toutes été sur-

montées, mais elles n'ont pas réussi à

faire échouer la conférence comme cela

avait été le cas dans d'autres occasions.

profonde originalité venaient surtout dù

fait que, sur ce thème du développe-

ment, se réunissalent pour la première

fols non pas des experts des finances.

des techniques ou des affaires avec

leurs solutions miracles: non pas des

chefs d'Etat soucleux avant tout, par leur

Mais l'intérêt de cette rencontre et sa

du développement : lei était le

thème central de la conférence syn-

MONDE

Mais les participants n'ont pas voulu se contenter de désigner un bouc émissaire responsable de tous leurs maux. Ils ont clairement affirmé que les ingérences étrangères et les pressions polltiques, économiques et militaires ne sont pas le seul fait de l'Impérialisme capitaliste : celles-ci ont été condamnées quels qu'en soient la forme, l'origine

En affet, l'actuelle remise en cause de la détente a des conséquences immédiates sur les politiques de développement, ne seralt-ce qu'en entraînant, avec le gonflement rapide des dépenses milltaires, la stérilisation de sommes considérables qui auraient pu financer le développement. Mais le raldissement

récent dans l'affrontement des blocs, les interventions directes ou indirectes dans les affaires Intérieures d'un certain nombre de pays et les pressions exercées pour qu'ils s'inféodent à un camp remettent surtout en cause un principe qui représente l'une des conditions fondamentales du développement : le libre chobx pour chaque peuple des voles de son développement politique, économique et social, sans qu'elles lui soient

imposées de l'extérieur, et la possibilité de disposer des moyens nécessaires pour traduire cette liberté dans les faits. li était important que l'affirmation solennelle de tela principes ait recuelill l'accord général de la conférence, malgré les réserves exprimées par certaines organisations qui ont finalement empêché que la texte s'y rapportant ne contienne des références à des cas trop précis.

Une autre simplification abusive a été

évitée, celle qui aurait consisté à releter la responsabilité de toutes les difficultés en matière de développement sur les conditions extérieures. Les participants ont, au contraire, voulu se mettre mutuallement en face de leurs responsabilités en signalant les obstacles internes au développement : par exemple, la collusion existant entre certaines forces polltiques ou sociales de nombreux pays et l'impérialisme international : les choix en matière de techniques, d'industrialisetion, de mode de consommation, etc. qui se révèlent souvent incapables d'assurer un développement autonome et orienté vers la satisfaction prioritaire des besoins de la population.

Mise en cause de l'inégalité

ES organisations syndicales n'ont pas - voulu, à Beigrade - et c'est là. sans doute, le point le plus positif et le plus original de leurs travaux. — aborder les problèmes du développement sous la seul angle du « sous-développement » et de la seule réforme, si nécessaire soitelle per ailleurs, des relations économiques Internationales. En effet, l'Inégalité fondamentale qui caractérise du mēma système qui, dans les pays industrialisés, est l'origine du « maidéveloppement » dont souffrent les travalleurs et les populations.

Les phénomènes d'aliénation, d'exploitation et de domination qui caractérisant contoncturals, ni imputables seulement à l'appétit de puissance et de profits de certains agents économiques comme économique qui cherche à certain mode de production et d'exploitation des ressources économiques et humaines du monde au profit de certaines couches sociales des pays industrialisés et du tiers-monde.

La problème n'est pas d'ordre purement économique. Le capitalisme tire as force non seulement des mécanismes d'exploitation et de sa puissance financière, technique et militaire, mais, tout autant, des formes d'organisation de la production, des valeurs qu'il répand, de sa capacité à imposer et à reproduire des rapports discriminatoires et inégaux vail et de la vie sociale, consommation, habitat, culture, éducation et loisirs, vie politique, rapports sociaux, etc. Les organisations représentées à Bel-

grade ont également constaté que ce type d'organisation économique sociale a pour principales caractéris-

- son mode de production : - son type de satisfaction des besolns privilégiant les biens matériels : - son type de technologie avec ses implications négatives sur les conditions de travail. les relations sociales hors et dans l'entreprise, l'environne-

- le type de relations éconointernationales qui s'instaure sous son égide et ne fait qu'élargir le fossé entre pays riches et pays pauvres.

Contre un certain type de développement

La demination exercée par le système canitaliste sur les économies des nays du tiers-mande, dans ses formes auciennes on nonvelles, est sans donte la cause première de sons-développement. Les rivalités entre pays industrialisés, pris dans leur ensemble, en aggravent les effets. D'antant one ni l'Est ni l'Onest n'est à effirir de « madèle » valable pour résondre les ereblèmes à l'échelle mondiale.

Par JACQUES CHÉRÈQUE*

annt mises au service d'objectifs si de groupes sociaux différents. Toutefois, ce point de vue s'est heurté à l'opposition des organisations syndicales qui voient dans les pays de l'Est à la tois un modèle et des alliés privi-

léglés.
C'est une lutte convergente contre le type de développement actuellement dominant dans les pays industrialisés du Nord et dans un certain nombre de pays du Sud qui peut fonder, entre travailleurs des deux catégories de pays, une solidarité réelle qui ne solt pas seulement la réaffirmation colennelle et cériodique de leur soildarité fondamentale, généreuse peut-être dans ses intentions mais finalement marginale per rapport aux luttes syndicales quotidiennes. C'est par la lutte dans chaque pays

contre ce type de production, de consommation et d'échange, en particulier contre toutes les formes d'inégalités et pour l'accroissement du pouvoir et du droit de contrôle des travallleurs dans les domaines dont dépendent leur altuation et leur avenir, que se renforcera peu à peu la solidarité fondamentale d'Intérêt qui les lie majuré les diffé-

rences de situation. Pour prendre des terrains d'action qui touchent directement les intérêts communa des travailleurs des deux catégories de pays, la C.F.D.T. a proposé d'explorer certaines pistes :

• Le secteur agro-allmentaire : c'est Secrétaire général adjoint de la Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.).

l'ensemble de la division internationale de la production agricole qu'il faut revoir, au lieu de se borner à aider le seul tiers-monde à augmenter sa productivité.

• L'énergie : une politique énergétique mondiale ne peut se limiter à assurer aux pays nouvellement ou anciennement industrialisés un approvisionnement regulier à des prix « raisonnables ».

firmes transnationales et l'inadaptation de nombre de ces techniques aux exi-

Le choix des moyens d'action

TROISIEME aspect positif des propo-- sitions syndicales en matière de développement : à Belgrade, les travallleurs n'ont pas seulement esquissé une vision du développement qui embrasse ies problèmes à l'échelon mondial, et pas seulement ceux qui se posent dans le tiers-monde ; ils ont aussi tracé quelques pistes pour que les luttes syndicales contribuent peu à peu à créer le rapport de forces nécessaire pour peser sur les choix en matière de politique économique.

Comme les autres forces démocratiques. les organisations syndicales se sont déclarées prêtes à Intensifier la iutte pour la paix et la détente : pour le respect du droit des peuples à l'autodétermination dans tous les domaines pour la fibération des peuples soumis au colonialisme ou au racisme, comme en Afrique du Sud, et au totalitarisme : pour l'avancée des garanties du droit des travalileurs par la généralisation des normes et conventions du BIT : 'pour l'Instauration d'un nouvel ordre économique International.

D'une façon plus précise, le mouvement syndical mondial, some divers aspects, s'est donné comme priorités pour des actions communes un contrôle plus efficace de l'activité des sociétés transnationales en luttant pour obtenir. en particulier, le droit d'être consulté sur les accords conclus entre les Etats et ces sociétés et la création, au sein de ces acciétés, d'institutions représentatives des travallleurs où des informations puissent être recueilles et des négociations menées. D'autres domaines d'action ont été également évoqués, comme celui des travailleurs migrants.

Au cours d'une première rencontre de ce type, il était difficile d'aller plus avant; mais la C.F.D.T., pour sa part. e souligné que les organisations de travalileurs devraient se structurer dayangences d'un développement équilibré et conforme aux aspirations des travailleurs et des populations. tage en fonction de ces priorités et des centres de pouvoir sur lesquels Il fallait peser. Par allieurs, elle a souligné com-

blen, pour que la syndicalisma mondial

pulsee jouer ce rôle et exercer ses

responsabilités, un certain nombre de

Le technologie : il ne peut s'agir

ici. non plus, de faciliter l'accès du

tiers-monde à la technologie moderne

sans remettre en cause le quasi-mono-

pole dont jouissent dans ca domaine les

conditions devenaient de plus en plus indispensables, en particulier : Une représentativité auffigente des intérêts de l'ensemble de la population, en particulier dans les pays où celle-ci est dans sa grande majorité non sale-

 Un mode de fonctionnement démocratique, de facon que l'élaboration des positions et orientations ne solt pas le fait des seuls dirigeants mais de l'ensamble des catégories concarnées :

Enfin. et surtout, une autonomie réplie at sufficants à l'égard des tenants du pouvoir comme à l'égard des intérêts des Etats et des blocs.

Des débats approfondes sur tous ces problèmes ont donc eu lieu : le texte qui en est isau a été remis à la cession apéciale de l'Assemblée générale de l'ONU en août dernier pour contribuer à la préparation de la troisième Décennie du développement, Les travailleurs du monde entier out ainsi fait des propositions précises pour qu'elle marque, dans le domaine du développement, un progrès plus significatif que les deux précédentes et ils en ont présenté les condi-

Mais, dans un avenir plus immédiat, l'objectif des organisations qui ont pris l'initiative d'une telle rencontre est que les idées émises stimulent la réflexion et orientent l'action des organisations syndicales mondiales, à tous les niveaux. de facon que leur convergence permette de progresser plus rapidement sur la vole d'un développement général et davantage orienté vers les véritables aspirations des travailleurs du monde

DIPLOMATES



les taxes en moins... Peugeot en plus!

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing – chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

38 PEUGEOT

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur: Hubert BRUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques PAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chaf adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annual (en francs)

Prance, DOM, TOM, Centrafriqua, Congo, Côte-d'Tvoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, République malgache, Mali, Mauritanie, Niger, Béhégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco

111 PAR AVION (abonnement et faxes) :

Burope, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Aigé-rie, Maroc, Tunisie Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo,

TOM République malgache, Etat

rique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amé-

(Chèque postal : Paris nº 4207-23) Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Compléter le tripartisme par une meilleure représentation des pays neufs

Travail porte un intérêt jondamental à l'établissement d'organisations de travailleurs solides et viables. Il doit se préoccuper des conditions qui permettent à ces organisations de prendre racine et de croître. Le B.I.T. doit s'intéresser à la formation de dirigeants éclairés et bien préparés à leur tâche, qui puissent jouer leur rôle dans la vie sociale et économique des nouvelles nations.

Lorsqu'en 1964 M. David Morse alors directeur général du B.I.T., définissait en ces termes le rôle du secrétariat permanent de l'Organisation internationale du travail, de nombreux pays du tiers-monde venaient d'accéder à l'indépendance ; ces jeunes Etats fondaient de grands espoirs en l'O.I.T. De par sa structure tripartite, celle - ci était particulièrement bien placée pour répondre aux aspirations des travailleurs. Cette organisation est en effet la seule institution de l'ONU à grouper non seulement des gouvernements mais aussi des employeurs et des représentants de travailleurs.

A l'exception de la commission des finances, toutes les instances de l'organisation sont tripartites. Sur les cinquante-six membres du conseil d'administration vingt-huit représentent des gouvernements, quatorze des travailleurs (les syndicats) et quatorze des employeurs. C'est le conseil d'administration qui désigne le directeur général, propose le budget et supervise le travail du B.I.T. C'est lui qui détermine, notamment, la part du budget de l'organisation qui sera consacrée à des programmes de formation professionnelle ou syndicale; c'est dire que, pour les travailleurs et surtout ceux des pays en voie de développement, il revêt une importance particulière. En outre, chacun des cent quarantequatre Etats membres de la conférence (le dernier venu étant le Zimbabwe) y délègue pour sa part deux représentants du gouvernement, un représentant des travailleurs et un représentant des

L'originalité de cette structure tient au falt que le mouvement syndical a joué un rôle déterminant dans la création de l'O.I.T. A la fin ont en effet été les premiers à comprendre que le progrès social nécessitait une action internationale. Jusqu'alors, le mouvement syndical né dans les années 1860 tandis que l'Angleterre construisait ses premiers chemins de fer, n'avait mené que des actions isolées. Mais la répression dont il faisait parfois l'objet devait vite faire apparaître la nécessité d'une législation internationale du travail.

Les premières initiatives en la matière avaient un caractère nettement corporatiste. Ainsi, les deux premières conventions internationales du travail portaient sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc, substance toxique utilisée dans la fabrication des allumettes, et sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Après plusieurs tentatives infractueuses, telle que la création de l'Office international du travail en 1901, et à la suite de la grande agitation sociale qui précèda la première guerre mondiale, le mouvement syndical avait réclamé une plate-forme où les ouvriers pourraient présenter leurs revendications. A l'armistice, la Fédération américaine du travail (A.F.L.) avait suggéré, pour sa part, qu'une conférence internationale des travailleurs se tienne en même temps que le futur Congrès de la paix

Une vieille histoire

C'EST ainsi que, parallèlement à la Société des nations et en dépit des nombreuses critiques que le tripartisme suscitait au sein du patronat, fut constituée en 1919 une organisation, l'O.I.T., destinée à assurer la protection et l'amélioration du sort des travailleurs. Sa tâche consistait à établir des normes internationales relatives à la défense des libertés syndicales, à la protection sociale, aux salaires et à l'emploi.

En dépit de l'atout de sa structure tripartite, cette organisation n'a pas été toujours en mesure de remplir ses obligations à l'égard des travailleurs, en particulier ceux du tiersmonde; le tripartisme est, en quelque sorte, l'arbre qui cache la forêt. Un déséquilibre caractérise en effet la répartition régionale des sièges au sein du conseil d'administration. Des vingt-huit membres du groupe gouvernemental qui y sont représentés, dix sont permanents

mais huit de ces derniers sont des Etats développés (1) choisis en raison de leur « importance économique ». Bien que faisant partie du tiers-monde, les deux autres membres permanents du conseil d'administration, l'Inde et la Chine — qui n'a jamais occupé son siège — ont été retenus en fonction du même critère. Un autre pays du tiersmonde, le Brésil, siège au sein de cet organe depuis deux ans. C'est en effet à la suite du départ des Etats-Unis, en 1977, motivé, selon les autorités américaines, par la a politisation croissante » de l'O.I.T. que le gouvernement du Brésil a été invité à déléguer des représentants

Quant aux Etats-Unis, qui ont réintégré l'organisation en février dernier, ils occuperont le siège de la Chine en attendant la présence effective de cette dernière qui, bien que régulièrement invitée, n's jamais

L'O.I.T. et le sort des masses rurales

Les nomes internationales élaborées par l'Organisation internationale du travail depuis sa création en 1919 ont incontestablement contribué à faire recommaître les droits des travailleurs des pays industrialisés. Il n'en va pas tent à fait de même pour la main-d'œuvre rurale du tiers-monde, qui connaît les plus dures conditions de vie et de travail. Les réformes de structure actuellement à l'étude pourraient permettre de corriger ce déséquilibre.

Par MIREILLE LEMARESQUIER

participé aux travaux du conseil d'administration. Toujours est-il que la décision de faire occuper par les Etats-Unis le siège de la Chine relève pour te moins d'une grande ambiguité.

Certes, parmi les membres non permanents du groupe gouvernemental, figure une large majorité de pays en vole de développement (2), mais les membres automatiques ont le privilège de pouvoir bloquer les amendements proposés à la Constitution de l'O.I.T. Il suffit, en effet, que cinq d'entre eux y opposent leur reto

La structure actuelle du conseil d'administration est la cristallisation d'une situation antérieure à la décolonisation. Et si l'arrivée, en 1961, des Etats nouvellement indépendants a entraîné un élargissement du conseil (56 membres au lieu de 48), il n'en reste pas moins que les groupes régionaux et le tiers-monde ne sont pas représentés équitablement.

Quant aux quatorze représentants des syndicats élus à ce même conseil, ils adhèrent pour la plupart à la Confédération internationale des syndicats libres. Ce sont généralement les options de la C.I.S.L., acquise au libéralisme économique, qui, de ce fait, prévalent an sein du groupe des travailleurs du conseil d'administration. Enfin, dans le groupe des employeurs, les pays industrialisés représentent la majorité.

Le tiers-monde est ainsi pratiquement absent du processus de décision du BIT. Les pays en voie de développement demandent depuis quelques années une réforme de la structure du conseil d'administration. Un groupe d'experts chargé d'étudier cette question a mis au point un projet de répartition régionale au sein du groupe gouvernemental dont les grandes lignes seraient les suivantes : les gouvernements disposeralent de 54 sièges (au lieu de 28) répartis entre quatre régions: 13 sièges pour l'Afrique, 12 pour l'Amérique, 14,5 pour l'Asie et 14,5 pour l'Europe, ces deux dernières régions ayant alternativement 14 et 15 sièges chacune.

Au sein du groupe des travailleurs du conseil, la réforme envisagée tendrait à assurer non seulement une représentation régionale, mais aussi un équilibre entre les différentes organisations syndicales internationales. Les discussions dans le cadre du groupe des employeurs sont fort difficiles, les employeurs des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) estimant que ceux des pays d'Europe de l'Est ne sont pas d'authentiques patrons et n'ont aucune représentativité.

Ce débat, que l'on appelle au BIT la « vieille histoire de la structure », est essentiel pour le tiers-monde ; président de la « commission de la structure » chargée de mettre au point le projet de réforme de la répartition régionale est d'ailleurs ressortissant d'un pays en voie de développement : Mme Tamero Touré Dialio, conseiller technique à la

Primature au Sénégal.

Qu'attendent donc les travailleurs du tiers-monde de cette plate-forme que constitue le BIT, le seul forum où peuvent se rencontrer les syndicalistes des pays pauvres et des pays riches, des pays à économie de marché et à économie planifiée ?

En fait, comme d'autres instances

Des problèmes bien spécifiques

ces problèmes s'ajoutent, pour A les syndicats du tiers-monde, le manque de matériel et de délégués du personnel mais aussi une grande inexpérience en matière de négociations collectives et de gestion des coopératives alors qu'il s'agit de pays à économie rurale. Autant de carences qui prennent un relief particulier lorsque des dirigeants syndicaux, qui ne bénéficient pas d'une assise aussi large parmi les travailleurs que leurs homologues des pays industrialisés en viennent à discuter avec des patrons souvent bien installés au sein de l'oligarchie locale et informés à bonne source.

Les deux tiers des délégués du personnel des pays du tiers-monde ne possèdent ni information ni formation en matière de législation sociale ou sur les normes internationales du travail. Dans ces conditions, ils ne peuvent; à l'intérieur de l'entreprise, faire appliquer le droit au travail (assurances sociales, prévention des accidents, salaires, etc.). Ils n'ont pas les moyens de se défen-

Quant aux femmes, généralement employées dans le secteur agricole et dans les activités dites non structurées, elles ne figurent pas dans le chiffre de la population active puisun subterfuge de l'employeur pour prélever de nouvelles retenues sur lels salaires.

Dien Spécifiques

que leurs tâches sont considérées comme faisant partie intégrante de la vie traditionnelle de la femme africaine ou aslatique. Pour la plupart, conscientes de l'exploitation dont elles sont victimes, ces femmes ne sont cependant pas en mesure

de formuler des revendications, car.

dans leur grande majorité, elles ne

sont pas syndiquées et aucune d'entre

internationales, FO.LT. est marquée

par le clivage Nord-Sud. Alors que les revendications des centrales syndicales des pays industrialisés portent essentiellement, aujourd'hui, sur

la réduction du temps du travail, avec pour objectifs la semaine de 35 heures, ou l'abaissement de l'âge de la retraite, pour les organisations

de travailleurs de pays pauvres, où la

durée hebdomadaire du travail est

souvent supérieure à 42 heures, les

préoccupations sont plus graves. Il

s'agit d'abord d'avoir du travail, les

conditions de travail et de sécurité

n'ayant de sens que si l'emploi stable

est assuré. Outre le chômage et le

sous-emploi, les travailleurs du tiers-

monde sont confrontés à la difficulté

de satisfaire leurs besoins essentiels

Malgré tout, certains problèmes,

telle la mise en place d'une législa-

tion sociale, concernent autant le

Nord que le Sud. M. Francis Blan-

chard, directeur général du BIT

pour qui « la sécurité sociale n'est

pas le privilège de quelques peuples

mais une aspiration universelle»,

devait ainsi lancer un appel à toutes

les organisations d'aide internatio-

nale et aux experts en sécurité

sociale pour qu'ils aident le tiers-

monde à former un personnel

compétent en la matière. Le concept

même de sécurité sociale avait

suscité des réticences parmi les

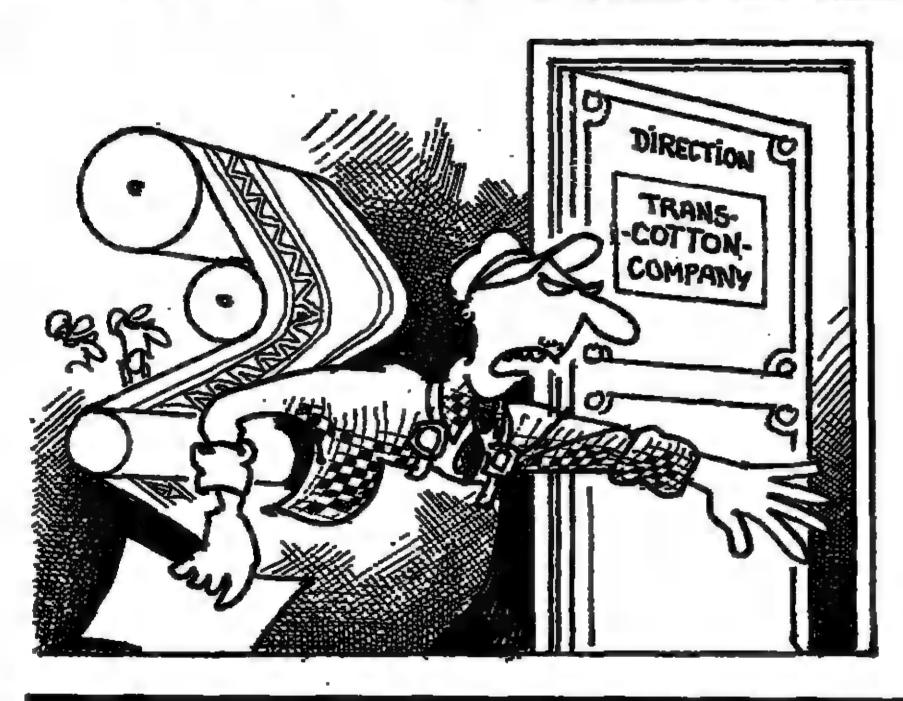
travailleurs des pays en voie de

développement qui y voyaient, eux,

notamment en matière de santé.

elles ne possède la formation néces-Si l'O.I.T. a un rôle certain à jouer, force est de constater qu'en soixante années d'existence elle ne s'est guère consacrée aux problèmes des travailleurs des pays les plus pauvres. Certes, elle fut pendant longtemps la seule organisation à soutenir que la notion de développement n'avait pas un contenu purement économique, que sa finalité était essentiellement humaine et sociale. «Le social devra vainere l'économique». déclarait, dès 1930, dans une phrase devenue célèbre, M. Albert Thomas, premier directeur du BIT.

(1) République fédérale d'Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et U.R.S.S. (2) Bangladesh, Cameroun, Colombie, Côte-d'Ivoire, Espagne, Guyane, Honduras, Iran, Liban, Niger, Pérou, Roumanie, Sierra-Leone, Tuhécoslovaquie Thailande, Tunisie, Venezuela et Zambie.







Un champ d'action

privilégié

INITIATIVE SYNDICALE FT NORMES DU TRAVAIL

Par NICOLAS VALTICOS *

S! les moyens d'action de l'Organisation internationale du trevail se sont béaucoup diversifiés, l'action normative, c'est-àdire l'élaboration et la mise en couvre de conventions et de recommandations internationales, reste son trait dominant. En cette matière, le rôle des organisations syndicales est déterminant, qu'il s'agisse de choisir l'abjet

* Sous-directeur général, conseiller pour les normes internationales du travail au BIT. de la nouvelle réglementation, d'en élaborer le textu ou d'en promouvoir et d'en contrôler l'application.

Si l'on excepte le contrôle juridique qui est confié è des organes indépendants, les débats ant lieu et les décisions sont prises au sein d'organes comprenent, en l'occurrence, pour moitié seulement — et même parfois un tiers dans certaines commissions — des représestants de gouvernements, le reste étant composé, à parts égales, de représentants d'orgazisations d'employeurs et de travailleurs. En réalité, l'influence des organisations de trevailleurs est plus grande que ne le ferait penser la simple proportiez arithmétique de leur représentation. Par leur présence, par leur dynamisme, les représentants des travailleurs sont l'élément moteur des discussions et out un poids qui souvent emporte les décisions. Ainsi, c'est à la suite de demandes présentées par des grandes centrales syndicales que fut adoptée, en 1948, la fameuse convention n° 87 sur la liberté syndicale.

Et en quoi consiste, dire-t-on, le rôle des représentants des employeurs? S'agissant de l'élaboration des normes, les employeurs s'efforcent souvent — qui s'en étonnerait? — d'abtenir que le niveau d'exigence de celles-ci soit moins élevé ou le contenu moins strict que ne le demandent les travailleurs. Il serait cepandant inexact d'en conclure que leur position es simplement négative. Ainsi, c'est souvent à la suite d'occords entre employeurs et

travailleurs que des sujets pour de nouvelles normes sont choisis. Généralement c'est aussi une position semblable que les représentants des employeurs et des travailleurs adoptent en

matière d'application des conventions. Dans ca dernier domaine, les organisations syndicales disposent, en plus de leur participation aux débats, de deux autres moyens d'action : elles pauvent présenter des commentaires à propos des rapports fournis par leurs gouvernements au sujet de l'application des conventions, et elles peuvent soumettre différents types de plaintes qu sajet de l'inobservation de conventions ou de principes fondomenteux comme la liberté syndicale. La très grande majorité des cas examinés dans ce dernier domaine (près de 1 000 depuis 1950) et, plus généralement, la plupart des grandes plaintes examinées par l'O.I.T. — et les résultats positifs qui en out découlé - out été introduits à l'initiative d'organisations de travailleurs, souvent de leurs internationales.

Droits de l'homme et développement

ES normes ainsi élaborées au grande partie sous l'influence des organisations syndicales ont, au cours des ans, évolué de manière significative. Leur objectif était et reste la justice sociale », idée-force qui, comme plus tard les notions de « droits de l'homme » et de « développement », allait inspirer le choix, le contenu et la philosophie des textes adoptés

par l'O.I.T. Au total, plus de 150 conventions et plus de 160 recommandations ont été élaborées. Comme les conceptions et les besoins se modifient, ces textes ont été récomment passés en revue pour être adaptés et complétés dans les années à venir.

A l'origine, l'objet était de combattre les abas criants et d'améliorer les conditions de travail. Depuis, il s'est élargi et vise, plus généralement, à rendre possible à tous les êtres humains de « poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ». Cette évolution a fait mettre l'accent tant sur les droits dits « économiques et sociaux » que sur certaines valeurs fondamentales de liberté (liberté syndicale, abolition du travail forcé) et d'égalité (élimination de toute discrimina-

L'action normative a aussi fortement marqué la notion de développement. On avait long-temps considéré que l'objectif du développement visait essentiellement la croissance économique et que celle-ci entraînerait automotiquement le progrès social. Les normes de l'O.I.T. ont permis de souligner et la concrétiser la finalité sociale du développement et la nécessité d'une politique de développement économique et social équilibré. Elles proposent une sorte de programme de développement social et définissant aussi les mesures économiques propres à améliorer la situation Laps

intéresse au premier chef les pays en voie de développement, n'à pas recu au BIT toute l'attention qu'il méritait. Sans doute, la convention n° 11 sur le droit d'association des personnes travaillant dans l'agriculture fut adoptée dès 1921. Depuis, d'autres textes applicables à ce secteur ont été élaborés. Mais il aura fallu attendre le milieu des appées 70 avec rete le milien des années 70, avec notamment l'adoption de la convention n° 141 sur les organisations de travailleurs ruraux ainsi que la recommandation nº 149, pour que les problèmes du monde rural deviennent vraiment une préoccupation plus spé-cifique. La solvantième session de l'O.LT., qui s'est tenue en juin 1975, avait en effet relevé « l'insuffisance de l'accent mis par l'Organisation internationale du travail, eu égard à la dimension et à l'urgence des problèmes des populations rurales

Dans son article 4, la convention nº 141 stipule notamment que a l'un des objectifs de la politique nationale de développement rural devra être de jaciliter la constitution et le développement, sur une base volontaire, d'organisations de travail-leurs ruraux, sortes et indépen-dantes... » Son adoption a marqué une étape, mais encore faut-il que ce texte recueille un maximum de rati-fications, en particulier de la part des Etats en voie de développement : en janvier 1980, seule vingt et un pays, dont une dizaine d'Etats du tiersmonde, l'avaient fait. L'O.I.T. a donc une action à mener à cet égard.

Ses dernières années, on a pu noter une augmentation de la part du budget régulier de l'organisation allouée au développement rural. Les sommes paraissent encore minimes devant l'ampleur des tâches à entreprendre. Ainsi, pour l'exercice 1980-1981, moins de 7 millions de dollars devraient être affectés à ce secteur (contre queique 6 millions de dollars en 1978-1979) sur un budget total de plus de 200 millions de dollars.

En définitive, ce sont peut-être les normes de l'O.I.T. sur la liberté syn-dicale qui ont le mieux répondu aux préoccupations des travailleurs des pays pauvres, souvent dotés de régime autoritaire, alors que les normes internationales du travail répondaient aux préoccupations des Etats industrialisés.

T 'AIDE à la formation syndicale' L - première étape vers un progrès social — dispensée par le BIT recouvre deux secteurs : les relations avec les travailleurs et l'éducation ouvrière. Trois types d'actions ont été menées dans ce domaine.

Avant les années 60, le BIT formait des dirigeants syndicaux en leur enseignant l'organisation de base, la gestion des finances. Après 1960, la formation répondait à une demande plus complexe relative aux questions économiques et sociales. Au début des années 70, de nombreux dirigeants syndicaux ont été appelés à participer aux activités de commissions nationales de planification, ou des conseils économiques et sociaux : une formation plus poussée devenait alors nécessaire. Les syndicalistes devaient notamment recevoir un enseignement en matière d'assurances sociales, d'organisation des migrations et des services sociaux pour les travailleurs migrants. Le BIT devait ausst aider les représentants syndicaux à constituer des coopératives de production et de consommation. Il a été ainsi amené à créer, à Singapour, à la fin des années 60, un centre de productivité chargé de la formation dans tous les secteurs de l'industrie, y compris celle de représentants syndicaux, à la demande des autorités, des employeurs et des travailleurs. Depuis lors, d'autres nécessités sont venues s'imposer. Ainsi, les dirigeants syndicaux du tiers-monde souhaitent, actuellement, être mieux informés sur les activités des sociétés multinationales. Un séminaire sur ce thème s'est tenu, en septembre dernier à Nairobi, sous les auspices du BIT. Les syndicalistes du tiersmonde voudraient également rece-

voir un enseignement relatif aux

Former des formateurs l'ordre économique international L'action la plus originale est certainement celle du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin, créé par le BIT en 1963. Ses programmes, mis au point à la demande d'Etats ou d'institutions nationales ou intertionales, portent sur la formation ouvrière, les structures éducatives dans le monde ouvrier, la formation d'instructeurs, ia mise au point de matériel didactique pour les pays pauvres, les études et recherches sur la situation ouvrière : il doit, également, pallier les carences dues au manque d'universités pour les travailleurs dans les pays en voie de

> Le Centre de Turin forme donc des formateurs. Depuis 1975, il a recu plus de cinq cents syndicalistes, en grande majorité originaires de pays en voie de développement, y compris la Namibie. Tout cela en disposant d'un budget relativement modeste : 700 000 dollars.

développement.

Le BIT mène également une action particulière en faveur des mouvements de libération de l'Afrique australe. Par exemple, avant que le Zimbabwe n'accède à l'indépendance, les syndicalistes du Front patriotique participalent à des séminaires régionaux, notamment en Zambie et au Botswana.

La dernière conférence générale de l'O.I.T., en juin 1980, a adopté des recommandatione visant à intensifier la lutte contre l'apartheid invitant notamment les syndicate à recourir, le cas échéant, à l'action directe contre les sociétés ayant des investissementa en Afrique du Sud et celles qui ne reconnaissent pas les syndicats africains. La conférence a demandé une aide financière et mo-

rale pour les syndicets africains d'Afrique du Sud ; l'action de l'O.I.T. en faveurs des travailleurs noirs devait être intensifiée, surtout en développant l'éducation ouvrière, la formation de cadres, l'élaboration et la distribution de matériel d'éduca-tion dans les langues locales.

Toujours en Afrique australe, l'organisation aide depuis quelques mois le Zimbabwe à mettre en place une législation du travail adaptée aux changements politiques intervenus récemment dans ce pays. Une étude du BIT a révélé que les normes de sécurité et d'hygiène du trevail dans les usines, les mines et la construction, prévues dans la législation certaille par cont pas application actuelle, ne sont pas appliquées à la main-d'œuvre africaine. Afin d'éliminer cette discrimination, l'O.L.T. propose l'abrogation ou la revision de trente-neuf textes de loi et l'amendement de seize autres. C'est l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) qui va financer ce programme au Zim-babwe. Les pays scandinaves ont d'ailleurs octroyé, cette année, 900 000 dollars au centre de Turin,

une somme supérieure à la part du budget que lui consacre l'O.I.T. Les besoins des travailleurs et des dirigeants syndicaux du tiers-monde ne sont certes pas les mêmes partout. Le BIT doit donc répondre à une demande fort diversifiée. Mais, s'il a pu fournir une aide au tlers-monde dans des domaines bien spécifiques gestion de coopératives, formation de personnel qualifié, notamment en matière de chemin de fer, — il n'a pas en les moyens de donner aux gouvernements des Etats les plus pauvres l'impulsion nécessaire pour améliorer la situation des travail-

leurs. En Afrique, où se trouve un grand nombre de pays comptant parmi les plus défevorisés, les impératifs sociaux necessitent des investissements énormes. Or, alors que le pro-gramme de l'O.I.T. en matière de coopération technique a augmenté de 30 % en 1979, la situation finan-cière d'ensemble demeure précaire. La trésorerie de l'O.I.T. est en effet gravement affectée par les fluctue-tions des taux de change. Selon M. Blanchard, la contribution des Etats - Unis (22 millions de dollars)

sera utilisée pour couvrir le déficit de l'an dernier (21 millions de dollars). L'O.I.T. envisage donc de lancer un appel aux Etats pour pouvoir financer certains programmes.

Certes, le BIT bénéficie d'une aide financière du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ainsi que de celle d'un certain nombre de gouvernements tels ceux de la Suède et de la Norvege. 75 % de ses activités de coopération technique sont financés par des sources extra-budgétaires. Mais il se voit alors soumis à de formidables pressions de la part des bailleurs de fonds, surtout quand il s'agit de sources privèes. Ainsi s'explique le fait que, en Afrique, les pays angio-phones aient bénéficié d'une alde plus importante de la part du BIT que les Etats francophones. Pour la même raison, l'action de cet orga-nisme se révèle souvent trop spora-dique. Une véritable répartition régionale des pouvoirs au sein du conseil d'administration du BIT permettra peut-être, dans quelques années, d'accorder ensin la priorité aux plus demunis.

MIREILLE LEMARESQUIER.

Deux ouvrages récents

Comment vaincre l'obstacle de l'ignorance?

E plus souvent nous ignorons les luttes menées par des travailleurs et des peuples dans les différentes parties du monde pour leur libézation ou plus simplement pour changer leurs conditions d'existence. En général, nous ne connaissons même que fort peu. ou pas du tout, des événements syndicaux ou des luttes sociales qui se déroulent aux portes de la France. » Pour combattre cette ignorance réciproque, Jean Auger se propose, dans un ouvrage récent, de sensibiliser les organisations de travailleurs au « sundicalisme des autres » (1). En publiant les Syndicats dans le monde. la C.F.D.T. s'était fixé un objectif similaire (2).

Les approches sont toutefois quelque peu différentes. Jean Auger a choisi de présenter, dans une première partie, une étude assez détaillée de l'histoire, de la structure, du fonctionnement et de la pratique syndicale de quelques organisations européennes de travailleurs. La C.F.D.T., quant à elle, a préjéré présenter un eventail plus large de cas avec des exemples empruntes non seulement à l'Europe, mais aussi à l'Amérique du Nord, à l'hémisphère sud-américain, à l'Afrique, au Proche-Orient et à l'Asie. Un tel éventail ne permettait que des études succinctes, et de nombreux syndicats sont présentés sous forme de liches.

Si un grand nombre d'ouvrages ont été consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier, la plupart des études en langue française ne

fournissent que des informations relativement sommaires sur l'évolution du syndicalisme dans le tiers-monde. Ni I'un ni l'autre des deux nouveaux livres ne comblent vraiment cette lacune.

En effet, les ouvriers des pays développés, à qui ces ouvrages s'adressent en priorité, n'ont déjà qu'une vision très limitée des conditions de vie dans d'autres Etals industrialisés; mais leur connaissance des réalités du travail dans le tiers-monde est encore plus rudimentaire. Sans cette connaissance, comment une véritable solidarité Nord-Sud peutelle prendre racine dans le mouvement symdical?

'INTERET de l'ouvrage de Le Jean Auger réside surlout dans l'attention qu'il porte dans une deuxième partie trop réduite — à la nécessaire restructuration du mouvement syndical. Cette rénovation dolt-elle inclure les trois centrales internationales actuelles qui, selon l'auteur, ont, malaré leurs jaiblesses, « le mérite d'exister ». ou bien doitelle se fonder sur des structures nouvelles? Et, surtout, comment créer les conditions d'une solidarité entre les diverses branches du mouvement syndical international? « Vouloir faire agir ensemble le sidérurgiste de Detroit et l'ouvrier du textile de Bombay, le chimiste de Rotterdam et le mécanicien arabe des forages pétrollers du golfe Persique..., repond Jean Auger,

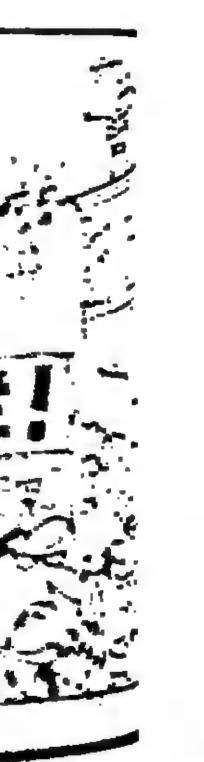
de l'efficacité, compte tenu des différences parfois considérables de l'environnement comme du contexte et des conditions de travail dans ces différents pays. Cependant, il est possible de définir des revendications communes. >

Pour la C.F.D.T., aucune des

trois organisations internationales de travailleurs ane peut être au centre du processus de restructuration a du mouvement syndical. La consédération s'explique à l'occasion sur sa décision de quitter la C.M.T. en 1979. Sans pouloir «s'isoler ou remettre en question la nécessité d'une confédération internationale », la C.F.D.T. estime qu'il vaudrait mieux, dans les circonstances actuelles, encourager que processus amorce au niveau continental », ainsi que l'action professionnelle internationale, notamment par le biais des secrétariats professionnels internationaux. Mais si, dans le tiers-monde, les regroupements régionaux peuvent apparaitre comme une étape nécessaire vers le renjorcement et l'indépendance des organisations de travailleurs. ne risquent-ils pas, dans les Etais industrialisés, d'accentuer le s tendances au repli sur soi actuellement décelables au sein du mouvement syndical de l'hémisphère nord?

M.-C. C.

(1) Jean Auger, Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe, les Editions ouvrières, Paris, 1980, 262 pages. (2) C.F.D.T. - Information, les syndicate dans le monde, Montho-



des domaines comme calui, combien actuel.

de l'emploi. Plus de 300 textes ont danc été adoptés ; et le mouvement se poursuit. Ces textes se valent cependant pas sculement comme source d'inspiration tant pour les gouvernements que pour l'importante action de coopération technique du BIT dans le monde. Ils ont' ussi ane valeur d'obligations juridiques pour les Etats qui les ratifient. D'où l'importance des ratifications (plus de 4 800) dont ces conventions out fait l'objet. Encore faut-il s'assurer que ces engagements sont effectivement remstis. C'est pourquoi l'O.I.T. a mis sur pied un système de contrôle qui est le plus avancé sur la plan international. Ainsi, les normes de l'O.I.T. out exercé un import considérable sur les législations et les pratiques nationales. Un cas particulièrement remarquable est celui de l'Espagne où, après de longues années d'examen - même sur place - de la situation à la suite de plaintes d'organisations syndicales de recommandations adressées au gouvernement, l'O.I.T. o eu la satisfaction, en 1977, de voir la législation syndicale radiculement modifiée pour être mise en conformité substantielle gyec les conventions appropriées qui furent, du même coup, ratifiées. Dans une autre région, au Japon, des améliorations sensibles ont été obtenues en matière de salaires minimaux et de droits syndicaux. Au Cameroun, le travail des fammes et des adolescents a été

Nigéria, un accord entre le gouvernement et les syndicats a prévu, en juillet 1979, que les limitations aux activités syndicales ne pourront aller av-delà de ce qu'autorisent les normes de l'O.I.T. De même, un texte non obligatoire comme cette recommandation de 1963 sur la cessation de la relation de travail -en fait sur le licenciement — a marqué de son influence la législation de pays hautement industrialisés tels que la France, le Royaume-Uni et la Suède, comme de pays en voie de développement tels que Chypre, la Colombie, Maurice, Panama, la Tanzanie et le Zaire. Les exemples pourraient être multipliés à l'infini. Depuis 1964, en effet, le contrôle établi par l'O.I.T. a permis d'enregistrer 1 300 cas de progrès dans plus de 150 pays, il a aussi permis de noter, en 1979, la libération, en deux ans, de plus de 250 syndicalistes détenus, pour la plupart dans des pays du tiersmonde, et de telles libérations continuent à être relevées : une contoine en moi 1980, notamment en Argentine, on Chili, en Egypte. en Molaisie, en Tunisie et en Turquie.

Pour assurer davantage de justice et d'équilibre dans le mande, l'action des organisations syndicales doit as poursuivre et s'exercer tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Un champ d'activité de plus en plus lorge leur est ouvert pour qu'elles parviennent à transformer en réalité des normes qu'au cours des ans elles out aidées à élaborer.



La convention nº 87 sur la liberté syndicale

La « convention nº 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical » a été adoptée le 9 juil-let 1948 par la conférence générale de POI.T., réunie à San Francisco. En poici 'es principales dispositions :

ARTICLE 2 Les travailleurs et les employeurs sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celul de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de

se conformer aux statuts de ces der-ARTICLE 3 1 Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité, et de formuler leur programme

d'action. 2. Les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l'exercice legal.

ARTICLS 4 Les organisations de travailleurs et d'employeurs ne sont pas sujettes à dissolution ou à suspension per voie admi-

ARTICLE 5 Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit de constituer des fédérations et des confédérations ainsi que celui de s'y affiller, et toute organisation, fédération ou confédération a le droit de s'affilier à des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs.

ARTICLE 7

L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs et d'employeurs, leurs fédérations et confédérations, ne peut être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

ARTICLE 8 1 Dans l'exercit des droits qui leur sont reconnus par la présente convention, les travallieurs, les employeurs et leurs organisations respectives sont tenus à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, Le respecter la légalité.

2. La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties





Recherches universitaires

Théorie des jeux et relations internationales

E débat est aussi ancien que les approches « scientifiques des relations internationales : qu'apporte la « théorie pure » à l'analyse des rapports internationaux - particulièrement à calle des crises et conflits ? Est en question, ici. l'approche e décisionnelle », qui tend à reconstituer l'univers des dirigeents, le menière dont lis délinissent une situation : l'attention accordée à ce « noyau politique » est compensée par une perspective plus vaste, qui permet de situer les dirigeants dans le contexte politique global. La théorie décisionnelle souligne l'importance du milieu ou du processus décialonnal comme facteurs affectant F = Image > de politique étrangère ; il y a implicitement relation entre le processus et le contexte de la décision, le processus pouvant peser sur l'information des dirigeants, exercer des contraintes sur l'action ou au contraire. l'encourager. Est auriout en question l'approche rationnelle ou stratégique. qui auppose un comportement rationnel, des choix conscients et calculés, une information parlaite — une connaissance parlaite des stratégies et des prétérences de la partie adverse. L'anelyse stratégique ignore toute influence de l'environnement interne et réduit les groupes et les individus membres de f « élite gouvernementale » à la personnailté unique du dirigeant lictif ; elle peut cependant être plus « qualitative » — telle celle de Thomas Schelling (1), qui a progressivement élaboré un appareil conceptuel lui permettant d'intégrer les notions de menace et de dissuasion, et de préciser les notions de communication implicite et tacite dans une situation d'information imparfaite.

Le postulat de base des diverses approches - scientifiques - est la rationalité du comportement des acteurs. Mais le leu politique International est-il rationnel? Au théoricien, le « décideur » sera tenté de rélorquer que l'action est essentiellement pragmatique, et que la part majeure est celle de l'intuition politique dans le fau de la crise — telle était la réponse faite par le général Dayan, alors ministre israélien des affaires étrangères, au Canadien Michael Brecher, auteur d'un gros ouvrage sur le processus de décision israélien (2)... Plus généralement, toute « lecture » théorique d'un événement international court le risque d'être contestée, parce que « plaquée » aur la situation qu'elle prétend déchiffrer : il y a quelques années, à l'occasion de la soutenance de l'excellente thèse de Mme de Sève sur « le mouvement populaire tchécoslovaque » (3), François Bourricaud, pourtant introducteur en France de la sociologie de Talcott Parsons, s'interrogeait sur l'intérêt d'une interprétation « parsonienne » de la crise tchécoslovaque des années 1968-1969...

T'APPROCHE rationnelle n'en est pas moins heureuse dans l'analyse de la politique des superpulssances en matière d'armement et de maîtrise des armements. Dans son ouvrage Combats, débats et jeux (4). Anatol Rapoport oppose le « jeu à somme nulle », où les gains du vainqueur correspondent aux pertes du vaincu, au - jeu

à somme variable », où les deux adversaires peuvent aubir ensemble des pertes : cette demière situation, oul est la plus fréquente à l'ère nucléaire. Introduit un nouvel élément dans le leu et tend à réduire les antagonismes - mais le danger d'une trahison de l'adversaire contrebalance l'espoir d'une coopération profitable aux deux parties, comme le montre Rapoport avec son tameux « dilemme du prisonnier ».

Autre application de la théorie des jeux aux rapports entre superpuissances : l'analyse, par Nigel Howard et par Terence Dungworth. de l'affaire de Cuba de 1962. Selon Howard (5), les choix qui s'offrent aux adversaires sont le blocus ou l'attaque aérienne de l'ile pour les Etats-Unis, et le retrait ou le maintien des armes nucléaires de Cuba pour les Soviétiques, La conjonction de ces possibilités signifierait soft la victoire des Etats-Unis - résultat pour lequel les Américains ont la plus grande attirance. — soit la victoire de l'U.R.S.S., que les Américains na prélèrent qu'à une guerre nucléaire

Par CHARLES ZORGBIBE

qui représente la pire des solutions pour les deux joueurs, solt, enfin, une formule de compromis qui fallierait les deux adversaires. Pour Terence Dungworth (6), l'affaire de Cuba fournit le schéma type des situations de crise : deux adversaires qui tentent mutuellement de se valuere et qui brandissent la menace d'une action offensive pour amener fautre à choisir une action modérée... qui lui assure la victoire. Deux types de stratégles, l'une offensive et l'autre de concillation, qui dynamisent et structurent les situations de crise.

La théorie des jaux est-elle applicable au conflit fédéral-provincial sur les relations internationales du Ovébec ? M. Gabriel Gaudette, conseiller au ministère des affaires interpouvemementales du Québec, tente de la démontrer dans une thèse de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, très récemment soutenue (7). Une thèse dont la lecture inspire trois remarques préglables. Nous sommes en présence d'un exemple privilégié de « comportement rationnel » des acteurs, du fait, à la fois, de la nature des régimes politiques en présence, deux Etats de droit, et de la nature du conflit, qui porte sur les compétences des acteurs. Ne peut-on capandant regretter que le rôle de la France, très important en la circonstance, soit ramené à celui d'une « ressource », seion la terminologie systèmiste. et non d'un « acteur » ? Ne peut-on ausai relever une nette divergence entre les approches sociologique et juridique, l'accent mis sur la notion de « diplomație intergouvernementale » négligeant l'existence d'un « noyau dur » de la souveraineté ? Au demeurant,

la thèse « bicéphale » de M. Gaudette — une première partie thécrique, une seconde appliquée au contit Québec-Canada — constitue essentiallement un remarquable exercice intellectuel. Après evoir montré les insuffisances et limites des matrices classiques, l'auteur introduit les éléments nouveaux de Terence Dungworth, qu'il enrichit de la notion originale de « transition ». Et la démarche de M. Gaudette est celle d'un expérimentaleur : l'analyse du conflit Québec-Canada apporte plus à la théorie que la théorie à l'anaivae du conflit : le but véritable de la recherche n'est pas l'analyse du conflit fédéral-provincial, male l'élaboration d'un concept opératoire dans le cadre de la théorie des jeux.

T A philosophie d'une autre recherche canadienne, le grand projet La CADIC (8), animé par les professeurs Legault, de l'université Level, Sigier, de Carieton, Stein et Streinberg, de McGill, est idantique. Des premières études publiées — qui portent sur la crise de Berlin de 1961, la « guerre d'usure » israélo-égyptienne des années 1968-1970, le conflit trontaller sino-soviétique de 1969 et la conflit entre le Honduras et le Salvador de 1969, - les responsables du projet nous disent ou' . elles se veulent davantage une démonstration de l'utilisation d'une méthode que la vérification empirique des hypothèses soulevées 🖦 Raste l'ambition, qui est élevée : « Pour certains, tout comme dans les tragédies classiques. le déroulement des conflits suit un cheminement irrémédiable, dont les fois demeurent inconnues... Pour d'autres, au contraire, les confilts et les querres auraient leurs lois propres qui, si elles étaient mieux comprises, déboucheraient sur une meilleure compréhension des phénomènes internationaux... L'objectif fondamental du projet CADIC est de comprendre les mécanismes qui font que certains conflits évoluent vers la violence, et que d'autres se résorbent. »

(1) The Strategy of Conflict, Harvard University Press, Cam-(2) Decisions in Crisis, Israel, 1967 and 1973 (en collaboration avec Benjamin Geist), University of California, Berkeley, Los Angeles et Londres, 1980, 479 pages.

(3) Analysée dans le Monde diplomatique de septembre 1975. (4) Traduction française, Dunod, Paris, 1967, 311 pages.

(5) Paradoxes of Rationality: Theory of Metagames and Political Behavior, M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1971, 248 pages. (6) The Structure of International Conflict: Game Theoric Perspectives, Michigan State University, Ann-Arbor, 1975, 192 pages. (?) La théorie des jeux en relations internationales et le conflit fédéral - propincial sur les relations internationales du Onébec.

(8)

← Comparative Analysis of Dyadic Interstate Conflict >. (Analyse comparative des conflits interétatiques dyadiques), numéro spécial de la revue Etudes internationales (Québec), mais 1979,

PANORAMA IMMOBILIER

SUR LA COLLINE DE PASSY

Des appartements avec terrasses ou jardin et vue sur Seine

Du 2 au 5 pièces et duplex

37, rue Raynouard, 75016 PARIS 288.31.41 — 288.36.43

a LION-sur-MER (Calvados) Caen 15 km - Paris 225 km (2 h 30 Autoroute) Parcelles 600 m2 et + viabilisées.

Mer à 100 mètres, iode, calme et verdure. "LES HAMEAUX DE LION-SUR-MER"

Documentations et réservations auprès Aménageur Foncier. SNC Eskenazi, 99, rue du 11-Novembre,

93330 Neuilly-sur-Marne - Tél. (1) 308.24.05

Chez vous à Valmorel

Un magnifique domaine skiable en hiver, des loisirs variés en été balades, tennis, piscine, tir à l'arc, etc.

Trois formules d'achat en toute propriété: La Copropriété Traditionnelle : vous venez quand vous voulez.

La Copropriété Conventionnée : vous venez à des périodes choisies par vous à l'avance; le reste du temps vous assure un revenu garanti.

La Copropriété "Investissement Financier" : vous confiez la gestion de votre bien à la Société qui vous assure un revenu garanti par banque. Alpes Réservations, 58, rue Manrice Ripoche, 75014 Paris. 545.67.0

ETUPRO 265-85-60

12 rue de Penthievre fills Paris

VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeutates entiers ou par lots, occupés ou libres PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Bartieue jusqu'à 100 km Rens.: 8, rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

POUR VENDRE OU ACHETER DE PARTICULIER A PARTICULIER SANS COMMISSION...



INDICATEUR DES COMMERCES DE FRANCE

"Sur la Côte d'Azur à ANTIBES"

La FRANÇO - HOLLANDAISE - IMMOBILIERE vous propose 2 réalisations de grand standing

LA RESIDENCE LES OLIVIERS

dans un parc avec piscine et tennis, une résidence de prestige avec vue magnifique sur la Méditerranée - Livraison 1980.

LA RESIDENCE FLAUBERT 3 immeubles en cours de construction

avec vue sur la mer, du 2 au 4 pièces à partir de 6.800 F le m², parc, piscine, tennis.

Commercialisation: FRANCO-HOLLANDAISE-IMMOBILIERE 120, bd Poincaré - 06160 JUAN LES PINS Tél. (93) 61.42.65

BAIE de ROSAS / 35 Kms Frontière

Bungalow F.2. 91000 ff

Terrain avec amarres 10 m.....

Prix indicatif au 1/5/80 Renseign, retourner ce bon à:

FUNDAMENTA. Place San Pedro 4 ROSAS (Prov. Gerona) ESPAGNE Tél.(19)34.72 / 25.68.54

Nom Adresse Location-Villa / Appartement

FIGHIER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION

NICE - Le Mont Boron

B/Vente a. pl. rue Louis Gameray - Renseignements: Ste de l'Yvette 25, rue Alphonse Pécard, 91190 GIF-sur-YVETTE -: Tél.: 907.47.27

Le stock d'appartements diminue, la péantie s'annouce, les prix moutent La Résidence des Sabions, admirablement située dans le quartier du casino Palm. Beach, du merveilleux Port Camo, de la Croisenc et ses plages, est on des despiets programmes camois réunissant emplacement, luxe et prix compériries. Elle est entièrement terminée et propose des studios, 2 et 5 pièces.

RESIDENCE LES SABLONS - 15, 17, av. Tristap-Bernard, 06400 Campes Commercialisation: GECI S. A. Tel.: (95) 45.00.27 / 45.66.66

SUR LA COTE D'AZUR ETUPRO S.A. réalise des appartements de très haute qualité A DEUX PAS DE LA

DOMINANT TOUT MONTE-CARLO

FACE AUX JARDINE DU-CASINO

Il domine MONTE-CARLO, il car 4 5 mm & pied-du Casino... et nourtent

A est en France. 2 - 5 - 4 - 5 pièces et depiex-jardins, locaux professionneis, boutiques, cinemas, parkings privés et publics. témain sur piace: S, av. du Gal-Leclerc - 06240 BRAUSOLEIL Parmi les arises, tout en haut de l'avenue de la Lantonne, autour d'une piscine : 8 petits immembles de 3 étages sur ren-de-jardin.

SUR L'UNE DES PLUS BELLES

COLLINES DENICE

Une vac spectacelaire vers is Cap d'Antibes

Appartement témois, sur piace : 252, avenue de la Lanterne - 06200 NICE

s de la pince Masséna, le Contre Pént Neuf propose, du 2º au 7º étage, des appartements de três hauts qualité. sidence, des commerces de luxe, un patio, un jardin intérient et une sécurité totale.

PLACE MASSENA

Appertement témoin sur piece: 14, avenue l'élix-Faure - 06000 NICE Renseignements et documentation: Groupe Empro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone: 265-85-60

Cette robrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00

FIGHIER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION Appartement témoin - Livraison 1er trimestre 81 CANNES COTE D'AZUR RESIDENCE LES SABLONS Le murché immobiller sur le Côte d'Azur et particullérement dans la ville pres-tigleure de Cannes évoins actuellement de façon très sensible.



Homme





Hommes et politiques d'Asie

Par YVES FLORENNE

L'arrive que, par un hasard malicieux, l'ordre le plus neutre, l'alphabétique, épouse un ordre, lui, fort significatif, voire hiérarchique : ainsi, le premier nommé des anteurs de cet ouvrage collectif se trouve être M. Bani Sadr. Quand il apporta sa contri-bution, il n'était encore qu'un économiste iranien (nul, qu'on sache, ne lui avait même décerné le titre de premier économiste d'Iran). Le choix de ce collaborateur révèle, en tout cas, chez M. Georges Fischer, qui assumé la direction de l'ensemble, une connaissance non seulement approfondie mais prophétique de son sujet. Le livre a été imprimé un peu trop tôt pour que le co-auteur de l'étude sur Mossadegh figure dans la colonne d'en face : Pierre Vieille aurait pu alors traiter d'un dessitée de l'ensemble de l'étude sur Mossadegh figure dans la colonne d'en face : Pierre Vieille aurait pu alors traiter d'un douzième homme d'Etat.

Contentons-nous, pour l'instant, de onze : c'est déjà beaucoup. D'ailleurs, pour donner I l'historien politologue un certain recul, on a exclu les vivants. A l'exception de Norodom Sihanouk, tenu un peu prématurément pour politiquement mort. Il ne s'agit pas seulement de onze biographies : à travers ces hommes ai divers, qui eurent en charge des pays si différents, à des époques et dans des conditions ai dissemblables, se manifestent des politiques qui tentent de répondre à la nécessité pressante, mais surtout aux prises de conscience et aux exigences populaires qui, elles, sont partout de même nature et d'égale puissance. Il s'agit d'abord de proclamer, d'obtenir ou d'arracher l'indépendance et de la concrétiser dans un Etat-nation, cadre idéal, croit-on, pour assurer cette indépendance et instaurer la justice en même temps que la libre possession des biens communs et le développement de leur production et de leur consommation.

ili ali mga menanta mga litenga pangalahan

er unit

and Change .

Providence a

I HE MAL BE LA CHISTR

TE D'AZUR

1. No.

91000

94000

145000

T L était naturel — les faits, en tout cas, l'ont montré — L que cette exirence s'incarnât dans un homme comme il était fatal que cet homme décoive et soit souvent rejeté : de son vivant, ou à pelne mort ; à moins, au contraire, que sa mémoire et son exemple ne ressuscitent. Et il est significatif que, chez des hommes si différents ou opposés, par le tempérament, l'origine, l'idéologie, on puisse mettre en évidence tant de traits communs. D'abord, évidenment, le nationalisme, qui l'emporte sur tout le reste. Tous sont doués de l'indispensbale charisme. Ils sont, de façon émouvante, pénétres de ce qu'on pourrait appeler l'utopie gaullienne du rassemblement : d'autant plus héroique que leurs nations sont pluri-ethniques. Utople, du moins, si on entend « rassembler » par libre adhésion, et sculement par l'appel et la persuasion. Il s'en faut de beaucoup qu'il en allât toujours ainsi. Georges Fischer n'en discerne que trois à avoir respecté les droits de l'homme. Est-ce une coincidence si ce sont trois Indiens? Enfin, ce qui les apparente le plus profondément, ce sont peut-être leurs contradictions. Mais élies sont les contradictions mêmes de peuples, de civilisations partagées, déchirées, souvent inconsciemment, entre leur nature, leur « âme » reconquise, et l'adoption des structures de l'Etat-nation et de la société industrielle.

C'est d'ailleurs dans la mesure où ils expriment

les peuples et les cultures que ces hannés nous inté-

ressent. A travers ces destins personnels, ce que le lecteur déchiffrers, ce sont les destins collectifs de nations, dont deux sont les plus peuplées du monde.

Il verra la mise en œuvre d'un socialisme démo-cratique, marxiste, mais ne transigeant pas avec les libertés individuelles, par l'aristocratique et raffiné Nehru. Il entendra le non moins aristocrate, démoerate, progressiste et « lais » Mossadegh prononcer des paroles qui, trente aus à l'avance, semblent sortir de la bouche de M. Khomeiny. Il pourra encore considérer avec une sérénité — ou un désabusement — tout historique l'histoire de Sheikh Mujib Rahman, héros, martyr, idole, libérateur du Bangladesh, dont les assassins annoncèrent sa mort comme la « fin de l'ère de la tyrannie ». Voici un portrait contrasté et subtil, à la mesure du modèle : Elo Chi Minh, « un des plus grands politiques du siècle » et l' « ainé politique de Mao », moderniste et marxiste intégral, mais aussi gandhiste et « carbonaro romantique », la simplicité faite homme et comédien hors de pair. Il se distingue de tous les autres et de l'Asie tout entière sur un point : non moins que léniniste, il est féministe.

MAO, il est remarquable qu'il ne figure pas dans cette galerie. La raison en est donnée : il n'est pas besoin d'ajouter quelques pages à une littérature déjà surabondante. L'homme d'Etat de la Chine — et l'expression lui convient mieux, en effet, - c'est Chou En-lai. Or Il est présenté (par Claude Cadart et Cheng Yingxiang) comme l'anti-Mao constant vigilant et - ce qui donne la mesure de son génie indéracinable. Constructeur de la machine politique et économique chinoise, si elle n'a pas été totalement détruite, c'est parce qu'il veillait sur elle. Il est le mainteneur et le garde-fou. A la lettre : il canalise les folies et répare les dégâts es sans lui irréparables, du guide génial en le contre du ressaisit fermement la barre. La sympathie et l'admiration manifestées ict à Chou En-lai ont généralement cours, à un degré plus tempéré, en Occident. Est-ce pour les équilibrer que, dans son introduction, Georges Fischer lui dédie quelques lignes plutôt sévères? Quoi qu'il en soit, on constatera, avec les deux biographes, que la Chine « voue à Zhou Enlai, depuis qu'il est mort, un culte beaucoup plus émouvant et impressionnant que celui que Mao Zedong se faisait rendre de son vivant ».

L'étude sur Mossadegh — qui nous ramène, pour finir, à M. Bani Sadr — porte un sous-titre : « Ou l'équilibre négatif » (l'expression traduite trahit d'ailleurs la pensée). Au lecteur de ce livre, il ne reste qu'à formuler un vœu : que non seulement en Iran et en Asie, mais dans le tiers-monde tout entier, les politiques — le mot désigne i la fois les hommes, l'idéologie, la science et la pratique, - avec notre concours désintéressé, s'il est requis et, en tout cas, avec notre compréhension, parviennent à instaurer un équilibre positif.

* Hommes d'Etat d'Asie et leur politique, université Descartes, P.F.D. faculté de droit, 10, avenue Pierre-Larousse, 92240 Majakoff.

AMÉRIQUES

DEBIL LLAMADO URUGUAY. — Federico

* Editorial Nueva Imagen, Mexico, 1980,

Avec 20 % de sa population en exil, ses structures sociales et culturelles laminées

par une dictature militaire particulière-

ment féroce, l'Uruguay ne risque-t-il pas

de disparaître comme entité nationale spécifique ? Federico Fassno Mertens,

intellectuel uruguayen réfugié au Mexique,

s'interroge sur l'avenir de son pays dans

çais: Après la défaite - L'Uruguay, un

maillon faible. Comme il le dit lui-même.

cet ouvrage est un produit de l'exil, situa-tion en général plus propice à des déchi-rements supplémentaires qu'à une claire

analyse des causes de l'échec. L'auteur récuse d'abord la thèse du complot exté-

rieur comme cause unique et même pre-

mière de la dictature. C'est dans ses

erreurs d'analyse du rapport de forces et

dans ses propres pratiques que la gauche uruguayenne doit d'abord rechercher les

a déjà publié, ontre des monographies très documentées sur El Salvador, le Gua-

temala, Panama, Belize, le Nicaragua et l'Uruguay, deux rapports annuels (en 1978 et 1979) sur les relations entre

l'Amérique latine et la Grande-Bretagne. Pour l'édition de 1980, le champ a été

On y trouvers notamment deux essais défrichants des domaines relativament peu étudiés : les rapports antre le mouvement ouvrier suropéen (principalement les organisations membres de la C.I.S.L.) et les syndicats latino - américains (Don

Thomson) et la « Nuclear Connection : entre l'Allemagne de l'Ouest et le Brésil et la montée en puissance nucléaire de

l'Argentine, sanctionnée par un accord récent entre les deux pays. L'article qui

ouvre le recueil, « Business as Usual »,

montre comment la politique de

Mme Thatcher, prétendant dissocier les

échanges commerciaux de la défense des

droits de l'homme dans les pays où ils sont bafoués, aboutit, en fait, à renforcer

au sein de ces derniers des forces et des

intérêts dont le maintien ne repose que

· ADOLESCENTES DEL CONO SUE DE AMERICA LATINA EN DEL EXILIO,

sous la direction d'Ana Vasquez : les

problèmes psychologiques des adoles-cents sud-américains exilés, les diffi-

cultés de leur scolarisation, la question

de leur identité cultureile et sociale.

Rédigée en espagnol et destinée à la

communanté latino-américaine en exil,

sur la coercition. - B.C.

élargi aux rapports avec l'Europe.

DESPUES DE LA DERROTA

Fasano Mertens

354 pages.

- UN ESLABON

ÉCONOMIE

Capitalisme et liberté, selon Milton Friedman

IBRE DE CHOISIR, dont les thè-mes ont également fait l'objet d'une série d'émissions de télévision aux Etats-Unis, participe au mouvement de remise en cause de l'Etat-providence qui se développe dans les sociétés occidentales. « Le vent tourne », estime Milion Friedman, Dans ce livre (1), le prix Nobel d'économie 1976, inspirateur de la politique économique de pays aussi a libres » que le Chili ou l'Argentine, invite ses concitoyens à réagir contre l' « envahissement bureaucratique » qui saperait les fondements mêmes de leur système politique et à s'engager sur cette voie que seul, dit-il, emprunte Hongkong, élevé au rang de modèle.

Il jaut revenir aux préceptes d'Adam Smith, libérer le marché de toute intervention extérieure, pour retrouver l' a âge d'or » qu'ont connu les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au dix-neuvième stècle. Epoque où liberté économique et liberté politique se combinatent harmonieusement.

Cette apologie sans nuance du capitalisme prend aussi des allures de croisade. Pour l'auteur, qui vulgarise ici des thèses déjà exposées, notamment dans Capitalism and Freedom (1962) (2), les sociétés contemporaines ne souffrent pas d'un excès de capitalisme mais d'une insuffisance.

Tous les maux de la terre capitaliste commencent, estime-t-il, apec la grande dépression des années 30. en raison de l'analyse erronée qui en a été jaite. L'ampleur de cette crise a sanctionné l'échec d'une politique monétaire malencontreusement défiationnisie, et non celui du fonctionnement du marché. C'est pourtant cette dernière explication qui a été retenue. déplore-t-il, et qui a servi à justifier développement considérable des interventions publiques dans l'économie durant ces cinquante dernières années. Ces interventions, qui recouvrent actuellement près de 40 % du revenu national — alors qu'elles n'en excedaient pas 12 % avant 1929. — jaussent les règles naturelles du marché et l'empêchent de jouer son rôle régulateur. Elles sont, d'autre part, incapables d'atteindre les objectifs pour lesquels elles ont été mises en place,

TT l'auteur de s'attacher à démon-L' trer de façon systématique, mais avec une argumentation fort pri-

SOCIÉTÉ

LES FRANÇAIS, 1976-1979, CHRONOLOGIE ET

* Masson, Paris, 1988, 196 pages.

STRUCTURES D'UNE SOCIÉTÉ — Gérard

Tous coux qui s'intéressent aux réalités

Trançaises trouveront dans l'ouvrage de

Gérard Vincent un excellent instrument

de travail. La première partie comporte une chronologie des principaux évêne-

ments survenus entre 1976 et 1979 ; la seconde, étoffée de très nombreux tableaux

statistiques (où l'on trouve aussi bien des

cadres supérieurs - 111 970 sur 653 755 -

que sur la durée moyenne d'une visite

médicale : 14 minutes), étudie les struc-

tures économiques et sociales. Qui ont toutes une caractéristique commune :

Ainsi, la famille est plus valorisée que jamais (y compris la famille élargie :

seuls 2 % des ménages sont coupés des

parents et beaux-parents), la syndicali-sation reste faible (15 %), le parti commu-niste stagna (20 % des électeurs), les

inégalités se maintiennent (20 % des

ménages accaparent 47 % des ressources

des particuliers) et le vide culturel, loin

« On discute sans cesse et sans avancer de

la frontière entre l'acquis et l'inné. »

Comment s'étonner que, dans une société

sans projet et sans histoire, tant de per-sonnes cherchent auprès d'un chien ou

d'un chat un peu de réconfort? Mais les animaux eux-mêmes sont atteints : « Certains se mettent à boire » (de l'eau

- jusqu'à 10 litres par jour), a des

chiennes jont des grossesses nerveuses ». La « société psychiatrique », dont parle B. Castel est décidément bien « avancée ».

flonflons, s'occupent de leurs enfants et dorlotent leur mari : la famille reste

pour siles une valeur fondamentale. Plus

que la politique, qui na les intéresse pas

dentale, qu'elles suivent pourtant assi-

dûment : elles travaillent toutes, mais

gagnent souvent moins que les hommes, qui accèdent toujours les premiers aux

postes de responsabilité : ces fammes de

l'Est — auxquelles Anita Rind consacre un ouvrage très vivant et bien docu-menté — sont-elles si différentes de leurs compagnes de l'Ouest?

Maigré de nombreuses convergences, il semble bien, pourtant, qu'un seuil quali-tatif ait été franchi ; plus instruites que les hommes, protégées, elles et leurs enfants, par de nombreuses lois sociales

(plusieurs pays ont institué le salaire de

la mère au foyer), indépendantes écono-

miquement, les femmes de l'Est sa

conçoivent — et vivent — davantage

comme sujeta que comme objets. Les

obstacles qu'elles affrontent ne les empe-chent pas d'affirmer de plus en plus leur

autonomie et, en un sens, celles sont

plus émancipées qu'à l'Ouest ». Il est

dommage que l'anteur, qui s'en tient essentiellement à la description des réali-

tes concrètes, n'ait pas davantage théorisé

cette transformation des statuts et des

mantalités que le socialisme a permise ;

car, s'il est un domaine où ses vertus

sont incontastables, c'est assurément

tellement, et moins que la mode ocoi-

ETRE FEMME A L'EST. - Anita Rind

★ Stock, Paris, 1980, 296 pages.

M.T. M.

de se combler, ne cesse de se crauser

elles ne bougent pas.

avance Milton Friedman.

Vincent

maire, l'impact néfaste de tout ce qui peut ressembler à une intrusion dans les sacro-saintes lois du marché. Il convie le gouvernement à garantir le fonctionnement du marché en réagissant contre l'inflation, c'est-à-dire en limitant la progression de la masse monétaire. Aucune politique sociale (protection, retraite, logements sociale (protection, retraite, logements sociale (protection, retraite, logements sociale...) ne trouve grâce à ses yeur. Il fustige le rôle croissant de l'Etat dans le système d'enscignement, le rendant responsable de l'affaiblissement culturel général. Il conteste le bien-fonde des actions manées pour la protestion des actions menées pour la protection du consommateur : la metlleure garantie du consommateur plus que « tous les Raiph Nader du monde » est la concurrence — et affirme, sans rete-nue, l'inefficacité des syndicats pour promouvoir les conditions d'existence des travailleurs. Estimant que l'égalité des chances, la responsabilité des individus, le progrès économique n'ont jamais été aussi grands que lorsque le marché a pu jonctionner sans contrainte, l'auteur prone le retour dans le domaine marchand des activités sociales sous la responsabilité de l'Etat. Il prépoit dans cette perspective, un a programme de transition » dans lequel l'impôt négatif jouerait un

JEAN-MICHEL BAER.

(1) Milton Friedman et Rose Priedman, Free to Choose, Secker & Warburg, Londres, 1980, 338 pages. (2) Traduit en français sous le titre : Capitalisme et liberté (Laisont, Paris, 1971, 256 pages).

tôle maieur.

AID AS OBSTACLE — TWENTY QUESTIONS ABOUT DUR FOREIGN AID AND THE HUNGRY. — Ouvrage collectif

* Institute for Food and Development Policy, San Francisco, 1980, 200 pages. Les auteurs ont accumulé une somme précieuse d'information sur l'aide au tiers-monde, telle qu'elle est pratiquée par des organismes comme l'Agence américaine pour le développement internatio-nai (U.S.A.I.D.), ou la Banque mondiale. Leur conclusion catégorique est que, loin d'améliorer les conditions d'existence des plus défavorisés, ces formes d'assistance no font que les enfoncer dans la misère. Les auteurs ne cèdent pas à une réthorique dénonciatrice, mais fondent leur argumentation sur des analyses chiffrées et des relations d'expériences concrètes. Ils montrent que l'aide qui va essentiellement aux catégories les plus favorisées ne passe pas « à côté » des pauvres, mais va à l'encontre de leurs intérêts en renforçant des structures génératrices de pauvreté absolue. L'ouvrage met l'accent sur des formules de rechange an soulignant notamment l'apport de groupements non gouvernementaux aux projets

L'OPEP. PASSÉ, PRÉSENT ET PERSPECTIVES. - Abdel Kader Sid Ahmed

* Editions Economica, Paris, 1988, 550 pages. Tout ce que l'on peut souhaiter savoir sur le pétrole et les pays de l'OPEP semble réuni dans ce livre précis et abondamment documenté. L'auteur, favorable à une augmentation des prix du pétrole assortie d'une diminution des quantités exportées, ne fait pas mystère de son alles de l'OPEP. Il tente aussi de démontrer, en emminant de façon exhaustive tous les aspects de la question pétrolière, que ces options favorisent l'aménagement du nouvel ordre économique international. Elles parmettent en effet de rentabiliser la recherche et l'exploitation d'autres sources d'énergie tout en laissant le temps à ces « pays en sursis » que sont les Etats pétroliers de réaliser, avant que ne s'épuisent leurs richesses naturelles, un

développement économique autonome. n est clair, en effet, que le secteur pétrolier a constitué dans les Etats producteurs une enclave qui n'a pas stimulé les autres secteurs de l'économie. La rente pétrolière a découragé les activités productives. Les revenus du pétrole sont récupérés par les pays industrialisés soit seion des voies directes (dépôts en Occi-dent, évalué à 170 milliards de dollars; croissance vertigineuse des importations, en particulier militaires, etc.), soit salon des voies détournées (inflation importée, dépréciation du dollar). Au terme de ce lourd blian, le pétrole ne semble même pas être un cadeau pour ceux qui en

D'un pays producteur à l'autre, les différences sont très accusées. Abdel Kader Sid Ahmed se livre & un examen minutieux, cas par cas, des diverses expériences. Son livre s'achève sur un appel en faveur d'un nouvel ordre mondial — S. T.

DEMOGRAPHIE, IMMIGRATION, NATURALISATION : rapport rédigé à l'intention du ministre français du travall pour évaluer le poids des étrangers dans la démographie française de 1921 A 1975. L'auteur, André Lebon, tente aussi d'esquisser pour l'avenir l'impact de diverses politiques possibles en matière d'immigration. (La documentation francaise, Paris, 1988, 188 pages.)

OU ET COMMENT SE FORMER A LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE EN FRANCE ? : guide pratique indiquant les principales caractéristiques des programmes de formation à l'audiovisuel en France ainsi que les divers établissements d'enseignement (secondaires, supérieurs ou professionnels; publics ou privés), et les particularités de chacun (équipement, études: enseignants). (La documentation trançaise, Paris, 1986, 336 pages.)

RECTIFICATIF. - Le livre Poutquoi? Comment? Pour quoi? (voir le Monde diplomatique de septembre) est édité par «Les imprimeurs libres» (et

commet des anniversacles

M. Luiz de Nascimento E. Silva. ambassadeur du Brésil, a offert une réception le 8 septembre à l'occasion de la fête nationale.

A l'occasion de la fête nationale, le représentant commercial par intérim de la République populaire democratique de Corée et Mme Tchoe Djin Sou ont donné une réception le 8 sep-

• L'ambassadeur du gouvernement militaire provisoire de l'Ethiopie socialiste et Mme Haile Giorgis Tassew ont offert une réception le 11 septembre à l'occasion du sixième anniversaire de la Révolution.

A l'occasion de leur départ de Paris, l'ambassadeur de la République populaire de Pologne et Mme Tadeusz Olechowski ont donné une réception le 16 septembre.

L'ambassadeur du Mexique et Mme Horacio Flores de la Pena ont offert une réception le 16 septembre à l'occasion de la fête nationale.

 A l'occasion de la fête nationale. l'ambassadeur du Qatar et Mme Ha-mad A. Al Kawari ont donné une réception le 18 septembre.

Calendrier des fêtes nationales

1er CHINE 1 CHYPRE

Anniv. de la procl. de la Rép. popul. Fête nationale 3 REP. DE CORERFête nationale Fête nationale

4 LESOTHO 7 REP. DEMOC. ALLEMANDE 9 OUGANDA 14 REP. DEM. DU YEMEN

21 SOMALJE

29 TURQUIR

24 ZAMBIE

26 AUTRICHE Anniv. de la procl. de la République

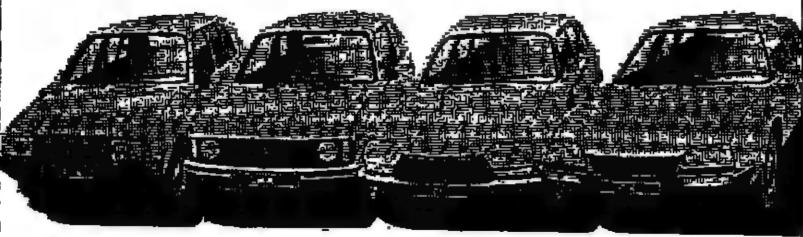
Fête nationale Fête nationale Fête nationale Fête nationale

Procl. de la Répub.

Fête de l'indépend.

raisons de son écrasement. A cet égard, le livre est riche d'enseignements et d'une lecture salubre. S'il n'échappe pas complétement aux poisons de l'exil — qu'il dénonce par ailleurs — en se lançant parfois dans des justifications de son action personnelle, l'auteur, s'inspirant notamment des alliances conclues au Nicaragua entre le Front sandiniste et le «Groupe des 12», préconise des formes d'organisation efficaces de l'opposition en vue de reconstruire un jour l'Uruguay.

EUROPE AND LATIN AMERICA, AN ARNUAL REVIEW OF EUROPEAN-LATIN AMERICAN RELATIONS, 1980. Latin America Bureau, Londres, 1980, Le latin American Bureau de Londres



prestigieuse CX avec sa suspension hydropneumatique et sa direction assistée à rappel asservi, sans oublier la GS et la nouvelle VISA avec son tableau de bord original vous bénéficiez avec l'une de ces Citroën d'une technique avancée. Les Citroën sont des voitures racées qui savent se tenir dans le monde.

FILIALE DE S.A. CITROEN 6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Tilex TT Citro 204.833 F - Tel.:567.55.62

Citroën: des voitures de bonne relation.

Que ce soit la petite LNA avec son moteur à allumage électronique intégral, ou la Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous sournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.



Filmer à droite

cela revient d'une certaine manière à le situer & à gauche » ; pourtant, de David Griffith à Clint Eastwood en passant per Léni Riefensthal les cinéastes importants < de

fondé sur la mépris racial et l'arrogance civilisatrice, s'est reflété à maintes reprises sur les écrans (voir ci-dessous l'article de Jacques Demaure). Durant l'occupation, les thèses vichystes et les argumentations vigoureusement fascistes out nourri de nombreux films d'extrême droite, fictions et documentuires de propagande, aujourd'hui étrangement oubliés et dont Joseph Daniel rappelle ci-dessous les singularités idéologiques.

Après la guerre, le droite devient discrète sur les écrans; mais elle refait surface périodiquement à l'occasion de conflits armés auxquels la France est mêlée, en glorifiant systématiquement les vertus des professionnels de l'armée; vertus qui représentent, à ses yeux, la quintessence du nationalisme français. Ainsi, des 1952, la participation d'un modeste bataillon français à la guerre de Corée inspire à Jacques Dapont Crèvecceur, où il présente les militaires comme des paladins en lutte « pour la liberté du monde ». Cette latte, d'autres cinéastes la voient se prolonger en Indochine,

d'abord, (Patrouille de choc de C. Bernard-Aubert, Fort du fou de Léo Joannon, la 317° section de P. Schoendoerffer) ., plus turd, en Algérie où le mythe « pars », notamment, sera magnifié Ges Distractions de J. Dupout et le Complot de R. Gainville).

Les plus récentes interventions militaires en Afrique ont déjà trouvé leur glorification à l'écran (la Légion saute sur Kolwezi de R. Coutard). Le cinéma échappera-t-il à la renaissance d'une certaine idéologie de droite et à l'activisme des groupes séo-sexis? An-delà de leur misère idéologique, les films exaltant le valeur des chefs et la beauté des combats, ou bien prônant la haine raciale et la suprématie de l'Occident, n'ont capendant jamais eu, es France, une réelle valeur artistique. A l'indigence de l'inspiration idéologique correspond généralement une accabiante médiocrité sur le plan de la réalisation.

IGNACIO RAMONET,

Images d'un âge d'or

que, en France, dès les années 30 surtout, l'idéal colonialiste,

ARNÉ, Prévert, Renoir, Vigo... le cinéma français des années 30, pourtant, ne se ré-sume pas à des hommes de gauche. Quelques titres de longs métrages de fiction, pour ne rien dire des documentaires et des actualités qui auraient pourtant leur place ici, suffisent à attester l'existence de nombreux films de droite. Dans la masse d'une production en proie à la crise, le divertissement se fait volontiers démagogique et antiparlementaire. Un acteur incarne ce courant, Georges Milton, qui inaugure, en 1930, la série des « Bouboule » avec le Roi des resquilleurs. Son bon sens «frondeur» triomphe même sous Mazarin avec Jérôme Perreau, d'Abel Gance. Celui du Père Lampion (1934) ramène ordre et prospérité lorsque cet égoutier remplace un président du conseil dans un navs de combinards. Au moment où l'affaire Stavisky conduit les ligues d'extrême droite à dénoncer les «voleurs». Ces messieurs de la Santé et la Banque Némo décrivent l'irrésistible ascension d'escrocs. Ces cenvres se parent de piques antisémites

qui ne choquent pas une censure pour-tant pointilleuse, présidée pendant cette décennie par l'inamovible Edmond See. Si l'on coupe dans ces films, c'est parce qu'un membre de la police ou le conseil des ministres sont moqués. Mais n'est-ce pas aux cris de « Mort aux fuifs ! » que les ligueurs ont fait interdire PAge d'Or, de Luis Bufiuel, en 1930? Certains hommes de cinéma français n'échappent pas au racisme, d'autant que la profession, mêlant Russes blancs, personnel de filiales françaises des firmes américaines et allemandes. Allemands fuyant le nuzisme, est fort cosmopolite. Elle est en proie à l'affairisme avec le déconfiture de ses deux phis importantes sociétés en 1934 et 1936. Gaumont-Franco-Film-Aubert et Pathé-Natan. Paul Morand a fait à l'époque la satire de ce milieu dans un roman xénophobe, France la doulce. Mais, après la victoire du Front populaire, ce courant frondeur et raciste ne se manifeste plus guère. Il se fond dans un autre qui a toutes les apparences d'un art officiel et patriotique.

Une vision mythique de l'histoire

Franco.

EXALTATION du sentiment national se fait à travers une vision mythique ou fantaisiste de l'histoire. Le culte napoléonien est célébré dans l'Aiglon, l'Agonie des igies, napoleon botaparte, i vi et entendu par Abel Gence a En 1939 les Trois Tambours décrit une révo-Iution française très nationaliste, bien loin de la Marseillaise Front populaire de Jean Renoir. Toujours à la veille du conflit. Entente cordiale, de Marcel L'Herbier, exaite l'amitié franco-britannique. Dépeinte ou simplement évoquée, la guerre de 1914 apparaît dans les Croix de bois, l'Equipage et le Déserteur (qui ne déserte d'ailleurs pas). Dans Verdun, souvenirs d'histoire, Léon Poirier fait visiter, en 1931, le champ de bataille à des scouts sous la conduite d'un ancien combattant qui, avec son béret et sa tenue paramilitaire, semble fin prêt pour aller défiler avec les Croix de feu. Les anciens combattants sont d'alileurs les protagonistes de Cessez-le-jeu, la Fille de la Madelon, le Héros de la Marne, Paix sur le Rhin. Ces films mêlent evec confusionnisme l'exaltation du sacrifice patriotique, la giorification des survivants, le pacifisme dont Abel Gance s'est fait le chantre, notamment dans Faccuse (1937), et l'appel à la réconciliation franco-allemande. Il n'y a jamais d'approche des causes profondes du conflit, de mise en doute de sa nécessité, d'allusion aux mutine-

Mais l'année 1937 semble marquée par une prise de conscience des périls extérieurs. Apparaissent des films d'espionnage situés dans les territoires occupés au cours de la première guerre mondiale: Boissière, Passeurs d'hommes. Sœurs d'armes, Deuxième Bureau contre Kommandantur. Ce rappel d'un passé encore proche va de pair avec les exploits romances et contemporains du contre-espionnage, avec la sèrle des Capitaine Benoît, en particulier. Lorsqu'il est nommé, l'adversaire, là aussi, est en général allemand. Il ne s'agit certes pas d'un combat idéologique contre le nazisme, mais de la continuation inéluctable de la lutte contre l'e ennemi héréditaire ». Les forces armées apportent leur concours à la réalisation de films célébrant la défense. En vedette, la marine de guerre et Victor Francen officier de marine : Veille d'armes, la Porte du large, Feu!, le Révolté, Alerte Méditerranée. Pour les troupes mêtropolitaines, Double crime sur la ligne Maginot et Trois de Saint-Cyr, qui se dénone en Syrie. Car les troupes coloniales, et d'abord la légion étrangère, disputent la vedette à la marine : le Sergent X..., le Grand Jeu, de Jacques Feyder, les Hommes sans nom. Un de la légion, le Chemin de l'honneur. Avec la Bandera (1935), Julien Duvivier

Edité par la SARL le Monde. Gérants : lacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Savageet.



Imprimerie du « Monde » 3, r. des Italians PARIS-IX»

Reproduction interdite de tous artieles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux 65 publications 1 no 57438

célèbre une autre légion, l'espagnole, et dédie le film à son chef, le général

Mais l'empire français, ce n'est pas troupes, c'est batisseurs. Dans l'exaltation sans faille de leur œuvre humanitaire et civilisatrice, les cultures autochtones sont réduites au rang de folklore, les populations indigènes ne sont souvent qu'un élément de décor pour le drame humain vécu par les colons, et l'armée fait face à un adversaire mal défini, le « salopard », qui ne saurait incarner la volonté d'indépendance des peuples colonisés Razzia, Itto, les Hommes nouveaux, S.O.S. Sahara, l'Homme du Niger. etc. A ces films, il faut ajouter quelques œuvres de propagande religieuse. Thérèse Martin ou l'Appel du silence, Car elle est fort abondante, cette production de droite, réalisée par des gloires du cinéma muet, L'Herbier, Gance, Baroncelli, Poirier : et une armée de tacherons : Séverac, de Canonge, Pallu, Paulin. C'est à leurs films que va l'annuel Grand Prix du cinéma français. C'est pour réagir contre cet art officiel, et pour que soient reconnus Renoir et Carné, que les critiques fondent, en 1937, le prix Louis-Delluc. Mais cela ne saurait empêcher les années 30 de rester (pardon, Luis Bufmel) l'âge d'or du film de droite.

JACQUES DEMEURE.

Tentations fascistes

TR fais à la France don de ma personne pour atténuer son malheur » : péroraison du discours qui annonce la demande d'armistice. la formule du maréchal Pétain conclut aussi le premier film réalisé après cet armistice. Le premier tour de manivelle de la Fille du puisatier est en effet donné le 13 soût 1940 par Marcel Pagnol - futur commissaire au COIC (1) — dans ses studios marseillais: le coup d'envoi au c vichysme cinématographique » part de cette zone libre, à l'abri d'un contact allemand trop contraignant où s'implantera le plus fortement le mythe petamiste. De cette France la moins industrialisée, la plus propre à accepter la coloration archaisante de la révolution nationale et sa nostalgie de la terre qui, « elle, ne ment pas ». Cette rencontre de la France rurale et paisible de Raimu et de Fernandel avec une idéologie que la défaite a fait éclore — mais non créée de toutes pièces — n'est pas une pure coincidence. Les villageois, les terriens, les accents rudes ou chantants dont le cinéma a été si prodigue avant l'invasion préparaient tout naturellement cette image de la nation à laquelle Vichy redonne vie.

Les analogies sont grandes, en effet, entre la Fille du puisatier et tel ou tel film d'avant-guerre (le film de Pagnol était d'aileurs conçu avant la guerre : le fait qu'il soit réalisé quand même, ainsi que son succès, témoignent d'une certaine continuité). Même milieu paysan, mêmes intrigues familiales et sentimentales, même reconcilization finale, hizarrement provoquée non plus par la guerre, mais par une défaite que ponctue l'appel radiophonique du maréchal; même

mélange de moralisme et de liberté. Ce film de Pagnol n'est toutefois qu'un exemple, le plus célèbre, parmi tous les films qui exaltent les mêmes valeurs, chantent l'union nationale qu'ils attribuent de la même manière. aux épreuves de la défaite font montre, enfin, du même moralisme rédempteur qu'annonce, à la fin du film, la voix du futur chef de l'Etat français (2). « Il faut se méfier des gens qui vendent des outils et qui ne s'en servent jamais », disait le puisatier au boutiquier : la facilité, l'argent, l'esprit de jouissance, le luxe sont ainsi dénoncés au profit de vertus naturelles dans des œuvres pesantes, qui mêlent des préoccupations distractives au nouveau catechisme national

C'est bien d'une rédemption qu'il s'agit pour les deux héros de l'An Quarante, riches Parisiens qui, avec l'exode, la défaite et les restrictions, redécouvrent les saines joies du potager qu'on cultive à la sueur de son front. Du désastre renaît la France, dans les fossés de l'exode apparaît son nouveau visage, comme l'explique allé-goriquement Jean - Paul Paulin dans la Nuit merveilleuse; le maréchal, qui se fait projeter ce film pour Noël, peut y voir un couple de réfugiés courir les routes, puis échouer dans une étable où la femme donne naissance à un fils entre le bœuf et l'ane. La France, proche ou lointaine, a délégué ses rols mages — un étudiant, un matelot et um Sénégalais — et ses multiples donateurs, images vivantes du Secoms national

Rédemption par le travail, et le travail de la terre : s'il est des marins qui retournent à la mer (Cap au large), il est aussi des matelots démobilisés qui redeviennent terriens (Port d'attache, de Jean Choux). Rédemption par la famille : on voit se développer un véritable culte familial dont le prêche édifiant ne menage pas ses louanges au sentiment maternel sous toutes ses formes. Du triptyque vichyste reste le troislème volet : la patrie.

Le nationalisme ne s'exprime qu'à l'encontre des anciens alliés; il se tourne aussi vers l'édification d'un nouvel ordre moral et politique à l'intérieur. Rares sont, en fin de compte, les films qui dénoncent l'allié privi-légié de la veille : Dakar, Mers-el-Kébir. Plus nombreux sont ceux qui prennent à partie le gaullisme, et plus tard, les maquisards (Monsieur Girouette, Résistance), ou chantent l'œuvre accomplie à l'intérieur (Fidélité. Un an de révolution nationale. tous deux réalisés par les services de propagande), l'institution des chantiers de jeunesse (Chefs de demain, court métrage de René Clément) et l'instauration de l'ordre nouveau, Production assez fade et dont l'expression la plus forte est sans doute Français, vous avez la mémoire courte, film de Jean Morel et de Jacques Chavannes, produit par le secrétariat général à l'information. Présenté à Paris dans le cadre de l'exposition Le bolcheavez la mémoire courte, qui se veut une « réalité » et non une œuvre imaginaire, escamote autant que faire se peut la rivalité franco-aliemande pour ne connaître qu'une Europe conçue comme un bloc face aux « projets révolutionnaires de Moscou », « Le nius frappant réquisitoire qui fut jamais établi contre le bolchévisme — selon les propres termes du commentaire contient des images de notre déclin et les images tangibles de notre actuel redressement.»

Dès 1942, les mouvements fascisants français — par exemple le Franciste chargent le cinéma futur d'exalter « les vertus magnifiques du travail, du sang et du sol », vertus calquées jusque dans leur formulation sur le modèle national-socialiste.

Le cinema fascisant est, en fait, un auxiliaire du régime d'occupation qui lui fournit subsides et documentation filmée. Au lieu d'illustrer les vertus nationales et de chanter l'œuvre accomplie ou en voie de l'être, il constitue un cinéma de la mise au pilori. Français, vous avez la mémoire courts imaginait le paradis de l'ordre nouveau par opposition à l'enfer bolchevique. Exaspéré par les événements militaires et le scepticisme croissant de l'opinion l'essentiel du cinéma collaborationniste g'attache plutôt à dénoncer l'enfer qu'à décrire le paradis. Idéal purement négatif, qui exalte qui a été et se réclame de moins en moins de la ressurante cartion du maréchal.

Les films sortent en fonction des préoccupations du moment : en avril 1942 pour la Libre Amérique (Pearl Harbour date de décembre 1941), en tuillet 1942 pour le Péril tuit, et en acht-septembre pour les Corrupteurs (le port de l'étoile jaune est imposé par décision du 29 mai). En mars 1943, vient le tour des francs-maçons (Forces occultes), en juin 1944, un tardif plaidoyer en faveur du travail volontaire en Allemagne (Travailleurs de France).

La France trahie

L ES tâches de production, de réali-sation et d'interprétation sont évidemment conflées à des collaborateurs convaincus (Robert Muserd, Jean Marquès-Rivière Jean Marny, etc.). Fondés sur des attitudes exacerbées (antisémitisme antimaconnisme antiparlementarisme, anti-américanisme), ces films constituent les éléments d'une même quête des responsables. Responsables de l'entrée en guerra, les francs-

visme contre l'Europe, Français, vous

maçons et les juifs, responsables aussi de l'impréparation du pays, contre lesquels les parlementaires patriotes qui n'auraient pas déclaré la guerre. eux — s'élèvent en vain à la Chambre (Forces occultes). Responsables parce que puissants, introduits partout, tirant toutes les ficelles : déoutés francs-maçons favorisant les intérêts judakques (Forces occultes), juifs tenant les rênes de la politique (la Libre Amérique), de la finance et de la banque (le Péril juit, les Corrupteurs) (3), de la presse et des autres moyens d'information (le Péril juij, les Corrupteurs). Responsables à côté des radicaux francs-maçons, les agitateurs socialistes et théoriciens communistes d'origine juive qui jouent un rôle aussi désagrégateur que leurs coreligionnaires capitalistes. Boucs émissaires accusés d'avoir greffé, sur le corps sain de la France, des valeurs corruptrices : l'argent, la violence et la pornographie (par les films « judéo-américains »), la barbarie (animaux égorges dans le Péril juif), les crimes rituels (attribués aux france-maçons dans Forces occultes). Parasites, individus sales et paresseux, sur lesquels s'étendent de complaisantes images rapportées par les opérateurs de la Wehrmacht lors de la campagne orien-

tale de 1939 (le Péril juif). A travers ce cinéma fascisant, la France apparaît comme une société perpétuellement menacée, forteresse que l'ennemi a investie pour en saper les bases. Trahie, elle n'est pas responsable de la guerre ni de la débacle. Pour redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, il lui suffit de se laver de la trahison, de se débarrasser des corps étrangers et d'écarter les individus qui font obstacle à son unité. La production fascisante constitue une sorte de témoignage indirect, un inventaire en filigrane, des principales

activités répressives du régime et des JOSEPH DANIEL

(1) Comité d'organisation de l'industrie cinématographique, créé en décembre 1940, et successivement dirige per Raoul Ploquin et Louis-Emile Galey.

occupants.

(2) On sait que l'homélie du maréchal a été habilement remplacée, à la Libéra-tion, par l'appel à la résistance du général de Gaulle. Ce qui permit au film de faire une belle carrière internationale. (3) Les Corrupteurs est un film en trois parties : un jeune homme, influencé par le cinéma « judéo-américain », devient un dévoyé; une jeune fille veut faire du dinéma, rencontre des producteurs juifs et finit par se prostituer; des petits rentiers sont ruinés par des banquiers juifs. Le film s'achève par une mise en garde du maréchal contre le péril juif.

«Charlie Bravo»

De l'héroïsme au désenchantement

vérité, elle se démonétise à être inuti-

lisée, et il est peut-être aujourd'hui

peu de valeurs qui soient en baisse

INSI. Il aura fallo pius de vingt-cinq ans, à compter de la aignature des accords de Genève, pour avoir, de la guerre d'indochine, une vision cinématographique ne disons pas exacte, mais un peu moins brouillée par la censure... Non que Charlie Brayo, réalisé par Claude Bernard-Aubert, soit une dénonciation courageuse, un cri de colère ou de révolte, qu'il réautte du seul désir de ciamer la vérité. Mais, enfin, on voit ici ce que longtemps on n'eut pas le droit de voir : les villages napalmés, les payeens massacrés, les prisonniers exécutés, la torture banalisée. L'histoire, il est vrai, s'accélère et nous aurone moins à attendre pour savoir ce que fut réalisment la guerre d'Algérie. Mala le mensonge et la dissimulation sont de bons mayens de gouverner, ils tont oublier jusqu'à l'existence possible d'une vérité, étoutient jusqu'au besoin de savoir qui, à être toujoure

décu, s'étiole et meurt. Quant à la Témoignage sans écho

7 E prêtone pas, toutefols, trop d'hypocriale à l'auteur : il aurait peui-être bien voulu témoigner plus tôt de ce qui fut sa propre expérience, Autocenaure ou cansure officialle? Toujours est-il que ce - témbignage » est condamné à regier sans écho. D'autant plus que Pascal Jardin, auteur des dialogues. ne l'oriente pas précisément dans un

autant qu'elle. Tout cala pour exprimer simplement que Charlie Bravo arrive dans l'indifférence générale. Ni campagne pour demander son interdiction. ni intervention ministérielle, ni même is moindre protestation d'anciens combattants à redouter... Une vérité qui n'est pas dite en son temps, qui n'est pas, de quelque manière, difficile à dire, qui n'est pas dite à quelqu'un. n'existe pas. Pulsqu'elle ne se heurte à aucune croyance contraire, qu'elle n'est pas perçue, La - vérité - de Charlie Bravo n'intéresse plus personne : l'ère des guerres cojoniales est révolue, le colonialisme est un chapitre clos, une page tournée (saut, peut-être, pour quelques-uns). Ceuse définitivement perdue pour le droite qui a réaménagé son idéologie en ce sens, il est pour la gauche un combat bien dépassé.

sens militant, s'appliquent plutôt à le rendre conforme à la nouvelle idéologie de droite relative à la guerre et au colonialisme. Si blen que, en détinitive, il serali un peu nait de chercher à mesurer let le rapport exact à la vérité : car c'est bien là un genre de rapport qui n'est plus vécu autourd'hui que sur le mode de la simulation

(par exemple, dans la publicité de

photo des utilisateurs du produit). Il s'agit simplement de renouveler les images. Non pas d'en remplacer une fausse par une un peu moins fausse. mais seulement une trop connue par une différente. Charije Bravo substitue à l'héroisme

type - réaliste - svec état civil et

et à la bonne conscience colonialiste du cinéma trançais d'avant-guerre (voir ci-dessus l'article de Jacques Demeura) le désenchantament amer et l'anticolonialisme plus ou moins avoué en leaquels la fin tragique des empires coloniaux les a, tout naturellement, mués (peut-être faut-il mentionner l'étape intermédiaire de la « nostaigle », représentée assez bien par la 317 section, de Pierre Schoendoerffer, comme par de nombreux films américains).

La mytha de la guerre propre est liquidé : Il n'est plus nécessaire à l'embellissement de la victoire, puisqu'une honteuse défaite a pris sa place. L'horreur guarrière peut s'étaier sur l'écran, compromettant les deux camps, contondent leuts ignominies respectives dans un inventaire qui semble inspiré par une espèce de délectation morase, et qui ne doit plus rien à l'alibi moral de l'espoir, du combat pour l'avenement de la paix éternelle : ce qui est éternel, nous dit Pascel Jardin par la bouche des personnages, c'est la guerre, la cruauté. la vanité de tout sacrifice, l'absurdité de la conduite de ceux qui croient

encore au devoir. CHRISTIAN ZIMMER

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le développement et la coopération économique internationale.

CONFORMEMENT à une décision de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations unies, en 1977, une session extra-ordinaire de l'Assemblée s'est ouverte le 25 août, à New-York, pour évaluer les progrès réalisés dans l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et pour adopter la nouvelle stratégie internationale du développement pour la décennie commençant en 1980. Aux termes d'une résolution votée par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session l'an dernier, la session extraordinaire devait aussi prendre les mesures nécessaires pour que soient entamées a effectivement et sans délais des négociations mondiales sur la coopération économique internationale pour le développement. Ces négociations devalent permettre une capproche intégrée » des principales questions notamment : énergie et matières premières, commerces, développement, problèmes monétaires et financiers. Ayant prolongé sa session qui devait se terminer le 9 septembre, l'Assemblée générale s'est séparée le 15 septembre en adoptant le texte de la nouvelle stratégie internationale pour la troisième Décennie du développement. Elle n'a cependant pas pu parvenir à un accord sur la convocation d'une conférence sur la coopération économique internationale, en raison, notamment, des réserves formulées par les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et la Grande - Bretagne, déterminés à sauvegarder l'autonomie de négociation d'instances comme le Fonds monétaire ou le GATT. Il a été décidé de transmettre la question à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale qui s'est ouverte le 16 septembre à Durant sa session extraordinaire, l'Assemblée

a edmis la République du Zimbabwe au sein des Nations unies.

Progrès à la conférence sur le

Progrès à la conférence sur le droit de la mer.

Au terme de la seconde partie de sa neuvième session, qui s'est tenue à Genève du
28 juillet au 29 août, la conférence des Nations
unies sur le droit de la mer est parvenue à
un accord sur le système d'exploitation des
fonds marins. Elle a aussi achevé le texte
officieux d'un projet de convention sur le droit
de la mer, sans toutefois l'approuver : une
dixième session de la conférence est prévue
pour le printemps prochain (en principe à
New-York, à partir du 9 mars) afin de mettre
un point final à des négociations entamées
sept ans auparavant.

Au sujet du futur système d'exploitation des fonds marins et de leur sous-sol, il s'est dégagé une formule inédite de prise de décision à l'usage du conseil qui sera l'organe exécutif de la future autorité internationale des fonds marins.

Cette formule définit la procédure par laquelle le conseil aura à statuer pour l'aliocation et le partage des richesses gisant au fond des mers et des océans hors de la juridiction nationale. Elément-clé de la prise de décision au conseil, le recours au consensus : il remplace le vote sur les questions jugées fondamentales, les autres questions de fond exigeant, à travers un système sélectif à différents paliers, des majorités aux trois quarts ou au deux tiers

ou au deux tiers.

Seules les questions de procédure s'accommoderont de la majorité simple : mais il faut, par exemple, un consensus pour le choix des règles, règlements et procédures s'appliquant à l'extraction minière sous-marine, qu'elle soit le fait de l'autorité par l'intermédiaire de son agent opérationnel, l'entreprise, ou celui de contractants étatiques ou privés. Le consensus est défini comme l'absence de toute objection formelle.

CONSEIL DE SECURITE. — Le Conseil de sécurité s'est réuni brièvement le 4 septembre, à la demande de Malte, pour examiner la plainte de ce pays à la suite de « mesures illégales, injustifiées et provocatrices prises par le gouvernement libyen » concernant les opérations de forage pétrolier du gouvernement maltais. Il a entendu une déclaration du représentant de Malte. Le délégué de la Jamahiriya arabe libyenne a déclaré qu'il souhaiteit répondre au représentant de Malte au cours d'une prochaine séance.

COMITE DE LA DECOLONIBATION. — Le comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octrol de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux a terminé le 21 août l'examen des points figurant à son ordre du four. Il a adopté des rapports sur Porto-Rico, les Nouvelles-Hébrides, Guam, les lles Vierges, les Samoa américaines, Tokelaou, les lles du Pacifique (territoire sous tutelle), ainsi qu'un a projet de consensus » sur la question de Namibie. Il a décidé, par ailleurs, d'envoyer, avant la fin de l'ennée, une mission aux lles Turques et Calques pour y observer le déroulement des élections. D'autres rapports approuvés à cette session concernant les activités militaires des puissances coloniales dans les territoires sous leur administration, qui seraient de naturs à entraver l'application de la déclaration sur l'accession à l'indépendance; sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, pouvant jouer le même rôle, notamment en Namibie, et faisant obstacle à l'élimination de la discrimination raciale en Afrique australe. Un autre texte, enfin, déplore que la Banque mondiale et le Fonds monétaire continuent de coopèrer avec le régime sud-africain.

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

— Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a terminé sa vingt - deuxième session, la 22 août, en adoptant son rapport à l'Assemblée générale. Au cours de cette session, il a étudié les rapports de seize pays. Ceux de l'Espagne et d'Israël ont été reportés à la prochains session, qui se tiendra à Genève en mars et avril 1981. Le comité a formulé des commentaires et des recommandations sur les territoires sous tutelle et non autonomes, à propos desquels le conseil de tutelle et le comité sur la décolonisation ont fait état de discrimination raciale.

Le comité a aussi demandé à la communauté internationale d'user de « tous les moyens disponibles » pour empêcher le gouvernement sud-airicain de poursuivre son régime d'« apartheid » en Namibié.

NAMIBIE. — Le Conseil des Nations unies pour la Namibie a adopté, le 9 septembre, le dernier chapitre de son rapport d'activité pour 1980 qui concerne la situation multaire en Namibie.

LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITES. — La

discriminatoires et de la protection des minorités a tenu sa trente - troisième session à Genève, du 18 soût au 12 septembre. Parmi les principaux points à son ordre du jour : les violations des éroits de l'homme, des communications confidentielles concernant les droits de l'homme, ainsi que les droits des détenus et prisonniers.

PREVENTION DU CRIME. — Le sixième congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants s'est tenu à Caracas du 25 coût au 8 septembre. Il a adopté une déclaration intitulée « Déclaration de Caracas », dans laquelle il affirme les principes devant régir l'élaboration de la politique en matière de criminalité et l'administration de la fustice pénale. Une série de résolutions et de recommandations dévant guider les Etats en matière de justice criminalité a aussi été adoptée.

DESARMEMENT. — Au terme de quatorze mois de recherche, un groupe d'experts gouvernementaux représentant toutes les régions géographiques a publié sin goût à New-York une Étude sur le désarmement régional proposant une gamme de masures pouvant être prises par les États désirant promouvoir le désarmement dans leur région.

UNIVERSITE POUR LA PAIX. — Chargée de mettre au point les éléments d'une charte de l'« Université pour la paix », ainsi que diverses recommandations sur la structure et le sonctionnement d'une telle université, la commission de l'Université pour la paix s'est réunie le 8 septembre à San-José (Costa-Rica). Elle a adopté un projet d'accord international sur ce projet et annoncé que l'Université devrait pouvoir ouvrir ses portes à la sin de 1981 ou au début de 1982.

REFUGIES. — Dans un communiqué diffusé à Bangkok, le bureau des Nations unies chargé de coordonner l'aide humanitaire au peuple cambodgien a annoncé le mois dernier le lancement d'un programme d'aide aux réjugiés cambodgiens regagnant leur pays. Leur nombre était alors estimé à 310 000.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Un colloque international sur la visualisation au moyen des radionucléides en médecine a été organisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.). à Reidelberg, du 1 au 5 septembre. Il a réuni quelque quatre cents spécialistes de quarante pays.

— Un séminaire sur l'énergie solaire a réuni à Trieste du 6 au 20 septembre, sous les auspices de l'A.I.E.A. et de l'UNESCO, de jeunes scientifiques originaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

• ORGANIBATION DE L'AVIATION CIVILE

INTERNATIONALE. — La vingt-troisième session

Fonds monétaire international

en 1980.

tion économique globale.

1981 dans son ensemble.

du Fonds.

mondial

Le rapport annuel confirme la fai-

blesse du toux moyen de croissance

DANS son rapport annuel pour l'année fiscale terminée le 30 avril 1980, publié le

14 septembre, le Fonds monétaire international

passe en revue l'évolution survenue dans le

monde dans le domaine économique et financier.

Il retrace aussi les grandes lignes de l'activité

Trois éléments perturbateurs ont exercé leur

influence sur l'évolution de l'économie mon-

diale du début de 1979 au milieu de l'année 1980,

selon les auteurs du rapport : l'accélération

des taux d'inflation, le ralentissement marqué

de la croissance de la production industrielle

et les larges surplus et déficits de balances ex-

térieures, dans les principaux groupes de pays.

La hausse des prix du pétrole, qui ont plus que

doublé, est présentée comme un facteur d'impor-

tance majeur dans cette altération de la situa-

breux pays en voie de développement, non pro-

ducteurs de pétrole, le rapport du Fonds

monétaire laisse entendre que certaines insti-

tutions de financement privées pourraient être

incitées à réduire leurs opérations de prêt en

faveur de ces pays ou, en tout cas, les inciter

à recourir à des critères sélectifs, comme elles

en manifestent déjà la tendance. Les conséquen-

ces s'en feraient alors sentir sur le commerce

Compte tenu des signes récents d'un ralentis-

sement de l'activité économique aux Etats-Unis.

les anteurs du rapport estiment que la croissance, dans les pays industrialisés, ne devrait

pas dépasser, en moyenne, 1 % en 1980 ; la tendance ne devrait pas s'améliorer pour l'année

LA PARTICIPATION DE L'OLF. A LA PRO-CHAINE ASSEMBLES DU CONSEIL DES GOUVER-

NEURS. — Invités à se prononcer sur une réso-

lution e relative aux observateurs qui seront invités à la réunion annuelle de 1980 », les gouverneurs du F.M.I. ont donné une réponse négative. Il s'agissett. en fatt, de la participation éventuelle de l'Organisation de libération de la Palestine, en tant qu'observateur, aux travaux de la session annuelle du Consert des mouverneurs de la session annuelle

A propos du gonflement de la dette de nom-

de l'assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) s'est ouverte à Montréal le 16 septembre. On trouvera dans le proshain numéro du Monde diplomatique un brej résumé de ses travaux.

■ ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.

— Le comité pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) s'est réuni à Brazza-ville du 17 au 34 septembre. Les responsables des services de santé ont insisté à cette occasion sur l'importance de la «charte de développement sanitaire» signée par un grand nombre d'États du continent et qui définit la santé comme « partie intégrante du développement». Ce texte engage les pays signataires à adopter la politique des soins de santé primaires comme principale stratègie et fixe des objectifs prioritaires aux autorités: formation des personnels, approvisionnement en cau potable, assainissement, santé maternelle et infantile, lutte contre les maiadies transmissibles et contre la faim.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. — La conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïdes de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est tenue à La Havane du 1° au 6 septembre. Elle a noiamment adopté une résolution condamnant le caractère protectionniste de la politique agricole de la Communauté européenne en invitant les Etats de la région à adopter une position unanime face aux conséquences prévisibles de l'ouverture du Marché commun à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne et à la Turquie. La conférence a aussi décidé la création d'un centre régional des réformes agraires et du développement rural.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a annoncé, le 2 septembre, la publication du quarantième numéro des Résumés d'études sur le développement industriel (guides spécialisés pour la documentation concernant l'industrialisation des pays en voie de développement). Le 25 moût est parue la dixième monographie sur les techniques industrielles appropriées qui est consacrée aux médicaments et à la production pharmaceutique dans le tiers-monde.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION. LA SCIENCE ET LA CULTURE, — La première partie de la cent-dixième session du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est tenue du 3 au 12 septembre à Paris. Le directeur général y a notamment présenté son rapport oral sur les activités de l'année écoulée. Le conseil a d'autre part examiné le rapport du conseil de l'Université des Nations unies (UNU) pour la période allant de juillet 1979 à juin 1980.

— M. M'Bow, le directeur général de l'UNESCO, a lancé le 25 août un appel en faveur de la sauve-garde du «triangle culturel» de Sri-Lanka, formé des trois sites d'Anuradhapura, Polonnaruwa et

- L'UNESCO a annoncé le 18 août la parution d'une version résumée de l'Etude préliminaire sur un système international d'information concernant les énergies nouvalles et renouvelables. Le texte intégral devait être présenté à l'actuelle session de la conférence générale, qui se tient à Belgrade du 23 septembre au 28 octobre.

OF CARLES FAMILY OF T

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE AU HONDU-RAS ET A LA MALAISIE. — La Banque mondiale a annoucé, le 28 août, l'octroi de trois prêts, dont l'un au Honduras, pour contribuer à la construction de roules de desserte locale ou de routes secondaires (28 militons de dollars). Les deux autres prêts sont accordés à la Malaisie (55 millions de dollars en deux opérations) pour contribuer au financement de projets en javeur d'agriculteurs et de petits exploitants : 25 millions de dollars pour moderniser d'anciens plans de réforme foncière dans l'Etat de Relantan, et 30 millions de dollars pour l'expansion de la Banque de crédit agricole en Malaisie.

EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BANQUE MONDIALE. — La Banque mondiale a signé, le 15 août, un accord avec la Deutsche Genossenschaftsbank pour un placement privé de bons en deutschemarks d'un montant en principal de 150 milions de DM. Le taux d'intérêt sur ces bons est de 8 % par an, pavable annuellement le 15 août. L'émission s'est effectuée à 100,5 % du pair. Les bons scront remboursés au pair le 15 août 1990 et ne pourront être amortis par anticipation.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. —
Dans son rapport unnucl publié le 11 septembre, la Société financière internationale (S.F.I.) annonce les résultats de l'exercice financier qui vient de se terminer et indique qu'elle a porté le niveau de ses opérations d'investissement dans le secteur privé des pays en vote de développement à 680 militons de dollars, alors qu'il n'était que de 425 militons de dollars pendant l'exercice précèdent. Environ la moitié des cinquante-cinq opérations se vituaient dans les pays en vote de développement les plus petits et les moins développés Les opérations de la S.F.I. ont été largement réparties sur l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes, chacune de ces trois régions comptant pour environ 30 % du total, alors que 14 % des interventions se situaient en Europe et au Proche-Orient.

— D'autre part, la S.F.I. a annoncé plusieurs

● Le 19 août, octroi de 5 millions de dollars de prêts à long terme en faveur d'une société de leasing créée aux Philippines pour aider les entreprises privées, et principalement de taille moyenne ou petite, à l'initiative d'un groupe d'investisseurs implantés dans le pays.

implantés dans le pays.

• Le 25 août, prise de participation pour 5 millions de dollars au capital de la Polisul Petroquimica S.A., qui construira une usine de polyéthylène d'un coût de 110 millions de dollars au sud du Brésil. La S.F.I. accorde, en outre, un prêt de 15 millions de

dollars.

O Le 26 août, intervention pour contribuer à la réalisation d'un projet de fabrication de chaussures de 5,2 milhons de dollars, à Madagascar, confié à Bata Société anonyme malgache (BASM). Le financement se compose de prêts, à concurrence de 1,25 million de dollars, fournis par la S.F.I (montant non précisé) et par un organisme malgache

(Bankin'ny Indostria).

• Un prêt de 1 million de dollars (4 septembre)
pour financer un projet d'expansion d'une mine de
cuivre et de zinc représentant un coût de 5,2 millions de dollars en Equateur.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Huit prêts.

IT UIT prêts ont été annoncés ces dernières Il semaines par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.L.E.) :

d'intégration économique (B.C.I.E.):

— 43 000 000 de cordobas au gouvernement nicaraguayen (12 août), pour financer une partie des travaux du projet d'interconnexion électrique avec le Costa-Rica, dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement nicaraguayen.

— 10 200 000 quetzales au gouvernement du Guatemala (13 août), pour financer les travaux d'amélioration de la section Guatemala - San Justo de la route panaméricaine;

— 8 000 000 de lampiras à Financiera Nacional de la Vivienda (Honduras), (26 août), pour la réalisation de huit projets de construction de maisons d'habitation à loyer modéré dans les villes de San Pedro Sula. El Progreso, Villanueva, La Ceiba y Copan;

— 2 000 000 de cordobas au Nicaragua pour une étude de rentabilité économique concernant un projet de plantation de cacaoyers (29 août). Ce projet a été confié à Financiera de preinversion, organisme d'Etat.

— 42 700 000 colones en faveur de la Banque du .crédit agricole de Cartago (Costa-Rica), (2 septembre). Ces ressources seront affectées à l'achat d'hypothèques et de titres hypothècaires selon les dispositions du Programme régional de construction de maisons d'habitation à loyer modéré de la B.C.I.E.

— 25 000 000 de colones à la Banque centrale de réserve d'El Salvador (2 septembre), destinés à financer un programme gouvernemental contre la rouille du café.

— 40 000 000 de cordobas en faveur du gouvernement du Nicaragua (4 septembre), pour un programme de construction sociale dans le district de Batahola.

— 34 200 000 colones à l'Institut national de formation professionnelle (Costa-Rica) (9 septembre), destinés au financement des travaux de construction, d'agrandissement et d'amélioration des installations et des équipements de sept centres d'enseignement dans les villes de San José, Liberia et Puntarenas.

Banque de développement des Caraïbes

Soixantième session du conseil des directeurs.

L A soixantième session du conseil des directeurs de la Banque de développement des Caralbes (C.D.B.) s'est tenue à Wildey, St Michael (Barbade), les 28 et 29 août. Après avoir approuvé une série de dispositions concer-

du Conseil des gouverneurs, qui s'est ouverte le 30 septembre à Washington. Groupe de la Banque mondiale

Le rapport annuel insiste sur l'aggravation des disparités dans le développement du tiers-monde.

Dans son rapport annuel publié le 22 septembre, la Banque mondiale indique qu'elle a souscrit, pendant l'exercice qui s'est terminé au 30 juin 1980, des engagements de prêt d'un montant de 7644 millions de dollars répartis entre quarante-huit pays en développement. Le rapport annuel rappelle également que les engagements de l'Association internationale de développement (IDA), institution affiliée à la Banque et qui prête sans intérêt aux plus pauvres des pays en développement, se sont élevés à un total de 3838 millions de dollars pour la même période de douze mois. A concurrence de 87 %, les engagements de l'IDA sont allés à des pays dont le produit national brut par

par an. En valeur réelle — compte tenu de l'inflation, — les prêts et les crédits de la Banque et de l'IDA pendant l'exercice 1980 ont été supérieurs de 6,7 % au total enregistré pendant l'exercice précédent. Pour la sixième année consécutive, ce sont les prêts destinés à des projets d'agriculture et

habitant est égal ou inférieur à 360 dollars

Pour la sixième année consécutive, ce sont les prêts destinés à des projets d'agriculture et de développement rural qui ont absorbé la plus large part. Evolution significative, les prêts et crédits accordés dans le secteur de l'énergie à l'exploitation du pétrole, du gaz et du charbon, ont été presque quatre fois supérieurs à ceux de l'exercice précédent (les engagements atteignant 457 millions de dollars, contre 112 millions de dollars pour l'exercice 1979).

Selon la Banque, la croissance globale du produit national brut masque de profondes disparités entre les différents groupes des pays en développement. En règle générale, les plus riches des pays en développement ont obtenu de meilleurs résultats au cours des années 70. Ainsi les pays à revenu intermédiaire d'Asse de l'Est ont enregistré une croissance de 8 % par an tandis que dans les pays pauvres d'Afrique subsaharienne la croissance annuelle n'a été que de 3 %.

Les disparités des taux de croissance du pro-

dult national brut par habitant ont été encore plus frappantes. D'après la Banque mondiale, les revenus des pays pauvres d'Afrique subsaha-rienne ont à peine progressé pendant la décennie (croissance de 2 %), tandis qu'en Asie de l'Est, la croissance du produit national brut par habitant des pays à revenu intermédiaire était de 5.7 % par an. Il s'est creusé un fossé encore plus profond entre les résultats financiers des pays exportateurs de pétrole et ceux des pays de l'Afrique subsaharienne.

VERS LA CRÉATION D'UN NOUVEAU PRO-

VERS LA CRÉATION D'UN NOUVEAU PRO-GRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR LE DEVE-LOPPEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE DANS LE TIERS-MONDÉ. — Dans un rapport publié fin août sous le titre L'énergie dans les pays en voie de déve-loppement. M McNamara, président de la Banque mondiale, jait étai d'un projet à l'étude pour créer un jonds de 25 milliards de dollars destiné à jaciliter, au cours des cinq prochaînes années, la réalisation de projets de développement de sources d'énergie dans le tiers-monde qui bénéficieraient également de l'apport de capitaux privés. Un organisme autonome serait institué à cet ejfet au sein du groupe de la Banque mondiale.

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

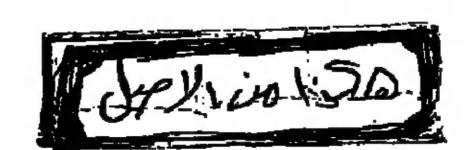
Téléphone : 354-05-97

INSTITUT D'HISTOIRE
DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES

PIERRE MELANDRI LES ÉTATS-UNIS FACE L'UNIFICATION DE L'EUROPE

JACQUES BARIETY

LES RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1918 - 1925



 644 000 dollars au gouvernement de Mont-serrat pour la création d'une importante filature par Montserrat Sea-Island Cotton Company Limited.

— 200 400 golisis a National Developpement Corporation, de Sainte-Lucie, avec la garantie du gouvernement, pour financer un programme de prêts à moyen et à long termes en faveur des entreprises mazufacturières du secteur

- 2607400 dollars au gouvernement de St-Vincent pour financer un projet de traitement de la canne à sucre.

Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement de la C.E.A.O.

Premières interventions.

E Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement de la Communauté (FOSIDEC), institué en octobre 1978 par la conférence des chefs d'Etat des six pays membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), a réuni la troisième session de son conseil d'administration les 28 et 29 juillet dernier. Le conseil a adopté un accord sur la liberté des paiements courants et la libre circulation des capitaux entre les Etats membres. Il a aussi approuvé son premier programme d'interventions qui prévoit le financement des projets suivants :

- Haute - Volta : octroi d'une subvention de 45 millions de francs C.F.A. à l'Etat pour l'étude et la mise en valeur de la moyenne vallée de la Volta noire, de Boromo à Ouessa pour constituer une zone d'accueil pour les paysans et la reprise des activités de la mine d'or de Pourra.

— Mali : octroi de la garantie du FOSIDEC à un prêt à moyen terme de 300 millions de francs C.F.A. accordé par la Banque franco-arabe pour les investissements internationaux (Frab-Bank International) de Paris pour la rénovation et l'agrandissement du Grand Hôtel de Bamako.

- Mauritanie : subvention, éventuellement transformable en avance remboursable, de 10 millions de france C.F.A. pour financer l'étude de marché d'un projet de 625 millions de france C.F.A., concernant une unité industrielle de mise en bouteille d'eau minérale de Benichab en Mauritanie. Ce projet est entrepris par un promoteur privé mauritanien, en association avec Evian International de

- Niger : octroi d'une subvention, éventuellement transformable en avance remboursable, de 10,5 millions de france C.F.A., concernant l'étude de faisabilité d'une usine de briqueterie à Zinder au Niger, d'un coût de 350 millions de france C.P.A. - Sénégal : octroi de deux subventions, éven-tuellement transformables en avances remboursables d'un montant total de 22 millions de francs C.F.A., relatives : 1) au financement d'une étude de faisabilité d'une unité agro-industrielle de transformation du manios d'un coût de 2,1 milliards de france C.F.A., en cofinancement avec le Centre du développement industriel des Communautés européennes. Le projet est entrepris par un organisme privé sénégalais en association avec deux firmes hollandaises (groupe H.V.A. Hollando et Nivoba K.V.K.); 2) financement d'une étude de faisabilité d'une unité agro-industrielle pour la production de boissons de Kinkelibah, d'un coût de 1,2 muliard de francs C.F.A.

 BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT - La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 9 septembre un prêt d'une contrevaleur de 60 millions de couronnes danoises (7,7 millions d'unités de compte), pour quinze ans, au taux de 11.10 %, pour la réalisation d'un réseau de chauffage urbain à partir de la chaleur récupérée dans une centrale thermique, dans le Sjaelland de l'Ouest au Dansmark. D'autre part, le 11 septembre, la B.E.I. a prêté la contre-valeur de 24 millions de lipres (39.6 millions d'u.c.) pour des investissements industriels au Royaume-Uni :

- 16 millions (pour dix ans au taux de 10,4 %) a la British Aluminium Company Limited pour contribuer au réaménagement d'une usine d'aluminium à Lochaber (Inverness-Shire) en Ecosse. La Banque avait déjà prêté i million de livres en faveur du même projet en décembre 1979 ;

- 8 millions (pour huit ans au touz de 10.4 %) au groupe B.I.C.C. pour contribuer à sinancer la réorganisation et la modernisation des installations de fabrication de câbles dans différentes usines du nord-ouest de l'Angleterre (Merseyside, Manchester, Cheshire).

· BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-PEMENT. — La Banque interaméricaine de développement a rendu publique, le 29 coût, san étude sur le Progrès économique et social, 1979. Selon ce document, le rythme d'expansion de l'économie latinoaméricaine s'est considérablement acceléré l'an dernier par rapport aux quatre années précédentes, pendant lesquelles il avait été relativement modéré. Le taux de croissance du produit intérieur brut de la région a atteint 6,2 % en 1979, contre une moyenne de 4.7 % par an entre 1976 et 1978 et de 3.1 % en 1975. Toutefois, cette croissance s'est accompagnée d'une aggravation marquée du déficit en compte courant de la balance des paiements et d'une dégradation de la dette extérieure. A leur tour, les pressions inflationnistes intérieures ont connu ans flambés plus ou moins forte dans la plupart des pays de la

Ce rapport de quatre cent quatre-vingt-dix-sept pages comprend un examen général de l'évolution économique récente de la région dans son ensemble, et également de ses relations commerciales avec le reste du monde, ainsi qu'une analyse de l'évolution de la situation dans chacun des pingt-quatre pays d'Amérique latine membres de la Banque. - La Banque a accordé trois prêts le 14 août : à la Jamaique, 500 000 dollars (pour vingt ans, au taux de 1% par an) pour renforcer le réseau de petites coopératives de transformation du pays; à la Guyana. 500 000 dollars (pour quarante ans. à 1 % l'an) en faveur d'un programme d'investissement et de crédit aux petites entreprises de pêche dans la région de Georgetown; enfin à la République Dominicaine, 250 000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1% l'an) en faveur des paysans à bas revenus de La Veca.

• FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT. -La Commission des Communautés européennes a pris les 11 et 23 juillet, au titre du Fonds européen de développement (FED), des décisions de linancement en faveur des pays suivants: - Madagascar: une aide non remboursable de 3 120 000 u.c.c. (unités de compte européennes) pour un projet d'adduction d'eau;

— Ghana: deux aides non remboursables, l'une
de 1675 000 u.c.e., pour parachever le projet d'irigation de Weija; l'autre, de 2521 000 u.c.e., au
bénésics des banques rurales;

- Sainte-Lucie: une aide non remboursable de 860 000 u.c.e. pour la restructuration d'un domains coricols et le développement des oultures d'exportation à destination de l'Europe; - Togo : une aide non remboursable, de 1394 000 u.c.e. et un prêt à conditions apéciales du même montant pour la création d'un centre

d'élevage bovin ; - Ethiopie: une aide non remboursable de 4 630 000 u.c.e. pour compléter le financement d'un projet geothermique: - Ne Maurice; une cide non remboursable de 160 000 u.c.c. et un prit à conditions spéciales de 3 040 000 u.c.e. pour la construction de logements : - Banque de développement des Caralbes: une. alde non remboursable de 400 000 u.c.e. et un prêt à conditions spéciales de 5 900 000 ...c. pour un projet de transport maritime région l.

EI IOMERICAUX

Association européenne de libre-échange

Vingtième rapport annuel.

'ASSOCIATION européenne de libre-échange (A.E.L.E.) a annonce le 3 septembre la publication de son vingtième rapport annuel. Selon ce rapport, les exportations des pays de l'A.E.L.E. à destination de la Communauté économique européenne ont dépassé, pour la première fois en 1979, 50 % des exportations totales. Les ventes de l'AELE. dans la Communauté ont augmenté en 1979 de 30,8 %, s'établissant à 50,35 milliards de dollars, alors que le commerce intrarégional de l'A.E.I.E. a progressé de 26.6 %, atteignant un total de 15,1 milliards de dollars. Les pays de l'A.E.L.E. pris en groupe sont restés les principaux partenaires commerciaux de la Communauté, s'attribuant en 1979 24.5 % de ses exportations extérieures et 19 % de ses importations.

Parmi les principaux aspects de la coopération au sein de l'A.E.L.E. durant les douze mois qui se sont termines à la fin juin, le rapport cite la poursuite des travaux sur la suppression des barrières non tarifaires aux échanges et les préparatifs pour l'entrée en vigueur, le 1º mai de cette agnée, de l'accord de libreéchange multilatéral entre les pays de l'AELE. et l'Espagne.

REUNION DU COMITE CONSULTATIF. - Le comité consultatij de l'A.E.L.E., réuni à Lisbonne les 8 et 9 septembre, a examiné les conséquences du douzième élargissement des Communautés européennes sur la coopération en Europe M. Rui de Almeida Mendez, secrétaire d'Etai portugais pour l'intégration européenne, et président en exercice des conseils de l'A.E.L.E. au niveau ministériel présidat la réunion ; il devait soumettre un rapport sur cette session aux ministres de l'A.E.L.E. La réunion, à laquelle ont participé quelque quarante personnes, a également passé en revue la situation économique actuelle dans les divers pays de l'A.B.L.E. ainsi que les tendances économiques plus générales et leurs implications pour les douze pro-chains mois, plus particulièrement les problèmes de l'inflation et du fléchissement de la demande.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La réforme du système monétaire international.

Un groupe intergouvememental d'experts de haut niveau, réuni du 28 juillet au 5 août à Genève, sous les auspices de la Conférence des Nations unles sur le commerce et le développement (CNUCED), a étudié l'évolution que deviait suivre le système monetaire international, compte tenu des tendances actuelles en matière de commerce et de développement à l'échelle mondiale. Le groupe a défini plusieurs grandes caractéristiques d'un système monétaire réformé et examiné les questions essentielles intervenant dans la réalisation de cette réforme. Dans leur rapport, ils ont fait observer que les événements qui s'étaient déroulés depuis 1945 avaient infirmé la validité des hypothèses sur lesquelles était fondé le système instauré à l'époque.

L'une des principales conclusions auxquelles sont parvenus les experts est qu'aucune monnaie nationale ne saurait remplir les conditions requises pour jouer le rôle d'instrument de réserve dans un système monétaire international réformé où l'instrument de réserve devrait, au contraire, être conçu et géré au niveau international et réparti de facon à répondre aux besoins des pays en voie de développement. Les experts des pays en vole de développement ont estimé qu'une forme améliorée de D.T.S. répondrait à ces critères ; en revanche, ceux des pays socialistes ont jugé qu'il fallait envisager une monnaie internationale différente.

Le groupe a aussi recommandé que les pays déficitaires règlent leurs déficits en avoirs primaires créés au niveau international. Une quarantaine de pays ont participé à cette réunion, convoquée à la suite de la cinquième session à Manille de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. A cette occasion, la plupart des pays du groupe B (pays développés à économie de marché) avaient voté contre le principe d'une telle réunion ou s'étalent abstenus. Parmi les membres de ce groupe, seule la Norvège a participé à la ren-

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

contre de cet été.

Seizième conférence des ministres. r A seizième conférence des ministres du L Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) s'est tenue à Lusaka (Zambie), du 21 au 23 juillet. Y ont participé des délégations des membres de plein droit du CIPEC (Chili, Indonésie, Pérou, Zalre, Zambie), des membres associés (Australie, Papouasie-Nouvelle-Guinee et Yougoslavie) et des pays suivants : Canada, Chine, Etats-Unis, Finlande, Japon, Mexique, Roumanie, Grande-Bretagne, Suède. Ouganda et Zimbabwe. Plusieurs organisations internationales étaient également repré-

La conférence a noté avec satisfaction que e les primes pour le cuivre de qualité supérieure maintenant acceptées sur le marché et qu'elles continueront à l'être à l'avenir. L'octroi de facilités de fixation des prix continue à diminuer pour être remplacé par une moyenne mensuelle, saut dans le cas de clients disposés à payer pour de telles facilités ». Il a été décidé que le processus d'amélioration des conditions des contrats de vente de concentrés et de cuivre blister devait être poursuivi, si nécessaire conjointement avec des producteurs n'apparte-

mant pas su CIPEC. La conférence a aussi noté avec satisfaction la création d'un fonds commun de la CNUCED. qui devrait améliorer les possibilités d'aboutir à un accord international de produit de base pour le cuivre et elle a décidé que le CIPEC devait évaluer de manière permanente l'évolution du programme intégré. Elle a par ailleurs demandé su comité exécutif de promouvoir la concertation d'une position commune du CIPEC pour la réunion du comité spécial du programme intégré pour les produits de base, à Genève, du 29 septembre au 1er octobre.

Ont été adoptées diverses résolutions relatives à la création d'une banque d'informations de technologie et de brevets industriels du CIPEC, à la coopération pour la recherche et le développement, à la formation et à la qualifi-

cation du personnel, au transfert et à l'échange de technologie et à l'aide à la planification de la technologie, enfin à la coopération avec les autres organismes internationaux et les pays producteurs et exportateurs de cuivre. La conférence a désigné à l'unanimité M. Umarjadi Njotowijono, comme secretaire général du CIPEC pour la période 1981-1982.

GATT

Les tendances du commerce international en 1979-1980.

E secrétariat de l'Accord général sur les L tarifs douaniers et le commerce (GATT) a publié le 9 septembre à Genève un résumé de son rapport annuel intitulé «Le commerce international en 1979-1980 s. dont la version intégrale devait paraître ultérleurement. Analysant d'abord les grandes tendances économiques dans le monde, le document note une augmentation de la production mondiale de 4 % en 1979, accompagnée d'un accroissement du commerce de 6 %, d'une aggravation de l'inflation et des taux de chômage. Il fait aussi apparaître une augmentation en valeur des échanges mondiaux (calculée en dollars) de près de 30 % au premier semestre 1980 par rapport à la même période de 1979, due essentiellement à la « prograssion accélérée des valeurs unitaires en dollars » estimée à 100 % pour le pétrole, à 17 % pour les autres produits primaires et à 12 % pour les produits manu-

S'agissant des perspectives, la récession actuelle présente, pour le GATT, la « caractéristique inhabituelle, et, somme toute javorable », de n'avoir pas éte déclenchée par une réduction des stocks suivie d'une diminution de l'investissement, et d'être accompagnée d'un « *dynamisme* relatif de l'investissement et [de] modération en matière de salaires résis ». Rappelant son attachement à une « économie de concurrence parfaite » et soulignant l'apparition d'un a climat plus favorable à l'investissement » dans les pays industriels, le GATT estime que « les développements économiques actuels peuvent de ce fait être interprétés avec un certain espoir », tout en signalant les difficultés accrues que rencontrent les pays en voie de développement non producteurs de pétrole.

Groupe andin

La renégociation de l' « acquis historique » de l'ALALC

le la coupe d'experts chargé de coordonner la position des pays membres du Groupe andin dans les négociations ayant aboutl, le 12 août dernier, à l'approbation par le conseil des ministres de l'ALALC du traité instituant l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), s'est réuni dans la capitale péruvienne du 25 au 37 août. Il devait, cette fois, définir une politique au sujet de la révision des engagements souscrits au titre du traité de Montevideo de 1960 par les pays membres de l'ALALC, au titre du programme de libération du commerce réglonal (concessions figurant sur les listes nationales et sur les listes des avantages non généralisés ainsi que celles résultant de la conclusion des accords de complémentarité). D'après le communique final, publié à l'issue de la réunion, les pays membres ne renégocieront que les concessions qui n'affecteront pas le développement des programmes industriels de la sous-région. La renegociation devra chercher à assurer l'équilibre des échanges de chaque partenaire, et cela en fonction des différences de traitement reconnues par le nouveau traité aux pays de moindre développement (Bolivie, Equateur) et de moyen développement (Colombie, Pérou, Venezuela). Quant aux concessions qui n'auraient pas été renégociées avant la fin de l'année en cours, elles deviendront caduques à

partir du ler janvier 1981. LE PARLEMENT ANDIN CONDAMNE LE COUP D'ETAT MILITAIRE EN BOLIVIE. - Béuni, pour sa première session, à Bogota, le Parlement andin a adopté, le 31 août, une résolution condamnant le coup d'Etat militaire en Bolivie. Les parlementaires ont aussi demandé l'envoi en Bolivie d'une commission de l'O.E.A. pour enquêter sur les droits de Phomme. Ils ont lancé un appel aux pays du souscontinent pour qu'ils contribuent, par des initiatives appropriées, au rétablissement de la démocratie chez leur partenaire du Groupe andin, et décidé d'une démarche d'information auprès de l'Assemblée parlementaire européenne. La création du Par-lement andin avait été décidée à La Paz, en octobre dernier, par les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres qui participaient alors à l'Assem-blée générale de l'O.E.A. Le Parlement andin est formé de cinq représentants de chaque Parlement national, mais le traité

conclu au moment de sa création prévoit l'élection

de ses membres au suffrage universel direct.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Conférence « triministérielle ». UNE conférence des ministres des affaires étrangères, du pétrole et des finances des Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est tenue du 15 au 17 septembre à Vienne. Dans le communiqué publié à l'issue des travaux, les participants indiquent qu'ils ont examiné le rapport du comité de stratégie à long terme de l'Organisation, ainsi qu'un autre rapport sur un projet de plan d'action pour la mise en application de la stratégie à long terme de l'OPEP. A l'aide de ces documents, ils ont étudié le texte d'une déclaration politique en vue de la conférence au sommet des chefs d'Etat prévue à Bagdad en novembre prochain.

Selon le communiqué, les délibérations ont principalement porté sur les politiques de l'OPEP en matière de prix à long terme : sur les relations avec les autres pays en vote de déve-loppement à l'intérieur du tiers-monde, « dont roper est partie intégrante », et sur les relations de l'Organisation avec les pays industrialisés afin de contribuer de façon positive « au succès des négociations globales entre le Nord et le Sud ». La conférence a finalement décidé qu'une réunion consultative des ministres du pétrole se tiendreit le 14 octobre et qu'une nouvelle conférence « triministérielle » aurait lieu à Bagdad à la veille du prochain sommet.

CONFERENCE EXTRAORDINAIRE DES MINIS. TRES DU PETROLE. — Les ministres du pétrole des Etats membres de l'OPEP, qui devaient sé réunir le 17 septembre à Vienne pour une rencontre consultative, ont décide de transformer cette reunion en conférence extraordinaire Après avoir examine la situation actuelle du marché pétrolier, les ministres ont décide de strer le prix du brut de résérence à 30 dollars le baril et de « geler » les autres prix ofsiciels à leur néveau actuel jusqu'à la prochaine réunion extraordinaire

LIBRE-ECHANGE. — La vingt-troisième ression annuelle de la Commission consultative des problèmes monétaires s'est ténue du 11 au 15 août 1980 au siège de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), à Montevideo, Selon les recommandations du conseil de politique financière et monétaire, la commission a poursuivi l'étude d'un Cargissement éventuel de l'accord de Saint-Domingue, mécanisme régional d'aide pour surmonter les déséquilibres des balances des paiements nés du commerce entre les pays membres, rattaché au système des paiements et des crédits réciproques de l'ALALC. Elle s'est aussi préoccupée de la miss en place d'un système de coopération financière en faveur des pays qui, à la suite d'une catastrophe naturelle, se trouveraient confrontés à des difficultés de liquidités : il pagiratt d'institutionnaliser une forme d'assistance qui, à titre volontaire, s'est déjà manifestée de la part des banques centrales des pays de la région.

- La treizième session annuelle des directeurs des douanes nationales des pays membres de l'Associa-tion s'est tenue à Montevideo du 11 au 19 août. La réunion a approuvé : 2) un projet de convention multilatérale portant sur la coopération et l'assis-tance entre les administrations des douanes nationales dans les domaines de la prévention et de la répression des infractions douanières; b) un projet de normes sur l'emploi de conteneurs; c) les noupelles données devant figurer dans les documents pour les opérations d'exportation et d'importation des marchandises : 4) la consocation en Argentine l'année prochaine, de la première conférence latinoaméricaine des directeurs des douanes nationales. Enfin, une série de questions relatives à la définition de la valeur, à la nomenclature, et aux moyens d'assouplir la réglementation du transit douanier ont été examinées.

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les secrétaires d'État à l'économie des cinq pays mem-bres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont fanu leur vingt - huitième session ordinaire le 21 août à Managua. Ils ont procédé à cette occasion à la mise au point des projets de restrucluration du marché commun régional. Ils ont aussi adopté le projet de rétorme du règlement de l'article IX du traité général et ils ont chargé ce secrétariat de l'intégration (SIECA) d'organiser une réunion des ministres de la santé et des directeurs nationaux de l'intégration sur l'emploi de colorants dans l'industrie de l'alimentation. L'accord sur les avantages fiscaux au dévelopement in du striel a aussi fait

l'objet des travaux. - Des experts des cinq pays du Marché commun centraméricain, auxquels s'étaient joints des repré-sentants de Panama et du Merique, ont tenu à Guatemala, du 5 au 8 août, une réunion consacrée aux transports internationaux et au commerce. Les experts se sont notamment efforces d'identifier les causes du retard pris par les transports dans cette sone géographique et d'en dégager les conséquences sur le développement des échanges. Ils ont adopté des recommandations insistant sur la nécessité de stimplifier, harmoniser et rationaliser l'administration consulaire et douanière et de développer la coopération technique et économique à l'échelon régional

• ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES. - L'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié, le 27 goût, une étude intitulés Changement technique et politique économique - la science et la technologie dans le nouveau contexte économique et social, à la suite d'une enquête réalisée à la demande du comité de la politique scientifique et technologique. L'une des principales conclusions est que « l'Europe occidentale et le Japon avant retrouvé la puissance économique et industrielle qu'ils avaient perdue du fait de la seconde guerre mondiale, la prédominance économique et industrielle des Etats-Unis a subi un déclin relatif. Alors qu'il y a dix ou quinze ans. les États-Unis étaient considérés comme le seul moteur de l'économie mondiale, ils partagent aujourd'hui ce role avec certains autres pays de l'O.C.D.E. > - Le groupe de traveil de l'O.C.D.E. sur la construction navale a publié, le 8 septembre, les statistiques des pays membres du groupe pour le premier semestre de 1980. Les données concernent les nouvelles commandes et les carnets de commandes pour la période allant de fanvier à juin, ainsi que

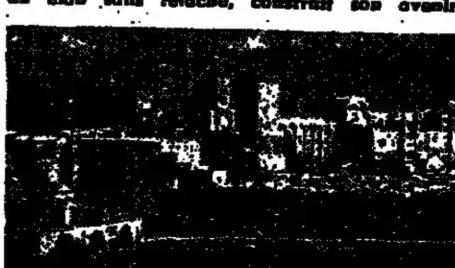
d'avril, mai et fuin. - Selon FO.C.D.E., is houses des prix à la consommation en juillet dans les pays membres, a été de 0,5 % — augmentation du teux mensuel la plus faible depuis décembre 1978 ; mais elle a été considérablement in/luencée par le renversement des facteurs défavorables des mois passés. On enre-gistre une troisième baisse consécutive du taux mensuel sur douze mois se terminant en juillet : 13.6 % en juin contre 12,8 % en juillet. La hausse plus lente des prix à la consommation de juillet a été déterminée par l'évolution favorable survenue dans les trois plus importants pays : Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Japon. En revanche, la hausse dans les autres pays est demeurée élevée, en partie sous l'effet des augmentations

la production de navires achevés pendant les mois

des tarifs publics et des impôts indirects. — Dans la série « Etudes économiques », l'O.C.D.E. a publié, le 5 septembre, son étude annuelle sur le Danemark (soizante-dir-neul pages) et le 11 sep-tembre, l'étude annuelle sur la Grèce (soizante-seize

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU CACAO. - Le conseil de l'Organisation internationale du cacao, réuni du 8 au 10 septembre à Londres, a décidé de différer la liquidation de son stock régulateur (qui atteint 234 millions de dollars) tant que continueront les discussions entre producteurs et consommateurs. Ceux-ci doivent en effet se rencontrer dans une conférence de négociations au sein de la CNUCED avant la fin du mois d'octobre. Le Conseil a décidé de se réunir à nouveau au mois

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES



IPA ATZINGER

e Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Benezet, popularise a travers le monde par is tégende et la chanson, ses nombreux edifices civils of religious ;

· Les trésors de ses musées : musée Calvel, muses du Petit Paisis (collection de primitifs italiens) ootamment .

· Un Centre international de Congrès aménage dans le Palais des Papes : · Son Theatre :

e Son Festival (15 juillet-15 sout) Theatre, Choregraphie, Cinéma, Musique; o Des services réguliers de trains a antoscouchettes a alier et retour au départ de Paris, Staples (Le Touquet), Boulogue, Liège,

Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karlaruhe: · Son important Marché d'Intéret national : s De magnifiques excursions à travets la Provence :

. Son fulkiore (danses et vicilies traditions) : · Le Pare des Expositions de Châteaubiano : . La Poire et Expositions du Orand Delta : . Des satisfactions gustronomiques et des rins de grands cros (Châteauneul-du-Pape. Côtes do Rhône. Gigondas. Tavel. etc.);

. Visites AVIGNON . La Sonneuse de Joie !_ s. Benstignements : Syndicat d'Institutive, cours Jean-Jourds

legislation equivalente.

Marché commun

La C.E.E. et les négociations Nord-Sud.

L'économique européenne, réuni le 27 août à New-York, s'est concerté sur la position des Neuf dans les nouvelles négociations globales Nord-Sud, sans toutefois la modifier. On sait que les pays industrialisés et les pays en vole de développement sont en profond désaccord sur la procédure de négociation. Selon un porteparole de la C.E.E., le conseil a estimé, au cours d'une discussion a finale » sur cette question qu'il faut éviter des « nevettes » interminables entre le comité de négociation central et les agences spécialisées, notamment le Fonds monétaire international ou le GATT, pour ce qui concerne les affaires monétaires et commerciales. Pour les Neuf, les agences spécialisées doivent par conséquent prendre en charge jusqu'au bont toute question qui leur a été confiée par le comité de négociation de l'ONU. Dans cet esprit, il s'agit néanmoins d'aboutir à un « paquet final » sur les questions majeures des cinq secteurs qui seraient couvertes par les négociations (matières premières, énergie, commerce, développement, monnaie et finances). Actuellement, il ne semble pas que la C.E.E.

amener tous ses membres à porter le taux de leur aide publique au développement à 0.7 % du P.N.B. Le conseil aurait également réaffirmé que la C.E.E. souhaite que d'autres groupes de pays, surtout l'U.R.S.S. et ses partenaires au sein du

soit prête à accepter un calendrier précis pour

Comecon, participent de manière sérieuse à l'effort de développement. En dehors de cette réunion, les neuf pays du Marché commun ont fait savoir, le 3 septembre. qu'ils approuvaient la proposition mexicaine de réunir à Mexico une conférence des chefs d'Etat des pays industrialisés et des pays du tiersmonde. Commissaire européen pour la coopération. M. Cheysson a insisté sur le fait que cette conférence se devait d'être « jondamentalement politique », et non point seulement « une instance de négociation économique ».

Les neuf pays du Marché commun, a-t-il ajouté, considérent que le dialogue Nord - Sud « ne pourra pas avancer s'il reste enfermé dans des discussions répétitives de caractère technique et dans des récriminations mutuelles. comme cela se passe souvent dans le cadre des Nations unies ». Il a encore fait valoir que devaient être abordés, dans le cadre du dialogue Nord-Sud, tous les thèmes d'intérêt général, tels que l'énergie, le système monétaire et le protectionnisme douanier.

> Au conseil des ministres des affaires étrangères : accord sur le mandat de négociation avec le ${m Zimbabwe}.$

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se sont mis d'accord, le 16 septembre, à Bruxelles sur le mandat de négociation avec le Zimbabwe, qui envisage de devenir prochainement le soixantième Etat A.C.P. (pays d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique) signataire de la convention de Lomé.

Les Neuf comptent faire une proposition d'aide financière de l'ordre de 80 millions d'ECU (1 ECU = 5.85 F.F. ou 1.40 dollar) sur quatreans à Salisbury. Par ailleurs, ils offriront au Zimbabwe, important producteur de sucre, la possibilité d'exporter vers la C.E.E. des quantités de sucre au prix garanti communautaire, dans la limite d'un plafond global de 25 000 tonnes par an. Toutefois, les quantités de sucre exportées par Salisbury devront être prélevées sur des quotas non utilisés par les autres pays A.C.P. producteurs de sucre.

En outre, le Zimbabwe pourra exporter dans la C.E.E., en franchise de dousne et de prélèvement. 8 100 tonnes de viande bovine et certaines quantités de tabac. Faute de temps, en raison des très longues

discussions sur ce dernier sujet, les ministres n'ont pu aborder la question de l'aide de préadhésion du Portugal ni régler au fond les modalités d'application de l'accord du 30 mai dernier sur la réduction de la contribution britannique

au budget de la C.E.E.

Enfin, la France a présenté à ce même conseil un mémorandum appelant à trouver rapidement une solution au problème du siège des institutions européennes, et plus particulièrement de l'Assemblée européenne.

Commentant cette initiative, M. Jean Francois-Pencet, ministre français des affaires étran-gères, a indiqué que les pays de la Communauté n'avaient pas élevé d'objections et qu'il était temps de mettre fin à une solution provisoire qui durait depuis vingt ans.

Le fonctionnement de l'Assemblée européenne est compliqué du fait de l'existence de trois lieux de travail différents pour les pariemen-taires: Strasbourg, où se tiennent habituelle-ment les sessions; Luxembourg, siège du secré-tariat de l'Assemblée et de quelques sessions extraordinaires, et enfin Bruxelles, où siègent les commissions parlementaires. La France a évidemment soutenu l'idée que le regroupement de toutes ces activités devrait se faire à Strasbourg.

> Mesures d'assainissement du marché du porc.

La C.E.E. a pris, le 3 septembre, une série de mesures pour améliorer le fonctionnement du marché européen du porc. Ces mesures, réclamées par la France, visent à raffermir les cours de la viande de porc par un encouragement au stockage des excédents, une incitation au développement des exportations européennes de porc et au raientissement des importations en provenance des pays tiers, notamment de R.D.A. En revanche, il a été décidé de reporter à une date ultérieure la mise en place de certificats d'impor-tation, demandés par la France, en vue de mieux contrôler les quantités de porc importées dans la C.E.E. ainsi que leurs origines. Dans le détail les aides au stockage privé portent sur des contrats de stockage allant de trois à cinq mois. Ces aides seront variables selon les découpes des viandes et selon les périodes de

Des subventions à l'exportation seront aug-mentées, ainsi que certaines taxes à l'importa-

Enfin, la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'égard de l'Italie, qui pratique des contrôles sanitaires jugés « exagérés » et qui constituent une véritable barrière à l'importation de viande porcine en provenance notamment des Pays-Bas.

DROIT ANTIDUMPING SUR LES FIBRES POLYESTER AMERICAINES - La Commission européenne a décidé le 1er septembre d'appliquer un droit antidumping sur les libres polyester en fibres non tissées. Les importations de fibres polyester dans la C.E.E. sont passées de 8 817 tonnes (4 % du marché communautaire) en 1978 à 27 878 tonnes (10 % du marché) en 1979.

Les deux pays de la C.E.E. les plus affectés par ces importations sont le Royaume-Uni, où les ces importations sont le Royaume-Uni, où les importations ont représenté 14,9 % du marché en 1979 (5,9 % en 1978), et l'Italie, où les importations ont pris 9,9 % du marché en 1979 (1,6 % en 1978). CREDIT A LA GRECE. — La Gommission de la C.E.E. a accordé un crédit de 11 millions de dollars à la Grèce en vertu de l'accord d'association. Il servira à financer un programme de développement des exportations grecques vers les pays arabes, aintique l'exploration et l'extraction minières dans la nord de la Grèce. nord de la Grèce.

AIDES EXCEPTIONNELLES DANS LES CARAIBRE — La Commission de la C.B.E. a décidé, le 28 volt, d'accorder une aide exceptionnelle à la Jamaique dans le cadre de la convention de Lomé, pour un montant de 300 000 unités de comptes européennes montant de 300 000 unités de comptes européennes (u.o.e., 420 000 dollars), à la suite des ravages provoqués par le cyclone Allen. Une aide de même nature et du même montant a été accordée à Sainte-Lucie. En outre, la C.E.E. a contribué pour 400 000 u.c.e. à un programme mis en place par les organisations gouvernementales pour secourir Halti, l'île la plus touchée. Ces aides, d'un montant global de 1 million d'u.c.e. (soit 14 million de dollars), sont destinées à l'achat de biens essentiels tels que couvertures, tentes, médicaments.

En outre, la Commission de la C.E.E. a décidé, le 10 septembre, d'accorder une aide d'uryence de 700 000 u.e.e. (980 000 dollars) à la Martinique et à la Guadeloupe, départements français d'outre-mer,

CECA

ravagés par le même cyclone.

Mobilisation générale face à la crise de l'acier.

peine les Neuf venaient-ils de se mettre d'accord — Italie exceptée — sur une réduction de l'ordre de 10 % de la production d'acier durant le second semestre (par rapport à 1979) que le commissaire européen à l'industrie, M. Davignon, leur a demandé d'accepter une diminution de 11 à 30 % (selon les pays) de cette production. La compression serait désormais, pour le second semestre, de l'ordre de 30 % pour le Royaume-Uni, de 11 % pour l'Allemagne, de 17 % pour la Belgique, de 13 % pour le Luxembourg et de 16 % pour la France (ce qui impliquerait que la production française soit, au quatrième trimestre, inférieure de 25 % celle des trois derniers mois de 1979). On imagine l'émoi provoqué par la publication de ces chiffres, justifiés, selon Bruxelles, par la brusque détérioration de la situation de la sidérurgie européenne, en raison à la fois des difficultés de l'automobile. des compressions budgétaires opérées dans plusieurs pays et du raientissement de la construction. Les stocks sont d'ailleurs anormalement élevés, alors que la consommation fléchit et que les importations en provenance des pays tiers augmentent.

Elément perturbateur supplémentaire : on apprend que les Etats-Unis pourraient décider de contingenter les livraisons européennes, vu la détérioration de leur propre sidérurgle. Et cela au moment même où la production des Neuf dimmue, pour atteindre un recul de 7 % per rapport à l'an passé. Une sorte de mobilisation générale en Europe contre l'aggravation de la crise apparaît donc nécessaire et est même — pour partie — en train de s'organiser. Mais

dans un assez grand désordre. Le premier réflexe des groupes sidérurgiques est, conformément à une habitude fort ancienne, de se tourner vers les gouvernements, tout en allégeant leurs effectifs. En France, Sacilor propose des départs anticipés à plusieurs milliers de ses salariés tout en tendant la main à M. Barre. Usinor, qui va moins mal, commence à songer à le faire. En Belgique, le gouvernement propose à Cockerill, en contrepartie d'une nouvelle aide, un certain démantèlement qui aurait pour effet de réduire des effectifs. Au Luxembourg, l'Arbed demande, pour la première fois, le soutien financier de l'Etat. En R.F.A., hormis Kloeckner, le

vent est au pessimisme. Pour ne pas parier de la British Steel, dont la situation financière ne s'est pas améliorée maigre d'importantes compressions de personnel.

Dans ce climat, on comprend que le patronat de l'acier des Neut incline avec M. Davignon à une organisation plus drastique du marché. Les chiffres de production envisagés dans le mémorandum communautaire pour le quatrième trimestre sont de 31 millions de tonnes seulement. au lieu de 35,7 un an plus tôt. La réalité sera peut-être pire.

Aussi M. Davignon espère-t-il que les gouver-nements des Neuf l'autoriseront à maintenir son expérience de réduction volontaire de la production sur des bases non imaginées jusqu'alors. Les industriels y scralent, croit-on, favorables, car ils estiment peu applicable l'article 58 du traité de Paris, qui autorise la Commission européenne à fixer elle-même des contingents de production obligatoires pour tous décrétée en cas de « crise manifeste ».

Mais cela suppose, bien entendu, que les Italiens — aussi bien le « géant » Italsider que les « petits » Bresciani, qui ont formidablement accru leur production - acceptent de jouer le jeu du volontariat. Or jusqu'ici, ils n'ont même pas accepté les premières hypothèses de réduction de la production faites au début de l'été (- 10 %), arguant que la période de référence choiste (deuxième semestre 1979) était inadéquate pour eux, puisque perturbée par des grèves qui ont réduit la production.

Au cas où la Commission européenne n'arriverait pas à fléchir les réticences italiennes, il lui resterait la possibilité de recourir à l'article 48 et à décréter l'a étal de crise manifeste » déclenchant les contingentements. Mais il est probable que les gouvernements demanderont -comme l'ont dejà fait les professionnels lors du comité consultatif du 12 septembre — que l'on réduise d'abord les importations d'acier - en fort progrès — dans la Communauté avant de diminuer autoritairement une production souvent compétitive et d'aggraver un chômage déjà

C'est le 7 octobre que M. Davignon aura ce dialogue cœur à cœur avec les neuf ministres de l'industrie. De l'issûe de cette réunion dépendra largement le sort de la sidérurgie euro-

UN PRET DE MODERNISATION de 80 millions de deutschemarks a été accordé par la CECA aux acièries allemandes Peine - Salzgitter, pour l'installation d'un système de coulée de blooms à l'usine de Peine, d'une installation de coulée de brames à l'usine de Salzgitter, ains! que des équipements d'alliage et des équipements pour le traitement métallurgique ultérieur de l'acter dans le secteur fonderie de l'usine de Peine.

L'OFFICE ALLEMAND DES CARTELS de Berlin a condamné dix-sept fonderies à des amendes pour avoir organisé un système illégal d'offre assimilé à une pratique monopoliste. Le bureau de ce groupe était situé en Suisse ; il regroupait toutes les sirmes européennes (allemandes, belges, suédoises, autrichiennes, françaises, britanniques, italiennes) spécia-lisées dans la fabrication de cylindres de fonte. NETTE REPRISE DE LA PRODUCTION CHAR-BONNIÈRE des Neuf : 18,6 millions de tonnes de houille ont été extraites en juillet, contre 17 seulement un an plus tôt. Cet essor est essentiellement le jait de la Grande-Bretagne (+ 870 000 tonnes en un an) et de l'Allemagne fédérale (+ 650 000 tonnes). En revenche, l'extraction française a diminué. AIDES A L'UTILIBATION DE LA HOUILLE dans les centrales électriques belges : un prêt de 4,9 millions d'unités de compte européennes est accordé aux Sociétés réunies d'énergie du bassin de l'Escaut (EBES S.A., Anvers). Ce groupe alimentera ses installations, dès leur adaptation, en charbon d'origine communautaire pour une part importante de leur consommation ; quatre prêts CECA ont, d'autre part, été consentis à la Société intercommunale belge de gaz et d'électricité (INTERCOM S.A.) pour

Ruien et Pont-Brûle UN PRET DE LA CECA A ETE ACCORDE A GENERAL MOTORS (5,85 millions d'unités de compte européennes) pour faciliter le financement d'investissements permettant la création d'activités susceptibles d'assurer le réemploi de la main-d'œupre rendue disponible dans le bassin sidérurgique luxembourgeois. L'usine produira un outillage spécial qui sera utilisé exclusivement par les autres filiales General Motors dans le processus de montage des voitures. Les produits, fabriqués à Bascharage, seront intégralement vendus aux usines General

financer la conversion au charbon des centrales de

 PARLEMENT EUROPEEN. — La réunion mensuelle du Parlement suropéen s'est tenue à Strasbourg du 15 au 19 septembre. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain

Motors en Europe.

à l'égard du traitement automntisé des données de caractère personnel». Le texte proscrit notamment le a traitement des données a sensibles a relatives à l'origine sociale, aux opinions politiques, à la santé, à la religion, à la rie sexuelle, aux condamnations penales, etc., en l'absence de garanties offertes par le droit interne ». Il garantit également le droit de toute personne à connaître les informations stockées la concernant, et à exiger le cas échéant des rectifications. D'autre part, la convention entend prévenir le a développement de paradis informatiques » en imposant des restrictions aux informations pouvant circuler d'un pays à un autre où n'existerait aucune

Quand la convention sera entrée en vigueur, des Etats non membres du Conseil de l'Europe, y compris des Etats non européens, pourront y

MESURES CONTRE LE TRANSPERT ET LA MISE A L'ABRI DE CAPITAUX D'ORIGINE CRIMINELLE.

Le Conscil de l'Europe a annonce le 21 aout que le comité des ministres rendit de recommander aux vingt et un gouvernements membres de l'organisa-tion de jaire adopter par leurs systèmes bancaires respectijs des mesures précises visant à renjorcer la lutte contre le transfert et la mise à l'abri de capitaux d'origine criminelle.

CULTURE ET EDUCATION. — Réunie le 27 août à Paris, la commission de la culture et de l'éducution du Conseil de l'Europe a adopté trois rapports à l'intention de la prochaine session parlementaire : ils concernent les Jeux olympiques, les langues et dialectes des minorités et la coopération entre les jeunes en Europe.

Organisation des Etats américains

Les relations avec le régime mili-

taire bolivien. A U cours d'une séance hebdomadaire du A conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.B.A.), le 3 septembre. M. Quiroga Garcia, nouveau représentant de la Bolivie, a accusé l'O.E.A. d'avoir outrepassé ses attributions en condamnant le coup d'Etat militaire du 17 juillet. L'intervention du représentant de la Bolivie - ulcéré par la suppression par le conseil permanent de la cérémonie protocolaire d'ordinaire réservée aux nouveaux membres au moment de la présentation de leurs lettres de créance — a été interrompue par un rappel à l'ordre du représentant de la Jamaïque. Plusieurs délégations - dont la représentante par intérim du gouvernement du Nicaragua ont ensuite quitté la séance lorsqu'il tenta de

reprendre la parole. M. Orfila, secrétaire général de l'O.E.A. ayant, par ailleurs, adresse un message au chef de la junte militaire à l'occasion de la fete nationale bolivlenne, une mise au point a été publiée le 11 août par le secrétaire général luimême et par M. Castulovich, président du conseil permanent. Le message avait en effet été présenté dans les milieux gouvernementaux boliviens comme une reconnaissance tacite du régime du général Meza par l'Organisation interaméricaine. MM. Orfila et Castulovich ont tenu à souligner son caractère strictement protocolaire, rappelant qu'aucune disposition de sa charte n'habilite l'O.R.A. à proceder à une intervention de cette nature.

PROJET DE PLAN QUINQUENNAL EN PAVEUR DES COMMUNAUTES INDIENNES. — Conformément à une décision de la dernière assemblée générale ordinaire de l'O.E.A., une réunion consultative char-pée d'étudier un projet de plan quinquennal en javeur des communautés indiennes du sous-continent s'est tenue à Washington, les 20 et 21 août. D'après les rapports présentés à cette occasion, le nombre des indigènes dans le sous-continent s'élè-verait à 28 500 000, les plus fortes concentrations se trouvant en Bolivie, en Equateur, au Guatemala, au Mexique et au Pérou. Parmi eux, 21 200 000 vivraient à la campagne et 5 100 000 dans les centres urbains. Selon les mêmes sources, 1500 000 seulement foutraient d'un niveau de vie suffisant. Le plan quinquennal viserait à faciliter l'accroissement de la productivité des communautés a/in d'élever leur niveau de vie, et la réorientation de l'effort financier du secteur public en faveur des Indiens. Priorité devrait être donnée à l'éducation, la santé et l'amélioration de l'habitat, au respect de l'exercice des droits civiques et, enfin, à la préservation du patrimoine culturel.

PROGRAMME REGIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE. — A l'occasion d'une réunion d'ex-perts tenue à Washington, le 14 août, pour mettre au point le programme régional de coopération tech-nique pour 1980-1981, le secrétaire général de l'O.E.A. a annoncé que l'organisation avait investi à ce titre 100 millions de dollars depuis la mise en route du programme il y a douze ans. Le but est d'aider les pays membres à jeter les bases d'une puissante

infrastructure économique. Le programme pour 1980-1981, auquel l'O.E.A. veut donner une impulsion nouvelle, sera consacré à la mise au point des énergies de substitution, à la production alimentaire, à l'exploitation des ressources océaniques et à la protection de l'envi-

PROGRAMME DE COOPERATION ENERGETIQUE DE L'AMERIQUE CENTRALE ET DES CARAIBES.

—Le secrétaire général de l'O.E.A. a été informé. le 8 août, de la décision des présidents du Mexique et du Venezuela concernant la participation des deux pays au programme de coopération énergétique de l'Amérique centrale et des Caraïbes mis sur pied sous les auspices de l'O.E.A. Cette coopération se traduirait par la garantie des approvisionnements et l'établissement d'un système de crédits fournisseurs.

• ASSOCIATION DU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — La vingi-sizième assemblée géné-rale de l'Association du traité de l'Atlantique nord s'est réunie è Madère du 3 au 6 septembre. « La stralègie soviétique et l'Occident » a été le thème

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — La Commission européenne de l'aviation civile (CEAC) a publié le 1° septembre des statistiques sur le trajic aérien non régulier enregistré dans ses Etats membres du 1° novembre 1978 au 31 octobre 1979. Il en ressort notamment que ce type de trajic a augmenté de 8,1 % par rapport à l'année précédente (contre seulement 4,5 % en 1978 et une moyenne annuelle de croissance de 5 % depuis 1973). Cette expansion reste cependant injérieure à celle de la période 1968-1973.

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. —
Le comité spécial de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) chargé de proposer un règlement
dans le conflit du Sahara s'est réuni du 9 au
11 septembre à frectown (Sierra-Leone). Les six
e sages » qui le composent ont formulé plusieurs
recommandations qui préconisent, pour l'essentiel,
l'application d'un cessec-le-jeu en décembre prochain au plus tard, éventuellement garanti par
les « casques bleus » de l'ONU, ainsi que l'organisation d'un référendum par l'O.U.A. avec l'aide
des Nations unies. ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE.

Life of Chile Politicus

Comité international de la Croix-Rouge

Rapport d'activité pour 1979.

T E Comité international de la Croix-Rouge L (C.I.C.-R.) vient de publier son rapport d'activité pour l'année 1979. Rappelant à cette occasion que le volume de son assistance s'est élevé à 30 040 tonnes de secours, pour une valeur de 55 millions de francs suisses, répartis dans quarante-cinq pays, il souligne l'intensi-fication de son action sur tous les continents : en Afrique, dans toutes les régions affectées par des troubles ; en Amérique latine, particu-lièrement au Nicaragua avant et après l'arrivée au pouvoir de la junte de reconstruction nationale; en Asie, surtout en raison des conflits qui ont opposé la Chine au Vietnam et le Vietnam au Kampuchéa; enfin, au Proche-Orient, dans le cadre du conflit israélo-arabe et du conflit interne au Liban.

Le rapport souligne l'importance de son action, mais aussi ses limites, en Rhodésie, par exemple, où l'ancien régime interdisait à ses délégués l'accès à certaines régions ou

RECENTES INTERVENTIONS. — Dans son Bulletin daté du 3 septembre, le C.I.C.-R. dresse un bilan de ses interventions récentes et rappelle les nouvelles actions entreprises ces dernières semaines, notamment en Bolivie, à partir du 25 juillet, à la suite du récent coup d'Etat militaire: le C.I.C.-R. a pu visiter des prisons et des hôpitaux dans la capitale et à Beni. Au Cambodge, ses délégués ont sjectué plusieurs déplacements dans les provinces, observant une « activité intense dans les rizières, sur les marchés, au long des routes et des digues » et dans les hôpitaux, où sis ont noté qu'un « effort particulier est déployé ».

Commonwealth

Conférence régionale des pays d'Asie et d'Océanie.

L ES chefs de gouvernement de seize pays d'Asie et d'Océanie, faisant partie du Commonwealth, se sont réunis du 1- au 8 septembre New-Delhi. Les travaux ont principalement

premier point, les participants ont lancé un appel soulignant l'e urgente nécessité de trouver une solution politique définitive au problème du Kampuchéa » qui assure « la souveraineté, l'indépendance et la neutralité de ce pays » pour permettre ainsi à son peuple de « déter-miner son avenir en étant libre de toute internention étrangère ». Ils ont demandé en conséquence le « retrait des jorces étrangères du Cambodge » pour mettre fin à une situation qui « affecte la paix et la sécurité de toute la région ».

En ce qui concerne l'Afghanistan, les chefs de gouvernement ont recommandé un règlement acceptable par toutes les parties, faute de quoi une a confrontation entre les grandes puissances serait inévitable ». Enfin, les chefs de gouvernement ont condamné la présence militaire des superpuissances dans l'océan Indien a malgré la volonté expresse des Etats riverains et continentaux »: ils ont invité les Etats-Unis et l'Union soviétique à s'engager dans une démarche active et efficace pour réduire les sources de tension dans la région ».

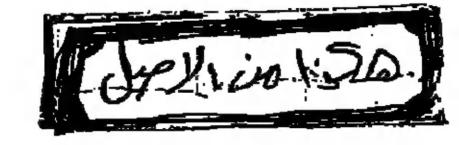
Conseil de l'Europe

Convention sur l'informatique et la protection des personnes.

T E comité des ministres du Conseil de l'Europe L a adopté le 17 septembre à Strasbourg une convention pour la protection des personnes

> Te Monde réalise chaque semaine UNE ÉDITION INTERNATIONALE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

> 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23



LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

Fath — principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine, que dirige M. Yasser Arafat — fut saisi d'un texte émanant de ses éléments les plus « durs » dans lequel il aurait affirmé sa volonté de « libérer totalement la Palestine » et de « liquider l'entité sioniste ». Il aurait également préconisé la « révolution populaire armée » comme seul moyen d'atteindre cet objectif. A la fin de juillet, M. Yasser Arafat devait démentir officiellement qu'un tel texte ait été voté officiellement qu'un tel texte ait été voté d'amples commentaires dans la presse internationale alors que le Conseil de sécurité s'apprêtait, en particulier, à condamner l'annexion complète de Jérusalem par l'Etat d'Israel. Quant à M. Menabem Begin et à son équipe, ils s'étaient empressés de dénoncer à cette occasion a un pas en arrière » de la part de l'O.L.P., « annoncant un extrémisme accru » : comme si les officiels israéliens avaient jamais admis, dans le passé, quelque trace de « modération » chez les dirigeants de la résistance

Les responsables israéliens passaient en même temps sous silence les passages du « programme politique » voté à Damas qui rappelaient les prises de position antérieures du Conseil national palestinien acceptant la coexistence de deux Etats, l'un palestinien, l'autre israélien. Ils s'abstenaient aussi de mentionner le discours dans lequel M. Arafat n'écartait pas toute solution politique, mais seulement les propositions « telles qu'elles se présentent actuellement ». Il en résulta en Israël un climat d'hostilité et d'inquiétude qui allait servir de prétexte à M. Shmuel Tamir, ministre de la justice, pour proposer une nouvelle loi frappant de peines de prison on d'amendes tous ceux qui exprimeraient désormais leur soutien à des « organisations terroristes »; y compris ceux qui proneraient la reconnaissance de l'O.L.P. sans en approuver cependant toutes les

Manifestement, la nouvelle législation, qui a été approuvée par le Parlement israéllen l'été dernier, vise d'abord les citoyens arabes d'Israel les plus radicaux, qui s'expriment de plus en plus ouvertement. Notamment dans les universités, où les étudiants juifs d'extrême droite se sont employés non sans succès à faire expulser des condisciples arabes qui ne cachaient pas leurs sentiments favorables à l'OLP. M. Begin et son ministre de l'éducation, partisan du Gouch Emounim, M. Zevukun Hammer, ont eux-mêmes émis des doutes quant au droit des « sympathisants du terrorisme » à poursuivre leurs études dans les a universités sionistes ».

AIS une autre inquiétude perce sous cette rhétorique. Les dirigeants israéliens craindraient - ils que leurs concitoyens ne se laissent un jour convaincre par les arguments de la gauche et du Mouvement de la paix, qu'ils n'en viennent à accepter un retrait des territoires occupés et la création d'un Etat palestinien si cela doit apporter la paix ? Depuis 1977, les sondages témoignent d'une évolution de l'opinion istaélienne. Pour les deux tiers, les personnes interrogées ont reconnu l'impossibilité de la paix sans solution du problème palestinien. Une bonne moitié s'est déclarée pour des négociations avec l'O.L.P. à certaines conditions (reconnaissance d'Israël et cessation du terrorisme). Plus récemment, un sondage a recueille près de 20 % de réponses favorables à la création d'un Etat palestinien, pourvu qu'elle débouche sur la paix totale : une minorité certes, mais combien de responsables politiques oseraient-ils faire ce choix? Chez les députés, la proportion n'atteindrait pas 10 % du moins s'ils devaient se prononcer publiquement.

Cependant, la majorité des Israéliens refusent toujours avec vigueur l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Non qu'ils cèdent aux prétentions bibliques et aux arguments chauvins de l'extrême droite, mais par crainte de voir un jour les canons et les avions russes y menacer de destruction les villes israéliennes. Ce « danger mortel » est d'ailleurs l'argument invoqué par les responsables du Likoud aussi bien que par l'opposition travailliste — à quelques exceptions près dans cette dernière - pour refuser toute conces-

Il est des Israéliens de gauche acquis au principe de la coexistence de deux Etats,

israélien et palestinien, pour qui ce « dan-ger mortel » est beaucoup moins réel que la menace d'une reprise des hostilités en l'absence de solution au problème palesti-nien. Un Etat palestinien fondé en accord avec Israël, moyennant une reconnaissance mutuelle et un traité de paix, ne contri-buerait-il pas à désamorcer les antago-nismes nationaux entre juifs israéliens et Arabes palestiniens ? De toute manière, Israel conservera longtemps encore sa supériorité militaire. Lorsque, en 1967, cet Etat remporta en six jours une victoire sur trois fronts, il n'occupait pas encore de terri-toires. En revanche, en 1978, le fait d'en disposer ne l'a pas empêché d'être tenu en échec sur deux fronts. Les « colombes » en concluent que ni les territoires ni les colonies juives qui y ont été implantées ne sont des éléments essentiels pour la sécurité de

Mais ceux qui se rangent parmi les socialistes de gauche donnent une autre explication du refus des dirigeants de res-

Il se trouve aussi des gens de gauche pour cautionner la revendication de cer-tains éléments de l'OLP, en faveur d'un seul Etat « lalque et démocratique dans toute la Palestine ». Faudra-t-il que cette formule, avec ce qu'elle contient d'utopie, masque encore longtemps aux Palestiniens l'avantage de la concession majeure qu'ils feraient s'ils acceptaient des conditions

minimales? L'idée d'une patrie commune aux « Arabes musulmans, chrétiens et juifs » repose sur de fausses prémisses. Comme si les huifs israéliens étaient, nurement et simplement, soit des Arabes venus des pays voisins, soit des colonialistes européens pouvant retourner chez eux. Dès le début. la colonisation de la Palestine s'est nourrie d'un nationalisme engendré par des persécutions bien réelles, particulièrement en Europe, mais aussi en Afrique du Nord et en Asie. Bien que les dirigeants sionistes ne soient pas hostiles aux intérêts euro-américains, elle visait moins à exploiter le

Depuis les années 60, ce sont les Améri-cains qui déversent des armes coûteuses cains qui deversent des armes couteuses en Israël et dans plusieurs pays arabes — dont l'Egypte, depuis peu. Tout en faisant grand cas de la paix dans leurs discours officiels, les dirigeants américains n'ont jamais cessé, en réalité, d'approuver l'occupation israélienne et l'intervention au Sud-Liban tandis qu'ils rejetaient les ouvertures des Palestiniens. Il n'est certes pas exclu que les Rtats-Unis finissent par pas exclu que les Etats-Unis finissent par se rapprocher des thèses que défendent aujourd'hui les Européens, mais un changement de stratégie ne se fera que sous la pression des masses, en particulier celles des pays du Proche-Orient, et des populations palestiniennes. Les dirigeants conservateurs de la région, en effet, sem-bient avoir donné leur bénédiction à Washington qu'ils laissent faire. Par exemple, l'Arabie Seoudite a du mal à trancher entre son désir de voir se créer un petit Etat palestinien bien docile et la crainte qu'il ne devienne le catalyseur des mouvements de gauche de tout le Proche-Orient, une fois le conflit israélo-arabe résolu.

ES Palestiniens ont, eux aussi, un dilemme à résoudre. La prédominance des intérêts pro-occidentaux dans la région compromettant la création d'un Etat palestinien vraiment indépendant, l'essentiel est, dès lors, de trouver une formale qui priversit la gauche palestinienne de son influence. Le plan d'autonomie conçu par MM. Begin, Sadate et Carter n'a pu donner le change, mais une offre plus proche de l'indépendance réelle pourrait davantage séduire les conservateurs de l'O.L.P. et, avec eux, la Jordanie.

Si les Palestiniens et leurs sympathisants doivent se garder d'abandonner la lutte pour une indépendance véritable, thème central de leur « revendication nationale légitime », ne serait-11 pas irréaliste, et sans doute suicidaire, de leur part de repousser tout plan de solution pour la simple raison que les Etats-Unis seraient impliqués dans sa préparation ou dans sa

mise en œuvre? Quant à la gauche israélienne, qui se bat pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, elle est aujourd'hui confrontée au risque de découragement devant l'insuccès de ses efforts. La tentation est grande pour elle de dire que, de toute manière, les Américains finiront par imposer un règlement. Ce qui revient à privilègier la composante nationale du conflit israélopalestinien au détriment de ses aspects colonialiste et impérialiste, à accepter l'instauration de deux Etats côte à côte comme une solution statique et définitive. D'antres évitent cette erreur et réalisent qu'un nouvel Etat en Cisjordanie et à Gaza ne satisfera jamais tous les Palestiniens, pas plus que cette solution ne viendra à bout de l'impérialisme. Ils rejettent alors la formule des deux Etats, sans voir que c'est une évolution nécessaire.

L'unité politique entre Palestiniens et Israéliens, dans une sorte de construction hinationale, n'est pas un « réve » complètement dénué de sens. Ce peut même être un objectif concret à discuter. Mais si cela signifie que l'unité devra être imposée de force à l'une ou l'autre partie ou, pis, si cela revient à nier l'identité nationale de l'une ou de l'autre, alors cette vision devient réactionnaire. Jamais elle ne fera progresser les forces acquises au socialisme dans la région, à supposer même qu'elle puisse conduire à la paix.

E conflit n'est pas symétrique, Israél a déjà acquis son indépendance nationale. La Palestine, non. Une grande part du peuple palestinien vit sous l'occupation israélienne, avec l'assentiment des Etats-Unis Néanmoins, cette occupation ne profite nullement à la vaste majorité des Israéliens : à partir de cette donnée objective, il devrait être possible de mettre au point un réglement juste et durable qui tienne compte des revendications minimales de part et d'autre.

En tant que groupe national opprimé, anquel l'oppresseur dénie même cette qualité, les Palestiniens n'ont peut-être pas l'obligation morale de proposer un compromis. On ne peut s'empêcher de songer cependant que, s'ils s'engageaient à reconnaître l'Etat d'Israël et à cesser toute violence une fois les territoires évacués et leur Etat mis en place, cette initiative pourrait déclencher en Israel des réactions auxquelles on ne s'attend pas.

Au-delà du nationalisme

tituer les territoires occupés en 1967. Ils estiment que, si l'argument de la sécurité a pu convaincre l'opinion, ceux qui persistent à vouloir les conserver ont un autre mobile en tête. Désirant assumer un rôle dans la stratégie régionale qui se met en place sous l'égide des Etats-Unis, les responsables israéliens trouvent un atout supplémentaire dans une occupation qui renforce bien évidemment leur position. Il faut également tenir compte, dans ce refus, des relations coloniales qui se sont instaurées entre Israel et les populations - paysans et sous-prolétaires — des territoires occupés. Un marché captif s'offre désormais aux biens de consommation israéliens, tandis que l'écoulement des produits locaux (agricoles, en majorité) dans les pays arabes assure un appoint appréciable à la balance commerciale israelienne

Qui phis est, avec quelque cent mille personnes venant chaque jour travailler en Israël dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture les plus mai payés, l'économie dispose d'une main-d'œuvre aisément congédiable en cas de récession. Situation confortable : ni la bourgeoisie travailleurs israéliens n'ont jamai manifesté le moindre désir de modifier ce statu quo. Cependant, d'autres réalités pourraient entraîner le développement d'une opposition à la poursuite de l'occupation ; tel l'inquiétant engrenage de la résistance et de la répression, ou la charge croissante que représentent les dépenses militaires pour les salariés. Les habitants des taudis qui avaient voté pour la droite en 1977 demandent maintenant e de l'argent pour les pauvres, pas pour les colonies [de peuplement] p.

70ILA dix ans, un groupe de Palestiniens et d'Israéliens s'étaient entendus pour définir les conditions minimales de la paix : retour aux frontières de 1967 : démantèlement des colonies : reconnaissance du droit des Palestiniens l'autodétermination, y compris le droit pour eux de choisir leurs dirigeants et de fonder un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Aujourd'hui, la communauté mondiale, dans sa grande majorité a repris cette thèse et bien des indices laissent penser que l'O.L.P. serait prête à s'y rallier. Néanmoins, il existe toujours en Israël un vaste consensus pour la rejeter, attitude qui, à son tour, encourage les déclarations maximalistes dans le camp palestinien.

pays et ses habitants au profit de l'étranger qu'à se substituer aux autochtones comme autre nationalité dominante. Et. avec l'afflux des immigrants, la colonisation a changé de nature : il existe aujourd'hui une nation juive israélienne, avec sa langue, sa culture et sa structure de classes. Si demain, l'organisation sioniste devait disparaître, cette nation-là perdurerait.

Peut-être le régime israélien réussitil mieux que par le passé à se tailler un rôle au service de l'impérialisme américain. Mais combien d'autres' Etats sont dans le même cas, et dont la légitimité n'est pas mise en question ? Bien des Palestiniens ont fini par comprendre que l'existence d'un peuple juif israélien implique, pour lui aussi, un droit à disposer de son Etat propre, corollaire du droit des Palestimens à fonder le leur. L'Etat unique, c'est une solution qu'il faudrait imposer de force à la grande majorité des Israéliens ce n'est donc pas une formule viable. La reconnaissance des droits nationaux légitimes des Palestiniens n'en exige d'ailleurs pas tant..

ES erreurs de l'histoire, qu'elles remontent à deux mille ans ou à trentedeux ans, ne peuvent offrir une solide base de départ pour tenter de résoudre démocratiquement ce conflit de nationalités. Visant plus loin, les vrais socialistes israéliens cherchent aussi les moyens de susciter une conscience de classe pour mener une action révolutionnaire contre les bourgeoisies locales et contre la domination impérialiste dans la région, Trop souvent, les haines nationalistes ont été utilisées par les régimes en place pour détourner les populations du Proche-Orient de leurs vrais problèmes, y compris les Palestiniens et les Israéliens. Européens et Américains ont, eux aussi, joué un grand rôle dans la division des juifs et des Arabes. Du temps du mandat, les efforts des juis et des Palestiniens de gauche cherchant à s'entendre sur une formule d'autonomie commune furent sans cesse contrecarrés per les autorités britanniques. Lors du réglement de 1948, les Britanniques encouragèrent un accord entre Ben Gourion et le roi Abdallah de Jordanie sur le dos des Palestiniens. En 1956, Londres et Paris incitèrent Israël à attaquer l'Egypte alors que Nesser essayait discrètement de s'en-tendre avec l'Etat just.

* Journalista israélien.

Dans ce numéro :

PAGE 2:

Sans prolétariat ni socialisme, par Alain Bihr et Jean-Marie Heinrich.

PAGE 3:

Le Liban, témoin du déséquilibre arabe, par Sélim Turquié.

anglais - Allemand - Espagnol - Italien - Russe - Grec

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine lineuistique vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale. contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez sulvre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92). Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation. Posti-bilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Ensei-

gnement privé). Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, nº de juin, service 2245 35. rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Tel.: 270-81-88 PAGES 4 et 5:

LA REVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN : UNE VOIE SEMEE D'EMBUCHES, suite de l'article d'Eric Rouleau. — Les pièges du transfert de technologie, par Frédéric Langer.

PAGE 6:

La lente construction de l'industrie militaire égyptienne, par Baimo Vayrynen.

PAGE 7:

L'armée rouge, outil de la révolution ou de l'Etat? par Lilly Marcou. — Les difficultés de la démaoisation, suite de l'article de Jean Daubier.

PAGES 8 à 12:

LA POLOGNE SUR LA CORDE RAIDE : Une quête d'authenticité et d'honnêteté, par Jean Offredo. - La stratégie des intellectuels : vers la solidarité. par Ignacio Ramonet. — La grande faiblesse de l'économie : choix erronés et dogmatisme, par Wilhelm Jampel. - La dépendance à l'égard de l'Occident, par François Gèze. — Les particularités de la coopération au sein du Comecon, par Marie Lavigne. - Unicité du pouvoir politique, pluralité sociale et idéologique, par Victor Pay.

Le Mexique en quête d'une nouvelle forme de stabilité, par Jorge G. Castaneda, - «Le Rêve mathématique de Nikolaï Boukharine » de Christian Salmon, par Maurice Andreu.

PAGES 14 et 15:

PAGE 13:

Idéologie de la dictature militaire et défense des droits de l'homme en Argentine : le discours d'un général devant la Junte interaméricaine de défense : POUR LA RESTAURATION DES VALEURS PER-DUES. - Difficile enquête sur la répression, par Rodolfo Mattarollo.

PAGE 16:

TEMPETE SUR LA JAMAIQUE, par Edouard Bailby. - Le contrôle de l'opinion aux Etats-Unis : la «campagne permanente», par Pierre Dommergues.

PAGES 17 à 21:

LES SYNDICATS ET LE DEVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE : Nécessaire et difficile solidarité, par Marie-Claude Céleste. — Contre un certain type de développement, par Jacques Chérèque. — L'OLT. et le sort des masses rurales, par Mireille Lemaresquier. - Initiative syndicale et normes du travail. par Nicolas Valticos.

PAGE 22:

Recherches universitaires : Théorie des jeux et relations internationales, par Charles Zorgbibe. PAGE 23: Les livres du mois.

PAGE 24:

PAGES 25 à 27:

Cinéma politique : Filmer à droite par Ignaclo Ramonet, Jacques Demeure, Joseph Daniel et Christian Zimmer.

L'activité des organisations internationales.

« La Monde diplomatique » du mois de septembre 1980 a été tiré à 116 500 exemplaires.

Octobre 1980

-